



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

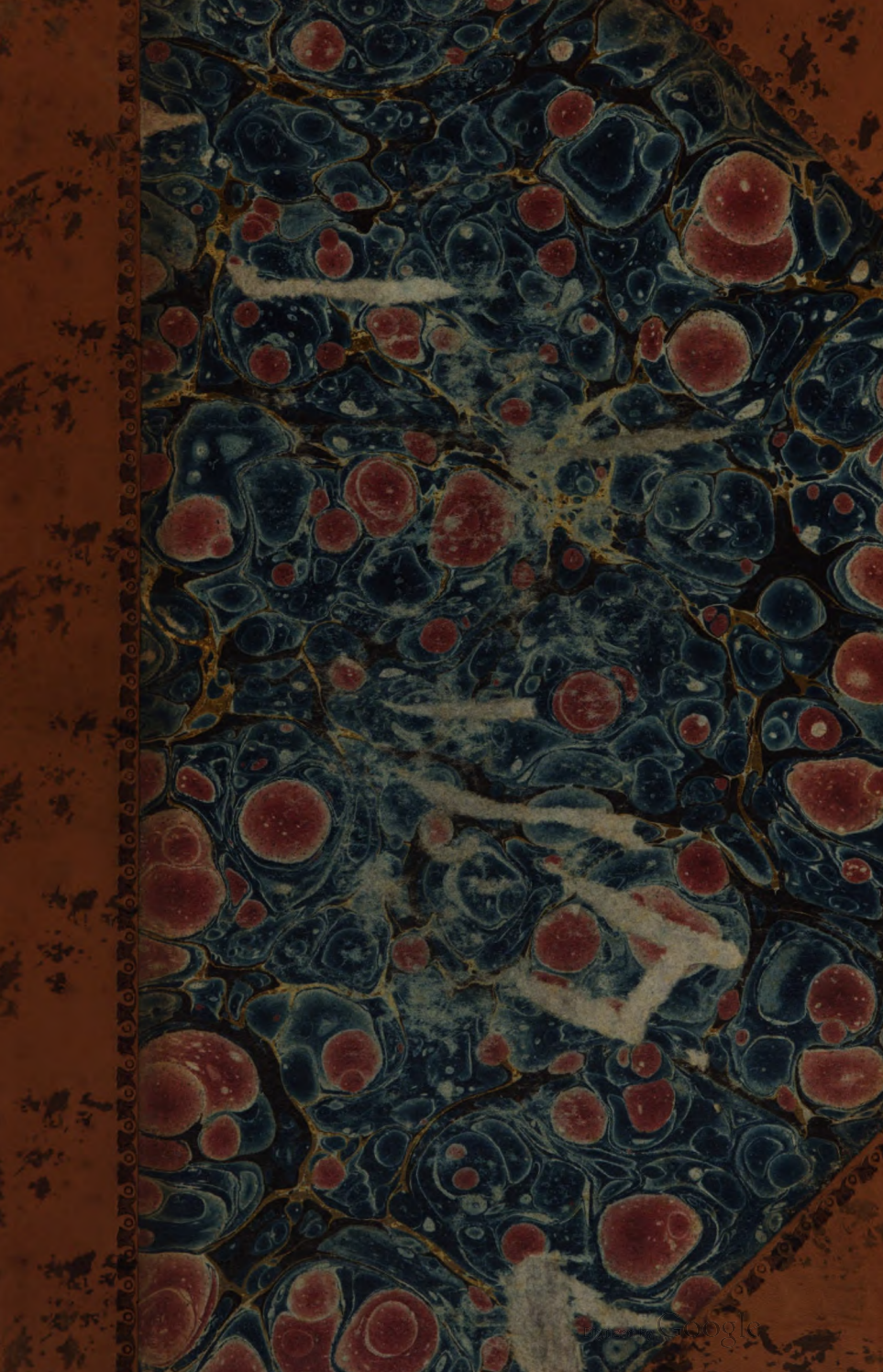
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

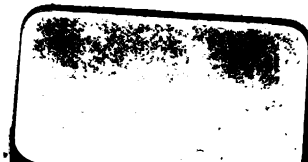
### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



1192

Soc. 20485 e  $\frac{92}{25.5}$













**MÉMOIRES**  
**DE**  
**L'ACADÉMIE IMPÉRIALE DE SAVOIE**

---

**SECONDE SÉRIE**



**MÉMOIRES**  
**DE**  
**L'ACADÉMIE IMPÉRIALE**  
**DE SAVOIE**

---

**SECONDE SÉRIE**

---

**TOME V**



25

**CHAMBÉRY**  
**IMPRIMERIE DE PUTHOD FILS , AU VERNEY**

---

**1862**





**TABLEAU**  
**DES**  
**MEMBRES DE L'ACADÉMIE IMPÉRIALE**  
**DES**  
**SCIENCES, BELLES-LETTRES ET ARTS**  
**DE SAVOIE**  
**AU 31 MARS 1862**

---

**MEMBRES DU BUREAU.**

**PRÉSIDENT.**

**Le marquis Léon COSTA DE BRAUREGARD.**

**VICE-PRÉSIDENT.**

**Le docteur Louis GUILLAND.**

**SECRÉTAIRE PERPÉTUEL.**

**Le chanoine François CHAMOUSSET.**

**SECRÉTAIRE.**

**L'avocat Louis PILLET.**

**SECRÉTAIRE-ADJOINT.**

**L'avocat Timoléon CHAPPERON.**

**TRÉSORIER.**

**Le docteur Eugène-Nicolas REVEL.**

**MEMBRES RÉSIDANTS.**

- Son Eminence Mgr Alexis BILLIET, cardinal archevêque de Chambéry, président honoraire perpétuel de l'Académie impériale de Savoie.
- M. le chanoine DÉPOMMIER, l'un des vicaires généraux du diocèse, supérieur du grand-séminaire.
- M. le chev. Auguste DE JUGZ, conseiller en retraite.
- M. Joseph BONJEAN, chimiste.
- M. le docteur Louis DOMENGET, médecin.
- M. le professeur François RABUT.
- M. l'abbé Pierre VALLET, professeur de physique au grand-séminaire.
- M. Jean-Baptiste BAILLY.
- M. Pierre-Antoine BEBERT, chimiste, professeur émérite.
- M. le docteur Joseph CARRET, chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu.
- M. ZEVORT, vice-recteur de l'Université.
- M. Alexis DE JUSSIEU, archiviste du département.

**MEMBRES EFFECTIFS NON RÉSIDANTS.**

- Mgr CHARVAZ, archevêque de Gênes.
- Mgr VIBERT, évêque de Maurienne.
- Le baron Joseph JACQUEMOUD, sénateur du royaume d'Italie (Turin).
- Le chanoine MARTINET (Villette en Tarentaise).
- Le docteur TRÉSAL, médecin (Bourg-Saint-Maurice).
- M. François SALUCE, chimiste (Pont-Beauvoisin).
- Le comte MÉNABRÉA, général du génie, sénateur du royaume d'Italie (Turin).
- Mgr MAGNIN, évêque d'Annecy.
- Mgr DUPANLOUP, évêque d'Orléans.

**MEMBRES DE DROIT.**

- Le vice-recteur de l'Académie.
- L'inspecteur de l'Académie.

**MEMBRES AGRÉGÉS.**

MM.

- AGASSIZ, géologue, à New-York (Etats-Unis d'Amérique).
- BAUX Jules, archiviste départemental, à Bourg (Ain).

BONNEFOY, notaire, à Sallanches (Haute-Savoie).

ELIE DE BEAUMONT, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, à Paris.

BONJEAN Louis, docteur-médecin, à Rio-Janeiro (Brésil).

CAFFE Paul, docteur-médecin, à Paris.

CALLOUD Charles, chimiste, à Chambéry.

CIBRARIO Louis, membre de l'Académie des sciences, à Turin.

COSTERG, docteur-médecin, à Paris.

DE LA RIVE, professeur de physique, à Genève.

DESCOTES Eloi, chanoine, à Chambéry.

DUCIS, abbé, professeur, à Annecy.

FABRE Adolphe, président du tribunal de Chambéry.

FOURNET, professeur de minéralogie, à Lyon.

GAL, chanoine, à Aoste (Piémont).

GENIN Félix, entomologiste.

GREYFFÉ (le comte Amédée), avocat, à Chambéry.

MARIN (le comte Léonide), à la Motte-Servolex (Savoie).

MOLIN, professeur de peinture, à Chambéry.

MORIS (le chevalier), sénateur du royaume d'Italie, à Turin.

PONSERO, docteur en médecine, à Suse (Piémont).

RAYMOND Jacques, professeur émérite, à Chambéry.

REPLAT Jacques, avocat, à Annecy.

SCLOPIS Frédéric, sénateur du royaume d'Italie, à Turin.

SISMONDA Ange, professeur à l'Université de Turin.

TROMPEO, docteur en médecine, à Turin.

WROLIX, secrétaire perpétuel de 1<sup>re</sup> classe de l'Institut royal des Pays-Bas, à Amsterdam.

#### MEMBRES CORRESPONDANTS.

MM.

ALLUT (ancien officier), à Lyon.

ANDRIOLI, colonel, à Savone.

ADRIANI, professeur d'histoire et géographie, à Racconis.

BARUFFI (l'abbé), professeur émérite, à Turin.

BELLARDI Louis, minéralogiste, à Turin.

BLAVIGNAC, architecte, à Genève.

BOLTSHAUSER, professeur de physique, à Florence.

BOTTO, professeur de physique, à Turin.

BOUCHET, avocat, bibliothécaire, à Chambéry.  
BOULLÉE, membre de l'Académie, à Lyon.  
BURDIN, ingénieur, à Clermont-Ferrand.  
CACCIA (comte Maximilien), à Vercell.  
CANTU, professeur de médecine, à Turin.  
CHALLAMEL, chanoine, à Annecy.  
CHAUMONT (marquis de), à Lyon.  
CHAVANNE, professeur, à Lausanne.  
CHRESTIEN, docteur-médecin, à Montpellier.  
CHRISTOL (Jules de), géologue, à Montpellier.  
CLERT-BIRON, géomètre, à Saint-Pierre d'Albigny.  
CONSORTI TADDEO, chanoine, à Brescia.  
CROISOLLET, notaire, à Rumilly.  
CROSET-MOUCHET, chanoine, à Pignerol.  
DATTÀ, professeur de philosophie, à Turin.  
DE BOECKER, président de la Société d'histoire et des beaux-arts de  
Flandres-Maritimes, à Bergues (nord).  
DE FORAS (le comte Amédée), à Thonon.  
DE GINGINS LA SARRAZ, à Lausanne.  
DEMARIA, inspecteur des douanes.  
DE MAY, docteur-médecin, à Saint-Gervais (Haute-Savoie).  
DÉPOISIER, professeur, à Cluses.  
D'ESCHAVANNES (le comte), à Paris.  
DESPINE, docteur-médecin, à Aix-les-Bains.  
DREVET Paul-Gaspard, homme de lettres, à Chambéry.  
DUBEUX, procureur général.  
DU BOYS Albert, président de l'Académie delphinale, à Grenoble.  
DUMONT François, pharmacien, à Bonneville.  
DUPLAN, avocat, à Moutiers.  
DURANTE, inspecteur des forêts, à Nice.  
DUVERGER (le comte), capitaine de cavalerie, à Chambéry.  
FAVRE, chanoine honoraire, à Chambéry.  
FAVRE, abbé, professeur émérite, à Annecy.  
FAVRE Alphonse, géologue, à Genève.  
FERRERO Gabriel-Maximilien, officier.  
GARBILLIETTI Antoine, docteur collégié, à Turin.  
GARIEL, bibliothécaire de la ville, à Grenoble.  
GLOWER Melvil, professeur, à Oullins.  
GONDRAU, professeur de philosophie, à Chambéry.

GONOD, professeur de rhétorique, à Clermont-Ferrand.

GROBEL, supérieur du petit-séminaire, à La Roche.

GUGET, professeur de géographie, à Neuchâtel.

GUGGEN-BUHL, docteur-médecin, à Abendberg (Suisse).

GUILLERMOND, pharmacien, à Lyon.

HAMMAN Herman, à Genève.

HAMON, curé de Saint-Sulpice, à Paris.

HENRY Ossian, chimiste à Paris.

HERPIN (de Metz), docteur-médecin, à Paris.

HERVIER, docteur-médecin, à Rive-de-Giers (Loire).

HUARD Adolphe, homme de lettres, à Paris.

HUGARD Jacques, peintre, à Paris.

ITIER Jules, inspecteur des douanes, à Marseille.

LACHENAL, docteur-médecin, à Annecy.

LACOSTE Jean-Fleury, à Cruet.

LANCIA DI BROLO (le duc Frédéric), à Palerme.

LAURENT (le révérend Père), capucin, à Lyon.

LECOQ, professeur à la Faculté, à Clermont-Ferrand.

LECOY DE LA MARCHE, archiviste, à Annecy.

LEJOLIS Auguste, docteur-médecin, à Cherbourg.

LHUILIER, professeur de mathématiques, à Genève.

LONG Denis, docteur-médecin, à Die (Drôme).

LUNEL, docteur-médecin, à Paris.

MACCARY, docteur-médecin, à Paris.

MACÉ Antonin, professeur à la Faculté, à Grenoble.

MALLET, président de la Société d'archéologie, à Genève.

MANNO, sénateur du royaume d'Italie, à Turin.

MARCIEU (le marquis de).

MARIANINI, à Modène.

MARTINI Pierre (le chevalier), à Cagliari.

MARTIGNY, abbé.

MATILE, professeur, à Neuchâtel.

MATHERON, géologue, à Marseille.

MERMILLOD, curé de Notre-Dame de Genève, à Genève.

MICHELIN Hardouin, membre de la Société géologique, à Paris.

MIGNARD, archéologue, à Dijon.

MILLET D'AUBENTON, inspecteur des forêts, à Belley.

MORETTI, professeur de botanique, à Pavie.



**MOREL**, docteur-médecin, à Rouen.  
**MOTTARD**, docteur-médecin, à St-Jean de Maurienne.  
**MUNARET**, docteur-médecin, à Brignals (Rhône).  
**PADIGLIONE**, à Naples.  
**PERREY Alexis**, professeur à la Faculté, à Dijon.  
**PERRICAUD (ainé)**, bibliothécaire de la ville, à Lyon.  
**PERRIER DE LA BATIE (E.)**, botaniste, à Albertville.  
**PERRIER DE LA BATIE René**, avocat, à Chambéry.  
**PÉTREQUIN**, docteur-médecin, à Lyon.  
**PILLOT**, membre de l'Académie delphinale, à Grenoble.  
**PINGET**, docteur-médecin, à La Roche.  
**PONCET**, chanoine, à Annecy.  
**PUGET Alfred**, avocat, à Saint-Julien.  
**RAGAZZONI**, docteur-médecin, à Turin.  
**REYNAUD Marie** (bibliophile), à Montpellier.  
**REVILLOUD**, professeur d'histoire, à Grenoble.  
**REVIGLIO**, professeur à l'école vétérinaire, à Turin.  
**RINGUET**, vétérinaire, à Rumilly.  
**ROLLIER**, officier des postes, à Thonon.  
**ROSSIGNOL**, archiviste du département de la Côte-d'Or, à Dijon.  
**SISMONDA Eugène**, naturaliste, à Turin.  
**SLERODER**, bibliothécaire (Suède).  
**SOCQUET**, docteur-médecin, à Lyon.  
**SONGEON André**, naturaliste, à Chambéry.  
**SONNET**, docteur-médecin, à Buenos-Ayres.  
**SOPRANIS**, abbé, à Turin.  
**SPANO**, chanoine, à Cagliari.  
**STOPPANI Antoine**, professeur, à Milan.  
**TERREBASSE (comte de)**, à Valence.  
**TOURNIER**, curé de la Métropole, à Chambéry.  
**TREPIER (l'abbé)**, à la Terrasse près de Grenoble.  
**VALLET DE VIRVILLE**, professeur à l'école des chartes, à Paris.  
**VINGTRINIER**, docteur-médecin, à Rouen.





# COMPTE-RENDU

DES

## TRAVAUX DE L'ACADÉMIE IMPÉRIALE DE SAVOIE

1860-1861

Par M. PILLET Louis, avocat,

Secrétaire de l'Académie.

---

Le règlement de notre Académie exige qu'à la fin de chaque année le secrétaire perpétuel présente un *compte-rendu sommaire des travaux de la Société* (Art. 18).

C'est là une sage disposition. Elle a pour but, non de satisfaire une vanité puérile, mais de résumer en un seul tableau les devoirs multiples imposés à notre Académie. Là, comme dans un bilan annuel, nous voyons si nous avons suffi à tous les détails de notre tâche ; là aussi, initié à nos travaux, le public apprend à connaître et, disons-le, à estimer les services des plus modestes soldats de la compagnie.

En l'absence du secrétaire perpétuel, j'ai été chargé du compte-rendu de la dernière année, qui s'étend du 15 novembre 1860 au 15 novembre 1861.

J'ai d'abord à signaler trois volumes publiés durant cette période :

Le volume IV<sup>e</sup> des *Mémoires*, 2<sup>e</sup> série, qui a été distribué au mois de juillet ;

Le volume II<sup>e</sup> de *Documents*, contenant les chartes du diocèse de Maurienne, par S. Em. M<sup>gr</sup> Billiet, archevêque de Chambéry, notre président honoraire perpétuel ;

Enfin le petit programme archéologique intitulé : *Documents et Conservation des Monuments historiques*.

Il ne m'appartient pas de présenter ici une analyse, et moins encore une appréciation de ces travaux. Je puis dire seulement que jamais l'Académie de Savoie n'avait eu d'année plus féconde et mieux remplie.

Cette activité a dû dès lors subir un temps d'arrêt. L'Académie remarquait que le caractère d'impression employé, depuis près de quarante ans, pour ses Mémoires était usé, hors de service. A sa demande, l'imprimeur a renouvelé son matériel, ou pour employer le terme technique, son *caractère*. De là est résultée une suspension du travail des presses pendant une grande partie de l'année, ce qui retardera nécessairement la publication du prochain volume.

Néanmoins, l'Académie n'est pas restée inactive ; je vais passer en revue les diverses communications qui ont occupé ses séances. Pour le faire avec ordre, je parlerai successivement : 1<sup>o</sup> d'histoire et d'archéologie ; 2<sup>o</sup> d'agriculture et sciences ; 3<sup>o</sup> des divers concours dont elle est juge ; 4<sup>o</sup> du mouvement de son personnel ; 5<sup>o</sup> de ses relations avec les autres Sociétés savantes.

## I.

## HISTOIRE ET ARCHÉOLOGIE.

Pour une Société départementale, dans un pays qui depuis huit siècles a conservé son autonomie et une physionomie provinciale fortement accusée, l'étude la plus attrayante est, sans contredit, celle de l'histoire nationale. Aussi, quoiqu'il se soit fondé récemment à Chambéry une Société spéciale d'*Histoire et d'Archéologie*, qui chaque année publie des Mémoires, l'Académie n'a-t-elle pas cessé de moissonner dans ce champ fertile, auquel il ne manque que des travailleurs.

Dès la séance de rentrée du 15 novembre 1860, Son Eminence Monseigneur Billiet nous a lu la biographie sévère mais pleine d'intérêt de Philibert Simond, prêtre apostat, député de la Convention en Savoie, qui a joué un si triste rôle dans le drame sanglant de la Révolution. Cette époque est assez loin de nous pour que la voix impartiale de l'histoire commence à dominer le cri des passions, et cependant assez voisine encore pour que les souvenirs, les traditions locales fournissent de nombreux documents au chroniqueur. Ce travail intéressant ouvrira le prochain volume de Mémoires.

M. le marquis Costa de Beauregard a écrit une autre page de l'histoire nationale, c'est sur le *Livre anonyme*, travail inédit de Samuel Guichenon. Ce n'est pas une simple curiosité de bibliophile, mais l'exposé des prétentions rivales des ducs de Savoie et de la république de Venise au titre honorifique de roi de Chypre, le récit des luttes de préséance entre les ambassadeurs de Savoie, de



Venise et de Toscane. Il serait superflu de donner l'analyse de ce travail, qui paraîtra également dans les Mémoires de l'Académie.

M. F. Rabut, aujourd'hui professeur d'histoire au lycée d'Agen, continue ses études sur la numismatique savoyennaise; il nous a envoyé une *Quatrième Notice sur quelques Monnaies de Savoie inédites*. L'impression en a été pareillement votée.

M. l'avocat Chapperon, président du tribunal de commerce, nous a lu plusieurs chapitres de sa curieuse histoire de Chambéry intitulée : *Tableau de Chambéry à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle*. C'est un tableau vivant où la ville ancienne apparaît ressuscitée avec ses rues, ses monuments et, ce qui est plus précieux, avec ses mœurs, ses institutions, sa physionomie du moyen âge; tout cela extrait des papiers inédits de la mairie de Chambéry et des archives de Turin.

Nous ne pouvons qu'attendre avec impatience l'impression de ce travail de longue haleine, qui, à lui seul, ne formera pas moins d'un volume de nos Mémoires.

M. Chapperon est chargé en même temps de faire imprimer, pour le troisième volume de *Documents*, les franchises de Chambéry, avec les diverses chartes qui sont le point de départ de notre histoire municipale.

Pendant que ces œuvres capitales étaient soumises au jugement de l'Académie, elle recevait communication d'autres travaux dont elle se plaît à reconnaître le mérite et à encourager les auteurs.

M. le comte Amédée de Foras, de Thonon, a copié avec soin, en conservant le style et l'orthographe originale, *l'inventaire des armes trouvées dans le cabinet du chateau de ceste ville* (Thonon), *quant este remue en*

*une des chambres de la Tour sus la Perrière, par M<sup>e</sup> Claude-Philibert Rivollet, cy-devant gardiateur dudit gabinet qu'estait auparavant en une chambre au logis neuf du coste de la cave. 17 juin 1616.*

Cet inventaire, en 104 articles, d'un petit arsenal est fort intéressant en ce qu'il nous montre l'état des armes à cette période de transition, où les *pistolets à rouets*, les *arquebuses de six pieds de longt*, les *coulourines*, les *petits musquets a l'espagniole* et les *gros musquets monte à la francoise* commençaient à remplacer et reléguer aux antiques les vieilles armures d'hommes, de cheval, la *rondache*, l'*albarde*, l'*épéus*, l'*arc à tirer flèches*, la *masse d'armes* et tous les autres engins des siècles de chevalerie.

Il reste déposé aux archives de l'Académie, pour être mis à la disposition des amateurs.

Le même auteur nous a adressé un mémoire intitulé : *Notes historiques sur les Chartreuses de Vallon et Ripaille en Chablais*. Ce sujet avait été traité déjà par notre regretté collègue, le conseiller L. Ménabréa, dans une *Notice sur l'ancienne Chartreuse de Vallon en Chablais*, insérée au volume I<sup>er</sup> de nos Mémoires, 2<sup>e</sup> série. L'Académie n'a pu, en conséquence, admettre dans ses Mémoires ce second travail ; mais elle y a remarqué plusieurs points, plusieurs faits nouveaux qu'il importe de consigner ici.

Sur la fondation de la Chartreuse, en l'an 1138, par les sires de Langin, de Ballaison et de Cervens, sur les donations ajoutées peu après par Aymon de Faucigny, nos deux auteurs sont d'accord. Il n'existe entre eux qu'une différence, ou plutôt un malentendu dans les mots. Ainsi, Ménabréa disait :

« La donation des sires de Langin, de Ballaison et de Cervens aux ermites de Vallon n'aurait peut-être pas permis à ces religieux de fonder en cet endroit quelque chose d'évidemment stable, si le sire de Faucigny ne leur eût fait des libéralités tellement amples, qu'on le regarda dès lors, et à juste titre, comme le *véritable fondateur du monastère*. »

M. de Foras maintient les droits des seigneurs de Langin, Ballaison et Cervens au titre de fondateurs :

« On sait, dit-il, que les *fondateurs*, quelque peu considérable que fût leur donation ou fondation, étaient ceux qui les premiers, par leurs pieuses libéralités, donnaient naissance à une nouvelle maison religieuse. Le titre de *bienfaiteurs* était réservé à ceux qui, comme Aymon de Faucigny, ajoutaient aux anciennes fondations. On peut voir, du reste, dans le cours de ma notice, que les donations des hauts et puissants seigneurs de Langin, de Cervens et de Ballaison, dans les confins desquelles ont été élevés une douzaine de hameaux ou villages, équivalaient presque en valeur à celles des sires de Faucigny. Malgré tout cela, on comprend fort bien que, par l'importance de ses donations, à cause de sa haute position de prince souverain, et surtout de la constante protection qu'Aymon I<sup>er</sup> et les siens accordèrent aux chartreux de Vallon, ceux-ci l'aient appelé *verus domûs Vallonis fondator*, en reconnaissance des bienfaits qui assurèrent leur existence. »

N'est-ce pas là ce que disait, en d'autres termes, M. Ménabréa ?

Passons outre : Ménabréa rapporte à l'année 1138 environ la donation d'Aymon de Faucigny, et la mort de ce prince à l'an 1164. Sur ces deux dates, M. de Foras combat l'opinion de son devancier :

« Ce n'est qu'avec le doute que doit éprouver tout homme nouveau dans les travaux historiques, en face d'un nom qui fait autorité comme celui de M. Ménabréa, que j'ose poser ici la question, si notre académicien a été dans le vrai en attribuant la première donation des sires de Faucigny à l'année 1138. Le manuscrit dont j'ai parlé, dit positivement que cette donation n'avait pas de date, mais qu'elle fut faite à la même époque, *eodem tempore*, ce qui comporte un certain laps d'années. Les précieuses annales de l'ordre des chartreux (Manuscrit de la bibliothèque de Grenoble) racontent ainsi la fondation de la maison de Vallon : « Ejus foundationem ad hunc annum « (1138 indict. I<sup>o</sup>) referunt omnes domorum ordinis indi- « ces manuscripti..... Ejus fundatores dicuntur domini « de Langino, de Servanco et Ballansone sive Vallanzone... « Hos præter, alius etiam fundator putabatur Aymo de « Fossiniaco, cui tantum benefactoris titulum censemus « tribuendum, quod ex domus Repausatorii quam ipse « postea fundavit, apertissime constet, illum ante præ- « fatum annum nullam construxisse cartusiam. Sic enim « ibi legitur : *Ego Aymo de Fulciniaco, multum deside- « rium et prumptam jam a multo tempore habens volun- « tatem, quatenus pro animæ meæ salute, domum « cartusiensis ordinis in meo ædificarem et construerem « territorio, tandem a Domine exauditus ad optatum « hujus rei effectum perveni.* »

« La date de la fondation de la Chartreuse du Repausoir est, d'après Ménabréa lui-même, de l'an 1151. Il est évident qu'avant cette époque, Aymon de Faucigny n'avait fondé sur son territoire aucune Chartreuse ; il est donc sûr qu'il n'avait pas, en 1138, enrichi ou créé celle de Vallon, et que cette donation, attribuée par Ménabréa à

l'an 1138, est postérieure à la fondation du Repausoir, soit à l'an 1151. S'il m'est permis de faire une supposition, je donnerais à cette fondation une date postérieure à l'an 1170 ou 1172 environ, soit après le relâchement conditionnel fait par l'abbaye d'Aulps aux religieux de Vallon, et je porterais la mort d'Aymon de Faucigny, arrivée, selon M. Ménabréa, peu après 1161, à beaucoup plus tard. »

Dans ce petit débat historique, nous pencherions pour l'opinion de Ménabréa, et nous avouons n'être point ébranlé par les arguments de son contradicteur. Si le Manuscrit de la bibliothèque de Grenoble invoque les paroles d'Aymon de Faucigny dans la charte de fondation du Repausoir, c'est pour en conclure qu'Aymon ne se considérait lui-même pas comme le fondateur de la Chartreuse de Vallon, mais seulement comme bienfaiteur. Il ne met pas en doute que ces bienfaits ne soient antérieurs à l'an 1151, et ne se rapportent aux premières années après 1138, *eodem tempore*. Quant à la mort d'Aymon, elle est antérieure à 1168, puisque son successeur, Rodolphe II, paraît déjà dans des actes à cette époque; il est impossible de la reculer jusqu'à 1172, s'il est vrai, comme l'atteste Ménabréa, que ce Rodolphe lui-même fût déjà mort et remplacé par son frère Henri en 1171.

Ces critiques de détail ne nous empêchent point de rendre justice aux recherches de M. de Foras. C'est surtout à partir de l'année 1536, où s'arrête le travail de Ménabréa, que celui de M. de Foras est intéressant à consulter. Il complète la notice insérée dans le I<sup>er</sup> volume de cette série de nos Mémoires. On nous permettra d'en extraire les faits principaux :

« L'an 1536, les Bernois et les Valaisans, ligués contre le duc de Savoie, envahirent, à l'exemple du roi de France, les bailliages de Chablais, Ternier et Gaillard.

« Les Valaisans gardèrent le pays de Gavot, jusqu'au pont de la Dranse, l'abbaye d'Aulps, Mégevette et près de la moitié de la paroisse d'Habères. Les Bernois eurent le reste.

« La possession de la Chartreuse de Vallon et de la paroisse de Bellevaux demeura, quoique le reste du Chablais fût entre les mains des Bernois, en controverse pendant sept ans. Charlotte d'Orléans, aïeule maternelle du duc de Nemours, ayant prétendu que lesdits lieux de Vallon et de Bellevaux dépendaient de la baronnie de Faucigny et non du Chablais, le différend fut porté et débattu devant le conseil du roi, qui siégeait en Savoie. Les Bernois eurent finalement gain de cause; car après sept ans de discussion, intervint un arrêt du seigneur Pelisson, président du conseil, qui adjugea Bellevaux et Vallon tout entier au Chablais, quoique plus de la moitié du territoire de cette Chartreuse, soit la partie en amont du Brevon tirant au midi, donnée par les seigneurs de Faucigny, fit réellement partie de cette seigneurie.

« Mal en advint aux pauvres chartreux; car dès que, par l'exécution de cet arrêt, la Chartreuse de Vallon et le prieuré de Bellevaux furent soumis aux rudes étreintes de l'ours de Berne, les prêtres et les religieux en furent immédiatement chassés. Fort heureusement, pendant la durée du litige, nos chartreux avaient eu le temps de sauver tout ce qu'ils avaient de précieux, leurs titres et chartes, et tous leurs meubles, qui furent portés ou donnés aux maisons de Mélan et du Repausoir. Il fut dressé un inventaire des meubles, titres et bétail de Vallon par le R. P. dom Vincent Defagis, vicaire de Mélan, assisté de dom François Rogini, prieur de Vallon, suivant commission à eux donnée le 20 septembre 1543, par le



R. Père général des chartreux, qui était alors dom Pierre de Leyde.

« Les Bernois et les Valaisans continuèrent à occuper les bailliages de Chablais, Ternier et Gaillard, jusqu'à l'an 1564, où, par le traité de Nyon, ils rendirent à la Maison de Savoie ces belles provinces, les laissant infectées de l'hérésie, que, trente ans plus tard, notre grand saint François de Sales, l'apôtre du Chablais, devait combattre avec tant de succès. La Chartreuse de Vallon, faisant partie du Chablais, suivit le sort de cette province; mais ce qui semblait devoir la relever fut au contraire pour elle une perte plus grande encore. Emmanuel-Philibert, qui faisait bâtir alors le fort de l'Annonciade, ayant ses finances fort délabrées, donna charge (par procure spéciale, faite à Seyssel, le 26 juillet 1569), au seigneur Gauthier, seigneur d'hôtel et maître de chambre en Savoie, d'aliéner pour 10,000 écus de son patrimoine, qui seraient affectés au paiement des dépenses d'établissement du fort susmentionné..... »

Notre jeune chroniqueur énumère ici les diverses ventes faites des biens de la Chartreuse. Il n'en resta que quelques débris de si peu de valeur, que le chapitre général de l'ordre les distribua, le 14 août 1576, entre les Chartreuses de Mélan et de Pommiers. « Et ainsi, ajoute-t-il, parut être consommée l'entière extinction de notre antique Chartreuse. »

Mais à Emmanuel-Philibert avait succédé, en 1574, Charles-Emmanuel I<sup>er</sup>. Dom Curtet, prieur de la Chartreuse de Pommiers, comptant sur les bonnes dispositions du prince, lui demanda la restitution des biens de la Chartreuse de Vallon. Par patentes du 18 octobre 1599, il obtint pleine main-levée de tous les biens, droits et

revenus, tels qu'ils étaient possédés lors de l'invasion des Bernois.

Comme il était facile de le prévoir, ce fut la source d'une multitude de procès contre chacun des détenteurs. Ce serait sortir du domaine de l'Académie, que de raconter les incidents et les péripéties qui se succédèrent jusqu'à la sentence définitive des délégués nommés pour connaître de cette affaire. Suivant leurs arrêts du 14 janvier et 8 décembre 1608, qui mirent fin à la contestation, ceux qui possédaient en vertu des albergements faits par les Bernois, furent condamnés à rendre les biens qu'ils tenaient, sans qu'il leur fût rien restitué sur le prix, ils les avaient obtenus à des conditions si avantageuses, que, par le moyen des fruits excédant le juste intérêt de 5.0/0, ils se trouvaient payés en ces quelques années de leurs sommes principales.

« Ce qui avait été vendu par Emmanuel-Philibert à un prix convenable, fut racheté aux possesseurs en conformité de ce qu'ils l'avaient payé.....

« Par deux ordonnances du chapitre général de l'ordre, du 2 mai 1619, et du Père général Bruno d'Affringues, de l'an 1626, les rentes qui avaient été transférées aux Chartreuses de Pommiers et de Mélan furent rendues à leurs anciens possesseurs, les chartreux de Vallon. Ainsi cette Chartreuse se trouva de nouveau en pleine et paisible possession de toutes ses anciennes propriétés. »

La piété du duc Charles-Emmanuel ne s'en tint pas là ; citons quelques mots de la *Fidelle relation de la fondation de la Chartreuse de Vallon*, etc., curieux manuscrit du XVII<sup>e</sup> siècle, possédé par M. de Foras :

« COMMENT LE PARC DE RIPAILLE A ESTÉ DONNÉ A L'ORDRE.

« En ce temps Charles-Emmanuel, onzième duc de

Savoie, voulant gratifier ledit ordre, lui donna le parc de Ripaille tout clos et environné de murailles, qui peut contenir environ cinquante journaux de terre et une petite demy lieue de circuit avec tous les batiments et mazes estans en iceluy à forme de ses patentes escrites en parchemin scellées du seau pendant en cire rouge données à Turin le douzième octobre 1623.....

« Faut noter que tout ainsy que Vallon fut donné à l'ordre à l'instance d'Arducus Evesque de Genève, prélat digne d'heureuse et sainte mémoire porté d'une singulière affection et bienveillance envers ledit ordre, de mesme le parc de Ripaille fut donné à l'ordre à l'instance et poursuite fort particulière du B. François de Sales aussy Evesque de Genève qui au temps que la donation d'iceluy parc se treuve presque entièrement interrompue par divers événements de plusieurs mauvais affaires se rendit lui-mesme solliciteur dudit affaire tout auprès de S. A. que de l'ordre joustes ses lettres escrites à ce sujet à notre R. P. dom d'Affringues général de l'ordre. »

C'est en 1628 que le chapitre des chartreux consentit à transporter l'ancienne Chartreuse de Vallon dans le parc de Ripaille; elle y resta jusqu'à la Révolution française.

Ripaille fut alors vendu comme bien national, et adjugé le 24 messidor an iv à Charles Amand; celui-ci fit élection d'ami, le 4 vendémiaire an v, en faveur des citoyens Will. Trolliet et Panchaud, qui le vendirent au général de division comte Dupas, par acte du 10 avril 1809, Arminjon notaire. Les fils du général Dupas possèdent encore aujourd'hui cette magnifique propriété.

Nous terminons ici cette analyse qui suffira, du moins, à montrer chez M. de Foras des études saines, sérieuses et sagement dirigées. L'Académie a voulu lui en témoigner

sa satisfaction, en lui décernant le titre de membre correspondant.

A l'histoire se rattache un autre ordre de travaux : nous voulons parler de la *conservation des monuments historiques*.

Avant l'annexion de la Savoie à la France, notre Académie avait cru qu'il lui appartenait de prendre dans son ressort l'initiative et la direction de cette croisade pacifique. L'œuvre était organisée dès l'année 1859. Elle n'a pas cru la devoir abandonner dès lors et la fonder dans la grande association dirigée par le vénérable et savant M. de Caumont.

En 1864, elle a fait publier par son secrétaire-adjoint un programme de cette œuvre, avec une instruction détaillée sur les restaurations à entreprendre principalement dans les églises. Ce sont là, en effet, presque les seuls monuments, qui, dans notre pays, aient un caractère architectural. Elle en a mis un exemplaire à la disposition de chacun des curés de la Savoie.

Les préceptes, les conseils ne suffisent pas, il faut surtout des actes.

Entre les églises de notre ville, et disons même de la Savoie, l'une des plus anciennes, des plus curieuses et aussi des plus maltraitées, c'est, sans contredit, la crypte de Lémenc. Si nos conjectures ne nous trompent, la petite rotonde du baptistère et les parties avoisinantes appartiendraient au roman primitif, à la fondation de Rodolphe III de Bourgogne et de la pieuse reine Ermengarde, si ce n'est même à la période carlovingienne.

L'Académie a d'abord chargé une commission de la

visiter et de présenter un rapport sur les réparations à entreprendre. Sur le rapport rédigé par M. de Jussieu, *inspecteur des monuments historiques pour le département de la Savoie*, elle a alloué un subside pour le débadigeonnage des charmantes colonnes du baptistère, ainsi que pour une grille en fer destinée à protéger et ce baptistère et le groupe colossal de la descente de croix. Quelques détails de devis ont seuls retardé l'exécution de ces travaux.

En visitant la crypte, sous le chœur de l'église de Lémenc, les membres de la commission se sont enquis d'une autre crypte, ou chapelle sépulchrale creusée sous le cimetière de la même paroisse. Par une regrettable et récente bévue, sous le prétexte d'en soutenir la voûte qui menaçait ruine, on a coupé la nef par un grand mur, dans lequel on n'a pas même eu soin de ménager une porte, de manière que le chœur est devenu aujourd'hui inaccessible. Ce qui reste apparent permet de voir encore quelques sculptures d'un bon style ogival.

Avant de voter des fonds pour la restauration de ce petit monument, l'Académie tâchera de le faire explorer et de vérifier si le mérite artistique vaut les dépenses que nécessiterait ce travail.

En refaisant le pavé de l'église métropolitaine de Chambéry, le Chapitre en a extrait un grand nombre de pierres tumulaires, et les a fait replacer en dallage dans les cloîtres de l'archevêché.

L'Académie a présenté avec déférence quelques observations à ce sujet, et demandé que les dalles portant des inscriptions ou armoiries fussent dressées le long des murs des cloîtres, au lieu de rester dans un pavé exposées à une prompte détérioration.

M<sup>sr</sup> Billiet a accueilli cette réclamation, et demandé un

membre de l'Académie pour procéder avec lui au classement et à la disposition des dalles, ce qui se fera prochainement.

Nous n'avons parlé jusqu'ici que des monuments de Chambéry; or l'Académie tient à justifier son titre d'Académie de *Savoie*, et à étendre son action à tout ce qui compose notre vieille patrie.

Le 8 mai 1861, M. le docteur Mottard, président de la Société d'histoire et d'archéologie de Maurienne, nous écrivait pour signaler à l'attention de l'Académie une crypte qui doit exister sous le chœur de l'église cathédrale de Saint-Jean. Elle a été aperçue, en 1826, dans des réparations qui furent faites alors à l'église, et M. le chanoine Angleys la mentionne dans son histoire du diocèse. La Société de Maurienne offrait de se mettre à l'œuvre pour déblayer cette chapelle, *si elle avait des fonds disponibles et si elle rencontrait aide et sympathie.*

Cette proposition rentrait évidemment dans le programme de l'Académie; aussi a-t-elle transmis aussitôt la demande de M. Mottard, soit à l'*architecte diocésain*, soit à l'*inspecteur des monuments historiques*, avec pressantes recommandations. Elle attend que ces fonctionnaires, dans les travaux projetés par l'Etat, en réparation de la cathédrale, aient pu dresser un devis des sommes à dépenser à la crypte, pour décider la part qu'elle en prendrait à sa charge de concert avec le gouvernement.

Dans le diocèse de Tarentaise, il reste un monument non moins remarquable, et qui serait d'une conservation plus facile : c'est la chapelle du prieuré de Saint-Martin, à Aime, charmant édifice du *xii<sup>e</sup>* siècle, orné de fresques effacées et portant incrustées dans ses murs les plus belles inscriptions romaines que possède la Savoie.

Déjà en 1859, au jour de l'organisation de notre comité pour la conservation des monuments historiques, M. l'abbé Ducis, professeur au collège et membre correspondant de l'Académie, avait formulé une demande et transmis d'excellents croquis. On espérait que M<sup>me</sup> Chenu, propriétaire de ces masures converties aujourd'hui en grange et bûcher, consentirait à les rendre au culte, et qu'on assurerait ainsi la bonne conservation du peu qu'il serait possible de sauver.

Malheureusement, ces espérances ont été déçues. M<sup>me</sup> Chenu, animée des meilleures intentions, n'a pu consentir valablement à une cession de propriété. On n'a pas avisé encore un moyen de concilier la restauration projetée avec les droits et les intérêts des propriétaires. Toutefois, c'est une négociation que l'Académie suivra avec toute l'activité, mais aussi avec toute la prudence dont elle est capable.

En parlant de monuments historiques, je ne puis oublier le monument projeté en l'honneur du président Favre, monument dont l'Académie a pris l'initiative et auquel elle a offert de concourir pour une somme de 40,000 francs.

Dès le 4 juin 1857, l'Académie de Savoie avait chargé une commission de s'entendre avec la municipalité pour l'érection de ce monument à l'une de nos gloires savoisiennes. Les événements politiques survenus dès lors ont interrompu les démarches ; mais en 1864, la commission académique s'est remise activement à l'œuvre. Elle espère que le monument pourra être inauguré dans l'automne de 1863, au moment où le congrès scientifique de France tiendra à Chambéry sa session, dont nous aurons occasion de parler ci-après.

## II.

## SCIENCES.

L'Académie n'a pas une section distincte pour les sciences, mais plusieurs de ses membres, qui en cultivent les diverses branches, ont entretenu l'Académie de l'objet de leurs études.

M. le docteur Carret, appelé, comme médecin des épidémies, à donner des soins à une affection qui s'est déclarée, en février 1864, dans la commune de Vimines, près de Chambéry, nous a communiqué le résultat de ses observations. Ce praticien n'y voit qu'une asphyxie due à l'usage de ces poêles en fer, qui, pendant l'hiver, sont employés dans toutes les habitations de nos campagnes.

Au mois de juillet, le couvent et pensionnat des dames de la Visitation de Lémenc est ravagé par une épidémie de la plus haute gravité. Le même médecin attribue ce fléau à un empoisonnement causé par l'emploi de l'essence de térébenthine dans les vernis de la chapelle du pensionnat.

Ces observations, ces conjectures, appellent des études comparatives. L'Académie n'aurait pu s'y livrer sans sortir de sa sphère. La Société médicale ne manquera pas de chercher la solution de ces problèmes si intéressants pour l'hygiène de nos contrées. Ce serait, en effet, une des plus précieuses conquêtes de la science, que d'arriver à assigner la cause et à prévenir les ravages de ces cruelles épidémies ; et c'est à ce titre que nous classons au premier rang les communications de M. le docteur Carret.

M. Ch. Calloud, chimiste de notre ville, membre agrégé



de l'Académie, s'est livré à de longues études sur l'analyse des eaux de la source de Versoye, près de Thonon. C'est lui qui a eu le mérite de faire connaître les vertus curatives de ces eaux, analogues à celles d'Evian, mais plus riches en principes minéralisateurs. Voilà un nouveau service rendu à l'humanité par les sciences chimiques, service auquel l'Académie, qui a eu la primeur de cette découverte, est heureuse de rendre justice. Elle a tenu à constater que l'invention de cette source minérale appartient bien exclusivement à M. Calloud. La ville de Thonon l'avait chargé d'analyser les eaux de Versoye, qu'elle se disposait à employer comme eaux potables. M. Calloud a vu, le premier, qu'elles contenaient tous les sels des sources d'Evian, et en outre quelques atômes d'un principe balsamique à odeur de vanille, analogue à l'acide benzoïque, qui n'est signalé dans aucune autre eau médicinale.

Le travail de M. Calloud ayant été livré à la publicité par la ville de Thonon, l'Académie n'a pu le rééditer dans ses Mémoires.

En revanche, elle publiera, dans un prochain volume, un travail consciencieux du même auteur sur l'ozône, étudié dans le serein, la rosée et les brouillards.

Une des sciences qui présentent le plus d'intérêt en Savoie, c'est sans contredit la géologie. L'Académie l'a embrassée également dans le cercle de ses travaux.

Dès le mois de janvier 1864, M. l'abbé Vallet, professeur de physique au grand-séminaire de Chambéry, a lu un Mémoire sur les terrains de l'infra-lias de Matringe en Faucigny, de Châtillon et de Sullens en Genevois.

C'est un étage nouvellement signalé en Chablais et dans la Haute-Savoie par M. Escher, de Zurich, et surtout par M. Alphonse Favre, de Genève. Facile à reconnaître

par son seul aspect, plus sûrement caractérisé encore par ses fossiles, il a l'avantage de former un horizon géologique sans pareil.

M. Vallet y a reconnu une foule de petits mollusques gastéropodes, presque microscopiques, indéterminés jusqu'à ce jour, et qui forment la partie réellement neuve de son mémoire.

Dans le courant des mois de juillet et d'août, M. l'abbé Vallet a eu la bonne chance de retrouver la même couche infra-liasique au cœur de la Maurienne, sous le Perron des Encombres, entre Saint-Julien et Saint-Michel, comme encore sur le haut des crêtes qui séparent la Maurienne de la Tarentaise, Mont-Denis de Saint-Jean de Belleville.

C'est un trait de lumière pour débrouiller le chaos de ces montagnes.

Enfin, le 7 septembre, en gravissant la pente du Mont-Genèvre, au-dessus de Césane, avec les membres du congrès géologique de France, il y a retrouvé le même horizon, la couche à *avicula contorta*. C'est la première fois, ainsi que le proclamait le savant professeur Studer, président du congrès, c'est la première fois qu'on a suivi une même formation sur les deux revers des Alpes.

Le mémoire de notre collègue, M. l'abbé Vallet, me fournit l'occasion de parler du congrès de la Société géologique de France, ouvert à Saint-Jean de Maurienne, le 1<sup>er</sup> septembre dernier, et qui marque une ère importante pour la science en Savoie.

En 1844, un congrès géologique s'était réuni à Chambéry, y avait été accueilli par notre Académie et y avait laissé les plus aimables souvenirs. Il s'occupait alors de classer les roches du Jura et les montagnes calcaires comprises entre cette chaîne et celle des Alpes.

Mais au cœur des Alpes gisait un problème alors réputé insoluble. Depuis l'an 1828, M. Elie de Beaumont y avait trouvé des plantes houillères de l'époque primaire de notre globe, associées à des débris de coquillages de l'époque secondaire. Il en avait conclu qu'il y a dans cette région une dérogation aux lois de paléontologie, un mélange de deux époques séparées ailleurs par des millions de siècles.

Pour ce savant, les plantes houillères, les couches d'an-thracite qui les accompagnent, ne seraient pas de la houille véritable, mais un produit récent et sans importance au point de vue de l'exploitation industrielle.

De nombreuses protestations s'étaient élevées depuis longtemps contre cette sentence désespérante. Dans le volume IV<sup>e</sup> des *Mémoires de l'Académie*, je fis connaître une couche tertiaire nummulitique, située à Montricher, couche qui donne un démenti aux théories de M. de Beaumont.

Emue par cette découverte et par les sollicitations de M. Lory, mon excellent compagnon de course, la Société géologique a voulu venir vérifier solennellement le fait, et trancher la grande discussion pendante depuis 1828. De là, sa réunion à Saint-Jean de Maurienne.

Les découvertes de M. Vallet sont venues, à point nommé, fournir le fil conducteur dans ce dédale.

Tous les membres sans exception ont reconnu, entre Saint-Michel et Modane, une large et puissante formation de terrain houiller, aussi nettement caractérisé que dans les bassins de la Loire ou de la Belgique. Seulement la houille, au contact d'une chaleur anormale, a perdu son bitume, son élément volatile; elle s'est réduite en anthracite d'une combustion plus lente, plus difficile, mais non moins riche en carbone. Si le produit altéré ne se prête

pas à tous les usages de la houille, il n'en est pas moins un précieux combustible. Au point de vue de la science, il n'en est pas moins incontestablement le contemporain des houilles de Saint-Etienne, des anthracites de La Mure.

Aussi, en prononçant la clôture du congrès, M. Studer a-t-il pu dire : Dès à présent il n'y a plus dans les Alpes ce terrain équivoque désigné jusqu'ici provisoirement sous le nom d'*anthracifère*. Ce nom doit disparaître de la science, il n'y a plus que du *terrain houiller*.

Des deux côtés de la formation houillère, la précieuse découverte de M. Vallet a permis de reconnaître le trias recouvert par l'infra-lias. Ces deux terrains, renversés et repliés sur eux-mêmes au Perron des Encombres, y enveloppent le lias qui contient les beaux fossiles signalés par M. Sismonda. Ensemble ils sont rejetés par-dessus le nummulitique. C'est un des renversements les plus étranges, mais en même temps des mieux prouvés que présentent nos montagnes.

Je ne veux pas anticiper sur les comptes-rendus qui seront publiés par la Société géologique; mais je ne pouvais laisser passer un événement aussi capital pour la science en Savoie, sans le consigner dans ces éphémérides.

Je dois dire surtout, à l'honneur de notre Académie, que son secrétaire perpétuel et M. l'abbé Vallet ont été au nombre des vice-présidents, et le secrétaire-adjoint de l'Académie a été l'un des secrétaires du congrès géologique. Plusieurs de ses membres agrégés et honoraires ont suivi les séances.

Indépendamment de cette grande solennité, dont la préparation a dû absorber pendant l'année les études de nos géologues, l'Académie a reçu encore une communication intéressante à un autre point de vue.

Le 21 juillet 1864, en visitant les grottes qui dominent le lac d'Annecy, dans la jolie propriété de M. l'architecte Ruphy, entre Menthon et Talloires, j'y ai remarqué des débris d'ossements engagés dans un tuf calcaire et mêlés à des cailloux roulés. Ce sont des cavernes à ossements, et, si je ne me trompe, les premières qui aient été décrites en Savoie.

N'ayant pu y consacrer que quelques minutes de promenade, j'ai prié M. Revon, conservateur du musée d'Annecy, de continuer les fouilles. J'ai communiqué ces observations, le 27 juillet, à l'Académie, qui a bien voulu ouvrir un crédit pour cet objet.

Voici ce que m'écrivait M. Revon, le 4<sup>er</sup> août, en m'adressant une caisse d'ossements :

« Je viens de remettre à la diligence une boîte contenant le résultat de nos fouilles..... Le crâne humain était poussé dans une anfractuosité au fond de la première grotte avec le débris de brique romaine et des cailloux roulés, dont l'un avait envahi l'intérieur de la boîte crânienne. Tout cela était mêlé à de la terre limoneuse, amenée jadis par le lac.

« Quelques os, surtout ceux de chat, étaient disséminés à la surface du sol, au fond de la troisième grotte. Celle-ci contenait la plupart des gros ossements, les uns presque à la superficie, les autres enfoncés de près d'un pied dans une couche de limon et toujours dans des couloirs étroits.

« La deuxième grotte était pauvre.

« Les tout petits ossements proviennent de la première grotte, où nous avons trouvé en outre beaucoup de graines rongées, dont je vous envoie des échantillons; de petites helix analogues à la *plebeia* accompagnaient la terre.

« J'espère pouvoir compléter dans quelque temps ces recherches, si cela peut vous être agréable..... »

Ce qui fait l'intérêt de cette découverte, c'est qu'on y trouve la trace des premiers habitants de nos pays. Ces ossements sont probablement ceux des troglodytes qui en ont disputé le sol aux bêtes féroces, ils peuvent jeter quelque jour sur cette période de transition entre les âges géologiques et l'apparition de l'homme civilisé; sur l'âge de la pierre, l'âge des habitations lacustres, qui sont aujourd'hui l'objet de si curieuses recherches.

Ainsi dans les grottes de Talloires, des ossements humains sont mêlés à des os d'animaux divers. A quelle race appartenaient ces hommes? Ne trouvera-t-on aucun débris d'industrie, d'armes, d'ustensiles qui nous donne l'état de leur civilisation? Par quel événement leurs os ont-ils été entassés dans ces cavernes; y ont-ils été entraînés par l'animal carnassier qui a rongé leurs cadavres? Comment y ont-ils été agglutinés pêle-mêle avec les cailloux roulés du lac? Parmi les ossements d'animaux, nous avons reconnu des os de félide, un tibia de coq, une dent de porc..... Mais ne trouvera-t-on aucun débris d'espèces aujourd'hui éteintes, et alors contemporaines des premiers hommes? En creusant plus avant dans les grottes, n'arrivera-t-on pas à une époque antérieure à l'homme, où ces espèces régnaient seules dans nos forêts?

On le voit, ces quelques os enfouis dans une fente de rochers touchent aux problèmes les plus ardues de la philosophie. M. le professeur Pictet, de Genève, a bien voulu se charger de les étudier à ce point de vue, pendant que nous continuerons; dès que nos loisirs nous le permettront, l'exploration des grottes.

Je crois avoir démontré, par cet exposé succinct, qu'à côté des sociétés spéciales d'*histoire et d'archéologie*, de

médecine, d'histoire naturelle de notre ville, l'Académie de Savoie n'a point failli à sa tâche.

Pour terminer par la plus utile et la plus noble des sciences, j'ajoute que, de concert avec la *Société centrale d'agriculture de Savoie*, elle a dû s'occuper encore d'études agricoles.

Le bienfaiteur vénéré de notre pays, M. le comte Pillet-Will, lui a remis une somme de 6,000 francs qu'il voulait consacrer à l'amélioration des instruments de culture en Savoie. L'Académie a cru que ce serait mal répondre à ce vœu patriotique, que de se contenter de réunir en musée les instruments de culture; que cette froide exhibition exercerait une médiocre influence sur l'outillage de nos paysans.

Dès l'année 1860, elle a essayé d'un autre système : elle a employé le revenu de ce capital à acheter des instruments perfectionnés des meilleures fabriques, et à les répandre à moitié prix dans la Savoie.

Pour l'année 1860, elle a distribué dix-huit charrues Grignon n° 3, — deux charrues Armellin, — deux hachepaille et deux coupe-racines. Elle a profité de la solennité du concours agricole de Chambéry, du 16 août 1860, pour inaugurer cette œuvre. Le résultat a été des plus satisfaisants, il en a été rendu compte dans sa séance du 10 janvier 1861. On a vu même avec satisfaction que la Société centrale d'agriculture, ayant à distribuer une subvention du gouvernement au concours agricole d'Albertville, du 30 novembre dernier, n'a cru pouvoir mieux faire que d'imiter ces distributions à moitié prix.

Seulement les charrues Grignon n° 3 se trouvaient trop faibles; l'Académie a voulu, pour 1861, essayer des charrues n° 4, plus coûteuses, mais bien plus puissantes et

pouvant même servir de défonceuses. Elle en a fait venir neuf au prix de 600 francs, et pour la distribution s'est associée encore à la *Société centrale d'agriculture*. Elle a désiré contribuer à l'éclat du concours d'Albertville en y joignant cette prime.

Dans ces achats faits à Grignon, sa pensée n'est point de s'attacher à une manufacture spéciale, dirigée par un de nos compatriotes les plus distingués, M. Bella; elle a voulu seulement faire des essais pratiques dans les divers sols de la Savoie avec un grand nombre de charrues perfectionnées. Elle a prié les personnes qui ont suivi ces essais de lui adresser leurs observations, afin qu'elle fixe son choix avec connaissance de cause sur quelques-uns des types les plus avantageux.

Alors elle s'adressera aux fabricants de notre pays; tâchant ainsi d'encourager à la fois et l'industrie et l'agriculture.

#### CONCOURS.

L'Académie de Savoie est chargée, presque chaque année, de mettre au concours des sujets tantôt de science, tantôt de belles-lettres ou tantôt de peinture. Il me reste à exposer ce qu'elle a fait, durant la période qu'embrasse ce Compte-rendu, pour répondre à la confiance des fondateurs. Ce n'est pas la partie la moins délicate de ma tâche.

Dès 1859, l'Académie avait proposé, pour la fondation du général comte de Loche, une question scientifique des plus intéressantes : c'était la statistique d'une partie de la Savoie, fût-ce même d'une seule commune. Les mémoi-



res devaient être remis avant le 4<sup>er</sup> décembre 1860. Le prix était de 750 francs.

Un seul concurrent s'est présenté, son mémoire a pour titre : *Monographie de la Basse-Maurienne, 1<sup>re</sup> partie*. C'est un résumé intéressant de l'histoire d'Aiguebelle. Mais l'auteur, préoccupé exclusivement d'études archéologiques, ne s'est pas conformé au programme tracé par l'Académie. Il ne fournit aucun renseignement sur le climat, la géographie physique, l'histoire naturelle, l'agriculture, l'industrie, le commerce, la population, les institutions, en un mot sur la *statistique* de la région.

Tout en rendant justice au zèle de l'auteur de cette notice et à ses laborieuses recherches, l'Académie n'a pu lui décerner le prix. Ce travail a, d'ailleurs, trouvé sa place plus naturelle dans les publications de la Société d'histoire et d'archéologie de Maurienne.

Le concours de poésie de la fondation Guy, ouvert en 1860, a donné un bien plus grand nombre de concurrents. Le sujet était un *conte* ou une *nouvelle* en vers, au choix du concurrent, mais dont la scène se passerait autant que possible en Savoie. Au prix de 400 francs, l'Académie avait ajouté, sur ses fonds, deux médailles de 200 francs.

Si, en poésie, la quantité pouvait suppléer la qualité, nous aurions lieu d'être satisfaits. Seize poètes ont répondu à l'appel de l'Académie, et nous ont envoyé presque tous quelque naïve légende de leurs vallées.

Ainsi, l'auteur du poème qui a obtenu le prix <sup>4</sup>, nous a conté une charmante tradition sur l'origine du lac d'Aiguebelette.

La plaine occupée par le lac était autrefois une riente

<sup>4</sup> M. l'abbé Brachet, vicaire de Novalaise.

vallée avec un village au milieu. Un vieux mendiant, dans une nuit de tempête, a frappé inutilement à bien des portes, il a été brutalement repoussé.

Une veuve était là, seule dans sa chaumière,  
Aux pieds du crucifix récitant le rosaire  
Afin que Dieu guidât les pas du voyageur,  
Et soutint sur les flots la barque du pêcheur ;  
Que son doigt protégeât la cabane déserte,  
Aux vents de la tempête à moitié découverte.  
Ce ne fut pas en vain qu'il frappa cette fois,  
La veuve ouvrit faisant le signe de la croix.  
A venir s'abriter sans crainte, elle l'invite.

On devine le reste ; le pauvre est un messager céleste. Le village inhospitalier est englouti sous les eaux, comme Sodome et Gomorrhe. Il ne reste que deux îles, c'est le petit champ de la veuve avec celui de sa fille. Naïf apologue, redit au coin du feu dans les veillées d'hiver, où l'enfant apprend à être charitable et à voir dans le mendiant qui passe un envoyé du Ciel.

Le temps a conservé ces gracieux îlots,  
Où viennent se briser et murmurer les flots ;  
Ils disent à celui qui connaît leur histoire,  
Que le verre d'eau froide au pauvre qui veut boire  
N'est jamais oublié dans le Ciel, quand la mort  
Donne un bonheur sans fin au juste qui s'endort.

Si la morale est irréprochable, on voit, par ces quelques vers pris au hasard, qu'il n'en est pas de même de la poésie ; tant s'en faut ! Aussi, est-ce à regret que l'Académie a dû couronner cette composition. Elle a constaté que jamais les concurrents n'avaient été plus faibles. « Le positivisme, comme disait le rapporteur de la commission, le positivisme gagne jusqu'à la jeunesse, et « menace d'étouffer l'étincelle poétique, même au sein de

« nos montagnes, où un asile inviolable semblait devoir  
« être assuré aux muses. »

Je voudrais citer aussi quelques fragments d'une jolie légende qui a mérité la seconde médaille. C'est le *Vieux Misère*, un de ces récits enfantins, que l'auteur, en gardant ses moutons, entendait raconter aux petits bergers de son village <sup>1</sup>, et qu'il a su parer de traits spirituels et de jolis vers.

Près des rochers à pics et des rives profondes,  
Où Leysse en écumant roule ses blanches ondes,  
Sur les flancs ombragés d'un rapide coteau,  
On voyait autrefois s'élever un hameau...  
Déjà, si l'on en croit la chronique indiscrete,  
Du Diable, largement la part s'y trouvait faite.  
Déjà, sans trop ici calomnier les gens,  
Leur temps n'était pas mal semblable à notre temps.  
Alors, comme aujourd'hui, bien que l'argent fût rare,  
Notre hameau comptait plus d'un richard avare.  
Ouvré chaque dimanche, un méchant cabaret  
Y vendait chèrement son mauvais vin clairet.  
Le luxe envahisseur, sorti des grandes villes,  
Inventant tour à tour mille modes futiles,  
Rongeait, *sans les polir*, nos rudes paysans.  
Les enfants goûtaient peu le joug de leurs parents,  
Les filles commençaient à devenir coquettes,  
Et parfois, en dansant, sanctifiaient les fêtes.  
Maintes langues d'aspic, en frais dès le matin,  
Sur Jacques et sur Paul distillant leur venin,  
Brouillaient tout le quartier, et parmi les plus sottes  
Figuraient, sauf erreur, trois ou quatre dévotes.

Il y a là le germe d'un vrai poète, et une fine pointe de satire. Ce poème a mérité la deuxième médaille.

La première médaille a été adjugée à l'auteur d'une légende de la vallée de Boège, le *Saut de la Pucelle*, légende

<sup>1</sup> M. Fabbé Fenestraz, professeur de philosophie au collège de Rumilly.

qu'on trouve en tous pays où les montagnes se coupent en rochers abrupts. La tradition, ou plutôt l'imagination y place une chaste pastourelle, poursuivie par un impudique chevalier. Pour sauver sa vertu, la bergère se précipite dans le gouffre, où elle arrive saine et sauve, grâce à une protection miraculeuse. Voici le portrait de la pastourelle :

Née au sein de ces bois, dans un humble chalet,  
De ses parents vieillis, objet de sa tendresse,  
Sylvie était l'espoir, le bâton de vieillesse.  
Des vaches de son père, elle trayait le lait,  
Et guidait les troupeaux dans la verte campagne;  
Egayant les échos de ses jeunes accents.  
Et grandie au milieu des fleurs de la montagne,  
Elle était elle-même une humble fleur des champs  
Aussi fraîche, aussi pure, aussi candide encore.

On s'est dans cette pièce percer une belle âme, d'heureux instincts. Hélas ! c'était le dernier rêve d'un pauvre enfant aux prises avec un mal inexorable<sup>4</sup>. Combien de fois il a dû caresser sa fiction gracieuse dans ses cruelles insomnies, dans ses longs jours de fièvre ? Quelques jours plus tard, l'Académie distribuait ses palmes, le pauvre enfant n'était déjà plus, et la couronne n'a pu être posée que sur sa tombe. Puisse-t-elle servir au moins à alléger la juste douleur de ses parents !

En 1864, la même fondation Guy appelait au concours non plus les poètes, mais les peintres. L'Académie avait laissé le sujet au choix des concurrents, et au prix de 400 francs du fondateur, elle avait ajouté, sur ses fonds particuliers, une médaille de 200 francs à l'exposant qui

<sup>4</sup> M. Carret Claudius-Virgile.

se serait le plus distingué dans quelque partie des arts graphiques, autres que la peinture à l'huile.

Ici l'Académie n'a pas été plus heureuse que pour la poésie. Fort peu de tableaux ont été présentés : parmi eux, deux paysages ont seuls attiré l'attention. Un moulin entouré d'arbres, avec une délicieuse pièce d'eau sur le devant, a enlevé tous les suffrages. Il était de M. Claude Hugard, de Cluses, élève de Diday, fixé depuis plusieurs années à Paris, où il a peint entre autres les admirables scènes qui décorent le grand escalier de l'école des mines. M. Claude Hugard, membre correspondant de notre Académie, a déjà deux fois remporté le prix de nos concours.

A côté de la peinture à l'huile, deux artistes de genres bien différents avaient répondu à notre appel et envoyé leurs œuvres à notre exposition. M. Vallet Jean, sculpteur et professeur de modelage, y avait présenté un buste de notre regretté collègue, M. Michel Saint-Martin.

M. Chamussi y avait exposé quelques-unes de ses jolies photographies. On y distinguait deux vues de la place Château de Chambéry fort bien réussies. Par malheur, le vent, en jouant dans les feuilles des arbres, au moment où ils posaient devant le photographe, a nui à la netteté de ce beau groupe de hêtres qui se marie si heureusement aux tourelles du Château. En revanche, plusieurs de ses portraits sont irréprochables. Les artistes les plus renommés n'ont produit rien de plus parfait que certaines épreuves, dont chacun nommerait les modèles.

Entre ces deux concurrents, tout en accordant à M. Chamussi de justes éloges, l'Académie ne pouvait hésiter. M. Chamussi n'est pas Savoisien, il se trouvait exclu par le vœu du fondateur et l'art. 6 du programme. La médaille a été, en conséquence, adjugée à M. Vallet.

Pour se mieux pénétrer de la pensée de M. l'avocat Guy, fondateur de ces prix de peinture et de poésie, l'Académie a voulu remonter aux titres mêmes de fondation, à la correspondance échangée, à ce sujet, entre lui et la ville de Chambéry. Elle y a vu que, sans contrevenir aux vœux du fondateur, elle pourrait introduire, à l'avenir, une légère modification dans son programme.

En effet, M. Guy avait d'abord proposé de fonder un prix annuel de poésie; c'était trop présumer de la fécondité de nos muses savoisiennes. Les syndics de la ville le lui représentèrent, en lui proposant de consacrer une partie de la somme à fonder des prix pour la peinture et le dessin, *dont il existe des écoles dans notre ville*. M. Guy se rendit à ces observations, et consentit à alterner entre la poésie et la peinture, jusqu'au jour, du moins, où Chambéry aurait une fondation spéciale pour les prix de peinture.

Il ressort de cette correspondance que la municipalité entendait favoriser ses écoles de dessin et de peinture, dont les élèves manquaient d'encouragement. Elle pensait que la fondation de M. l'avocat Guy viendrait, tous les deux ans, les inviter à exposer leurs travaux, et mettre en relief leurs succès.

En effet, dans une ville de 18,000 âmes, il serait téméraire de viser à ces tournois entre peintres renommés, à ces fêtes artistiques que peuvent seules tenter les capitales. Exercer un salubre patronage sur nos écoles, distinguer les jeunes gens en qui couve l'étincelle sacrée, les encourager, faire connaître leur nom et leurs œuvres, c'est là ce que demandait la municipalité de Chambéry, ce que nous prescrivait M. Guy. C'est là que se borne la tâche de notre Académie.

Aussi a-t-elle arrêté en principe que, dorénavant, elle

n'admettrait au concours que les seuls élèves, en écartant les peintres qui ne seraient inscrits à aucune école de dessin ou de peinture.

### MOUVEMENT DU PERSONNEL.

En tête du volume de Mémoires de l'année 1860, on voit une longue et funèbre nomenclature des membres décédés pendant ces dernières années. La mort nous avait, en effet, frappés à coups pressés, depuis la publication du dernier Compte-rendu.

L'année 1864 ne nous a enlevé aucun membre effectif ; mais parmi nos correspondants, nous avons perdu un jeune minéralogiste d'un grand savoir et du plus bel avenir, M. Joseph Hugard, chevalier des Ss. Maurice et Lazare, aide de minéralogie au muséum d'histoire naturelle de Paris, et frère de notre lauréat du concours de peinture.

Né à Cluses, le 15 mars 1819, d'une famille des plus honorables, quoique peu fortunée, Joseph Hugard avait suivi la carrière de la médecine. Il était sur le point de se présenter au doctorat, lorsque sa passion pour les sciences naturelles l'entraîna à Paris.

Dès son arrivée, en 1844, il fut employé au laboratoire de minéralogie du muséum, et bientôt son mérite l'y fit attacher en qualité d'*aide*.

Il fut chargé, en 1847, de la détermination et du classement cristallographique de la collection du muséum. Un mémoire *sur les formes cristallines de la strontiane sulfatée*, présenté à l'Académie des sciences en 1850, atteste la profondeur de ses connaissances. (Comptes-rendus de l'Académie des sciences, 1850, séance du 5 août 1850.)

Dans ce mémoire, M. Hugard fait une remarque intéressante, qui avait attiré déjà l'attention de M. Niklès, et semblerait confirmer ses prévisions ; c'est que la présence de corps étrangers dans une substance minérale peut, non-seulement modifier la forme cristalline, ce qui était connu depuis longtemps, mais encore changer la valeur des angles.

M. Dufrénoy, dans le rapport qu'il a présenté sur ce mémoire (Compte-rendu, 1850, 2<sup>e</sup> semestre), conclut en ces termes : « Le mémoire de M. Hugard est une monographie complète de la strontiane sulfatée ; il y a fait connaître plusieurs formes nouvelles, dont il a mesuré les angles et établi les lois de dérivation. Ce genre de travail, qui exige une connaissance complète de la cristallographie, ainsi que beaucoup de sagacité, forme la véritable base de l'étude de la minéralogie et ne saurait trop être encouragé. Vos commissaires vous proposent, en conséquence, de remercier l'auteur de sa communication et de l'engager à persévérer dans sa voie d'observation, si féconde pour les sciences naturelles. » Ces conclusions ont été adoptées par l'Académie.

En 1855, il publia, à l'occasion de l'exposition universelle de Paris, un *Catalogue*, guide aux collections de minéralogie et de géologie du muséum.

Dès cette même année 1855, M. Dufrénoy, professeur de minéralogie, avait désigné Hugard pour son suppléant, et pendant plusieurs années, notre jeune compatriote s'est acquitté avec le plus grand succès de cette honorable fonction.

Vers la même époque, M. Dufrénoy songeait à publier une deuxième édition de son *Traité de minéralogie*, il choisit encore M. Hugard pour son collaborateur.



Infatigable au travail, il publiait à la fois avec M. A. d'Orbigny les éléments de paléontologie stratigraphique, il traduisait le *Manual of elementary geology*, de Ch. Lyell, et l'enrichissait de notes nombreuses, qui ont obtenu l'approbation de l'auteur.

Honoré d'une mission du gouvernement dans le Tyrol, il présenta, à son retour, à l'Institut une *description complète de la dolomie de Binn*. (Comptes-rendus de 1858, 1<sup>er</sup> semestre.)

Il avait composé, et se disposait à publier un ouvrage intitulé : *Essais au chalumeau*, où il traçait le moyen de reconnaître, par le seul emploi du chalumeau, toutes les substances minérales.

Mais un ramollissement du cerveau, causé par l'excès de travail, vint le surprendre et l'arrêter au début d'une carrière qui s'annonçait si brillante.

M. Hugard était membre correspondant de l'Académie de Savoie, depuis le 1<sup>er</sup> juin 1855, et de celle de Turin, depuis le 14 juin 1857.

Après ces quelques lignes consacrées à la mémoire d'un collègue et d'un ami, je dois dire maintenant comment l'Académie a cherché à combler les vides que la mort a faits, depuis plusieurs années, dans ses rangs.

Elle a reçu au nombre de ses membres effectifs, le 11 avril 1861, M. Zevort, chevalier de la Légion d'Honneur, vice-recteur de l'Académie de Savoie, et le 16 mars suivant, M. Alexis de Jussieu, officier d'Académie, archiviste départemental, correspondant du ministère de l'instruction publique en Savoie, et inspecteur des monuments historiques.

Nous ne résistons pas au plaisir de reproduire le discours de réception du nouvel académicien. C'est à la

fois un document précieux pour l'histoire de nos archives. Il s'est exprimé en ces termes :

« MESSIEURS ,

« Je suis doublement heureux , comme homme et comme fonctionnaire , de l'insigne honneur que vous avez bien voulu me faire en m'ouvrant , avec tant d'empressement , les portes de votre docte assemblée , et mes premières paroles , dans cette enceinte , seront pour vous exprimer , à ce double point de vue , ma profonde reconnaissance.

« Le titre de membre effectif de l'Académie impériale de Savoie est de ceux que doivent ambitionner tous les travailleurs sérieux et dévoués à la science , de ceux enfin qu'un Jussieu doit être particulièrement flatté de recevoir , et je sens , croyez-le , Messieurs , toutes les honorables obligations qu'il m'impose.

« Sans doute , Messieurs , mon principal titre à vos yeux , n'a pu être que mon dévouement qui est grand , et mon amour du travail , mon culte pour la science qui constitue le plus précieux héritage moral que m'aient laissé les hommes savants dont je suis fier de porter le nom. *Pius atavis!* telle est la devise de mes armes ; tel est notre cri de ralliement dans le champ des conquêtes pacifiques , où se sont illustrés les Antoine et les Bernard de Jussieu.

« Mais , si le témoignage de haute estime que vous venez de me donner , comme homme , m'a profondément touché , le fonctionnaire n'en a point été surpris. La mission que l'administration supérieure m'a confiée dans votre département , est de celles qui appelaient et qui étaient sûres d'obtenir les plus éclatantes sympathies de votre savante compagnie.

« L'histoire nationale, Messieurs, est pour tous les hommes d'un même pays, une sorte de propriété commune; c'est une portion du patrimoine moral que chaque génération qui disparaît lègue à celle qui la remplace. Aucune ne doit la transmettre telle qu'elle l'a reçue; toutes ont pour devoir d'y ajouter quelque chose en certitude et en clarté. Ces progrès ne sont pas seulement une œuvre littéraire noble et glorieuse : ils donnent, sous de certains rapports, la mesure de la vie sociale d'un peuple civilisé, car les sociétés ne vivent pas seulement dans le présent; il leur importe de savoir d'où elles viennent... pour qu'elles puissent voir aussi où elles vont.

« D'où venons-nous? Où allons-nous? Ces deux grandes questions, le passé et l'avenir des nations, nous préoccupent maintenant, à ce qu'il semble, au même degré. Moins tourmentés de la seconde, nos ancêtres, au moyen âge, l'étaient parfois de la première. Il y a bien des siècles que l'on tente incessamment de la résoudre, et les solutions bizarres, absurdes, n'ont pas manqué... Celui qui étudie l'histoire de son pays dans les livres innombrables dont elle a été le prétexte, s'arrête tout d'abord effrayé de ce chaos de traditions et d'opinions discordantes, et cherche, souvent en vain, à reconnaître par quelles transformations successives, par quelles fluctuations du faux au vrai, de l'hypothèse à la réalité, la notion des origines a passé pour arriver jusqu'à nous.

« Le grand défaut de la plupart des ouvrages historiques consiste en ce que leurs auteurs ne se sont pas toujours suffisamment préoccupés du degré d'authenticité des sources auxquelles ils puisaient. Tous ne sont pas pénétrés de ce principe, que c'est au moyen des histoires locales et des monographies qu'on doit écrire l'histoire

générale, et que c'est dans les titres manuscrits, dans les archives publiques et privées, qu'on doit prendre les éléments des histoires locales.

« Un examen rapide de la composition de ces archives suffit, en effet, pour faire sentir les ressources précieuses et trop longtemps méconnues qu'elles renferment.

« Permettez-moi, Messieurs, de faire avec vous cet examen qui me conduira directement à vous parler des archives départementales en général, et après vous avoir fait connaître les principaux faits qui ont amené leur formation, je vous montrerai les mesures intelligentes qui ont pourvu à leur organisation administrative et qui me paraissent devoir présenter pour vous, Messieurs, un certain intérêt.

« C'est dans les cathédrales, les collégiales et les abbayes que les titres les plus anciens ont été conservés. En effet, jusque vers le <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle, les maisons religieuses seules eurent des archives à demeure. Mais, bien que tous les actes relatifs au spirituel soient renfermés dans les chartiers et les cartulaires religieux, ils ne forment pas la partie la plus importante de ces collections; et si l'on veut bien envisager quel a été le rôle du clergé dans les temps anciens du moyen âge, si l'on se rappelle que les monastères ont été les foyers de la science au milieu de la barbarie; qu'ils ont reçu en propriété d'innombrables domaines avec toutes les prérogatives seigneuriales et politiques; qu'ils ont pu traiter avec les princes et avec les rois, on appréciera quelle importance doivent offrir des archives qui renferment les dépôts des monuments écrits laissés par ces corps puissants. Les titres publics s'y trouvent à côté des titres privés, et l'histoire civile de la société, dans les époques primitives de nos annales,

n'a guère laissé de traces authentiques que les diplômes et les titres peu nombreux que contiennent les anciens chartriers ecclésiastiques.

« Mais vers le **xii<sup>e</sup>** siècle, après que la féodalité eut fondé ses châteaux, que les villes eurent commencé à conquérir leurs franchises, que les dynasties souveraines des provinces se furent assises, les documents de diverses natures relatifs au développement social s'entassèrent également dans les chartriers seigneuriaux, dans les archives des chambres des comptes, dans celles de tous les corps administratifs et se multiplièrent rapidement par les mains des tabellions et sous l'influence des juridictions nouvellement organisées. Et pour ne prendre qu'un exemple qui présente, pour la Savoie, un à-propos tout particulier ; la juridiction des chambres des comptes s'étendait sur tout ce qui était relatif au domaine et aux droits du souverain et atteignait les évêchés, les bénéfices ecclésiastiques, les couvents, le clergé, la noblesse, les fiefs, les droits seigneuriaux, le trésorier général, les baillis, les châtelains, les notaires, les receveurs des communes, etc. Toutes lettres patentes de concession de noblesse, d'apanage, de fief, de privilèges, de collation de bénéfices ecclésiastiques, de droits divers de haute ou basse juridiction, d'affranchissement, d'établissement de foires, de marchés, de fabriques ; de nominations à divers emplois, etc., devaient, pour leur validité, être entérinées par la chambre des comptes et transcrites, *in extenso*, dans ses registres. Tous les comptes des trésoriers, baillis, châtelains, receveurs, etc., étaient par eux très exactement rendus, chaque année, par devant la chambre des comptes, et également consignés dans ses archives. Vous le voyez, Messieurs, et j'avais raison de le dire en commençant, tout

le passé d'un pays est dans ses archives , et il est particulièrement à regretter que la Savoie ait été injustement dépouillée de celles de son ancienne chambre des comptes et de bien d'autres encore.

« Quel que soit le genre de documents , l'histoire et l'économie publique peuvent y puiser des détails et des aperçus féconds. Les titres ecclésiastiques , les papiers féodaux , les pièces comptables elles-mêmes , révéleront à des investigations érudites et intelligentes une foule de faits précieux et importants : transformations successives de la langue , législation et coutumes , état des personnes et des propriétés , développement de l'agriculture et de l'industrie , valeur des terres et des productions , impôts , mesures et monnaies anciennes. Tout est richesse , en un mot , dans ces précieux débris d'un autre âge , depuis le diplôme royal jusqu'au legs fait par un serf à son seigneur ; depuis la grande bulle jusqu'à l'assignation donnée par un curé de campagne au sujet de sa dîme ; depuis l'ordonnance de réforme du royaume , jusqu'à l'ordonnance de police des anciennes juridictions.

« Le bon ordre des archives est donc , pour ainsi dire , l'instrument et la préparation de tous les travaux d'intérêt national.

« En France , les hommes d'Etat du grand siècle l'avaient bien compris. Colbert et d'Aguesseau avaient conçu le projet d'une collection générale de tous les documents relatifs à l'histoire et au droit public du royaume. Ces travaux , dont ils ne purent qu'entamer l'exécution , reçurent , particulièrement sous le règne de Louis XV , une forte impulsion qui se soutint jusqu'en 1790. Les Etats des provinces et le Corps du clergé s'y associèrent par des votes de fonds ; les chartriers des villes et de tous les

établissements publics ou privés furent mis à contribution. On rédigea des instructions pour les Bénédictins et autres savants chargés de la collection des anciennes chartes; des circulaires aux intendants des provinces. Le roi accorda des lettres de noblesse, des cordons, des exemptions de droits pécuniaires, des préférences à des emplois vacants, fondées sur le seul concours à ces travaux. Enfin, un bureau littéraire fut créé. Il représentait alors le Comité historique, qui a été formé depuis par le ministre Guizot, et qui subsiste encore aujourd'hui sous le nom de *Comité des travaux historiques et des sociétés savantes*. Les séances de ce bureau étaient régulières, il avait des correspondants, et il comptait parmi ses membres des hommes qui ont laissé un nom illustre dans les sciences historiques. C'est ainsi qu'on sut pourvoir à tous les besoins, créer, comme par enchantement, et faire grandir à vue d'œil, une des plus vastes et des plus difficiles entreprises littéraires, inspirée pour l'honneur de la France, protégée par la munificence royale, dirigée par des ministres éclairés, et secondée par le concours de tous les hommes instruits d'une époque littéraire à jamais mémorable pour notre pays. Neuf cents cartons ou portefeuilles, déposés maintenant à la bibliothèque impériale et renfermant, avec quelques inventaires d'archives qui dépendaient de l'autorité royale, des copies de titres extraites des archives des villes et des églises, des monastères, des compagnies judiciaires et des grandes maisons, ont été les fruits de cette vaste entreprise.

« Dans le but d'assurer la bonne direction des recherches, il avait été prescrit aux intendants des provinces de fournir des nomenclatures des dépôts d'archives qui

existaient dans leurs ressorts respectifs. Ces nomenclatures, quoique incomplètes à divers égards et même formant lacunes pour quelques régions, constataient néanmoins, vers l'année 1770, l'existence de 5,700 dépôts. Dans ce nombre se trouvent signalés, indépendamment des archives des grandes souverainetés, des corps administratifs, des archevêchés et des évêchés, 1,700 abbayes, prieurés ou couvents, 394 chapitres ou collégiales, 1,780 maisons seigneuriales et 855 hôtels-de-ville.

« Il fut constaté enfin que la plupart de ces dépôts divers étaient dans un état remarquable d'ordre et de bonne tenue. Les anciennes corporations, afin de sauver de l'oubli ou de la destruction leurs actes précieux, les faisaient transcrire dans des cartulaires. Des précautions rigoureuses étaient prises contre l'infidélité ou l'incurie qui auraient pu atteindre l'intégrité des chartiers. C'était dans leurs châteaux les plus forts que les possesseurs des grands domaines faisaient placer les trésors de leurs chartes. Presque de tous temps, les chambres des comptes eurent des officiers spéciaux préposés à la conservation de leurs greffes. Les Etats provinciaux avaient fait inventorier et classer les archives provinciales. Enfin, les corps municipaux, non moins jaloux de conserver précieusement les titres de leurs franchises et les actes de leur administration, avaient fait rédiger, avec une exactitude minutieuse, des inventaires qui se retrouvent encore aujourd'hui dans beaucoup de mairies.

« Telle était approximativement, Messieurs, la richesse historique manuscrite répandue sur le territoire de la France.

« Telles avaient été les principales mesures ordonnées par le gouvernement pour mettre en ordre et faire con-



naître les archives nationales, dans l'intérêt des études historiques, lorsque la Révolution de 1789 éclata.

« Vous parlerai-je des désastres de cette triste époque? Hélas, Messieurs, je n'ai rien à vous en apprendre. Vous veniez de redevenir Français, lorsque parurent ces lois monstrueuses qui envoyaient au bûcher et aux arsenaux tous les titres dits féodaux, et qui malheureusement furent exécutées à Chambéry avec une rigueur, une frénésie et un aveuglement extraordinaires. Les archives de la Savoie contiennent encore de volumineux inventaires des titres précieux qu'une populace en démence a anéantis en quelques heures, et qui constituaient le testament moral de vingt générations.

« Ce serait une erreur cependant que d'admettre l'opinion, assez généralement répandue, que la Révolution, dans ses destructions systématiques, a fait disparaître en France la plus grande partie des archives. Sans aucun doute, les lois du 24 juin 1792, 17 juillet 1793 et 7 messidor an II, qui prescrivaient de brûler les titres nobiliaires; celle du 12 juillet 1793, qui autorisa les administrations à remettre aux acquéreurs des domaines nationaux les titres de propriété et de jouissances de ces domaines; les ordres qui furent donnés d'employer les parchemins des établissements religieux au service des arsenaux, ont concouru, avec la négligence des autorités, à dépouiller les archives de précieux documents, mais il s'en faut de beaucoup que ces influences se soient exercées d'une manière générale. Hâtons-nous de le dire, les funestes effets de l'exaspération ignorante et brutale du peuple contre tout ce qui lui rappelait l'ancien ordre de choses, furent heureusement atténués par des mesures prises avant et après les saturnales de 1792, dans l'intérêt de la

conservation des documents historiques, artistiques et littéraires que la suppression des anciennes administrations, la confiscation des biens d'émigrés et des biens ecclésiastiques avaient mis au pouvoir de la République.

« Par lettres patentes du 27 novembre 1789, il avait été prescrit à tous les monastères et chapitres où il existait des archives ou bibliothèques, de déposer, aux greffes des juges royaux ou des municipalités les plus voisines, des états ou catalogues des titres qui s'y trouvaient.

« En vertu d'une ordonnance royale du 20 avril 1790, qui fut exécutée assez exactement, les états provinciaux, assemblées provinciales, intendants et subdélégués eurent à remettre les pièces et papiers concernant chaque département, aux corps qui devaient leur succéder.

« Bientôt la suppression immédiate des juridictions financières, élections, greniers à sel, juridictions des traites, grueries, maîtrises des eaux et forêts, juridictions et cours des monnaies et cours des aides, et la suppression des cours des comptes, décrétée en principe après qu'il aurait été pourvu à l'organisation du régime nouveau de comptabilité, mirent à la disposition des administrations nouvelles d'autres masses d'archives. (Loi du 41 septembre 1790.)

« Il en fut de même des décrets relatifs aux biens déclarés nationaux. On remit au chef-lieu de chaque district<sup>1</sup> les titres et documents de toute nature que renfermaient les archives des maisons religieuses, abbayes, monastères, etc., concernant la propriété et l'administration de leurs biens.

« Plus tard, en vertu des lois qui livrèrent à la nation

<sup>1</sup> Loi du 5 novembre 1790.

les biens des émigrés, qui prescrivirent les séquestres, qui prononcèrent les confiscations sur les déportés, on entassa dans les districts <sup>4</sup> les papiers d'un grand nombre de maisons seigneuriales, titres de noblesse, de propriété et de famille, plans et terriers de seigneuries, aveux et dénombremens de fiefs, généalogies, etc.

« La Convention nationale avait jugé nécessaire, dans l'intérêt de l'Etat <sup>5</sup>, de faire procéder à la reconnaissance de ces différentes archives. Une agence temporaire des titres fut créée, à l'effet de trier et de réunir, dans un seul dépôt, toutes les archives spéciales qui se trouvaient dans la capitale, et de rechercher, dans les départements, tous les titres et documents appartenant à l'histoire, aux sciences et aux arts, ou bien encore se rattachant aux domaines nationaux.

« Le décret du 7 messidor an II, concernant l'organisation des archives établies auprès de la Représentation nationale, portait, article 12, les prescriptions suivantes :

« Le comité fera trier, dans tous les dépôts des titres, « soit domaniaux, soit judiciaires, soit d'administration, « comme aussi dans les collections et cabinets de tous « ceux dont les biens ont été ou seront confisqués, les « chartes et les manuscrits qui appartiennent à l'histoire, « aux sciences et aux arts, ou qui peuvent servir à l'instruction, pour être réunis ou déposés, à Paris, à la « Bibliothèque nationale, et, dans les départements, à « celle de chaque district. »

« La loi du 5 brumaire an V décréta ensuite la réunion, au chef-lieu de chaque département, de toutes les archives

<sup>4</sup> Loi du 25 novembre 1792.

<sup>5</sup> Décret du 7 messidor an II.

qui avaient pu être rassemblées, en vertu des ordonnances précitées, dans les divers dépôts nationaux. Enfin, lorsque la France fut divisée administrativement en préfectures, en l'an VIII, on apporta dans toutes les résidences des préfets, les documents dispersés dans les dépôts des districts et des communes. Telle est, Messieurs, l'origine des *Archives départementales*, dont vous devez apprécier maintenant toute la valeur. Depuis cette époque, ces dépôts se sont accrus de tous les papiers que les différents services administratifs y remettent, lorsque la présence journalière de ces titres n'est plus nécessaire dans les bureaux. L'importance de cette seconde partie des archives départementales, la seule, du reste, à laquelle convienne réellement leur nom, peut être mesurée d'après la vaste étendue de l'administration civile et la grande multiplicité des intérêts qui s'y rattachent. Malgré les nombreuses variétés que peuvent offrir les développements plus ou moins considérables des diverses branches de l'administration, en raison de la valeur du sol, du génie des habitants, de la direction imprimée à l'industrie ou aux entreprises d'améliorations publiques, les archives départementales, sur quelque point de la France qu'on les considère, représentent l'état et le progrès administratifs dans le cours d'un demi-siècle de révolutions successives. Il suffit de parcourir un inventaire pour reconnaître que tous les progrès de l'administration et de la fortune du pays ont laissé leurs traces dans ces documents, dont le dépouillement attentif et raisonné ne peut manquer d'offrir la plupart des éléments d'une statistique complète, à partir de 1790. Or ce genre d'intérêt ne fera que s'accroître par le temps, à mesure que les actes de l'autorité, les documents de topographie et de statistique

locales , réunis en plus grand nombre , auront fourni à l'économie publique des faits plus multipliés et plus précis , et la matière de comparaisons plus étendues.

« Vous le voyez, Messieurs, c'est avec raison que M. le comte Duchatel , ministre de l'intérieur de France , et l'un de ceux qui ont le plus fait pour les archives départementales , appelait ces dépôts *la partie la plus précieuse de la richesse mobilière des départements*.

« Il serait trop long de vous détailler ici les décisions importantes , les instructions intelligentes , les sages mesures au moyen desquelles les archives départementales ont été amenées à l'état prospère , à l'état d'utilité immédiate qu'elles présentent aujourd'hui.

« Je me bornerai à rappeler la loi qui a rendu les dépenses du service des archives obligatoires pour les départements ; l'institution de l'école impériale des chartes , destinée à former des archivistes paléographes ; la création , au ministère de l'intérieur , d'un bureau spécial des archives départementales , chargé de surveiller , de diriger et de centraliser tout ce qui concerne ce service ; l'établissement d'une commission consultative permanente des archives départementales , établie près le ministre de l'intérieur , appelée à donner son avis sur toutes les questions et à proposer toutes les améliorations relatives au service ; enfin la nomination de quatre inspecteurs généraux des archives départementales , ayant mission de contrôler et de diriger les travaux des archivistes.

« Grâce aux méthodes d'ensemble et à l'unité de direction , ces travaux ont été considérables. Les historio-graphes ont puisé largement aux sources fécondes des collections départementales ; et , tout en accomplissant la tâche laborieuse qui leur incombe , tout en introduisant

dans les dépôts confiés à leurs soins, l'ordre indispensable pour la promptitude et la facilité des investigations, les conservateurs n'ont rien négligé pour enrichir le domaine de l'histoire. Sans compter la rédaction d'un inventaire général des archives départementales dont la publication se prépare en ce moment, par ordre et sous la surveillance de M. le ministre de l'intérieur, et dont j'aurai à vous entretenir d'une manière détaillée, en vous parlant des archives de la Savoie, l'administration des archives a déjà publié l'inventaire général, par fonds, des archives départementales avant 1790, et l'inventaire détaillé des cartulaires de ces mêmes archives.

« Enfin, pour terminer ce long résumé historique sur les archives départementales, j'ajouterai que l'on peut estimer, d'après les divers renseignements statistiques réunis jusqu'à ce jour, que les 86 dépôts d'archives départementales que comprenait l'Empire français, avant le grand fait politique à la suite duquel j'ai pu avoir l'honneur de me trouver parmi vous, Messieurs, renfermaient environ 144,279 registres ou volumes, 943,361 chartes isolées antérieures au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, 21,216 plans, 123,830 liasses ou cartons et 115 atlas.

« Il est bien temps, sans doute, Messieurs, que j'arrive à vous entretenir de vos propres affaires, et que je vous parle des archives de la Savoie, auxquelles je consacre, veuillez le croire, tout mon dévouement. Je ne puis mieux vous faire connaître leur état passé et présent, et l'avenir qui leur est préparé, qu'en vous donnant lecture du rapport réglementaire que j'ai adressé, au mois de décembre dernier, sur mon service, à M. le Préfet de la Savoie, qui l'a placé sous les yeux du conseil général. (Ce rapport est imprimé dans les procès-verbaux de la session du conseil général de Savoie, 1860.)

« J'ai fini, Messieurs. Vous connaissez un peu maintenant les archives qui méritent si bien de l'être et qui sont votre domaine, votre héritage naturel. Vous y viendrez souvent et vous y apprécierez bientôt, j'espère, les sentiments profondément dévoués et reconnaissants de celui qui vient d'essayer de vous démontrer combien il est fier de ses deux titres, dont il sent tout le prix, ceux d'archiviste et de membre effectif de l'Académie impériale de Savoie. »

M. le docteur Guiland, vice-président, lui a répondu en quelques mots improvisés, dont nous essayerons de reproduire le sens :

« MESSIEURS,

« La plus douce prérogative de la présidence d'une Académie, c'est, sans contredit, d'avoir à fêter la bienvenue des nouveaux élus. Mais c'est une vraie bonne fortune, quand ce nouvel élu est un de Jussieu, héritier de cinq membres de l'Académie française et de savants du premier ordre.

« Antoine de Jussieu, Bernard de Jussieu, Antoine-Laurent, tous les trois botanistes du premier mérite.

« Adrien de Jussieu, auteur de la méthode.

« Joseph, docteur-médecin et naturaliste.

« Laurent-Pierre, député, moraliste, l'auteur du roman si populaire de *Simon de Nantua*.

« Alexis, conseiller d'Etat, philosophe et politique profond, auteur des *Méditations sur la raison et sur la foi*.

« Vous partagerez les regrets que cause aujourd'hui à l'Académie l'absence de son président, M. le marquis Costa de Beauregard. Petit-fils de l'un des historiens les plus distingués de la Savoie, historien et archéologue lui-

même, il vous eût suivi sur votre terrain, tandis que je ne puis que demander grâce pour mon incompétence.

« Dans une province annexée depuis huit siècles à l'Italie, et qui cependant a conservé toujours une vie locale si distincte, l'histoire provinciale a dû tenter bien des esprits. Je ne citerai pas les anciens auteurs que vous connaissez mieux que moi : Paradin, Guichenon, Bnttet, Capré, Pingon, le P. Monet, le P. Monod, Besson, Grillet, etc., etc.

« De nos jours, l'histoire de Savoie ne compte pas moins de fervents adeptes : Ménabréa, de Costa, Monseigneur Billiet, Replat, Rabut, l'abbé Ducis, Bonnefoy, Jules Philippe, Dessaix, Dufour, Chappéron, etc.

« Le gouvernement sarde encourageait déjà les études historiques. Sous sa direction, se publient les *Monumenta historiæ patriæ*; il accordait une subvention fixe à notre Académie, des subsides à la Société savoisiennne d'histoire et d'archéologie.

« L'annexion à la France aura pour effet d'imprimer encore plus d'unité, de méthode aux recherches historiques.

« L'institution des archivistes départementaux, votre nomination en cette qualité à Chambéry, sont des bienfaits justement appréciés.

« Par vous, Monsieur, le gouvernement de l'Empereur saura que l'Académie ne demande qu'à continuer son œuvre, avec une activité rajeunie dans la grande famille française. La Savoie est provinciale; si elle aime à voir où elle va entraînée dans le tourbillon des instincts modernes, elle aime aussi, fidèle à la devise de votre famille (*pius atavis*), à se rappeler d'où elle vient.

« De vous, l'Académie espère recevoir bientôt de nom-



breuses et savantes communications sur les richesses trouvées dans le dépôt confié à votre garde.

« Mais ce n'est pas seulement le fonctionnaire , ce n'est pas seulement le savant que je suis heureux d'introduire. Presque profane dans la science des archives , je suis du moins compétent pour apprécier l'homme de cœur et serrer la main de l'ami. »

L'Académie a reçu au nombre de ses membres agrégés , le 14 juillet 1864 , M. Adolphe Fabre , président du tribunal de Chambéry ;

Et comme membres correspondants :

Le 6 décembre 1860 , M. le comte Amédée de Foras , de Thonon , et M. Hardouin Michelin , de Paris , ancien conseiller référendaire à la Cour des comptes ;

Le 40 janvier 1864 , M. Alexis de Jussieu , le même qui a été reçu membre effectif le 16 mai suivant ;

Le 7 février , M. l'abbé Grobel , supérieur du Petit-Séminaire de La Roche ;

M. Boltshauser , alors professeur de physique au lycée de Chambéry ;

Le 4 juillet , le duc Lancia di Brolo , de Palerme.

#### RELATIONS AVEC LES SOCIÉTÉS SAVANTES.

Depuis l'annexion de la Savoie à la France ; l'Académie se fait un devoir de chercher à entrer en relation avec les Sociétés savantes de France.

Son premier soin a été de se mettre en rapport avec le centre naturel de toutes les Académies , le *Comité des travaux historiques et des sociétés savantes*. Elle a

adressé à S. Exc. le ministre de l'instruction publique , pour ce Comité , une collection de ses Mémoires. Afin de mieux connaître les diverses Sociétés françaises , elle lui a demandé l'envoi de la *Revue des Sociétés savantes*, publiée par ce Comité. Son Excellence s'est empressée de déférer à cette demande, elle nous a adressé dès lors et gratuitement cette Revue, qui résume presque tous les travaux historiques de la France.

En même temps, d'un autre point de l'horizon scientifique, nous est venu un bienveillant appel.

Le vénérable et savant M. de Caumont, président de l'Institut des provinces, a jeté les yeux sur Chambéry, pour y réunir une des prochaines sessions du congrès scientifique de France. Il a nommé M. le marquis de Costa membre de l'Institut des provinces et secrétaire général de la future session, qui a été fixée à l'année 1863.

Ce sera là, pour notre ville, une grande fête littéraire et scientifique, si cette session n'est pas trop indigne de ses devancières; mais ce sera aussi un rude labeur, une lourde responsabilité. Dans ce tournoi de la science, il s'agira de montrer que la Savoie n'est pas inférieure à ses sœurs, que le nom de Savoyard peut être porté avec fierté, n'en déplaie aux graves rédacteurs du dictionnaire de l'Académie française. (Complément, v<sup>o</sup> *Savoyard*.)

Notre Académie n'a pas de rôle officiel dans la session du congrès scientifique. Chacun de ses membres ne fera pas moins tous ses efforts pour apporter son obole au trésor national, et pour seconder notre digne président.

Entre les Sociétés savantes, celles avec qui il nous est plus essentiel d'entretenir de bons rapports, ce sont les autres Sociétés de notre ville, de notre pays.

La Société d'histoire naturelle a choisi pour son pré-

sident, cette année, M. le marquis de Costa, président de notre Académie. Les rapports les plus intimes n'ont cessé de relier les deux institutions. Dernièrement encore l'Académie, ayant reçu en présent des antiques trouvés à Détrier, les a fait placer dans le musée de la Société d'histoire naturelle.

La Société centrale d'agriculture fait également échange de publications avec l'Académie. Cette dernière, ayant à distribuer des instruments perfectionnés d'agriculture, sur la fondation Pillet-Will, a même voulu, en signe de parfaite harmonie, le faire par l'intermédiaire de la Société centrale.

Cette année, l'Académie est entrée en relation d'échange de Mémoires avec la Société savoisiennne d'histoire et d'archéologie, ainsi qu'avec la Société médicale de Chambéry.

Elle est dans les mêmes termes avec l'Association florimontane d'Annecy, qui nous envoie son intéressant journal mensuel, la *Revue savoisiennne*, en échange de nos Mémoires et de nos Documents.

A Saint-Jean de Maurienne, s'est formée aussi une Société d'histoire et d'archéologie. Sitôt que nous avons connu son existence, nous lui avons adressé nos publications.

Je ne crois pas qu'il y ait en Savoie d'autre Société ou scientifique ou littéraire. L'Académie est donc en règle de ce côté.

Avec les départements voisins, elle a depuis longtemps d'excellentes relations; ainsi, avec l'Académie delphinale et la Société de statistique de l'Isère, avec l'Académie impériale des sciences, belles-lettres et arts de Lyon, avec l'Académie impériale de Dijon.

Plus loin, elle est en échange avec l'Académie impé-

riale de Toulouse, avec la Société impériale des sciences naturelles de Cherbourg. Ici, rapporteur impartial, je dois signaler une lacune. Je citerais, en effet, vingt autres Académies des départements français, avec lesquelles nous aurions honneur et profit à établir des relations de bons compatriotes. Espérons que, dès cette année, des demandes seront adressées, et nous comptons assez sur la courtoisie française pour croire qu'elles seront gracieusement accueillies.

Avec les Sociétés étrangères, l'Académie est mieux partagée.

Ainsi, de Turin elle reçoit, par voie d'échange, la magnifique collection des *Monumenta historiæ patriæ*, où se trouvent encore tant de chartes intéressant la Savoie. Elle espère que le gouvernement italien voudra bien lui compléter ce précieux recueil. De son côté, elle continuera de lui adresser ses publications, où plus d'une page sera utile encore à l'histoire de la Maison royale de Savoie.

L'Académie royale des sciences de Turin lui continue pareillement l'échange de ses Mémoires. Elle a reçu, cette année, ceux de l'Académie de Palerme, de la Société de Cagliari, de la Société des sciences naturelles de Milan.

De Suisse, elle n'a que les Mémoires, fort remarquables du reste, de la Société de physique et d'histoire naturelle de Genève. Peut-être aurait-elle à gagner à demander l'échange à d'autres Sociétés qui étudient un pays si semblable au nôtre, et trouvent dans leurs archives tant de titres de l'histoire de Savoie.

De Madrid, elle reçoit les Mémoires de l'Académie royale des sciences.

D'Amsterdam, les Mémoires de la Société royale des sciences.

De Königsberg, en Prusse, les *Mémoires de la Société royale physico-économique*.

Des Etats-Unis d'Amérique, les publications du *Smithsonian Institution*.

Bien que l'Angleterre et bien d'autres pays manquent dans ce catalogue, on voit que l'Académie a noué des relations avec l'étranger plus étendues que ne le comporteraient son importance et la population de notre ville de Chambéry. C'est pour elle un honneur, qu'elle tâchera de mériter de plus en plus.

---

DONS REÇUS PAR L'ACADÉMIE IMPÉRIALE DE SAVOIE.

15 novembre 1860.

Abbé CROZET-MOUCHET, chanoine et professeur de théologie à Pignerol. — *Histoire de saint Guillaume d'Ivrée, de la Famille d'Hardoin, roi d'Italie, abbé de St-Bénigne de Dijon, etc.* Turin, Marzorati, 1860.

OSSIAN HENRY fils. — *Recherches chimiques et médicales sur les matières organiques des eaux sulfureuses (barégines et sulfuraires)*. Paris, 1860; brochure in-8° de 54 pages.

Id. — *Notice sur Châbetout et ses sources minérales*, par OSSIAN HENRY père et Ernest BARRUEL, suivi, etc. Paris, 1858; brochure in-8° de 16 pages.

Id. — *Etudes sur l'eau minérale des Roches, près Clermont-Ferrand*, OSSIAN HENRY fils et Eugène-Benoît GONOT. Paris, 1857; brochure in-8° de 8 pages.

Id. — *Notice sur les eaux, les eaux mères et les sels de Salies (Béarn)*, RÉVEIL et HENRY fils. Paris, 1860; brochure in-8° de 49 pages.

Id. — *Etudes chimiques et médicales sur les eaux minérales de Chateldon* (sources de la montagne Puits-Andral et du Mont-Carmel), O. HENRY père et O. HENRY fils. Clermont-Ferrand, 1858; brochure in-8° de 24 pages.

Id. — *Des radicaux composés*, thèse présentée au concours pour l'agrégation, E.-O. HENRY. Paris, 1860; brochure in-8° de 85 pages.

Id. — *Nouvelle méthode analytique pour reconnaître l'iode et le brôme*, etc., O. HENRY fils et HUMBERT. Paris, 1857; brochure in-8° de 49 pages.

Id. — *De l'état actuel de nos connaissances sur l'emploi des eaux minérales dans le traitement de la scrofule*, O. HENRY fils. (Extrait des archives générales de médecine, numéro de juin 1859.)

Id. — *Note sur la composition de certains dépôts qu'abandonnent les eaux minérales de Luxeuil*, O. HENRY fils. Paris, 1856; brochure in-8° de 12 pages.

PAYOT. — *Catalogue des fougères, prêles et lycopodiacées des environs du Mont-Blanc*, etc. Paris, Genève, 1860; brochure in-8° de 70 pages et carte.

ANONYME. — *Rapport de la Commission médicale des bains d'Aix en Savoie à M. l'inspecteur général des services sanitaires*; brochure in-8° de 14 pages.

VINGTRINIER. — *Rapport du médecin des épidémies sur les maladies qui ont régné dans l'arrondissement de Rouen*

pendant l'année 1859 et sur le traitement du goître. Rouen, 1860; brochure in-8° de 24 pages.

HERVIER. — *Esquisses sur la topographie médicale de Rive-de-Gier*. Lyon, 1859; brochure in-8° de 43 pages.

HERPIN (de Metz). — *Du raisin considéré comme médicament*, etc. Paris, 1860; brochure in-16 de 36 pages.

Id. — *Sur l'alucite ou teigne des blés et sur les moyens de la détruire*. Paris, 1860; brochure in-8° de 27 pages.

DE CALIGNY. — *Notice historique et critique sur les machines à compression d'air du Mont-Cenis*. Turin, 1860; brochure in-4° de 36 pages.

LEJOLIS. — *Plantes vasculaires des environs de Cherbourg*. Paris, Cherbourg, 1860; brochure in-8° de 120 pages.

ABUL-KASIM-MAHMUD BIN OMAR ZAMAHSARIO. — *Al mufasssal opus de re grammaticà arabicum*. Christiania, 1859; brochure in-8° (en arabe).

Sept autres brochures (en suédois). Christiania, 1859.

CALLAUD. — *Rapports de la géologie avec l'hydrologie médicale de la Savoie*. Genève, 1860; brochure in-8° de 23 pages.

A. DE JUSSIEU. — *Histoire de la chapelle de Notre-Dame des Bezines sous les murs d'Angoulême*, suivie d'une notice sur la fontaine de Notre-Dame des Bezines, par M<sup>me</sup> A. DE JUSSIEU. Angoulême, 1857; brochure in-8° de 70 pages.

Anonyme. — 12° à 36° *Lettres d'un Bénédictin*, pour faire suite aux *Gloires du romantisme*. — Paris, 1860; brochures in-16.

27 décembre 1860.

JULES VUY. — *Convention arbitrale entre l'abbaye de Pommiers et la ville de Cruseille*.

NIIBEY. — *Histoire du choléra-morbus épidémique.*

ANONYME. — *Rapport présenté à la Société impériale d'agriculture, etc., de Lyon, par la Commission des soies, sur ses travaux en 1859.*

JOSEPH BONJEAN. — *Histoire chimique et action physiologique du beurrate et silicate de soude.*

24 janvier 1861.

DAUBRÉE. — *Etudes et expériences synthétiques sur le métamorphisme et sur la formation des roches cristallines.* Paris, imprimerie impériale, 1860.

Abbé MARTIGNY. — *Etudes archéologiques sur l'agneau et le bon pasteur, etc.*

BOLTSHAUSER. — *Le lac d'Annecy.* Annecy, 1859.

Le même. — *Notes climatologiques sur la ville d'Annecy.* Annecy, 1858.

Abbé GROBEL. — *Idée d'une fête spéciale en faveur de la propagation de la foi.* Annecy, 1853.

Le même. — *Panegyrique de saint François de Sales.* Annecy, 1857.

Le même. — *Contemplation des principales merveilles de l'univers.* Annecy, 1858.

Le même. — *Jacques-Henri Callies et ses poésies.* Annecy, 1859.

Le même. — *Discours prononcé à la reprise des cours du petit-séminaire de Sainte-Marie de la Roche, le 24 octobre 1860.* Annecy, 1860.

Le même. — *Notre-Dame de Savoie, etc.* Annecy, 1860.

JULES VUY. — *Le dernier seigneur de Copponex.* Genève, 1861.



ANONYME. — *Del bisogno di unire una adatta alimentazione alle varie sostanze medicinali*. Bologna, 1860.

11 avril 1861.

DE CAUMONT. — *Annuaire de l'Institut des provinces*, année 1860.

6 juin 1861.

DU C LANCIA DI BROLO. — *Statistica dell'istruzione pubblica in Palermo*. Palermo, 1859.

4 juillet 1861.

P. MARTINI, de Cagliari. — *Studi storico-politici sulle libertà moderne d'Europa*. Cagliari, Timon, 1855.

Le même. — *Compendio della storia di Sardegna*. Cagliari, Timon, 1855.

Le même. — *Illustrazioni ed aggiunte alla storia ecclesiastica di Sardegna*. Cagliari, Timon, 1858.

Chanoine SPANO, de Cagliari. — *Ortografia sarda, ossia, etc.* Cagliari, stamperia reale, 1840.

Le même. — *Testo ed illustrazioni di un codice cartaceo del secolo XV contenente le leggi doganale e marittime del porto di Castel-Genovese*. Cagliari, stamperia reale, 1859.

Le même. — *Catalogo della raccolta archeologica sarda*. Cagliari, Timon, 1860.

SALVATOR FENICIA, de Naples. — *Dissertazione sul tifo colerico*. Naples, Piscopo, 1855.

LONG J.-D. — *La réforme et les guerres de religion en Dauphiné*. Paris, Firmin Didot, 1856.

FOURNET, de Lyon. — *Aperçus sur la structure du Jura septentrional.*

Le même. — *Résumé des observations recueillies en 1860 dans le bassin de la Saône par les soins de la Commission hydrométrique de Lyon. (Extraits des Annales de la Société impériale d'agriculture, etc., de Lyon, 1860.)*

MGR MAGNIN, évêque d'Annecy. — *Lettre pastorale à l'occasion de son sacre. — Annecy, Burdet, 1861.*

BEBERT J.-F. — *Biographie de Michel St-Martin. (Extrait du tome V des Mémoires et documents publiés par la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie.)*





# COMPTE-RENDU

## DES

### SÉANCES DE L'ACADÉMIE IMPÉRIALE DE SAVOIE

PENDANT LE 1<sup>er</sup> SEMESTRE DE L'ANNÉE 1862

Par M. PILLET Louis, avocat

Secrétaire de l'Académie.

---

*Séance du 12 décembre 1861.*

Après les vacances d'automne, l'Académie s'est réunie d'abord le 18 novembre 1861, mais peu nombreuse encore et pour un seul objet d'urgence. Apprenant que les délégués des Sociétés savantes de France sont convoqués à Paris, pour les 22, 23 et 25 novembre, auprès du ministre de l'instruction publique, elle s'est empressée de charger deux de ses membres de la représenter à cette réunion. Des circonstances ayant empêché M. Pillet de s'acquitter de son mandat, M. l'avocat Chapperon s'est rendu seul à Paris.

A l'ouverture de la séance du 12 décembre, il a rendu compte de la mission qui lui a été confiée.

## CONGRÈS DES SOCIÉTÉS SAVANTES A PARIS.

Les représentants des Sociétés savantes avaient été divisés en trois sections : l'une pour l'histoire et la philologie, la seconde pour l'archéologie, et la troisième pour les sciences. Dans chacune d'elles, un grand nombre de membres ont lu des mémoires sur des sujets très variés. Trois séances ont été consacrées à ces lectures. Dans la section d'histoire, trente-cinq membres ont été admis à communiquer leur travail. M. Chapperon y a lu l'introduction de son long mémoire sur Chambéry à la fin du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, le sommaire des chapitres qui composent ce tableau et le chapitre entier intitulé : *Comment Chambéry passa dans le domaine des comtes de Savoie*. Il n'a eu, du reste, qu'à se louer de l'accueil bienveillant qui lui a été fait et des prévenances dont il a été l'objet.

Quatre à cinq cents membres composaient cette réunion, qui a été terminée par la séance solennelle du 25, présidée par M. le ministre de l'instruction publique, et à laquelle assistaient un grand nombre de membres de l'Institut et d'autres personnages éminents.

La *Revue des Sociétés savantes* a publié, d'ailleurs, de cette grande fête scientifique, un excellent compte-rendu qui nous dispense d'entrer ici dans de plus longs détails.

## EXTRAIT DE LA CORRESPONDANCE.

Le président de l'Académie a reçu de M. J.-François Croisollet, notaire à Rumilly, membre correspondant de l'Académie, une nouvelle lettre relative à une inscription romaine, trouvée à Brailles, hameau de la commune d'Albens.

Saisissant avec empressement cette occasion d'acquitter une dette arriérée de reconnaissance, nous rappellerons que, le 10 avril 1856, M. Croisollet avait relevé déjà, à Savoiroux, à un demi-kilomètre au sud de Rumilly, une inscription. La pierre rectangulaire, de 1<sup>m</sup>,96 de long, 0<sup>m</sup>,70 de large, et 0<sup>m</sup>,37 d'épaisseur, faisait, dit-il, partie d'un entablement. Elle a été trouvée à Savoiroux, il y a environ quinze ans, sous un arbre, en creusant les fondations d'un grenier ; elle est adossée actuellement contre un mur du grenier de la ferme.

Les lettres ont 0<sup>m</sup>,15 de hauteur et sont parfaitement conservées. D'après la figure dessinée par M. Croisollet, elles seraient sur une plate-bande au-dessus d'un talon.

#### C E VOLT CAL

Il y voit un monument élevé à César par Voltinia, ou bien par un membre de la cohorte ou tribu Voltinia : *Cæsari erexit Voltinia cal.*

Dans le numéro 76, du 24 juin 1856, du *Courrier des Alpes*, M. Rabut a proposé quelques objections contre cette lecture. Il présume que la seconde lettre est un F et non un E, et, en conséquence, il lit : *Caii filius Voltinia calidus*. « Le monument dont ce fragment faisait partie aurait ainsi offert le nom d'un *Calidus* ou *Calodus*, fils d'un Caius, appartenant à la tribu dite *Voltinia*. M. Croisollet sera invité à étudier derechef la pierre antique, afin de lever, s'il est possible, toute incertitude sur les lettres qu'elle contient. »

Dans sa lettre du 3 septembre 1856, M. Croisollet, après nouvelle vision et étude, déclare insister à la première lecture de l'inscription dont s'agit : C E et non C F.

L'Académie n'a qu'à *donner acte de ces explications*. N'ayant sous les yeux ni la pierre ni un calque, elle ne saurait se prononcer dans le débat.

Le 3 septembre de la même année, M. Croisollet a copié une inscription à Sion, près de Rumilly, sur une pierre enchâssée dans la muraille méridionale de la nouvelle église ; elle a 0<sup>m</sup>,90 de haut sur 0<sup>m</sup>,57 de large. Elle présente des moulures dessus, une gorge et un filet de 0<sup>m</sup>,10 de hauteur chacun, et dessous une simple gorge de 0<sup>m</sup>,5. On y lit :

D  
RO  
FVPREPI  
PATRI N  
SMOLTINCO  
PARABIII  
LIPO RU.

S'il reste des doutes fondés sur la lecture des premières lignes, sur le nom du défunt, il paraît que la fin de l'inscription accuse suffisamment un monument funéraire élevé par des enfants à leur père. *Patri pientissimo et incomparabili filii posuerunt*. D'après Albanis de Beaumont (atlas, fig. 54), il y faudrait lire : DIIS MANIBUS ROMANO DVVM-VIRO MILITUM ; mais on sait combien peu de foi méritent les *fac-simile* de cet archéologue.

Dans sa récente correspondance, M. Croisollet a envoyé une inscription moins mutilée, qui est incrustée dans la façade de la maison de M. F. Canet, de Brailles. La pierre a 0<sup>m</sup>,48 de haut et 0<sup>m</sup>,40 de large ; elle porte, au milieu d'une belle moulure :

C CRAXLIO  
ROVCILI T  
IVLIA > CALAI  
FIINDT I AI.  
II I . IT

« En conjecturant que les lettres B.. IT, qui se trouvent  
« dans la dernière ligne, peuvent faire partie du mot *obiit*,  
« cette inscription serait une pierre sépulcrale surmontant  
« un tombeau. »

Nous croyons, comme M. Croisollet, que c'est là une pierre tumulaire; mais nous pensons qu'elle se termine, non par le mot *obiit*, mais par ces mots : *Lapidem poni jussit*, et que c'est un monument de piété filiale érigé par Julia C... à son père.

Outre cette correspondance épigraphique, l'Académie a reçu de M. Villien, curé d'Aime, une réponse à la lettre par laquelle elle l'avait engagé à tenter quelques démarches pour la restauration de l'église de Saint-Martin d'Aime. Il en résulte que M<sup>me</sup> Chenu, propriétaire de cet édifice, n'est pas libre d'en abandonner la propriété, ainsi qu'on l'avait espéré d'abord. L'Académie verra si, en respectant les droits et les intentions de M<sup>me</sup> Chenu, il lui sera possible d'arriver à son but, qui est la conservation de ce précieux monument d'architecture.

Enfin, par lettre fort gracieuse du 7 septembre 1864, M. Conte, ingénieur en chef des ponts et chaussées, met à la disposition de l'Académie une série d'antiques trouvés à Détrier, dans les fouilles de la route départementale n° 9.

L'Académie accepte avec reconnaissance le présent de M. l'ingénieur, et décide que ces objets seront confiés, à



titre de dépôt, à la Société d'histoire naturelle de Savoie, pour être exposés dans la salle d'archéologie.

L'importance de cette découverte ayant éveillé l'attention publique, M. Pillet, qui a visité la localité, donne quelques renseignements en ces termes :

#### ANTIQUITÉS ROMAINES DE DÉTRIER.

« Près du hameau de Détrier, commune voisine de la Rochette, en fouillant les terres pour l'ouverture de la route départementale n° 9, de Pontcharra à Beaufort, les ouvriers ont exhumé de nombreux débris de poteries romaines.

« Aussitôt, M. Gerin, entrepreneur de la route, M. Masson, conducteur des travaux, animés d'un zèle dont nous devons leur savoir gré, ont dirigé les fouilles avec la plus grande circonspection et une parfaite intelligence. Ils ont eu le bonheur de réunir une série de vingt-cinq objets :

« Un cercueil en plomb, de 1<sup>m</sup>,40 de long sur 0<sup>m</sup>,40 de large.

« Une statuette de bronze avec son piédestal.

« Deux anneaux en fil métallique grossièrement repliés.

« Quatre médailles indéchiffrables.

« Plusieurs clous.

« Deux vases en verre.

« Un coq en terre.

« Dix vases et amphores en terre.

« Quatre plats et assiettes en terre rouge.

« Ils ont transmis ces objets à MM. les ingénieurs des ponts et chaussées, qui ont bien voulu en faire hommage à notre Académie.

« Avant de vous présenter un rapport sur ces antiquités

et de vous formuler une demande, j'ai voulu visiter les localités. Je l'ai fait, le 8 novembre dernier, en compagnie de M. et M<sup>me</sup> Picolet, et de M. Chabert, maire de Détrier.

« Je dois d'abord indiquer la physionomie du sol.

« Au sud de Détrier, entre ce hameau et le torrent de Bréda, surgit un léger renflement du sol, appelé *les Potences*. Dans la note qu'il a communiquée à la Société d'histoire et d'archéologie, M. l'ingénieur Guinard pense qu'il doit ce nom à des découvertes antérieures d'ossements humains. Peut-être était-ce là qu'étaient dressées autrefois les *fourches patibulaires* et le *pilori*, sur les confins des juridictions rivales des Montmayeur et des sires d'Arvillard. Quoi qu'il en soit de ces étymologies, c'est dans le champ des potences qu'ont été trouvées les tombes romaines.

« Pour maintenir son niveau, la route départementale, en quittant les bords de Bréda, a dû couper ce mamelon sur une hauteur de près de trois mètres. La base est formée par les schistes noirs du lias redressés vers le nord et plongeant vers Bréda sous un angle de 45° environ. Dessus vient une terre rougeâtre, sans cailloux, qui n'est que le roc lui-même décomposé. Des sables et graviers en couches horizontales la recouvrent du côté de Bréda. C'est le bord d'un vaste lac qui existait autrefois, avant que la rivière se fût ouvert le défilé de Bréda. Le lac Saint-Clair en est le dernier vestige.

« Sur les graviers, la terre rouge et le roc, vient un *diluvium* mêlé de cailloux, sur une hauteur de 4<sup>m</sup>,50, couche A; puis 0<sup>m</sup>,30 de terre végétale très noire, couche B; le tout recouvert par un mètre environ de sol arable ordinaire, couche C.

« La couche A constituait le sous-sol de la période romaine. C'est là que sont creusées les tombes, que sont

enfouis les vases en terre. Un seul tombeau attestant un plus grand luxe a été creusé jusqu'à 1<sup>m</sup>,90 de profondeur dans une cavité taillée dans le roc vif. C'était le cercueil en plomb contenant la statuette de bronze.

« La couche noire B représente, à mes yeux, le sol cultivé et engraisé au temps des Romains. La terre noire et riche indique un cimetière ou un jardin de première qualité. Elle est mêlée d'une infinité de débris de poterie, de briques, de verres, d'émaux, de charbons. Elle accuse de longs siècles de culture.

« La terre C, qui la recouvre et qui est cultivée aujourd'hui, est de beaucoup moins riche et ne contient presque pas de débris antiques. Pour expliquer cette anomalie, je dirai que ce champ est situé au pied d'un vignoble en pente de la commune de la Chapelle-Blanche. Depuis un temps immémorial, les vigneron, pour s'éviter la peine de remonter les terres, étaient en usage de céder, chaque année, au fond inférieur une bêche de terre qu'ils recevaient à leur tour en amont de leur vigne ; c'est ce qu'on appelait l'albérage, agriculture déplorable que nous voyons consacrée comme servitude rurale, par un arrêt de la Cour de cassation de Turin, du 7 octobre 1859.

« L'étude du sol de Détrier me ferait conjecturer que, pendant le séjour des Romains, cette fâcheuse coutume n'existait pas encore, qu'elle ne s'est introduite qu'après l'invasion des barbares, alors que les bras et les encouragements manquaient à l'agriculture, et enfin que, durant ces quelques siècles, elle avait descendu du haut du vignoble une couche épaisse de plus d'un mètre de bonne terre.

« Abordons maintenant la question archéologique.

« Les objets soumis à l'Académie ne laissent aucun doute sur la période à laquelle ils appartiennent. Ce sont évidem-

ment des vases romains ; c'est la forme des poteries, c'est la finesse des vernis, ce sont des feuilles de plantes aquatiques qui se dessinent sur quelques-uns d'entre eux.

« La statuette en bronze d'une femme lissant sa chevelure, qu'on présume être une Vénus, accuse une époque où les traditions de l'art grec étaient encore populaires. Les belles proportions, la grâce de la pose, la souplesse des membres, la délicatesse des formes, n'en font pas sans doute une œuvre de maître, mais prouvent qu'on est encore assez près de l'âge d'or de la statuaire antique.

« Une monnaie de bronze trouvée dans ces fouilles, qui nous a été gracieusement offerte, porte d'ailleurs la date en toutes lettres. Elle est de l'empereur Marc Aurèle, et doit avoir été frappée l'an 163 de notre ère.

« Il est tout aussi certain pour moi que c'est là un champ sépulcral. La bière en plomb contenait visible encore la forme d'un cadavre. Au moment où elle a été ouverte, elle a répandu une odeur infecte, persistante après seize siècles, alors que les os étaient déjà complètement décomposés. D'après la couleur des schistes avoisinants, M. Fivel conjecture que cette fosse a servi à l'incinération du cadavre. (*Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie*, séance du 14 septembre 1861.) Mais j'ai peine à concilier cette hypothèse avec l'existence d'une bière en plomb intacte et avec les autres circonstances relevées.

« Si cette sépulture aristocratique ne porte pas de traces d'incinération, je serais, par contre, assez porté à croire que les tombes plus modestes qui l'avoisinent, les urnes qui y sont enfouies, ont contenu des cendres. De nombreux charbons mêlés à la terre semblent l'attester.

« Dans la courte visite que nous y avons faite, M. le capitaine Picolet a eu la bonne fortune de découvrir un

amas de poteries rustiques serrées probablement au fond d'une fosse plébienne. C'était une soucoupe en terre rouge; un fragment de petite amphore en terre brune, simplement séchée au soleil et s'émiettant au plus léger contact; une espèce d'écuelle, dans le fond de laquelle s'en trouvait abouchée une autre plus petite; entre les deux il n'y avait que de la terre ordinaire. Toute la fosse pavée de ces trois vases semblait avoir été comblée avec un mélange de cendres et de charbons.

« Je laisse à des antiquaires plus compétents le soin de débattre ces hypothèses et de tirer des conclusions de ces quelques faits.

« Je rappellerai seulement que depuis longtemps on a signalé une voie romaine qui, passant par les tours de Montmayeur, suit l'arête de la colline, depuis Chamousset à la Chapelle-Blanche.

« Dans la séance du 9 janvier 1857 de l'Académie delphinale, notre ami M. Antonin Macé, professeur d'histoire à la Faculté de Grenoble, lisait un mémoire intéressant sur une inscription romaine trouvée, en 1853, sous le maître-autel de l'ancienne église de la Chapelle-Blanche et ainsi conçue :

« *Juliae quinti filiae verae flaminiae Augusti Maximilla*  
« *filia testamento poni jussit.* »

« Il terminait sa savante dissertation par ces mots : « Le territoire de cette commune (la Chapelle-Blanche) était nécessairement traversé par la voie romaine qui conduisait de la Maurienne vers Lemnicum d'une part et de l'autre vers Cularo ou Grenoble et Vienne. Nous ne doutons même pas que des recherches intelligentes ne fassent découvrir dans ces localités d'autres débris précieux de la civilisation romaine, et nous serions heureux d'appeler sur ce point l'attention des antiquaires et des

« savants distingués dont s'honore la Savoie. Toute découverte que l'on peut faire en ce genre est un document nouveau plus ou moins important ajouté à l'histoire. Tout monument que l'on exhume et que l'on sauve du marteau des démolisseurs est un titre national que l'on conserve, et, en le conservant, en le commentant, on fait acte de patriotisme. »

« La découverte de Détrier vient réaliser la prophétie de M. Macé. La route ancienne de la Chapelle-Blanche, encaissée entre deux berges de deux mètres de hauteur, qui attestent son antiquité, vient en effet tomber à Détrier même, qui est placé au point où l'on prenait la montée. Elle entoure le champ des Potences. C'est la première étape de la voie secondaire de Montmayeur. Il est à remarquer seulement qu'au lieu de descendre à l'ouest dans la large vallée de l'Isère, cette voie tombait sur Détrier à l'est. Se dirigeait-elle de là sur Pontcharra ou bien à Allevard ? Ne nous hâtons pas de le décider ; ne marchons que lentement, mais à pas bien assurés.

« La partie fouillée où ont été trouvées tant de richesses n'est qu'une minime fraction du *tumulus*, c'est la superficie occupée par la route et ses deux talus. Il reste une surface de trente-huit mètres de long sur quinze à vingt mètres de large entre la route neuve et l'ancien chemin creux de la Chapelle-Blanche, où tout nous fait espérer de nouvelles découvertes.

« Je vous proposerais d'y faire des fouilles, si l'entrepreneur de la route ne devait lui-même, pour se procurer des remblais, enlever ce monticule. Il a dû aujourd'hui déjà commencer ce travail. Comme il est seul propriétaire de ce sol, en dehors du tracé de la route, ainsi que des antiquités qu'il pourrait y découvrir, il serait peut-être bon que

l'Académie chargeât un de ses membres de s'entendre avec lui à ce sujet.

« Je proposerais dès aujourd'hui qu'une somme de 200 francs fût mise à la disposition de l'entrepreneur, désirant l'indemniser des précautions qu'il aura à prendre pour nous conserver intacts les objets que mettront probablement à découvert les nouvelles fouilles. »

Ces conclusions sont adoptées sans discussion par l'Académie. Seulement, sur l'opinion émise par M. Macé, M. l'avocat Chapperon fait observer que la voie romaine de *Mantala* à *Lemnicum* n'a jamais passé sur la montagne de Montmayeur et ne s'est point bifurquée là avec celle de Cularo. Cette voie suivait la rive droite de l'Isère par Albertville, Grésy, Saint-Jean de la Porte, Montmélian et Chambéry. La voie de Montmayeur et de la Chapelle-Blanche n'a été vraisemblablement qu'un chemin vicinal de bien peu d'importance.

M. Pillet est chargé de s'entendre avec M. Gerin et de suivre les résultats des fouilles.

#### OBJETS DIVERS.

M. Bebert lit un rapport, au nom de la commission nommée pour examiner le mémoire de M. Calloud, sur l'analyse d'une terre argileuse de la propriété de M. Sylvoz, à Favrat. En étudiant les théories de notre laborieux chimiste, la commission a signalé une opinion téméraire qui prêterait le flanc à la critique ; mais, M. Calloud ayant consenti à la suppression de ce passage, qui ne forme qu'un hors-d'œuvre dans son travail, l'impression en est votée.

M. l'avocat Chapperon dépose ensuite son grand travail intitulé : *Tableau de Chambéry à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle*. MM. Vallet et de Jussieu sont chargés de l'examiner.

Sont reçus membres correspondants : MM. Spano et Martino, savants archéologues de Cagliari (Sardaigne), et M. Long, de Valence.

Sur la proposition de M. le marquis de Costa, l'Académie, afin de rendre plus fréquentes et plus intimes ses communications avec le public, décide que ses mémoires paraîtront dorénavant par livraisons trimestrielles, précédées chacune d'un compte-rendu où seront reproduits les procès-verbaux détaillés de chaque séance. La rédaction en est confiée au secrétaire, qui les soumettra au bureau de l'Académie.

OUVRAGES REÇUS PAR L'ACADÉMIE DEPUIS  
LA DERNIÈRE SÉANCE.

*Revue des Sociétés savantes*, juin, juillet, août, septembre et octobre 1861.

*Revue savoisiennne*, juillet, août, septembre et octobre.

*Mémoires de la Société de physique et d'histoire naturelle de Genève*, tome XVI, 1<sup>re</sup> partie. Genève, Cherbuliez, 1861.

*Bulletin de l'Académie delphinale*, 2<sup>e</sup> série, tome I, 1859-1860.

*Mémoires de l'Académie impériale des sciences, inscriptions et belles-lettres de Toulouse*, 5<sup>e</sup> série, tome V.

*Mémoires de l'Académie impériale des sciences, arts et belles-lettres de Dijon*, 2<sup>e</sup> série, tome VIII, année 1860.

*Memorie della reale Accademia delle scienze di Torino*, série 2, tome XIX.

*Mémoires et documents publiés par la Société savoisiennne d'histoire et d'archéologie*, tome V.

*Bulletin de la Société vaudoise des sciences naturelles*, tome VIII, n° 48. Lausanne, 1861.



*L'Union médicale universelle*, D<sup>r</sup> DURANT, 2<sup>e</sup> année, n<sup>os</sup> 2 et 3. Bruxelles, 1864.

*Atti della Società italiana delle scienze naturali*, vol. III, fasc. 3. Milan, avril 1864.

*Schriften der Koniglichen physicalisch æconomischen gesellschaft zu Königsberg*, 1, 2 abtheilang. Königsberg, 1864.

*Lettres d'un Bénédictin*, 28 à 36, anonyme. St-Germain en Laye.

*Monographie des clipeastres fossiles*, par M. H. Michelin. Paris, Savy, 1864.

*Installation de M. Raoul Davat, premier président, et de M. Dubens, procureur général, à Bordeaux*, le 4 novembre 1864.

*Le mouvement littéraire dans l'Académie de Grenoble*, par M. A. Macé. (Extrait de la *Revue des Sociétés savantes*.)

*De l'arianisme des peuples germaniques qui ont envahi l'empire romain*, par M. Revillout. Besançon, 1850.

*L'ancienne Académie delphinale et la Bibliothèque publique de Grenoble*, par le même, 1859.

*Dissertation sur l'occupation de Grenoble au X<sup>e</sup> siècle par une nation païenne*, par le même, 1860.

*De l'autorité de Grégoire de Tours*, par M. Lecoy de la Marche. Paris, 1864.

*Notes historiques sur les châteaux et localités de Savoie appelés Châtelard*, par M. A. Despine. Annecy, 1864.

*Notice sur la réunion extraordinaire de la Société géologique de France à St-Jean de Maurienne, le 1<sup>er</sup> septembre 1864*, par M. Favre. Genève.

*Resumen de los trabajos meteorogicos corrispondentes al año 1854, verificados en el reale observatorio de Madrid*, par don Manuel Rico y Sinobas. Madrid, 1857.

*Guide aux eaux minérales du département de l'Isère et aux Alpes dauphinoises*, D<sup>r</sup> Hervier. Grenoble, 1861.

*De l'efficacité du peroxyde de fer contre les hémorragies passives*, D<sup>r</sup> Chrestien. Bordeaux, 1861.

*Histoire du Consulat et de l'Empire*, illustrée, Huard. Paris, 1862.

---

*Séance du 26 décembre 1861.*

Sur la proposition de son président, l'Académie décide qu'elle adressera ses Mémoires, en demandant l'échange, à l'Académie impériale des sciences, belles-lettres et arts de Marseille ; — à l'Académie impériale de Bordeaux ; — à l'Académie impériale de Clermont-Ferrand ; — à la Société des antiquaires de l'Ouest, à Poitiers ; — à la Société des antiquaires de la Morinie, à Saint-Omer (Pas-de-Calais) ; — à la Société des antiquaires de Normandie, à Caen (Calvados) ; — à la Société de la Suisse romande (Lausanne).

Elle reçoit ensuite au nombre de ses membres correspondants :

M. Hervier, docteur-médecin à Uriage ;

M. Revillout, professeur d'histoire à Grenoble ;

M. Lecoy de la Marche, archiviste du département de la Haute-Savoie ;

M. Vallet de Viriville, professeur à l'école des chartes, à Paris ;

M. l'abbé Antoine Stoppani, géologue, à Milan ;

M. Adolphe Huard, homme de lettres, à Paris.

M. le marquis de Costa annonce que la commission mixte, nommée par la ville de Chambéry et l'Académie, s'est réunie

ce matin et a arrêté les conditions définitives de l'exécution du monument au président Favre. Ecartant le concours, elle s'adressera à un artiste connu par ses travaux antérieurs. Le socle de la statue sera en granit de Maurienne. Une adresse a été rédigée pour appeler le concours de tous à cet hommage rendu à la magistrature et à la science.

Au nom de la commission chargée, dans la séance précédente, d'examiner le Mémoire de M. Chapperon, intitulé : *Chambéry à la fin du XIV siècle*, M. de Jussieu lit le rapport suivant :

« MESSIEURS,

« La première fois que j'eus l'honneur de prendre la parole au milieu de vous, notre honorable vice-président, chargé de me répondre, voulut bien, au milieu des ingénieuses flatteries qu'il m'adressait dans ce langage aimable et caressant dont il a le secret, se féliciter d'être appelé au fauteuil présidentiel dans une circonstance où il aurait, en recevant un nouveau collègue, le plaisir de serrer la main d'un ami.

« Cette position est la mienne aujourd'hui, et c'est, je vous l'assure, Messieurs, une mission bien douce que celle que vous avez bien voulu me confier en société de M. l'abbé Vallet, de vous rendre compte du Mémoire de M. Chapperon, sur *Chambéry au XIV<sup>e</sup> siècle*. Permettez-moi donc, Messieurs, de vous remercier de m'avoir fourni l'occasion de proclamer la haute estime, la confiance absolue que m'inspirent les œuvres de notre laborieux et consciencieux collègue, dont je suis heureux d'être l'ami.

« Admis depuis un an dans l'intimité de ses travaux intéressants, j'ai pu, grâce à son amitié généreuse et communicative, apprécier toutes les richesses historiques de

son cabinet. Je l'ai vu enfin mettre la dernière main à l'ouvrage dont nous avons à vous parler aujourd'hui et qui est pour notre Académie une véritable bonne fortune.

« C'est donc avec une entière connaissance de cause que je viens vous présenter les conclusions de votre commission.

« La manière consciencieuse dont M. Chapperon écrit l'histoire, sa critique savante, le choix judicieux de ses matériaux, sont le plus sûr garant de l'authenticité des faits consignés dans son Mémoire. Ce n'est donc pas sur ce point que porteront, je ne dirai pas les observations, mais les réclamations de la commission.

« Par excès de modestie sans doute, l'auteur qui écrivait pour ses compatriotes l'histoire de son pays, a oublié qu'il était d'autres lecteurs avides de connaître, d'autres érudits désireux d'examiner et d'approfondir l'histoire de la Savoie. Il a oublié l'intérêt général considérable que présente cette histoire, et lui, qui se plaint avec tant de raison de l'ignorance des Parisiens à l'endroit de Chambéry, il a perdu de vue, dans son livre, cette ignorance qui devait le forcer, au contraire, de lui faire des concessions.

« C'est ainsi que nous prions M. Chapperon de vouloir bien ajouter une note au bas de la page pour faire connaître chaque lieu, village, château, ruisseau, etc., chaque personnage, chaque édifice ou autre chose spéciale dont il place le nom dans son récit. Tout Savoisien sait ce que sont la Boisse, Nezin, Montmayeur, etc.; mais, hélas ! que de savants l'ignorent et regretteraient de ne pas l'apprendre, avec tant d'autres choses, dans le livre de M. Chapperon !

« Persuadés, nous le répétons, que l'œuvre de notre collègue sera un des monuments historiques les plus précieux et les plus recherchés par les travailleurs de tous les pays, non-seulement au point de vue de l'intérêt qu'il pré-

sentera à la lecture, mais surtout à cause de la mine féconde de renseignements de toute nature qu'il renferme, nous demanderons à M. Chapperon de ne rien négliger pour rendre, dans l'avenir, aussi facile et aussi utile que possible, l'exploitation de cette richesse. Nous espérons donc qu'il consentira encore à dresser, pour être placées à la suite de son Mémoire, trois tables, des noms de lieux, de personnes et de matières, renvoyant à la page du livre où il a parlé de ces lieux, de ces personnes et de ces matières. Cette méthode, adoptée presque invariablement pour tous les travaux faisant partie de la collection des documents inédits sur l'histoire de France, a l'avantage de prolonger et de généraliser l'utilité de ces documents, et il n'en est pas un peut-être qui renferme autant de choses précieuses à trouver, pour un historiographe, que le livre de M. Chapperon.

« Enfin, pour couronner l'édifice, la commission a pensé qu'il serait opportun aussi de prier M. Chapperon d'imprimer à la fin de son travail, comme l'a fait Guichenon, toutes les pièces inédites citées par lui dans le corps du Mémoire. Outre que ces pièces peuvent renfermer, à d'autres points de vue, d'autres renseignements que ceux dont M. Chapperon avait besoin pour le moment, c'est une occasion excellente d'imprimer ces pièces qui le méritent et dont plusieurs ne le seront jamais sans cela. M. Chapperon pourrait y joindre le titre des documents déjà imprimés, dont il s'est également servi, en indiquant seulement l'ouvrage dans lequel ils l'ont été.

« Telles sont, Messieurs, les demandes que la commission croit devoir adresser, au nom de l'Académie, à l'auteur du Mémoire sur *Chambéry au XIV<sup>e</sup> siècle*.

« Nous espérons que vous voudrez bien les sanctionner et que M. Chapperon y fera droit, en comprenant bien qu'el-

les sont un témoignage de la haute valeur que nous attachons à son œuvre, appelée, selon nous, à être placée au premier rang des travaux qui font le bonheur des travailleurs et la gloire de leurs auteurs. »

Ces conclusions sont votées à l'unanimité.

Pour clore l'année 1864, M. Pillet, secrétaire adjoint, lit le compte-rendu des travaux de l'Académie pendant cet exercice. Ce compte-rendu a été imprimé en tête de la première livraison.

Il termine la séance en annonçant une découverte de tombes anciennes dans la propriété de M. Gruat Félix, à Bressieux sur Bassens. En faisant arracher un bois de chêne et miner le terrain au-dessus de son château, M. Gruat a trouvé vingt-huit tombes en dalles brutes, grossièrement assemblées. Elles sont disposées sur trois rangées parallèles : chaque tombe, large de 0<sup>m</sup>50 à 0<sup>m</sup>60, est distante de 4 mètre des autres, et parfaitement orientée de manière à ce que les pieds soient tournés au levant. Les squelettes, dans un état avancé de décomposition, ne sont accompagnés d'aucun objet, d'aucun signe qui en trahisse l'âge. Seulement on a recueilli dans les déblais un fragment de poterie en terre grise, à peine cuite, et ne pouvant ainsi résister à la décomposition. La présence d'une poterie ne saurait, on le sait, caractériser une époque précise, païenne ou chrétienne. M. de Caumont croit qu'on trouverait même encore aujourd'hui en Europe des cantons retirés où se perpétue l'usage superstitieux de placer une poterie dans la bière des morts. Le fragment recueilli à Bassens est d'ailleurs trop menu pour que sa forme puisse faire deviner la date. Aujourd'hui tout a disparu sous la pioche des mineurs ; il est bon toutefois de conserver le souvenir de ces cimetières antiques et mystérieux. Peut-être un jour trouvera-t-on la

clef de l'énigme, et sera-ce un trait de lumière pour guider l'historien.

## OUVRAGES REÇUS.

*Atti della Società italiana di scienze naturali*, vol. III, fasc. 4. Milan.

*Mémoire sur les miels de la Savoie*, par M. Ch. Calloud.

*Bulletin mensuel des séances de la Société centrale d'Agriculture du département de la Savoie.*

---

*Séance du 16 janvier 1862.*

M. le docteur Revel, trésorier de l'Académie, présente le compte de l'exercice de 1861 et le budget pour 1862. En les approuvant, la Société vote par acclamation des remerciements à son trésorier, qui a su introduire un ordre si parfait dans ses finances.

M. le marquis de Costa donne lecture d'une lettre de Son Excellence le ministre de l'instruction publique et des cultes, annonçant que le gouvernement a continué pour 1862 le subside annuel de 4,000 francs accordé à l'Académie.

Par arrêté du 30 décembre 1861, le même ministre a donné une autre preuve de sa bienveillance à l'Académie de Savoie, en décernant le titre honorifique d'*officier d'académie* à quatre de ses membres : MM. Chamousset, secrétaire perpétuel ; Pillet, secrétaire adjoint ; Vallet et Chapperon. L'Académie doit un témoignage public de sa reconnaissance pour cette double faveur.

Le président lit ensuite les lettres gracieuses de MM. Fabre, président du tribunal de Chambéry ; — Vallet de Viriville, de Paris ; — Lecoy de la Marche, archiviste à Annecy ; — Martini et Spano, de Cagliari ; — duc Lancia di Brollo, de Palerme ; — docteur Hervier, de Rive de Gier ; — docteur Long, de Die ; — Revillout, de Grenoble ; — Adolphe Huart, de Paris.

L'ordre du jour appelle le renouvellement du bureau, dont les fonctions ont expiré avec l'année 1861. Mais, à la presque unanimité des suffrages, sont continués dans leurs fonctions comme président, M. le marquis Costa de Beauregard Léon ; — vice-président, le docteur Guiland Louis ; — secrétaire adjoint, M. Pillet Louis ; — trésorier, le docteur Revel père.

M. l'avocat Pillet fait observer que l'absence prolongée du secrétaire perpétuel lui laisse une charge et une responsabilité trop lourdes pour une seule tête. En cas d'absence ou d'indisposition, il désirerait être suppléé par un membre qui remplirait à la fois les fonctions de bibliothécaire.

L'Académie, tout en admettant que ces dispositions ne seront que temporaires pendant l'absence de M. le chanoine Chamousset, désigne au scrutin M. l'avocat Chapperon pour remplir ces fonctions. M. Pillet prendra le titre de *secrétaire*, et M. Chapperon celui de *secrétaire adjoint*.

La nouvelle administration étant ainsi complétée et installée pour l'année 1862, M. le docteur Guiland demande la parole pour quelques réminiscences que lui suggèrent les tombes récemment signalées à Brescieux sur Bassens. Il rappelle qu'en 1808, dans la propriété de M. Pomel, au Mallod, commune de Drumettaz-Clarafond, on avait découvert déjà plusieurs tombes formées avec des dalles. Il cite quelques passages d'une brochure imprimée à ce sujet



par M. Lullin. Mais il en résulte que ces tombes n'ont aucun rapport avec celles de Brescieux ; elles sont soigneusement recouvertes, les dalles sont cimentées, les corps y sont abouchés..., tandis qu'à Brescieux les dalles sont brutes, assemblées sans ciment, les tombes n'ont été comblées qu'avec la terre, sans dalles de couverture, et que les cadavres y sont renversés. D'ailleurs, M. Lullin n'a point déterminé la date des sépultures du Mallod.

M. le docteur Revel cite deux tombes trouvées l'an dernier, près des tours de Chignin. L'un des cadavres tenait en main une clochette dont la forme n'a rien d'antique. On voit un mourant avisé qui aura enjoint cette sage précaution, espérant, le bonhomme, que ses héritiers accourraient le déterrer au son de la clochette !

L'Académie exprime le désir de voir figurer sur une carte toutes les localités où des tombes antiques ont été trouvées, avec indication de tous les caractères qui en peuvent fixer la date.

Pour l'année 1862, nous avons à décerner un prix de poésie. Mais le congrès scientifique de France se réunissant à Chambéry, en 1863, on espère donner plus d'éclat à cette récompense en arrêtant que les palmes seront distribuées, en séance solennelle, par les membres de ce congrès. Une commission, composée de MM. de Juge, Guillard et Pillet, est chargée de rédiger le programme. Les concurrents auront jusqu'au 31 mars 1863 pour écrire, polir et repolir leur poème. Du 31 mars jusqu'à l'ouverture du concours, l'Académie aura pu déjà préparer un rapport consciencieux sur le mérite de chaque pièce.

L'Académie voudrait décerner aussi, en 1863, dans la même fête, un prix de la fondation du général de Loche. Pour entrer dans les vues du gouvernement, qui sollicite

la rédaction de *répertoires archéologiques* dans toute la France, l'Académie met au concours un répertoire archéologique du département de la Savoie, ou seulement de l'un des arrondissements qui composent ce département. Une commission, composée de MM. de Costa, Chapperon et de Jussieu, est chargée d'en dresser le programme.

## OUVRAGES REÇUS DEPUIS LA DERNIÈRE SÉANCE.

Du ministère de l'instruction publique : *Revue des Sociétés savantes*, octobre 1864.

De la Société des antiquaires de Normandie : un volume de *Mémoires*.

De M. Fabre, président du tribunal de Chambéry : *Etudes historiques sur les clercs de la bazoche*. Paris, Potier, 1856.

Du même : *Recherches historiques sur le pèlerinage des rois de France à Notre-Dame d'Embrun*. Grenoble, Maissonville ; Paris, Aubry, 1860.

De M. P. Martini, de Cagliari : *Storia delle invasioni degli Arabi*. Cagliari, 1864.

De M. Lecoy de la Marche : *Histoire de l'Histoire*. Annecy, 1862.

De M. le docteur Long, de Die : *La réforme et les guerres de religion en Dauphiné, de 1560 à l'édit de Nantes*. Paris, 1856.

De M. le docteur Herpin, de Metz : *Des causes morales de l'insuffisance et de la surabondance périodique de la production du blé en France*.

---

*Séance du 30 janvier 1862.*

La Société des antiquaires de l'Ouest, répondant à l'appel de l'Académie de Savoie, lui envoie deux volumes de ses Mémoires et accepte l'échange pour l'avenir.

L'ordre du jour appelle M. Pillet à donner lecture d'un travail intitulé : *Etudes philologiques sur les noms propres*.

L'auteur dit qu'il a été témoin, dans ses nombreuses excursions à travers la Savoie, d'une anarchie regrettable, soit dans l'orthographe, soit surtout dans la prononciation des noms propres. Il semble qu'il appartient à l'Académie, gardienne du langage et des souvenirs, de fixer des règles et de veiller à la conservation de ces monuments historiques.

Dans un premier paragraphe, il parle des noms italiens qui ont été connus et toujours prononcés en Savoie avec leur véritable accent. Il demande si, aujourd'hui que nous appartenons à la France, il est opportun d'oublier cette prononciation pour accentuer les finales muettes : par exemple pour dire *Magentâ*, le *Minciô*, etc.

Elevant plus haut encore le débat, il pose en thèse générale que les noms propres de personne et de lieu doivent conserver partout leur orthographe native, et autant que possible leur prononciation. Il n'y a d'exception que pour quelques individualités plus célèbres, dont le nom a reçu une traduction véritable consacrée par l'usage ; comme Naples, Rome, Gênes.

Partant de ce principe, il blâme un abus orthographique qui a fait ajouter un *z* final à plusieurs noms d'origine italienne ; il blâme surtout une tendance moderne qui trans-

forme ces *o* ou ces *a* muets en finales à l'espagnole, en *ôz* et en *âz*. Sous prétexte de parler français, il n'est pas plus logique de prononcer *Culôs* ou la fondation *Marcôs*, qu'il le serait de dire *Solferinôs* ou le *Minciôs*.

Appliquant le même principe aux noms propres dérivés du patois, où se trouvent, comme en italien, les finales en *o* et en *a* muets, M. Pillet montre qu'on y a pareillement, au moyen-âge, ajouté abusivement un *z*, et que ce n'est pas moins abusivement qu'on voudrait aujourd'hui les prononcer en *ôs* et en *âs*.

Il cite vingt noms de communes, et un plus grand nombre encore de noms de familles savoisiennes, dans lesquels l'usage a consacré ces finales en *az* et en *oz*, prononcées de tout temps en *o* et en *a* muets, suivant l'idiome de nos pays : la *Chusaz*, la *Giettaz*, la *Muraz*, la *Vernaz*, etc. ; *Marlioz*, *Aviernoz*, etc., etc.

Il croit que ces noms, qui ont un état civil immuable, doivent conserver leur orthographe officielle jusqu'à ce que l'usage les ait traduits par leur homonyme français terminé en *e* muet ou en *e* fermé : la *Cluse*, la *Giette*, etc.

Que, tout en conservant l'orthographe native, ils doivent garder leur prononciation antique en *a* muet, à l'italienne, ou plutôt à la *patoise*.

Que ce serait un barbarisme surtout de leur donner une finale en *ôs* ou en *âs*, qui affuble nos Savoyards en *palicares de la Grèce* ou en *matamores espagnols* ; par exemple : *Marliôs*, *Culôs*, *Drumettîs*, la *Vernîs*.

Remontant à la source de cet abus, M. Pillet trouve, dans le *Roman de la Rose*, la *Lunette des Princes*, le *Roy Modus* et la *Royne Racio* et dans les autres publications du *xv<sup>e</sup> siècle*, une époque où le *z* était ajouté à presque toutes les finales indistinctement, mais y restait toujours muet. C'est

à cette date que nos noms propres ont reçu leur baptême orthographique. Au *xvi<sup>e</sup>* siècle, la langue a été épurée ; les *z*, comme les *y*, ont été remplacés par *s* et *i* dans la plupart des mots ; ils ont survécu seulement dans les noms propres, invariables de leur nature.

De cette observation, il conclut que, pour rester fidèles à leur origine, ces noms doivent conserver leur prononciation native, sans tenir compte du *z* parasite, qui est toujours muet dans les poésies du *xv<sup>e</sup>* siècle.

M. de Jussieu admet ces principes quant au *z* final et aux terminaisons en *ôs* et en *ds* ; mais il croit que, prononcés en France, tous les noms italiens en *o* et en *a*, de même que les noms d'origine savoyarde, doivent être prononcés en *ô* et en *â*. Il dirait ainsi : le *Minciô*, *Marliô*, *Clusâ*, *Dru-mettâ*.

Le débat étant ainsi nettement posé, l'Académie en renvoie l'examen à une commission composée de MM. de Juge et Guillard.

M. le conseiller de Juge lit ensuite deux jolies fables : *Le Chat et le Rat*, *La Loi du travail*, et une *Epître à mon Jardinier*, ayant pour épigraphe : *Un peu l'histoire de tout le monde*.

Nous donnons en terminant une de ces fables :

#### LE CHAT ET LE RAT.

Naguère un chat, un rat, allaient marchant ensemble ;  
 Vous direz : c'est miraculeux !  
 L'ambition souvent rassemble  
 Bien des hommes aussi peu faits pour vivre entr'eux.

Or voici quel était le but de leur voyage :  
 Il existait alors chez un Vatel du jour  
 Un frais garde-manger devenu le séjour  
 Du lard le plus friand, du plus exquis fromage.

Plusieurs fois maître chat avait, en fin gourmand,  
Tenté d'y faire son entrée,  
Mais la clef du logis à merveille fermant  
Mieux que le vieux Cerbère en défendait l'entrée.  
Il eut recours au rat. « Ami, faisons la paix,  
Dit-il, ta fine dent nous servira de scie,  
Et, foi de chat, je te promets  
Un régal qui ferait au renard même envie. »

Nos deux amis les ennemis  
Arrivent sans encombre auprès du sanctuaire.  
Pour y pénétrer à tout prix  
Ils veulent en former l'attaque régulière :  
Le chat, toujours matois, se pose en surveillant ;  
Le rat, sapeur, soumis, fait crier sous sa dent  
Le treillis trop serré que lentement il ronge.  
Quelle joie ! un anneau va céder sous le coup ;  
Un autre déjà tombe, et voilà par le trou  
Le museau du vainqueur qui bravement s'allonge...  
Encore une seconde, il n'est plus d'Illion.

A l'odeur du butin, le chat double d'audace,  
Et, rêvant la part du lion,  
Va devancer le rat dans le sein de la place.  
Mais à la porte un bruit se fait,  
On ouvre : l'œil en feu, la lèvre menaçante,  
Le maître de céans paraît.  
Sur ses lauriers, le rat frissonne d'épouvante.  
Que fait son compagnon ? Pour lui soyez sans peur,  
Il sait ce que vaut l'alliance.  
Messieurs, il était là pour saisir le voleur.  
Aussi, d'un seul bond il s'élance,  
Saisit le rat et sans pitié,  
Brisant son corps par moitié,  
Le tue, l'apporte, attendant récompense.

Conspirez-vous avec un grand,  
Il vous promet honneurs, richesse ;  
Mais au moindre choc il vous laisse,  
Si mieux sous le fer d'un tyran  
A vous livrer il ne s'empresse.

## OUVRAGES REÇUS PAR L'ACADÉMIE.

Du ministère de l'instruction publique : *Revue des Sociétés savantes*, novembre 1861.

De la Société des antiquaires de l'Ouest : *Mémoires*, deux volumes.

De l'Académie delphinale : *Documents inédits relatifs au Dauphiné*.

Du docteur Morel : *De la folie héréditaire, rapport médico-légal, etc.*, par le docteur Morel, médecin en chef de l'asile des aliénés de Saint-Yon. Paris, 1862.

---

*Séance du 13 février 1862.*

La Société d'histoire de la Suisse romande a accepté l'échange de mémoires proposé par l'Académie de Savoie. Son secrétaire, M. Hisely, écrit une lettre fort gracieuse, en envoyant huit volumes de mémoires du plus grand intérêt.

M. Conte, ingénieur en chef des ponts-et-chaussées, adresse 22 monnaies romaines, la plupart grand bronze, trouvées dans les fouilles du pont d'Albertville. Il accompagne cet envoi d'une lettre aimable par laquelle il veut bien promettre de destiner à l'Académie les objets qui seront trouvés par les entrepreneurs de travaux publics de son ressort. L'Académie témoigne sa vive reconnaissance à M. l'ingénieur Conte, et décide que ces monnaies seront confiées à la Société d'histoire naturelle, à titre de dépôt, pour les exposer dans son médailler.

M. le marquis César d'Oncieu et M. Hippolyte Lachat, ingénieur des mines, sont reçus membres correspondants de l'Académie.

M. Carret, chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu de Chambéry, présente quelques observations sur une des causes les plus fréquentes de l'insalubrité dans les hôpitaux. Cette cause, c'est l'encombrement ou la réunion d'un nombre considérable de malades dans un espace trop étroit. Suivant M. Carret, un malade quelconque est un foyer d'infection; de son corps s'exhalent incessamment des miasmes propres à produire des maladies infectieuses ou pestilentielles, telles que typhus, fièvre typhoïde, érysipèle, etc. Mais pour que cet effet ait lieu, il faut que les miasmes soient multipliés, condensés, et conséquemment que les malades soient nombreux et rapprochés sur un point. Un hôpital qui a plus de 400 lits, et une salle qui contient plus de 40 malades, sont presque nécessairement insalubres.

Relativement au mode d'action des miasmes dans les hôpitaux, M. Carret croit que ces corpuscules, spécifiquement plus légers que l'air, s'élèvent dans les parties supérieures des salles, et y séjournent plus ou moins longtemps.

Mais de là, à moins qu'ils n'aient été chassés au dehors par un courant d'air naturel ou par un mécanisme quelconque, ils portent leur action délétère tantôt sur les malades des salles placées au-dessus, s'il y en a, et cela en passant à travers les fissures du plancher supérieur; tantôt sur les malades des salles mêmes où ils ont séjourné; et ce dernier effet a lieu toutes les fois qu'une cause ou force quelconque précipite les miasmes de haut en bas.

On comprend par là que, pour un hôpital, l'insalubrité augmente avec le nombre des étages. On comprend aussi que toute cause qui, dans une salle, attire de haut en bas



l'air qui est toujours miasmatique , est insalubre. Tel serait, par exemple, un ventilateur qui, au lieu d'être placé dans la partie supérieure, le serait dans la partie inférieure du plancher. Une ouverture accidentelle, une chambre fortement chauffée dans le voisinage, doivent produire le même effet.

M. Carret termine en faisant l'application de cette donnée aux hôpitaux de Paris et à l'Hôtel-Dieu de Chambéry. Il y trouve la cause du peu de réussite des opérations dans les premiers et de leur succès presque constant dans le dernier. Cependant il se présente fréquemment, à notre Hôtel-Dieu, des opérations de la grande chirurgie. Ainsi, dans l'année qui vient de s'écouler, on y a pratiqué le trépan, l'ablation de la mâchoire, l'amputation de la cuisse, de la jambe, du bras, du sein; on y a fait plusieurs opérations de hernie, etc.

Les membres présents reconnaissent que ces faits concordent avec ceux qui ont été indiqués par tous les praticiens et signalés dans divers ouvrages. Seulement une discussion s'engage sur la disposition du ventilateur dans l'une des salles de l'Hôtel-Dieu de Chambéry : on a peine à expliquer, d'après les lois de l'écoulement des fluides, comment une ouverture pratiquée dans le plancher inférieur aurait pour effet d'augmenter les miasmes dans l'atmosphère des malades. Ce fait intéressant d'hygiène pourra être l'objet de nouvelles études.

M. le docteur Revel signale une disposition ingénieuse de ventilateurs munis de treillis de toile métallique, imaginée par le docteur Petit, de Saint-Jean de Maurienne, et appliquée avec succès dans la maison centrale de Melun.

M. le marquis de Costa donne lecture de quelques pages de son grand ouvrage sur la biographie de l'historien Gui-

chenon. C'est sur ses relations avec François Capré, l'analiste de la Chambre des Comptes de Savoie. Il a retrouvé plusieurs lettres dans lesquelles celui-ci le consulte sur ses travaux et l'informe naïvement des reproches qu'il entend formuler sur l'avidité bien connue du célèbre historien. Ces fragments font partie d'un travail qui sera communiqué plus tard à l'Académie.

M. de Costa, nommé secrétaire général du congrès scientifique qui doit se tenir à Chambéry en septembre 1863, entretient ensuite l'Académie des préparatifs de cette réunion.

Les savants qui s'y réuniront seront divisés en cinq sections, suivant l'usage établi. Il sera dressé un questionnaire, comprenant les matières à traiter dans chacune de ces sections. Publiés et répandus un an à l'avance, les questionnaires indiquent aux travailleurs les sujets de leurs études et servent surtout à fixer l'ordre des discussions. C'est dans le courant du mois d'avril prochain que M. le marquis de Costa doit se rendre à Paris pour arrêter, de concert avec M. de Caumont, le questionnaire de notre congrès.

Il désirerait auparavant que toutes les personnes qui ont préparé des études spéciales sur une question et qui voudraient la soumettre au congrès, en fissent la proposition. Les personnes et les Sociétés qui s'occupent des diverses branches de la science lui feraient pareillement parvenir des projets de questionnaires. Ainsi le travail de la commission serait facilité, et surtout nous serions assurés de trouver des athlètes prêts à entrer en lice sur les divers thèmes inscrits au programme.

En conséquence, il désigne pour recevoir les communications relatives aux 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> sections réunies, sur les

SCIENCES NATURELLES ET MATHÉMATIQUES, M. L. Pillet, secrétaire de l'Académie.

Pour la 2<sup>e</sup> section, AGRICULTURE, INDUSTRIE ET COMMERCE, M. J. Bonjean, secrétaire de la Société centrale d'agriculture.

Pour la 3<sup>e</sup> section, SCIENCES MÉDICALES, M. le docteur Revel, président de la Société de médecine de Chambéry.

Pour la 4<sup>e</sup> section, GÉOGRAPHIE, HISTOIRE ET ARCHÉOLOGIE, M. le marquis de Costa recevra lui-même les propositions.

Pour la 5<sup>e</sup> section, BEAUX-ARTS, LITTÉRATURE ET PHILOSOPHIE, M. le chevalier de Juge, à sa campagne de Sales, près de Rumilly.

On espère que la statue du président Favre pourra être inaugurée à la même époque. On n'attend plus, pour traiter avec un artiste, que l'autorisation qui est requise pour toute érection de monument, et qui a été demandée au gouvernement depuis un mois.

Le secrétaire est chargé de publier le programme des deux prix de la fondation de Loche, qui seront distribués à la même occasion.

#### OUVRAGES REÇUS PAR L'ACADÉMIE.

Du ministère de l'instruction publique : *Distribution des récompenses accordées aux Sociétés savantes*, 25 novembre 1861.

De la Société d'histoire de la Suisse romande, Lausanne : *Mémoires et documents*, vol. IX, X, XI, XII, XIII, XV, XVII et 1<sup>re</sup> livraison du XVIII<sup>e</sup>.

De M. Hisely, secrétaire de la même Société : *Encore les Ménéades*.

De M. de Gingins la Serraz : *Note sur Guy de Faucigny, évêque de Genève, et sur ses parents*.

*Sur l'année de la mort de Rodolphe, premier roi de Bourgogne Jurane.*

De M. Jules Vuy : *Jugement rendu par Amédée VIII à Ripaille, le 20 juin 1438, etc.* Genève, 1862.

De M. le docteur Emile Quentin : *De la Chorée.* Dijon, 1859.

De M. J. Bonjean : *Bulletin mensuel de la Société centrale d'agriculture*, février, 1862.

Anonyme : *39<sup>e</sup> et 40<sup>e</sup> lettres d'un bénédictin.*

---

*Séance du 6 mars 1862.*

Le président, M. le marquis de Costa, annonce à l'Académie qu'il a reçu de la préfecture avis de l'arrivée du mandat de 4,000 fr., subside alloué par le gouvernement. L'assemblée témoigne de nouveau sa reconnaissance pour cette faveur annuelle que le roi Charles-Félix lui a accordée par lettres patentes du 23 juillet 1827 et que le ministre français, ami des lettres, n'a pas hésité à lui continuer.

M. le docteur Revel donne une analyse de l'ouvrage publié récemment par M. le docteur Quentin, de Paris, sur la *chorée*, ou *danse de Saint-Guy*. Il signale ce travail comme un résumé fidèle et complet de toutes les observations connues sur cette singulière maladie.

M. le marquis de Costa reprend la lecture de son histoire de Guichenon. Pour donner plus d'intérêt à ce travail, il l'a rattachée habilement aux événements politiques contemporains auxquels se trouve mêlé l'historien Guichenon, toujours avide de distinctions et surtout de pensions. Il

nous permet d'en détacher quelques traits relatifs au mariage projeté entre le roi Louis XIV et la princesse Marguerite-Yolande, fille de Victor-Amédée I<sup>er</sup>, duc de Savoie. On sait que l'ambitieux cardinal Mazarin consentait à cette union, mais il y mettait pour condition que l'une de ses nièces, Hortense Martinozzi, épouserait en même temps le duc de Savoie, Charles-Emmanuel II.

« Mazarin promettait de donner à sa nièce une dot immense, de rendre Pignerol au duc de Savoie, de le faire nommer généralissime des armées de la France en Italie et de déterminer le roi à renoncer pour toujours au protectorat de Gênes. Amoretti (abbé qu'il chargea de cette négociation secrète), pour prix de ses services, devait parvenir à la plus haute fortune.

« Amoretti fut chargé de proposer à Madame Royale (Christine de France) de se rendre à Lyon avec son fils et la princesse Marguerite pour y voir le roi; il devait assurer à Madame Royale que sa fille deviendrait reine de France, si le duc consentait à épouser la nièce du cardinal. Ce fut au château de Montcalier que l'abbé vint communiquer à la régente les propositions de Mazarin. Charles-Emmanuel était présent à cette conférence; justement froissé des prétentions de l'Eminence, il s'emporta contre elle et contre son émissaire, disant que, malgré la tendre affection qu'il avait pour sa sœur, il n'entendait pas se sacrifier pour elle; que les alliances de sa famille se renouvelaient depuis des siècles dans toutes les maisons souveraines de l'Europe et que jamais il ne ferait d'une Martinozzi une duchesse de Savoie. Charles-Emmanuel, à cette époque, était préoccupé d'une pensée de mariage avec M<sup>lle</sup> de Montpensier. Madame Royale trouvait l'affaire assez sérieuse pour mériter réflexion, et de son côté la princesse Marguerite,

voyant l'indignation de Charles-Emmanuel à la proposition d'Amoretti, protestait qu'elle se ferait plutôt religieuse que de causer à son frère le moindre déplaisir.

« Au milieu de ces tiraillements, la cour hésita longtemps avant de se décider à l'entrevue de Lyon ; mais Christine, en femme expérimentée, calculait l'effet que les charmes de sa fille devaient produire sur le cœur du roi. Aucune princesse de l'Europe n'était alors en position d'être une rivale pour Marguerite, à l'exception de l'infante Marie-Thérèse. Mais la France, à cette époque, était en guerre avec l'Espagne, on ne pouvait songer à cette alliance ; il était donc essentiel de chercher à fixer au plus tôt le cœur et la volonté de Louis XIV. Le mariage du jeune roi avec sa cousine une fois décidé, il devenait facile d'écarter les prétentions du cardinal.

« Christine insista auprès de son fils et le décida au voyage de Lyon ; mais Mazarin n'était pas homme à se laisser surprendre. Le mariage de l'infante d'Espagne avec le roi de France pouvait terminer la guerre entre les deux couronnes et laisser la paix à l'Europe. Toutefois, le cardinal-ministre était prêt à sacrifier ces grands intérêts à la satisfaction de faire monter sa nièce sur le trône ; mais il était encore plus décidé à se venger de la cour de Savoie en renversant ses espérances, si elle persistait à humilier les siennes. Il ouvrit, avec don Louis de Haro, ministre de Philippe III, de secrètes négociations, et y parla, pour la première fois, du besoin de la paix et de la possibilité du mariage de l'infante avec le roi de France. La reine-mère Anne d'Autriche, qui désirait ardemment cette alliance, eut seule communication de ce secret d'Etat, et Mazarin partit pour Lyon accompagnant Louis XIV. Don Antonio Pimentel, chargé des instructions du roi d'Espagne, vint

l'y joindre secrètement, et suivant les instantes prières du cardinal, y resta soigneusement caché dans une obscure hôtellerie, prêt à paraître et à agir suivant l'opportunité du moment.

« Les échevins de Lyon firent à Louis XIV et à ses hôtes illustres une réception magnifique. Au milieu des fêtes brillantes que la ville donnait aux deux cours, les grâces de Marguerite de Savoie firent sur son royal cousin l'impression que Christine attendait. L'œil vigilant et soupçonneux du ministre suivait avec inquiétude le progrès de la passion du roi ; il craignait qu'elle ne précipitât un dénouement qui n'entraînait, on le sait, que conditionnellement dans ses vues.

« Mazarin multiplia ses conférences avec Amoretti ; mais elles devinrent bientôt orageuses, car l'abbé était entré complètement dans la pensée de la régente et soutenait à l'Eminence que, d'après leurs conventions formelles, le mariage de Louis XIV avec la princesse Marguerite devait précéder celui de sa nièce avec le duc de Savoie. Le cardinal, comme de raison, prétendait le contraire, et jugeant ce qu'il pouvait attendre des dispositions du jeune prince par sa froideur mal déguisée, il démasqua ses batteries.

« Pimentel sortit de sa retraite et se présenta tout à coup porteur d'une lettre du roi d'Espagne, qui offrait à Louis XIV la main de l'infante Marie-Thérèse comme gage de la paix à conclure entre les deux couronnes. Mazarin feignit une surprise plus grande encore que celle du roi à cette nouvelle inattendue, et attribua modestement à la bonne étoile de la France un événement si heureux pour elle. Toutefois, il voulut lui-même l'annoncer à Madame Royale, afin d'être le premier témoin de son amère déception. Il déplora dans cette entrevue les exigences de la raison

d'Etat, qui devaient contraindre le roi à renoncer à une alliance si ardemment désirée; puis avec une tristesse hypocrite, il pria Christine de consentir à ce qu'on retirât de part et d'autre les engagements relatifs au double mariage qui avait motivé le voyage de Lyon. Madame Royale répondit avec dignité qu'elle ne mettrait jamais d'obstacle au bonheur du roi, ni au bien de la France, et Mazarin se retira fort heureux d'avoir à la fois si bien servi son pays et sa vengeance....

« D'Hozier parlait souvent à Guichenon des conjectures qui se faisaient à la cour et dans les salons politiques. L'historiographe se flattait de terminer son *grand ouvrage* par le récit pompeux des fêtes célébrées pour le mariage de Louis XIV avec la princesse de Savoie. D'Hozier, qui ne formait pas le même vœu, lui ôtait durement ses illusions :

« Je m'étonne, lui disait-il, que vous, qui avez de l'esprit, soyez de ces crédules qui s'imaginent que le *capétien* épousera l'*ultramontaine*. On parle d'un voyage en Biscaye; faites vos conclusions là-dessus. Les spéculatifs jugent qu'il y a bien plus de raison en tout sens de pencher du côté de l'*Ibérie* que vers les Alpes; que celle-là est plus belle, sans comprendre le titre de Majesté réelle, au lieu que l'autre n'est que fantastique. »

On peut juger, par ce fragment, de l'intérêt que présentera cette biographie, et du charme qu'a su y répandre l'honorable académicien.

Sur la proposition de M. Pillet, l'Académie décide ensuite que les comptes-rendus trimestriels seront adressés aux correspondants comme aux autres membres de l'Académie. Le premier numéro paraîtra à la fin de ce mois.



## OUVRAGES REÇUS DEPUIS LA DERNIÈRE SÉANCE.

*Revue des Sociétés savantes*, décembre 1861.

*Délibérations du Conseil divisionnaire du département de la Savoie*, 1861.

*Travaux de la Société d'histoire et d'archéologie de Maurienne*, 3<sup>e</sup> livraison, 1862.

---

*Séance du 20 mars 1862.*

Le président annonce qu'il a reçu de Son Excellence le ministre de l'intérieur, l'autorisation requise pour l'exécution du monument Favre. L'Académie, qui a eu l'initiative de cette grande pensée, qui y a consacré une somme importante, verra ainsi réaliser ses vœux. On espère que la statue pourra être posée au mois de septembre 1863, en présence du congrès scientifique réuni à Chambéry.

M. de Caumont, président de l'Institut des provinces, et fondateur de ces congrès, prépare avec une activité infatigable la réunion de Chambéry. Il a envoyé à M. le marquis de Costa plusieurs exemplaires d'ouvrages relatifs à l'archéologie, le chargeant de les distribuer dès cette année en Savoie, afin d'y répandre les notions de cette science.

Il demande également à l'Académie de Savoie, de déléguer quelques-uns de ses membres à un congrès annuel que l'Institut des provinces tiendra à Paris, le 22 avril prochain.

M. l'architecte Fivel a revu et retouché trois notices qu'il

avait adressées précédemment à l'Académie, sur des monuments épigraphiques découverts en Savoie.

La première est relative à une inscription déjà mentionnée au vol. XII, 1<sup>re</sup> série de nos Mémoires, pag. 57, et dont le *fac-simile* est lithographié ci-après à la suite de notre compte-rendu.

M. Fivel s'exprime en ces termes :

« On a découvert, depuis longtemps, une inscription romaine dans une vigne de la commune d'Hauteville, à peu de distance de Rumilly; cette pierre se voit aujourd'hui dans le collège de cette ville.

« Cette inscription a été déjà plusieurs fois publiée, mais toujours, je crois, avec un certain nombre de fautes qui doivent être attribuées à l'état de détérioration dans lequel elle se trouve<sup>1</sup>.

« L'encadrement de cette inscription a la forme du *titulus* antique; il faut apporter une grande attention pour reconstruire le dessin, car les lignes sont presque complètement effacées. La pierre sur laquelle elle est tracée est un calcaire blanc rempli de coquillages, une espèce de lumachelle; ces coquillages seuls ont résisté à l'injure du temps, et l'on prend volontiers dans certains endroits la courbe de leurs bords pour quelques parties de lettres.

« L'estampage que j'en ai pris et que je joins au dessin donnera une juste idée des dimensions de cette pierre et de la forme des lettres de l'inscription.

« On y peut lire très clairement :

<sup>1</sup> Voy., entre autres, vol. XII, première série, des *Mémoires de l'Académie de Savoie*, compte-rendu, p. 57.

AVG. VIN

SACRO

T. VALERIVS

CRISPINVS

SACER VINTI

PRÆ. F. PAG. DIA.

ÆDEM. D.

« L'angle supérieur de droite ayant été cassé, il manque la finale du mot VIN; on remarque cependant après l'n, sur le bord de la cassure, la base d'une lettre que je crois être celle d'un d'un τ.

« De petites feuilles renversées imitant celles du peuplier marquent la ponctuation.

« Dans son ouvrage sur les antiquités savoisiennes, Albanis de Beaumont la rapporte ainsi :

AUG. VINO

SACRO

T. VALERIUS

CRISPINUS

SACER VINI. P.

PRÆF. PAG. VINI

ÆDEM D.

« Longtemps après, M. le notaire Croisollet, de Rumilly, la publia de nouveau dans les *Mémoires de l'Académie royale de Savoie*, en laissant subsister les mots AUG. VINO et SACER VINI, en ne notant pas le double I qui restait sans emploi après SACER VINI, et en substituant le mot DIANE après PAGI à celui de VINI de l'inscription donnée par M. de Beaumont.

« Voici la lecture que M. Croisollet en a donnée :

AUG. VINO

SACRO

T. VALERIUS

CRISPINUS

SACER VINI

PRÆF. PAG. DIA

ÆDEM D.

« La vigne d'Hauteville, dans laquelle cette inscription a été trouvée, a naturellement porté à conjecturer que cette inscription était consacrée au dieu Bacchus, *deo vino, deo vinifero*.

« Avant de proposer la lecture que je crois devoir en être faite, je dois faire remarquer quelques particularités qui pourront aider à reconstruire la finale du mot VIN, dans laquelle se trouve toute la difficulté de cette lecture.

« Je ferai d'abord observer que les mots sont disposés très systématiquement sur cette pierre, et en supposant, comme on l'a fait jusqu'ici, que la lettre qui complèterait le mot VIN soit un o, il resterait un trop grand espace entre elle et la ligne de l'encadrement, qui, quoique manquant dans cet endroit, peut facilement être rétablie en prolongeant la ligne inférieure qui existe encore, tandis que dans la lecture que je vais proposer, les trois lettres rio remplissent parfaitement la ligne.

« Je ferai observer encore que l'on retrouve ce même mot dans la partie inférieure de l'inscription; on y peut lire en toutes lettres : SACER VINTII.

« Cela posé, j'ose affirmer que cette inscription doit être lue ainsi :

AUG. VINTIO

SACRO

T. VALERIUS

CRISPINUS

SACER VINTII

PÆFECTUS PAGI DIANÆ

ÆDEM DICAUIT

« Pour arriver maintenant à retrouver la signification de ce mot VINTIO, il est bon de rappeler un cippe romain engagé dans un angle de l'église de Seyssel (Savoie), sur lequel on lit ce même mot : VINTIO, précédant le nom de deux divinités païennes.

« Après l'avoir soigneusement estampée et reconstitué la lettre c presque effacée et suivie d'un point précédant le mot POLLUCI, oublié par Jacques Spon, dans la publication qu'il en a faite en 1685, et par Albanis Beaumont, dans l'ouvrage que j'ai cité précédemment, je reproduis complètement cette inscription :

DEO VINTIO

C. POLLUCI

EN. TARENTIANUS

BILLONIS FILIUS

TARENTIANUS

EX VOTO

« Je la traduirai ainsi :

« Au dieu Castor, au dieu Pollux, adorés à Vances, »  
etc.

« On trouve plusieurs exemples de l'application d'un nom de localité à celui de la divinité qui y était adorée ; Jacques

Spon, entre autres, reproduit un monument élevé près de Vances, en Provence, « *Marti Vincio* », au dieu Mars, adoré à Vances. Aussi, je n'hésite pas à affirmer que le mot *VINTIO*, *VINTIUM* des inscriptions de Seyssel et d'Hauteville, est un nom de localité de notre ancienne Allobrogie, où, sous la domination romaine, étaient adorés Castor et Pollux.

« Il existe en effet près de Seyssel, sur un monticule dominant et le cours du Rhône et celui du Fier, une localité portant le nom de Vances; l'ancienne voie romaine du val de Fier passait sur ce monticule où la tradition locale conserve encore la mémoire de l'existence d'une ville romaine.

« La position stratégique de Vances, sur un monticule, au confluent d'un fleuve et d'un torrent très impétueux, sur le passage d'une grande voie romaine sortant à peu de distance d'une gorge très étroite et semée de précipices, sa proximité d'une ville romaine *Condate*, était bien un endroit propice pour élever un temple en l'honneur de Castor et de Pollux, qui étaient particulièrement invoqués par les navigateurs, par les voyageurs et par les guerriers.

« *Geminæ autem salutares et prosperi cursus prenunciæ  
« quarum adventu fugari diram illam ac minacem appella-  
« tamque Helenam ferunt. Et ob id Polluci et Castori id  
« numen assignant eosque in mari deos invocant. Homi-  
« num quoque capita vespertinis horis magno præsidio  
« circumfulgent.* » (PLINI SECUNDI, *lib. II, cap. 27.*)

« Un fait moderne semble confirmer ce que je viens d'avancer : il existe sur le versant occidental de ce monticule un sanctuaire très ancien où les bateliers du Rhône rendent un culte tout particulier à la Vierge, *Maris stella*. Le rapprochement de ces deux cultes dans un même endroit permet de

croire, avec grande probabilité, qu'à l'époque où la religion chrétienne détrôna les dieux du paganisme, le culte des géméaux fut remplacé par celui de la mère du Rédempteur.

« Il existe cependant une différence entre l'inscription de Seyssel et celle d'Hauteville : dans cette dernière, le nom de cette divinité adorée à *Vintium* serait sous-entendue. Cet oubli peut bien se comprendre pour une inscription placée sur un monument qui contenait certainement les statues de ces dieux, dont le culte devait d'ailleurs être assez connu dans le pays, pour qu'en rappelant le nom de la localité où le temple était élevé, on reconnût immédiatement les dieux qui y étaient vénérés.

« Ce prêtre, Tullius Valerius Crispinus, qui consacrait ce monument, était en même temps préfet *pagi dia* (probablement *Dianæ*). Ce qui permettrait de le croire, c'est que cette déesse des forêts et des montagnes (*Pagos*) devait être en grande vénération dans un pays aussi boisé et aussi montueux que les environs de Rumilly. »

M. Rabut, qui était présent à la séance où il a été donné lecture de cette note, a présenté les observations suivantes :

Pour l'inscription de la commune d'Hauteville, dont il possède un estampage fait par M. Séran, d'Annecy, il accepte très volontiers les lectures intelligentes *augusto Vintio* et *sacer Vintii* qui sont incontestables, mais il ne croit pas devoir admettre l'interprétation de *pagi Dianæ*; il s'agit, dans ce monument, d'un *pagus* dont le nom commence par *Dia*, et voilà tout pour le moment.

Quant à l'inscription de Seyssel, M. Rabut en a pris, il y a quelques années, une copie qui diffère en trois endroits de celle de M. Fivel :

A la première ligne, il a lu *Vinitio*;

A la seconde ligne, il n'a pas vu le *c* donné par M. Fivel, et à la quatrième ligne, le mot *filius* est en abrégé *fil.*

M. Rabut, qui sait combien il est aisé de faire des erreurs en copiant un monument épigraphique, désirerait qu'on se procurât un estampage de celui dont il s'agit, avant de discuter sur son texte. La différence *filius* et *fil.*, qui n'est rien au fond, prouve cependant qu'il peut y avoir facilement des erreurs dans la transcription d'un monument. Cependant il ajoute en l'état :

« Le dieu *Vintius* ou *Vinitius* est évidemment une divinité particulière à notre pays, mais il n'est pas, comme l'avance M. Fivel, un nom de localité; car, dans ce cas, il devrait toujours se trouver joint à un nom de divinité, ce qui n'a pas lieu dans l'inscription d'Hauteville, où il est joint seulement à des épithètes *augusto*, *sacro*, et il devrait suivre le nom du dieu, ce qui n'a pas lieu dans l'inscription de Seyssel.

« S'il y a vraiment quelque chose avant le mot *Polluci*, cela pourrait bien être un E lié à un T comme dans l'inscription d'Annecy<sup>4</sup>, et alors on devrait lire *deo Vintio et Polluci*. Mais cela est hypothétique. Ce qui est plus sûr, c'est qu'il aurait fallu *Vintiis*, s'il y avait Castor et Pollux et que pour Castor et Pollux il aurait fallu au moins

#### C. ET POLLUCI

comme on le voit sur toutes les inscriptions consacrées à ces deux divinités. »

<sup>4</sup> CASTORI . ET. POLLVC

G. ATRIVS PECVLIAE

ETC.



La seconde notice de M. Fivel est sur un autel romain découvert à Artemart<sup>4</sup> près Culoz, avec cette inscription :

AVG  
DEO MAR  
TISEGSOM  
ON DVN  
ATI CASSI  
A SATVR  
NINA EXVO  
V. S. L. M.

On voit, à la première lecture, que Cassia Saturnina, pour accomplir un vœu, a élevé cet autel au dieu Mars. Mais quel sens donner à ces mots mystérieux *SEGSOMONI DVNATI*? M. Fivel avait vu d'abord, dans les premières lettres, une indication de la tribu des Ségusiaves; du surplus il avait fait un nom de localité : *Omonidunati*. L'Académie n'a pu le suivre dans cette conjecture. Le territoire des Ségusiaves ne s'étendait pas jusqu'à Culoz, il ne dépassait pas le cours de la rivière d'Ain; et surtout le nom étrange *Omonidunati* ne se justifie par aucun argument plausible. Il est plus probable que ces deux mots sont des épithètes locales du dieu Mars. M. Vallauri, de Turin, consulté par l'auteur du Mémoire, lui a suggéré une combinaison fort ingénieuse : « Les deux mots *secsomoni* et *dunati*, dit-il, « sont grecs avec la désinence du datif singulier latin *sec-* « *somoni* de *secazomenos* (*claudens per obsidionem*), « *dunati* de *dunatos* (*potens*). Ainsi une Cassia Saturnina, « ayant obtenu une grâce demandée, a dédié cette pierre,

<sup>4</sup> Artemart pouvait fort bien n'être qu'une corruption d'*altare Martis*, autel du dieu Mars.

« en accomplissement de son vœu , à Mars, le dieu puissant , le dieu qui assiège les cités. »

Quelque temps après , M. Rabut a montré à l'Académie une brochure de M. Vallauri, où ce dernier justifie son interprétation.

Dans sa troisième communication, M. Fivel fait connaître cinq inscriptions récemment découvertes à Fréterive. Nous nous faisons un plaisir de reproduire en entier cette notice, regrettant de ne pouvoir y joindre des planches pour représenter les excellents dessins dont il l'a accompagnée.

« En passant à Fréterive , commune située sur la route de Chambéry à Albertville, à peu de distance et au levant de St-Pierre d'Albigny, l'attention est attirée par la présence de plusieurs cippes funéraires, sur lesquels on lit des inscriptions inédites, je crois, jusqu'ici. On remarque aussi, près de ces petits monuments, de grosses pierres de taille dépareillées qui ont dû appartenir à un monument romain d'une certaine importance, car on retrouve parfaitement sur elle le système de taille, d'appareil et de pose, employé dans la période de l'Empire, système que l'on retrouve, d'ailleurs, dans tous les monuments romains de cette époque et que j'exposerai dans un Mémoire que j'espère adresser avant peu à l'Académie, en l'accompagnant et l'appuyant de dessins de fragments de monuments que j'ai trouvés en Savoie.

« Ces cippes ont été trouvés dans un champ, à peu de distance du village; l'obstacle qu'ils présentaient aux travaux du labourage en ont accusé l'existence, et le soc de la charrue a même pratiqué une profonde rainure dans l'un d'eux, et en a presque complètement dénaturé l'inscription que je ne produis pas aujourd'hui, mais que, cependant, je donnerai plus tard.

« Il a fallu de bien longues années pour qu'un instrument agricole puisse produire un semblable résultat, car le granit a été employé pour ces petits monuments dont la forme, les détails et l'exécution sont très remarquables, et, en examinant la finesse de la sculpture des lettres dans une pierre aussi dure, on ne peut s'empêcher de constater que les connaissances métallurgiques, surtout pour la trempe des aciers, étaient déjà très développées alors.

« Chaque cippe a la forme d'un piédestal ayant des acrotères arrondis dans la partie supérieure et reliés entre eux de manière à former une accolade; un de ces cippes est surmonté d'une pomme de pin.

« Voici les inscriptions qu'ils contiennent, en commençant par celui engagé dans un portail sur la route :

D . . M  
IVL MARTINO  
IVL MARTIVS  
ET IVL MARCEL  
LINVS PATRI  
PIISSIMO.

« A peu de distance de cet endroit, dans le jardin de M. Buchard, qui a eu la bonté de me les indiquer, on trouve les deux monuments dont je donne les dessins; ils forment également les pieds-droits d'un portail.

« Sur celui de droite, on lit l'inscription suivante :

D . . M  
L. IVL. IVCVND  
VIR SEC MATER  
ET FIL.  
IVCVNDA. IVLI  
ANVS FRON  
TO ET MASVI  
IVLIA MARITO

« C'est un tombeau qu'une mère *Vireia Secundinula*, que sa fille *Jucunda*, que son mari *Julianus Fronto*, que sa belle-fille *Masula Julia*, érigent en l'honneur des Dieux mânes pour leur fils, frère et époux *Lucius Julianus Jucundus*. De prime abord, rien ne semblerait autoriser à lire dans les abréviations VIR. SEC. *Vireia Secundinula*, car on pourrait aussi lire *vir secundus* ou *vir secum mater et filia*, et rien n'indiquerait aussi la qualité de père de *Julianus Fronto*, qui pourrait être considéré comme le fils de *Vireia Secundinula*; mais tout doute cesse, il me semble, en lisant l'inscription du cippe voisin, où l'on retrouve, avec leurs qualités, *Vireia Secundinula* et *Julianus Fronto* mentionnés dans celui-ci.

« J'ai cru devoir lire *masula* dans l'avant-dernière ligne, quoiqu'on ne puisse bien distinguer que MASVI, mais je crois que la basè de l'L a été effacée.

« Voici maintenant l'inscription de gauche; celle-ci est presque complètement fruste et recouverte de taches et de lichens, et ce n'est qu'avec beaucoup de soin qu'on parvient à la lire :

I  
D . M  
L. IVL. FRONT.  
FIL VOL IVLIA  
NOII . VIR . AER .  
IVLIVS . ET . IVCVN  
DVS . PATRI . ET . VI  
REIA . SECVNDI  
NVLA MARITO

« On voit clairement que le cippe sur lequel elle est placée a été élevé en l'honneur des Dieux mânes de *Lucius Julia-*

d

*nus Fronto*, époux de *Vireia Secundinula*, tous les deux cités dans l'inscription précédente, par ses fils *Julius* et *Jucundus* et par leur mère.

« La qualification des fils *Julius* et *Jucundus*, qui précède leurs noms « *II vir ær*, » pourrait, je crois, être traduite ainsi : « *Duumvir du trésor*. »

« La présence de tous ces petits monuments dans un seul champ indique suffisamment, je crois, l'existence d'un cimetière romain.

« J'ajouterai à cette petite notice qu'indépendamment de ces cippes et des pierres que j'y ai mentionnées, on a aussi trouvé, dans les vignes de cette localité, des restes assez importants d'un aqueduc romain de moyenne dimension, ce qui annoncerait que cette localité avait une certaine importance; cela, d'ailleurs, devait être, en supposant que ma lecture fût vraie, elle était le domicile de « *Duumviri ærarii*. » Sa position était d'ailleurs admirablement choisie, car elle est en plein midi, abritée des vents du nord par la montagne d'Arclusaz et de ceux du couchant par le monticule sur lequel est bâti le château de Miolans; elle a une assez grande étendue de terrain à l'abri des inondations de l'Isère, et, au point de vue stratégique, elle se trouvait en face de l'ouverture de la vallée de l'Arc. Ces découvertes, jointes à celles que l'on pourrait faire dorénavant, si l'on pratiquait des fouilles à une certaine profondeur dans le champ où elles ont été faites, jetteraient peut-être quelque lumière sur l'emplacement où était située la ville de *Mantala*, citée dans l'itinéraire d'Antonin et dans la table de Peutinger, et sur lequel les écrivains ne sont pas assez d'accord, car les uns la placent à Montmélian, d'autres à St-Jean de la Porte et d'autres enfin à Montailleur.

« Pour compléter la communication que j'ai eu l'hon-

neur de faire au commencement de cette année sur quelques cippes romains existants à Fréterive, je présente aujourd'hui à l'Académie la dernière inscription qu'ils portent. On y lit :

D. . M  
L . IVL . MRTI  
IIVIR . AER .  
profond sillon creusé  
par la charrue  
PA  
TRI PIISSI  
MO.

« La présence presque certaine d'un cimetière romain à Fréterive, les fragments importants de construction antique que l'on y a trouvés, m'ont porté à croire qu'il y avait une station d'une certaine importance dans cette localité, et que c'était peut-être l'emplacement de Mantala; l'inscription que je produis ci-contre et que l'on trouve au village des Fontaines, à dix minutes environ de Fréterive, sur des blocs épars, ajoute, ce me semble, à la validité de ma conjecture; en rassemblant ces blocs épars, on peut lire en fort beaux caractères de 13 centimètres de hauteur :

AVRINVS . II . VIR . IVR . DIC . PO

« Et sur un autre bloc très détérioré, on lit :

IOC . PVBI

« Le premier i précédant l'o est probablement le deuxième jambage d'une H, et le dernier est sans doute le jambage d'un L. On pourrait donc y lire :

HOC . PVBLICVM.

« Ces pierres formaient la frise d'un monument élevé par Aurinus, fonctionnaire de l'ordre judiciaire, (*Duumvir juri dicundo*).

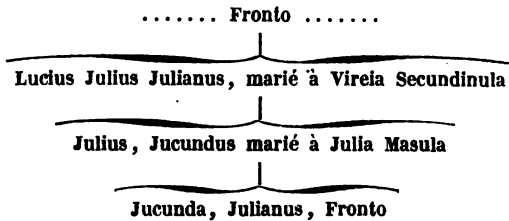
« Ces monuments constatent la présence dans cette localité, à l'époque romaine, d'agents fiscaux et judiciaires, et, en attendant que quelque nouvelle découverte vienne confirmer ma supposition, il est permis de croire que ces fonctionnaires avaient pour résidence une ville de certaine importance. »

M. Rabut, appelé à donner son avis sur ces communications, croit que l'inscription du monument élevé aux mânes de L. Jul. Martinus est très bien interprétée. Il en est de même de celle de L. Jul. Jucundus, où il aimerait cependant mieux lire *Julio* que *Juliano* dans la première ligne. Mais il y a, dit-il, erreur dans l'interprétation de l'inscription de L. Jul. Julianus, duumvir du trésor, qui doit être lue de la manière suivante :

*Diis manibus*

*Lucio. Julio, Frontonis filio, voltinia (tribu) Juliano duumviro ærarii Julius et Jucundus patri et Vireia Secundinula marito.*

Ce sont deux enfants Julius et Jucundus qui ont élevé ce monument à leur père *Lucius Julius Julianus*, fils de Fronto, de la tribu voltinienne, duumvir, etc., avec Vireia, son épouse. Et voilà comment il faut établir, ajoute-t-il, la généalogie de cette famille dont on a deux monuments funéraires :



Quant aux fragments des Fontaines, M. Rabut réclame un estampage du quatrième fragment qu'il a transcrit dans le temps de la manière suivante sur ses notes de voyage :

D . CPVR

avec un crochet vers le milieu de la partie inférieure du jambage du p. Il manque aussi le commencement de cette belle inscription et probablement la première lettre du premier mot qui serait *Taurinus*. Ce qui le lui fait conjecturer, c'est qu'il y a au cimetière de Grésy-sur-Isère l'inscription funéraire d'un J. Marcius Taurinus. Il faudrait faire rechercher ce fragment, qui aura été employé dans les constructions voisines.

L'Académie félicite M. Fivel de ses intéressantes découvertes épigraphiques, elle l'engage à continuer ses recherches, qui peuvent jeter un grand jour sur les antiquités de notre pays.

M. l'abbé Pont, curé de St-Jean de Belleville, s'est occupé à recueillir les divers patois des montagnes de la haute Tarentaise, qu'il habite depuis son enfance et qu'il connaît à fond. C'est un service rendu à la philologie encore inexplorée de nos montagnes. Il a d'abord traduit la *parabole de l'Enfant prodigue*, en patois du Bourg-St-Maurice, d'Aime, des Chapelles, de Champagny et de Tignes.

Il a fait mieux encore : il a recueilli quelques-unes des



vieilles chansons patoises de ces communes, qu'il a écrites avec leur accent local. Ainsi Hauteville-Gondon, près du Bourg-St-Maurice, (et par contraction Hautavella ou Tavela) cultive beaucoup de raves, et s'est acquis une célébrité analogue à celle de Rumilly avec ses *pastenailles*. On y chante :

Tavela la renoma pet sets bouets  
[ravets :  
Ni los Borins, ni Landry n'in ont  
[des semblabets.  
Lus Borins sont bin contints  
Det n'avei pet det l'ardzin.

Vos-tu, det Tavela, vegins,  
Quégé vouthets linvets?  
In plathe d'insulta lets dzins  
Paiez vouthets rintets.

Ja det donc économizà :  
Avoué dets ravets on hastet de sà.

Quant vindra-ti la Tussaint,  
Grand vindinzets des ravets !  
Set djont lus bons Tavelains,  
Nos implirins nouthets câvets.  
I set n'in font couéet dets coups  
Dets grands brônchets dets sous,  
[etc., etc.

Hauteville, célèbre par ses bonnes raves.  
Ni les gens du Bourg, ni Landry,  
n'en ont de pareilles.  
Ceux du Bourg sont bien contents  
D'en obtenir pour de l'argent.

Veux-tu, voyons, dit Hauteville,  
Faire taire ta langue?  
En place d'insulte, il n'a qu'à dire :  
Paie donc tes intérêts !

Il a dû donc bien économiser.  
Avec les raves on achète le sel.

Quand viendra la Toussaint,  
*Grandes vendanges des raves.*  
Les bons Hautevillains se disent :  
Nous emplirons nos paniers !  
Ils s'en font cuire parfois  
De grandes chaudières, etc., etc.

C'est la vieille satire gauloise avec ses crudités rabelaisiennes. A Tignes, dans les hautes vallées, qui confinent à la Maurienne et à la vallée d'Aoste, on redit des chants plus mélancoliques. Ce sont les *Adieux au Village*, l'éloge de la jeune bergère forcée d'émigrer en France :

Zou vico ichi tranquilla  
Z'aou ma mare oungo !  
Z'amavo ! e docilla (dotchilla)  
Tottai zou l'attendo.

Mei la terra de Fransi  
Me l'a pa poui torna.  
Zou si sensa esperessi  
Ma mare m'a quitta !

Je vis ici tranquille,  
J'ai ma mère encore,  
J'aimais.... et soumise  
Toujours je l'attends !...

Mais la terre de France  
N'a pu me le rendre.  
Je suis désespérée,  
Ma mère m'a quittée !

Adgiou moun bel villazo  
Adgiou heroon sezor !  
Zou ploouro moun damazo  
Mei te verrei oun zor.

Adieu, mon beau village.  
Adieu, heureux séjour !  
Je pleure mon malheur,  
Mais un jour je te reverrai.

Mei la terra de Fransi, etc.

Mais la terre de France, etc.

Adgiou vallouns que z'amo,  
Agni que z'ei garda  
Zou ploouro moun damazo  
Moun cour vo quittet pa.

Adieu, vallons que j'aime,  
Agneaux que j'ai gardés !  
Je pleure mon malheur !  
Mais mon cœur ne vous quitte pas !

Mei la terra de Fransi, etc.

Mais la terre de France, etc.

L'Académie remercie M. le curé Pont de son envoi et l'encourage à continuer ses recherches. C'est une mine fort riche et encore inexploitée. Il serait à souhaiter que, dans toute la Savoie, on recueillît, pour les sauver de l'oubli, ces curieux vestiges de langues et de poésies qui disparaissent. On pourrait même, comme l'ont fait M. Lavillemarqué pour la Bretagne et M. Bouillet pour l'Auvergne, noter les airs de ces chansons rustiques.

M. Pont nous a transmis en même temps le texte complet d'une inscription d'Aime, qui avait été relevée par M. Duplan et imprimée dans le compte-rendu des travaux de l'Académie, en 1846, avec de nombreuses fautes et lacunes. Restituée aujourd'hui, elle présente un texte parfaitement clair :

IMPERATORI CÆSARI MARCO AURELIO NUMERIANO PIO FELICI  
INVICTO AUGUSTO PONTIFICI MAXIMO TRIBUNITIA POTESTATE....  
PATRI PATRICE FORO CLAUDIENSES CENTRONES PUBLICÆ CURAN-  
TE LATINIO VIRO EGREGIO PROCURATORE AUGUSTI.

M. le docteur Quentin, médecin à Paris, est reçu membre correspondant de l'Académie.

## OUVRAGES REÇUS PAR L'ACADÉMIE :

De M. de Caumont. — *Essai sur les poteries romaines découvertes au Mans*, en 1809 ; un atlas.

Du même. — *Rapport verbal fait au conseil de la Société française d'Archéologie sur divers monuments*. Paris, Derache, 1860.

De M. Claretta. — *Lettere scelte di illustri personaggi tratte dai manoscritti legati dal cav. abate Gazzera*. (Extrait du vol. I *Miscellanea di Storia italiana*.)

De M. Fleury Lacoste. — *Cours élémentaire d'Agriculture* ; 2<sup>e</sup> édition. Chambéry, Puthod, 1862.

*Revue savoisiennne* ; Annecy, 15 mars 1862.

*Bulletin mensuel des séances de la Société centrale d'agriculture*. Chambéry, 1862.

---

*Séance du 10 avril 1862.*

Le président donne lecture d'une lettre très flatteuse du président de la Société des Antiquaires de Morinie (St-Omer), qui accepte l'échange des Mémoires et annonce l'envoi des dix volumes publiés, avec quarante livraisons du bulletin historique trimestriel.

Le secrétaire, s'étant rendu à Paris, a retiré du ministère de l'instruction publique une belle médaille de bronze, destinée à notre Académie, comme à toutes les Sociétés qui se sont fait représenter à la réunion des Sociétés savantes du mois de novembre 1861.

La publication faite au dernier compte-rendu de l'inscription d'Aime, transmise par M. le curé Pont, a soulevé une tempête. M. Pont, on se le rappelle, veut lire : *A l'empereur César, Marc-Aurèle Numérien*, en attribuant ce monument à Numérien, empereur éphémère, qui ne fit qu'apparaître sur le trône, pendant sept mois, en l'an 282, et ne se montra que dans l'Orient.

M. l'abbé Ducis, professeur au collège d'Annecy et membre agrégé de l'Académie, se récrie contre cette lecture : il avait attribué ce monument à l'empereur Valérien, monté sur le trône en 253, et mort captif en Perse en 263. (*Compte-Rendu des travaux de l'Académie*, vol. II, deuxième série, 1854, p. 14.) M. Rabut, dans ce même compte-rendu, avait proposé quelques variantes à la lecture de M. Ducis.

Aujourd'hui M. Allmer, dans la *Revue du Lyonnais* (mars 1862), a donné une nouvelle dissertation sur cette même inscription dont un estampage lui a été communiqué. Il la lit en ces termes :

*Imperatori Cæsari Marco....  
.... no pio, felici, invicto, augusto pontifici  
Maximo, tribunitia potestate... foro claudienses  
Ceutrones publice curante Lucio Alinio  
Martiniano, viro egregio, procuratore  
Augusti.*

On voit d'abord qu'il refuse de se prononcer sur le nom de l'empereur, se bornant à dire que ce doit être Caracalla, Macrin, Elagabale ou Gordien, car, à cause de la facture assez bonne des lettres, je ne pense pas qu'on doive descendre plus bas que ce dernier empereur. Cette raison ne nous semble pas assez péremptoire cependant pour préva-

loir contre l'affirmation de M. Ducis, qui a bien lu *Valeriano*, et dont nous connaissons tous la parfaite compétence. Cette lecture a été acceptée soit par M. Rabut, soit par M. Auguste Bernard, dans sa lettre à Léon Rénier, publiée dans la *Revue archéologique* en 1857.

Après les titres honorifiques de l'empereur et la puissance tribunitienne viennent les abréviations P. P. F. C. que M. Rabut lit *patri patriæ, faciendum curaverunt* : M. Ducis, en se fondant sur ce que le c' serait suivi d'un L, y lit *posuerunt Foro claudienses*, faisant intervenir les habitants de *Forum Claudii*, ville des Ceutrons, désignée déjà dans une inscription rapportée par Guichenon. M. Allmer supprime les PP, qui probablement n'apparaissent pas dans son estampage, et lit *Foro claudienses* avec M. Ducis, dont il oublie seulement de citer le nom.

On voit qu'il reste encore quelques nuages à dissiper sur cette célèbre inscription. Nous avons écrit à M. Villien, curé d'Aime, pour le prier de nous envoyer un estampage soigné (surtout des parties encore contestées); nous attendons sa réponse.

Mais un point qui est déjà hors de contredit, c'est que l'on doit dire *Ceutrons* et non pas *Centrons*. Ce sont MM. Allmer, Auguste Bernard et Léon Rénier, qui ont, les premiers, demandé cette rectification.

Ceci nous amène à dire quelques mots de la belle inscription du col de la Forclaz, qui a été découverte par M. Bonnefoy, notaire à Sallanches, le 18 juillet 1853. Dans une lettre adressée à L. Ménabréa, le 7 septembre 1855, il la lisait :

E CA VCTORI  
 IMP CAES VESPASIAN  
 AVG PONTIFICIS MAX  
 TRIB POTESTAE V COSV  
 DESIG VINXT  
 CN PINARCVS CORNEL  
 CLEMENS ET GEIVS PRONTI  
 EXERCITVS GERMANICI  
 SVPERIORIS INTER  
 VVMNENSES ET CENTRON  
 TERMINAVER

Dans une note du mois de novembre 1857, qui malheureusement n'a pas été publiée assez tôt pour prendre date, M. l'abbé Ducis propose quelques variantes : ainsi, au lieu de VVMNENSES, nom de peuple inconnu, il lit *Vien-nenses* et voit dans cette pierre un document fort précieux pour fixer les confins du pays des Ceutrons. Voici son interprétation :

*Ex auctoritate  
 imperatoris Caesaris Vespasiani  
 augusti pontificis maximi  
 tribunitia potestate quintum, consulis  
 designati sextum, patris patriæ  
 Cneius Pinarius Cornelius  
 Clemens legatus ejus proprætor  
 exercitus Germanici  
 superioris inter  
 Viennenses et Centronas  
 terminavit.*

« Elle est donc évidemment, dit-il, de l'an 74 de notre

ère, et probablement de l'automne, puisque Vespasien était déjà désigné pour le sixième consulat.

« L'opérateur de cette délimitation, Cneius Pinarius Cornelius Clemens, est connu déjà par d'autres monuments. (*Cardinali diplom. milit.*, tom. VI, GRUTER, 451, 6.)

« J'avais lu autrefois ERMINAYER, *terminaverunt*, et pour avoir deux sujets de ce verbe au pluriel, j'avais lu, après *Clemens*, et *Ceius Pronus*. Mais aujourd'hui les lettres paraissent mieux formées, et quelle qu'en soit la cause, on lit *terminavit*, et conséquemment les mots qui suivent *Clemens* doivent être les qualités : *legatus ejus*. Le génitif *exercitus Germanici superioris* exige d'ailleurs un titre militaire *proprætor*. On sait que le théâtre stratégique de l'armée du Haut-Rhin s'étendait des sources de ce fleuve aux Alpes pennines ; ce qui explique le choix du chef de ce corps pour terminer un différend entre les Allobroges et les Centrons, à l'exclusion du proconsul de la Viennoise et du procurateur des Centrons, intéressés chacun pour le territoire dont ils avaient la présidence, et tous les deux d'un rang inférieur au préteur de Germanie supérieure, surtout avec le titre de *legat*.

« M. Mommsen, croyant qu'il s'agissait de la Forclaz sur Martigny, avait interprété *inter Vallenses et Centrones*, afin d'être d'accord avec Pline, qui dit que les Centrons sont limitrophes de ceux du Valais (III, 20). Pour le même motif, M. Hensen avait lu *Veragrenses*. Mais dès la première fois, j'ai toujours lu *Viennenses*. Ce qui n'empêche pas le moins du monde les Centrons d'être voisins des Octodures, selon le texte de Pline, puisqu'ils ont dû occuper la vallée de Chamonix, et que, pendant leur union avec les Valaisans, sous le nom de *Province des Alpes Graies et*

*Pennines*, ils n'avaient d'autre communication que par les cols de la Forclaz et de la Balme sur Martigny.

« On avait cru jusqu'à présent que la limite entre les Centrons et les Allobroges se trouvait à Cluses, *Clusæ*; mais il paraît que ce nom ne représente qu'un accident de localité sans conséquence politique. La découverte de l'inscription de la Forclaz recule cette limite de 25 kilomètres au profit des Allobroges, dont le dernier village aurait été Passy, *passus* (pas, limite). En effet, à l'extrémité du territoire de cette commune, au village des Outtards (*altaria*), on a trouvé des inscriptions érigées en l'honneur de Mars par deux Allobroges, l'un le flamine Isugius, l'autre le duumvir Vestinus, dont la famille a joué un rôle si important à Vienne et à Rome. (TACIT., *hist.*, IV, 53. — TREBONIUS, VI, VIII.) Les autels au dieu de la guerre en face du territoire centron révèlent d'anciennes rivalités, qui n'étaient pas éteintes au temps de Vespasien. Peut-être même que le nom de Montfort, que porte l'avancement de ce plateau, vient du monument fortifié qui assurait la limite des Centrons et des Allobroges. L'inscription aura dû être accolée à un *Hermès*. En effet, la vallée de Montjoie était consacrée à Mercure : le Bonhomme s'appelait *Mons Mercurii* et l'un de ses flancs qui séparent Contamines de Megève, s'appelle Mont de Hermande. Cette ligne est continuée au sud-ouest par deux autres pas, entre la vallée de Beaufort et celle d'Arly, le Passen (*passum*) de Megève, et celui du Villard de Beaufort. Le col de Joly s'appelle encore, dans les chartes du moyen-âge, *ad passum Joriæ*.

« Les Allobroges avaient plusieurs cités, entre autres celles de Vienne, de Genève, de Cularo ou Grenoble. Or, le Faucigny a toujours fait partie de l'évêché et conséquemment de l'ancienne cité de Genève, et jamais de celle de



Vienne. Il est donc évident que le mot *Viennenses* de l'inscription représente, non la cité de Vienne, qui n'arrivait pas là, mais la province de Vienne, détachée de la Narbonnaise par Galba, en récompense des cinq légions que les Allobroges lui avaient fournies à son passage d'Espagne en Italie. Les décrets de Galba furent respectés par Vespasien, au rapport de Tacite (*Hist.*, IV, 40, et TREBONIUS, VIII, 25) et l'inscription est probablement une conséquence de la ratification par Vespasien des confins de la nouvelle province viennoise.

« Quant aux Centrons, il ne paraît pas qu'ils fussent déjà, à cette époque, organisés en province; car la province des Alpes Graies et Pennines, à laquelle ils appartinrent plus tard, ne se composait pas seulement des Centrons, mais elle comprenait les quatre peuplades valaisanes dans la cité d'Octodure, sans parler d'*Aventicum*, si l'on croit Ammien Marcellin, et des Medulles et des Garocèles, selon d'autres. Du reste, les peuples organisés en province perdaient habituellement leur nom primitif pour prendre celui de la province. Ainsi les Allobroges s'appellent *Viennenses*, du nom de leur métropole. Quant aux habitants de la province des Alpes Graies et Pennines, on les nomme *Alpini* dans la notice de l'Empire, et *Alpici* dans une inscription d'Aime. Le nom primitif des Centrons, isolé de tout autre et mis en regard du nom provincial des Allobroges, me porte donc à penser que les Centrons étaient, à cette époque, un peuple allié, *fœderatus*, avec le droit italique; ou bien organisé en municipe avec le droit du *Latium*, comme l'assure Pline (III, 20), qu'il eût acquis ce droit sous l'empereur Claude avec le titre de *Forum Claudii*, ou qu'il ne l'ait reçu que de Vespasien et dans cette circonstance même. »

Nous sommes heureux d'avoir retrouvé cette note restée par mégarde dans les papiers du secrétaire perpétuel. Nous en dirons autant d'un autre travail non moins intéressant du même archéologue sur une inscription existante au Bourg-St-Maurice en Tarentaise. Nous le reproduisons textuellement, tel qu'il a été transmis à l'Académie en 1855 :

IMP CAES LV  
 AVRELIVS VERVVS N  
 TRIB POTEST III COS II  
 AS PER FINES CEVTRV  
 VMVL TORRENTIV  
 ERSAS EXCLVSI  
 MINIBVS ET INNO  
 EM ALVEVM RED  
 LIBVS PLVRIB  
 OSITIS ITEM  
 PIA LIBA I  
 SVA REST

ESSAI DE LECTURE.

*Imperator Cæsar Lucius Ælius  
 Aurelius Verus Augustus  
 tribunitia potestate tertium consul tertium  
 aquas per fines Centronum  
 cumulo torrentium  
 eversos exclusit  
 liminibus et innocem  
 alveum reddidit ou reduxit  
 molibus pluribus  
 positis item.....  
 pia libamina ou libamenta pecunia  
 sua restituit.*

« Cette pierre servait de pied droit à la porte de la sacristie de l'ancienne église paroissiale du Bourg-St-Maurice en Tarentaise, qui a été détruite et remplacée il y a quelques années. Le frottement des passants a détruit le commencement des neuf lignes inférieures.

« Strabon assure qu'une voie prétorienne venant de Milan se bifurquait à *Augusta pretoria*, une vers l'Alpe pennine pour les piétons ; l'autre, carrossable, vers l'Alpe graie et les Centrons.

« Les recherches que j'ai faites cette année sur la mutation romaine de l'Alpe graie, sur les vestiges de cette voie, les mesures que j'en ai prises depuis la station d'*Alpis graia*, d'après les itinéraires d'Antonin et de Théodose, fixent irrévocablement la station suivante de *Bergintrum* entre la Borgeat et le Bourg-St-Maurice. On comprend tout de suite l'intérêt que pouvait avoir un empereur romain d'élever des digues contre les dégâts des torrents pour sauvegarder la mutation et la voie romaines.

« On a trouvé un autre petit fragment d'inscription HERCVLI; la tradition du passage d'Hercule le Grec, qui aurait donné son nom à cette chaîne de montagnes, et les travaux dont il était le protecteur, expliquent assez l'existence d'un monument en son honneur, comme ceux que l'on a trouvés dans d'autres passages. (Voy. *Mémoires de l'Académie*, IV, page 197.)

« Ce qu'il y aurait d'étonnant, c'est la rareté des inscriptions romaines dans cette localité ; mais nous en trouverons la raison dans les nombreuses inondations dont elle a été le théâtre, et sur lesquelles Mgr l'archevêque prépare un travail intéressant <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Ce travail a été imprimé en 1859, dans le volume III des *Mémoires de l'Académie* (2<sup>e</sup> série), page 145, sous le titre de : *Notice historique*

« Pour revenir à notre inscription, il s'agit ici évidemment de Lucius Verus, collègue de Marc-Aurèle. Il était petit-fils de Cejonius Commodus et s'appela d'abord *Lucius Commodus*; puis ayant été adopté par Antonin sur l'ordre d'Adrien, il en reçut le nom d'*Ælius*, de la famille d'Adrien, son grand-père adoptif, et celui d'*Aurelius*, de la famille d'Antonin.

« Enfin, Marcus Ælius Aurelius Verus (Marc-Aurèle), l'ayant associé à l'empire, lui donna son nom de *Verus* qu'il ne prit plus lui-même.

« On sait que leur association dans l'empire et par conséquent le tribunat de Lucius Verus datent du mois de mars de l'an 161, ce qui porterait le fait de l'inscription à l'an 164.

« Mais il se présente une difficulté relative au départ de Lucius Verus pour la guerre d'Orient contre les Parthes. Plusieurs médailles rapportent ce départ à la seconde année de son tribunat, au printemps de l'an 162 et son retour en 166; de manière que les ordres pour la construction des digues de *Bergintrum* auraient dû venir de Marc-Aurèle et non de Lucius Verus.

« La chronique d'Eusèbe marque l'arrivée de Lucius Verus à Athènes, l'an 162, selon l'édition de Scaliger, et l'an 163, selon l'édition de Pontac. Il y a donc erreur de part ou d'autre; à moins qu'on ajoute un v dans l'espace vide compris entre la dixième et la onzième lettre de la troisième ligne, et qu'on lise *tribunitia potestate viii*. Le fait pourrait ainsi avoir eu lieu en l'an 168, à l'époque de la guerre contre les Marcomans, pendant laquelle *Verus* aurait fait une excursion dans les Alpes graies, ou tout au

*sur quelques inondations qui ont eu lieu en Savoie, par Mgr Alexis Billiet, archevêque de Chambéry.*

moins se serait occupé plus spécialement de cette partie de l'empire.

« Mais, dans cette hypothèse, l'inscription devrait reproduire ses titres de *Parthicus, Armenicus, pater patriæ*, qu'il prit à son retour d'Orient, et celui d'*imperator* pour les différentes victoires remportées en son nom.

« La difficulté n'est pas moindre si l'on considère la chronologie des consulats. Les fastes consulaires suivis par Antoine Lecomte supposent que l'an 162, Lucius Verus et Marc-Aurèle furent tous les deux consuls ensemble pour la deuxième fois, et l'an 163 tous les deux aussi pour la troisième fois. Les consulats de Lucius Verus auraient ainsi coïncidé avec ses deuxième et troisième tribunats. De cette sorte, il faudrait lire *trib. potest III consul III*. Et la brisure de la pierre permet de faire cette supposition.

« Les fastes consulaires suivis par Tillemont et Feller supposent, au contraire, que Marc-Aurèle et Lucius Verus étaient déjà consuls ensemble dès janvier 161, Marc-Aurèle pour la troisième et Lucius Verus pour la deuxième fois, lorsqu'au mois de mars, même année, ils s'associèrent dans l'empire. Et ils ne placent le troisième consulat de Lucius Verus que vers l'an 167 à son retour d'Orient. Ici le consulat serait d'accord avec l'histoire; mais reste toujours la difficulté du tribunat.

« Quelle que soit donc la version que l'on suive, je propose la solution suivante : En l'an 161, Lucius Verus serait venu accompagner jusqu'à l'entrée des Gaules Calpurnius Agricola, qui menait vers cette époque un corps d'armée contre les Bretons révoltés. Les troupes auront suivi la voie prétorienne des Alpes graies, et le jeune empereur, la trouvant obstruée par les dépôts des torrents, aura donné des ordres pour la réparation qui n'aura été achevée qu'en

l'an 164 après son départ pour l'Orient, à laquelle date il faudrait rapporter son troisième tribunal. Quant au consulat, la question peut rester indécise, puisque nous avons une date.

« L'intervention du seul Lucius Verus dans cette inscription s'explique par le récit de Dion, qui assure que Marc-Aurèle avait choisi Lucius pour collègue afin de lui confier les travaux les plus fatigants et surtout les voyages, à cause de sa robusticité, et de rester lui-même dans le cabinet où le retenaient sa faible santé et ses goûts philosophiques.

« Ce serait le cas d'observer ici une coïncidence curieuse entre l'inondation de *Bergintrum* et celle de Rome par le Tibre à la même époque, causées toutes les deux probablement par les mêmes grandes pluies.

« Les extrémités de l'empire se ressentaient de la prévoyance et de l'activité que Marc-Aurèle imprimait à toute l'administration et que son jeune collègue secondait avec toute la satisfaction que lui donnait une action en apparence isolée et indépendante. Aussi le grec Aristide, dans un discours aux deux empereurs, disait-il : « Être romain, ce n'est plus être d'une certaine ville, mais de toute une famille. Vous avez constitué l'administration de tout l'univers comme celle d'une seule maison. »

« Le fragment d'inscription en l'honneur d'Hercule, cité plus haut, ferait présumer que les sacrifices, *libamenta*, rétablis aux dépens de Lucius Verus, s'adressaient à Hercule, protecteur des travaux publics et du passage des Alpes graies.

« Je ferai remarquer, en passant, l'orthographe du nom du peuple qui occupait les hauts plateaux des Alpes graies. Dans deux inscriptions d'Aime et dans Pline et Strabon, on lit CEVTRONES. Dans celle de la Forclaz en Fau-

cigny, CEVTRONAE, *Ceutronarum*. Dans César CENTRONES et dans Ptolémée, KENTPONAI, en lettres romaines CENTRONAE. Dans celle du Bourg-St-Maurice, il y a une espèce de compromis entre ces deux genres d'orthographe. Le v est posé sur un trait horizontal, qui lui donne la forme d'un verre à calice; et l'on ne sait si c'est un v ou un n.

« Mais l'orthographe de César a prévalu dans l'usage, et dans le moyen-âge et les temps suivants on a toujours prononcé *Centrons*, soit pour désigner cet ancien peuple, soit pour nommer le village du même nom sous Villette. »

Le 22 avril courant, se réunit à Paris le congrès des délégués des Sociétés savantes. M. le marquis de Costa n'est pas assuré de pouvoir s'y rendre. Il transmettra à M. le chanoine Chamousset, qui y représentera l'Académie de Savoie :

1° Le compte-rendu imprimé de l'année 1861 ;

2° Les projets de questionnaire à soumettre à M. de Caumont, pour notre session de 1863.

Nous avons reçu celui de l'Association florimontane pour l'archéologie ; — celui de la Société médicale de Chambéry ; — celui de la Société centrale d'agriculture. M. Pillet propose quelques questions pour les sciences naturelles.

Le secrétaire rend compte d'un nouvel envoi de dialectes patois de Tarentaise et Haute-Savoie, par M. le curé Pont, de St-Jean de Belleville.

#### OUVRAGES REÇUS PAR L'ACADÉMIE.

De M. DE CAUMONT : *Rapport verbal fait au conseil de la Société française d'archéologie, sur plusieurs excursions entreprises en 1857 et 1858 et sur diverses publications*

*archéologiques*. (Extrait du *Bulletin monumental*. Caen, Hardel, 1859.)

4<sup>e</sup> Bulletin annuel de la Société centrale d'agriculture de Savoie, par M. Bonjean. Chambéry, 1862.

*Catalogus van de Boekerg der Koninklijke akademie van Wetenschappen*. Amsterdam, Muller, 1860.

*Jaaboek van de Koninklijke akademie van Wetenschappen*. Amsterdam, 1859.

*Verslagen en Mededeelingen der Koninklijke akademie van Wetenschappen, tiende del*, 1860.

Le même ouvrage, 2<sup>e</sup> partie. Vijfde deel, 1860.

*Atti della Società italiana di scienze naturali*, vol. III, fasc. 5. Milan.

*Mémoires de la Société impériale des sciences naturelles de Cherbourg*, tom. VIII. Cherbourg, 1861.

*Actes de l'Académie impériale des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux*, 3<sup>e</sup> série, 23<sup>e</sup> année, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestre.

*Iconographie zoophytologique*, etc. M. HARDONIN MICHELIN. Paris, 1847.

*Notice descriptive de quelques espèces nouvelles d'échinides*. Paris, 1859, avec plusieurs autres brochures.

---

*Séance du 1<sup>er</sup> mai 1862.*

Après le dépouillement de la correspondance, l'Académie a procédé au scrutin d'admission de deux membres effectifs, proposés en conformité du règlement depuis plus d'un mois.



M. Adolphe Fabre, président du tribunal de Chambéry, et M. le comte Greyfflé, de Bellecombe, avocat, ancien député au Corps législatif, ont été reçus à l'unanimité des suffrages. L'Académie est heureuse de ces précieuses recrues, qui viennent renforcer ses rangs trop éclaircis par la mort et par les événements de ces dernières années.

M. le préfet du département a eu l'obligeance de recueillir et de nous envoyer les réponses des comices agricoles, à la demande que nous leur avons faite d'un questionnaire pour le congrès scientifique de 1863.

Voici les questions proposées par le comice de Chambéry :

1° Quelles seront dans l'avenir les valeurs relatives probables du blé, de la viande et du vin? Des considérations économiques et politiques suppriment partout les barrières de douanes pour les objets de première nécessité. Les chemins de fer et la navigation moderne donnent à cette suppression des proportions inconnues. Le déplacement des populations rurales, le développement de l'industrie, la fortune publique qui s'accroît chaque jour et modifie les habitudes, sont autant de causes de perturbation. D'un autre côté, les chemins de fer, en supprimant les distances, doivent inévitablement favoriser sur la surface de l'Europe une certaine division du travail, de manière à ce que chaque terre et chaque climat produisent ce qu'il est appelé par la Providence à livrer, et mieux et à meilleur marché.

En face de cette position, l'agriculteur prévoyant se demande aujourd'hui ce qu'il doit faire, de quel côté il doit tourner ses efforts?

2° Quels sont dans les différents départements français les prix de revient de 100 kil. de blé, de 100 kil. de viande et de 100 litres de vin?

Les questions importantes du climat, de la nature des terres, de la division de la propriété, de son mode de fermage, de sa culture, de la race des bestiaux, des cépages, peuvent être éclairées par les réponses, surtout si elles reposent sur des observations récentes et non empruntées à des ouvrages connus de statistique.

Des observations isolées relatées par leurs auteurs seraient accueillies avec la plus grande faveur.

L'homme d'Etat y puiserait des éléments d'appréciation pour la répartition des impôts, qui ne doivent être perçus que sur le produit net.

En face de la position nouvelle qui nous est faite par l'annexion, on comprendra facilement que la réponse à ces questions, qui ont un intérêt général, en conserve un tout spécial pour notre pays.

3° Quelles sont les maladies des vins et quels seraient les moyens de les en préserver ou de les guérir? Quels sont les effets des mèches souffrées sur les vins?

4° Quel est l'effet chimique et économique du sulfate de cuivre pour la conservation des bois tendres, tels que le saule, le peuplier, pour les employer à échalasser la vigne?

5° Quels sont les effets de la chaux ammoniacale et des eaux ammoniacales résidus des usines à gaz sur la végétation?

6° Le sulfate de fer employé à la désinfection des engrais en diminue-t-il ou en augmente-t-il la fertilité?

7° Une croyance générale attribuée, dans notre pays, une influence aux phases lunaires sur la végétation; le comice agricole verrait avec plaisir le congrès scientifique intervenir de son autorité auprès des gens de la campagne pour détruire ce préjugé.

8° Quelles seraient les indications utiles de l'analyse

chimique des terres au double point de vue minéral et organique relativement à leur amendement?

9° Les matières grasses fixes des fumiers et des débris de végétaux sont-elles susceptibles de subsister dans les terres après la décomposition des autres principes organiques auxquels elles sont associées? Cela étant, quel serait le rôle des corps gras dans la végétation?

10° Quels seraient les moyens les plus propres à rendre hâtives les terres froides, autres que ceux fournis par le drainage et les fumiers d'étable?

Le bureau cantonal de la Rochette s'est préoccupé des jachères qui couvrent les communes élevées des environs, il se demande :

1° Quel serait le genre de culture le plus approprié à ces hautes prairies?

2° La combustion des gazons y est-elle avantageuse ou nuisible à l'engraissement des terres?

3° Ne serait-il pas plus avantageux de convertir ces terres en prairies permanentes, et quel serait l'espèce de plantes fourragères qu'il conviendrait d'y introduire?

Le comice de Mouliers a proposé une série de questions d'un intérêt réel, et que nous espérons voir accueillies dans le programme :

1° Etudes sur les causes de la péripneumonie gangreneuse si commune dans nos Alpes, et sur les moyens d'y remédier. (Des notes statistiques sur cet objet seront ultérieurement fournies par le comice).

2° Etudes géologiques sur les sols mouvants si nombreux dans nos communes, là surtout où existe un sous-sol imperméable, et sur les moyens d'arrêter le progrès du mal.

3° Etudes sur les moyens à prendre pour recomposer

la propriété dans nos pays où le morcellement a atteint ses dernières limites, n'a plus d'effets utiles à produire et s'oppose, comme un obstacle presque invincible, à l'introduction d'un assolement rationnel. Insuffisance, pour atteindre ce but, des moyens employés jusqu'ici en France et nécessité de mesures plus radicales.

4° Etudes générales sur les conditions économiques de nos montagnes, où la production du bétail et de ses dérivés paraît la plus naturelle et la plus sûre. Dans l'hypothèse où cette production deviendrait à peu près exclusive, aurait-on atteint un bon résultat dans l'économie générale du pays?

5° Quelle est la proportion dans laquelle, au bout de 100 ans par exemple, ces deux causes, l'avalement des terres et la culture exclusive des céréales, peuvent concourir à l'appauvrissement du sol léger de nos montagnes?

6° Quels seraient, dans nos pays, les assolements les plus rationnels, exclusion faite des cultures industrielles?

Le secrétaire est chargé de faire parvenir sans délai, à Paris, ces nouveaux questionnaires, afin qu'ils puissent être pris en considération pour la rédaction du questionnaire définitif.

M. Bebert fait présent à l'Académie d'une série de poteries, statuettes de bronze et monnaies trouvées à Rionero, dans la Basilicate, par M. le général Antoine Gabet, son beau-frère. On y remarque quelques terres cuites qui rappellent l'art de la Grèce, tandis que diverses monnaies accusent une période tout à fait primitive. Un membre fait observer que, dans ce bon vieux temps, on savait déjà fausser la monnaie : l'une des plus grosses pièces est creuse à l'intérieur.

L'Académie remercie M. Bebert et M. Gabet de leur présent; elle confiera ces objets à la Société d'histoire naturelle de Savoie, pour les exposer dans son musée.

Elle reçoit pareillement une nouvelle série de vases de terre de toutes dimensions, de toutes formes, provenant des fouilles de Détrier. Deux vases de terre noire portent le nom du potier : AGENOR. F. Il s'y trouve une jolie fiole en verre blanc et une petite clé en bronze. Ces objets sont pareillement adressés à la Société d'histoire naturelle.

#### OUVRAGES REÇUS :

*Catalogue des minéraux utiles exploités dans le département de la Savoie*, par une commission, offert par M. Bonjean.

*Panégryrique de saint François de Sales*, prononcé à la métropole de Chambéry, le 29 janvier 1860, par M. l'abbé Arminjon.

---

#### *Séance du 22 mai 1862.*

En 1862, l'Académie avait à décerner un prix de poésie de la fondation Guy. Elle avait déjà décidé que la date du concours serait retardée, afin de faire coïncider la distribution du prix avec le congrès scientifique du mois de septembre 1863. Elle avait également arrêté que le sujet proposé aux concurrents serait ce *congrès scientifique* lui-même.

M. le conseiller de Juge, chargé de rédiger le programme, s'est acquitté de sa tâche avec le sentiment poétique et le tact qui le distinguent. Le programme sera imprimé et distribué dès cet été, afin que les concurrents puissent

utiliser les loisirs de l'automne, et transmettre, dans les premiers mois de 1863, leurs compositions à l'Académie, qui aura ainsi tout le temps de les étudier et de les juger.

M. l'avocat L. Pillet, secrétaire de l'Académie, commence la lecture d'un Mémoire intitulé : *Utopie pour la réforme de la procédure civile*. Il se propose d'établir que, entre tous les jurisconsultes du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, l'illustre président Favre fut celui qui s'éleva le plus énergiquement contre les abus et les lenteurs de la procédure.

Soixante ans avant la célèbre ordonnance de Louis XIV, *touchant la réformation de la justice*, deux cents ans avant la rédaction du Code de Procédure civile, il sollicitait une réforme, et en traçait d'une main ferme les principales dispositions.

Aujourd'hui le Code de Procédure de 1806 laisse voir de regrettables lacunes; il semble insuffisant à atteindre son but. En 1851, l'Académie des sciences morales et politiques de Paris avait mis au concours cette question : *Quelles sont, au point de vue juridique et au point de vue philosophique, les réformes dont notre procédure civile est susceptible*. Un honorable magistrat de notre tribunal, M. Seligman, a mérité dans ce concours une première mention honorable par un bel ouvrage où il suggère une quantité de réformes sages et réellement désirables.

Dans le projet de code qu'il formulait en 1606, Antoine Favre se montrait plus sévère encore que tous ces législateurs et jurisconsultes contre les longueurs et les arguties de la procédure civile. Voici en quels termes il s'exprimait :

« De tous côtés on se plaint, et non sans raison, de la longueur des procès civils et criminels. Cette longueur est telle aujourd'hui dans l'univers presque entier que souvent on voit celui-là même qui gagne avec dépens être fatigué

par tant de complications, écrasé par tant de frais, que loin d'avoir à se féliciter d'une victoire payée si cher, il ne lui reste qu'à pleurer d'avoir soutenu la plus juste des causes.

« Ce désordre n'affecte pas seulement les plaideurs, mais l'Etat entier y est intéressé : la concorde, qui est le lien de la société, la sauvegarde des peuples, est brisée ou tout au moins compromise et affaiblie par les procès. Aussi n'est-il pas un législateur qui ne s'étudie à les prévenir, à les diminuer ou tout au moins à les exécuter.

« Ne devrait-on pas verser des larmes de sang en voyant un Etat chrétien qui a appris de la suprême vérité, de la bouche même de l'Esprit-Saint, que la loi n'est que charité, amour de Dieu et du prochain, cet Etat pris du même vertige que les païens ? Que dis-je, s'il nous fallait établir un parallèle entre les uns et les autres, je ne sais encore si nous ne serions pas les plus à plaindre, et d'autant plus que nous voulons paraître plus rusés et le sommes en effet. Il faut de l'esprit, mais un esprit malsain et pervers pour faire durer ainsi un mauvais procès en dépit des lois et des magistrats !

« Quelle est chez nous la maison, la famille qui n'est tenue en émoi perpétuel par quelque procès, parfois pour de graves intérêts, ce qui est plus tolérable, mais souvent aussi, ce qui est indigne, pour des misères qu'il n'eût pas valu la peine de demander et même d'obtenir sans procès ? Nous grandissons ainsi des objets qui n'ont de valeur que pour notre avidité et notre ambition immodérée. Il n'est guère à espérer que la source des procès soit jamais tarie, puisqu'elle découle de la méchanceté et de l'avarice enracinées aux cœurs des mortels. Il ne faut pas en effet, avec le vulgaire, en attribuer la cause aux procureurs, aux

avocats, aux juges, et s'il y a eu quelque faute à reprocher à des individus, l'imputer témérairement, injustement à l'ordre tout entier. Mais on devrait inventer quelque forme de procédure qui, en dépit de tous les efforts, fit terminer plus tôt les procès... »

Cette lecture sera continuée dans une autre séance.

#### OUVRAGES REÇUS DEPUIS LA DERNIÈRE SÉANCE.

Du ministère de l'instruction publique : *Revue des Sociétés savantes*, janvier et février 1862.

De la Société des antiquaires de Morinie : 3<sup>e</sup> livraison du *Bulletin historique de la Société des antiquaires de Normandie*, octobre, novembre et décembre 1861.

De l'Association florimontane d'Annecy : Collection complète de ses publications jusqu'à ce jour ; 5 volumes et brochures.

*Revue savoisienne*, n<sup>o</sup> du 15 mai 1862.

De M. Lecoy de la Marche : *De l'autorité de Grégoire de Tours*, réponse à M. Bordier.

Du docteur Despine : *Sanctuaire et Abymes de Myans*.

*Compte-rendu des travaux de la commission départementale des antiquités de la Côte-d'Or*, 1858-59 et 1859-60.

*Illustrazione d'una base votiva in bronzo con iscrizione trilingue, latina, greca e fenicia, trovata in Pauli-Gerres, nell'isola di Sardegna*, dal can. Giov. Spano. Torino, 1862.

*Schriften der Koeniglichen physikalisch oekonomischen gesellschaft zu Koenigsberg*, 2<sup>e</sup> année, 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> parties.

*Memorias de la real Academia de ciencias de Madrid*, vol. IV, 3<sup>e</sup> série. *Ciencias naturales*, tomo 2, parte 2.

*Catalogue chronologique et analytique des documents*



*officiels relatifs à l'administration des prisons de 1791 à 1862.*

*Pétition adressée à l'opinion publique pour la réforme des élections de l'Institut, etc., par Roget de Belloguet. Paris, Dentu, 1862.*

*Considérations sur les traités de commerce en général, par A. Maillard et A. Le Bailly d'Inguem. Paris, Renou et Maulde, 1862.*

*L'Espagne en 1860, par Léon Vidal. Paris, Ledoyen, 1860.*

*5<sup>me</sup> Lettre d'un Bénédictin, 2<sup>me</sup> partie. Paris, Gauguier, 1862.*

*Suite à l'éloge de la folie d'Erasmus. St-Germain en Laye, Toinon, 1862.*

---

*Séance du 12 juin 1862.*

L'Académie accepte l'échange de ses *Mémoires* avec ceux de l'*Institut historique* de Paris.

M. le docteur Despine, d'Aix-les-Bains, annonce qu'il a commencé quelques recherches sur les bords du lac du Bourget, pour y trouver des débris des habitations lacustres. Il a fait fouiller spécialement à St-Innocent, près de Grésine, en un point où il existe des pilotis analogues à ceux des lacs de la Suisse; il en a retiré des fragments de poteries antiques, d'un travail grossier, offrant de l'analogie avec celles qu'a recueillies à Abbeville M. Boucher de Perthes. Il existe des séries de pilotis semblables sous Tresserve, ainsi qu'au Bourget. M. Despine se propose de continuer ces fouilles.

M. Bourquelot, membre de la Société des antiquaires de France, a adressé à l'Académie une brochure intitulée : *Inscriptions antiques de Luxeuil et d'Aix-les-Bains*. A ce sujet, M. L. Pillet présente quelques observations en ces termes :

« Dans un excellent article intitulé : *Inscriptions antiques de Luxeuil et d'Aix-les-Bains* (extrait des *Mémoires de la Société impériale des antiquaires de France*, vol. 26), M. Félix Bourquelot a réuni les diverses inscriptions épar-  
ses aux environs d'Aix et les a interprétées avec beaucoup de sagacité. C'est un travail utile, même après les recueils déjà publiés ; tous les érudits lui en sauront gré.

« Parmi ces inscriptions il en est une qui était, à ce que je crois, inédite. Il la donne sous n° 23 et n'en essaye même pas la traduction. La pierre se voit au pied de la tour de Grésy sur Aix.

« Je craindrais que M. Bourquelot, dans une excursion rapide, n'ait pas remarqué quelques vestiges de lettres presque totalement effacées et qu'il ait ainsi fait erreur dans la lecture de sept mots, sur les dix qui composent cette petite inscription. L'autorité qui s'attache au nom de M. Bourquelot pourrait propager une fausse lecture ; c'est ce qui m'a engagé, bien que fort incompetent en matière d'épigraphie, à présenter quelques courtes observations.

« Il y a plus de trente ans, M. le général de Mouxy de Loche, l'un des membres fondateurs de notre Académie, avait relevé un *fac-simile* de cette même inscription et avait mis au bas quelques notes. Il a dit que *cette pierre a été trouvée, en mars 1825, en démolissant les restes de l'ancienne chapelle du prieuré de St-Nicolas, près de l'église de Grésy*. Il est probable qu'elle était engagée dans

la maçonnerie, car elle n'a été signalée ni par de Pingon, ni par Guichenon, ni par Albanis de Beaumont, en un mot par aucun de ceux qui ont cherché les inscriptions romaines en Savoie, avant 1825.

« Elle est encadrée de deux côtés par des moulures d'un mauvais style. L'angle supérieur a été abattu, ce qui a fait disparaître le premier mot presque en entier. L'inscription est disposée sur cinq lignes, dont les deux dernières sont seules parfaitement conservées. L'écriture est en grandes capitales, d'une médiocre exécution, sans intervalle régulier entre les lettres. A la fin de plusieurs mots, on voit la feuille de peuplier, si fréquente dans les inscriptions tumulaires.

« Voici la lecture de M. Bourquelot :

L E SAE  
IA VC PV  
FILIVS PVP  
FACTVS PRVDENTES  
FILIAE DEVOTISS

« En 1825, à une époque où la pierre était probablement moins fruste, le général de Loche lisait :

E VRSA  
IR VCOV  
OMIVS PVUT  
TACVS PA NTES  
FILIAE DV CISS

« Pour moi, après l'avoir étudiée à diverses reprises, je n'ai pu lire que :

... AE VRSAE  
IA ... VCCV...  
ATILIVS RVIT  
TACVS PARENTES  
FILIAE DVL CISS

« Entrons dans quelques détails. La première ligne contient le nom de la défunte au datif. C'est par erreur évidente que M. Bourquelot figure un L dans un angle de la pierre qui a disparu, et qu'il ne figure pas la moitié d'un A devant le premier E. Le nom de la défunte était *Ursa*, fort singulier nom de femme avec un prénom terminé en A. Le général de Loche n'avait pas remarqué un E accolé à l'A final (*Ursæ*).

« La seconde ligne doit être le prénom de la mère, dont on ne voit que les dernières lettres : IA. — *Tilia*, *Julia*, ou tout autre avec ce singulier nom commençant par VCCV ou VCov. Bien certainement, il n'y a pas VCPV, comme le suppose M. Bourquelot. Ce serait ainsi une *Luccula*, *Ucovia*, ou tout ce qu'on voudra.

« A la troisième ligne, je crois reconnaître le nom du père : *Atilius* (peut-être le parent de ce *Titius Atilius Rufinus*, mentionné dans une inscription voisine). Il n'est pas possible d'y lire *Filius* avec M. Bourquelot, et moins encore *Omius* avec M. de Loche. Son cognomen ne semble pas être *Rufinus*, mais *Ruit tacus*.

« Quant aux trois derniers mots : *Parentes filix dulcissimæ*, ils sont si nettement écrits, qu'aucun doute n'est permis. On ne comprend pas comment M. Bourquelot a pu y voir : *Prudentes filix devotissimæ*. Ces mots nous donnent la clé de l'inscription entière : c'est un tombeau élevé par des parents à leur fille. Que nous importent les noms de la jeune fille et ceux des parents : les uns et les autres ne sont probablement que des citoyens fort obscurs !

« Je signalerai seulement, comme étude de mœurs, que le nom de la mère précède ici celui du père, comme si la fierté du mâle romain avait dû céder le pas à la douleur de la mère sur le tombeau d'une fille chérie.

« Après avoir passé en revue toutes les inscriptions romaines connues des environs d'Aix, M. Bourquelot dit quelques mots des deux inscriptions chrétiennes que j'ai signalées à l'Académie (vol. IV des *Mémoires*, 2<sup>e</sup> série).

« Pour la grande inscription d'*Aunemundus*, j'ai le plaisir de constater qu'il est complètement d'accord avec moi, soit pour la lecture du texte, soit pour l'interprétation ; il la rapporte à l'année 523, suivant ma dernière conjecture.

« Pour la seconde inscription, il me révèle une particularité qui m'avait complètement échappé : c'est que ce petit monument figure dans Guichenon, avec une ligne de plus, dont il ne reste pas de vestige aujourd'hui. Il portait :

*Eufraſius p b r  
in honore ſct petri  
apoſtoli voto ſuo ſe  
cet.*

« On voit par ce fragment que, même dans nos montagnes, tandis que le propriétaire du sol était Germain, le prêtre était de race latine ou grecque. *Eufraſius* (beau parleur).

« En recherchant dans Guichenon le dessin qu'il donne de ce petit monument, j'ai trouvé une curieuse indication en ces termes : *Dans la chapelle du château de Gréſy en Genevois, dans laquelle, par tradition, l'on croit qu'est enterré un roi d'Arragon, ſur une petite table.* Il ne reste plus trace aujourd'hui de cette tradition, et l'on serait fort en peine de s'expliquer comment un roi d'Arragon serait venu mourir au château de Gréſy. Il est bon néanmoins de rappeler ici, ſauf à rechercher le fait historique ou la é gende qui a pu lui donner naiſſance. »

M. Pont, curé de St-Jean de Belleville, envoie de nouveaux types des patois de la Haute-Tarentaise. Il y ajoute les airs notés de quelques-unes des vieilles chansons du pays, des proverbes, des pronostics sur le temps, etc. Nous avons remarqué, entre autres, une longue chanson, en patois de Beaufort, intitulée : *Voyasde* (voyage) en vingt-un couplets.

M. le curé Pont est reçu membre correspondant de l'Académie.

Passant aux détails d'administration, l'Académie souscrit pour un exemplaire de l'*Armorial et Nobiliaire de Savoie*, annoncé par M. le comte Amédée de Foras.

Elle ajoute sur ses fonds une médaille de 200 fr. au prix de poésie de la fondation Guy, qui sera décerné en 1863, à l'occasion du congrès scientifique.

Enfin elle autorise M. le docteur Revel à traiter avec M. Eynard, serrurier, pour la pose d'une grille en fer dans la crypte de Lémenc.

#### OUVRAGES REÇUS.

*Catalogue de la bibliothèque de Grenoble*, par M. Gariel, 3 volumes.

*Inscriptions antiques de Luxeuil et d'Aix-les-Bains*, par M. Bourquelot.

---

*Séance du 26 juin 1862.*

La Société des antiquaires de Morinie a accordé spontanément le titre de correspondant à chacun des membres

du bureau de l'Académie de Savoie. En retour de cet acte de courtoisie, l'Académie, par acclamation, admet au nombre de ses correspondants les membres du bureau de cette Société.

M. le comte de Foras annonce la formation d'un musée local à Thonon (Haute-Savoie). L'Académie applaudit à cette initiative et lui présage le meilleur succès.

M. le comte Frédéric Sclopis, de Turin, président de la commission chargée de publier les *Monumenta historice patriæ*, a bien voulu se souvenir de notre Académie, dont il est membre agrégé. Il nous a envoyé une étude historique pleine d'intérêt sur Marie-Louise-Gabrielle de Savoie, fille de Victor-Amédée II, premier roi de Sardaigne, sœur de la célèbre duchesse de Bourgogne, et épouse de Philippe V, roi d'Espagne.

Ce travail, rédigé sur des documents inédits extraits des archives de Turin, contenant de nombreuses lettres de la princesse et des souverains de son temps, a été renvoyé à une commission composée de MM. de Costa et de Jussieu.

M. Pillet achève la lecture de son travail intitulé : *Utopie pour la réforme de la procédure civile*. MM. de Juge et Revel sont chargés de présenter un rapport sur ce Mémoire.

Il rend compte ensuite du résultat des fouilles faites sur les bords du lac du Bourget, par M. Desor, le célèbre naturaliste de Neuchâtel, à la recherche des antiquités lacustres. Il a vu également chez M. le docteur Davat, d'Aix-les-Bains, des fragments de poteries lacustres recueillis dans la baie de Grésine, déjà en 1844, longtemps avant que l'éveil eût été donné par M. Keller, de Zurich, sur l'importance de ces débris. M. Davat a, en outre, un couteau de silex trouvé aux portes d'Aix. Deux celts, une hache-couteau, des fragments d'épée et de serpe, des épingles d'ornement,

une jambe de cheval, le tout, de l'âge du bronze, témoignent que nos vallées sont riches en débris de cette époque. Il se promet de continuer ses recherches dès cet automne. Il a mis d'ailleurs avec une parfaite courtoisie ce petit musée celtique à la disposition de la commission qui aura à organiser l'exposition pour le congrès scientifique de 1863.

M. l'abbé Vallet présente le *fac-simile* de deux inscriptions relevées à Lépin : l'une, du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, est sur le tombeau d'un Gerbais; l'autre, en caractères indéchiffrables, est sur une dalle de molasse, qui passe pour avoir servi de couverture au tombeau de pierre qui existe au milieu du lac d'Aiguebelette. M. l'avocat Chapperon est frappé de la ressemblance de ces caractères avec ceux d'une inscription enchâssée dans le mur de l'église de Verel. L'Académie exprime le désir de voir transporter à Chambéry et abriter dans un musée la dalle de Lépin.

M. le marquis de Costa rend compte des déterminations prises par la commission chargée de l'érection du monument au président Favre. Elle a traité avec M. Guméry, sculpteur d'un grand mérite, dont la famille est originaire de Savoie. Les plans ont été approuvés; il ne lui reste plus qu'à modifier quelques détails et à préparer les modèles en terre. Il faudra près de deux ans de travail avant de pouvoir poser la statue. En attendant, la commission s'occupera activement de recueillir des souscriptions et de se créer des ressources.

Il communique ensuite un programme du congrès scientifique de France, qui se réunira cette année à St-Etienne. Il engage les membres de l'Académie à s'y rendre, afin de s'y préparer à la réunion qui est fixée à Chambéry pour l'année prochaine.



## OUVRAGES REÇUS PAR L'ACADÉMIE.

*Revue des Sociétés savantes des départements*, vol. VII<sup>e</sup>,  
avril et mai 1862.

*Revue savoisienn*e, 15 juin 1862.

*Actes de l'Académie impériale des sciences, belles-lettres  
et arts de Bordeaux*, 3<sup>e</sup> série, 23<sup>e</sup> année, 1861, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup>  
trimestre.

*La source des yeux aux bains d'Hercule en Hongrie*,  
par le docteur Caillat. Paris, publié par la *Gazette des  
Eaux*.

*De l'institution des hôpitaux dans les stations thermales*,  
par le docteur Le Bret. Paris, Baillière, 1862.

---

(Extrait des *Mémoires de l'Académie impériale de Savoie*, tom. V, 2<sup>e</sup> sér.)

---

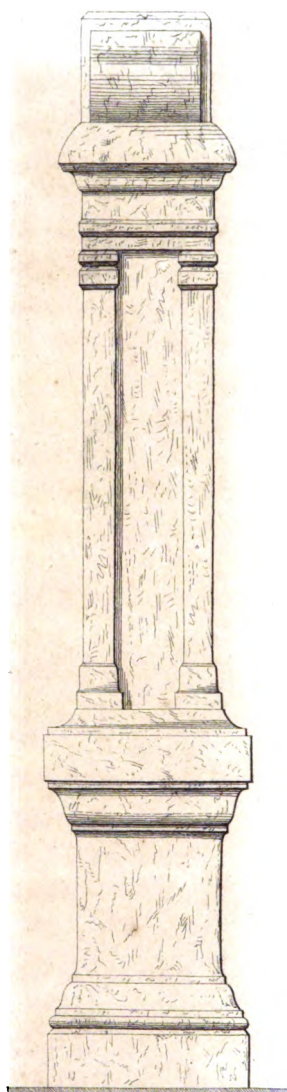


Titulus d'Hauteville.

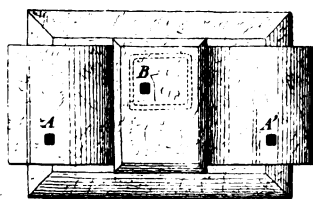




*Face.*



*Profil.*



*Plan supérieur.*

*AA' Trous où étaient fixés les attributs.*

*B. Place de la statue.*

*C. Point où était fixée la pierre des sacrifices.*



# COMPTE-RENDU

DES

SÉANCES DE L'ACADÉMIE IMPÉRIALE DE SAVOIE

PENDANT LE 2<sup>e</sup> SEMESTRE DE L'ANNÉE 1862

Par M. PILLET Louis, avocat

Secrétaire de l'Académie.

---

*Séance du 31 juillet 1862.*

Cette séance de l'Académie a été l'une des plus intéressantes de l'année. Elle était présidée par M. le marquis de Costa, ayant à ses côtés S. Em. le cardinal-archevêque, président honoraire. Les membres agrégés et correspondants, présents à Chambéry, y avaient été invités.

MM. Adolphe Fabre, président du tribunal, et le comte Amédée Greyfié, nouveaux membres admis, ont été introduits dans la salle, et la parole a été donnée d'abord à M. Fabre pour prononcer son discours, ce qu'il a fait en ces termes :

« MESSIEURS ,

« Les premières paroles que j'ai à prononcer devant vous doivent contenir l'expression de mes sentiments de recon-

naissance, car si l'usage établi dans toutes les compagnies savantes ne m'en faisait une loi, j'en puiserais l'obligation dans les événements qui m'ont amené dans votre beau pays et dans les sympathiques suffrages qui m'ont ouvert les portes de cette Académie.

« Laissez-moi donc vous le dire tout d'abord, Messieurs, l'honneur que vous me faites m'a profondément touché. Une volonté auguste m'avait désigné avec quelques magistrats de la mère-patrie pour venir en Savoie organiser le service judiciaire au point de vue de la législation qui nous régit; notre mission était de faire aimer la justice française, tout en accomplissant avec fermeté et impartialité nos devoirs de magistrats. C'était là le vœu le plus cher de l'Empereur et de Son Excellence le Ministre de la justice, c'est la marche, du reste, qui m'est encore aujourd'hui tracée par M. le Procureur général, qui, pour nous, est un chef respecté et un ami. Je me suis efforcé, comme mes collègues, de remplir fidèlement cette mission; mon désir était, en me renfermant exclusivement dans les devoirs de ma charge, de rester étranger à tout ce qui pourrait m'en éloigner; je voulais consacrer tout mon temps aux intérêts des justiciables, mais vous en avez décidé autrement, et m'avez rappelé que l'étude de la jurisprudence n'était point exclusive, qu'elle avait des liens étroits avec les belles-lettres et les sciences.

« En me conférant le titre de membre effectif de votre Académie, vous avez généreusement récompensé quelques modestes recherches d'histoire et d'archéologie; peut-être aussi, permettez-moi de vous le dire, vous avez voulu sanctionner par une flatteuse distinction l'accueil si bienveillant que j'ai reçu de mes excellents collègues du tribunal et de la population de cette ville; quoi qu'il en

soit, j'accepte avec le plus vif plaisir, Messieurs, le droit de cité que vous venez de me donner, je suis heureux de m'asseoir à vos côtés.

« Avant mon arrivée en Savoie, je connaissais votre Académie, je savais qu'elle réunissait dans son sein les hommes les plus distingués par leurs lumières, les plus recommandables par leur caractère et leurs vertus. Je savais que presque toutes les connaissances humaines y avaient des représentants qui ont fait leurs preuves. Je savais aussi que parmi les premiers brillait un illustre prélat, aujourd'hui prince de l'Eglise, dont le vaste savoir et la noble simplicité égalent la haute piété et la charité évangélique; votre président, qui se distingue entre tous par les aimables qualités du cœur et de l'esprit, qui est l'orgueil et la joie de sa famille et de ses concitoyens; qui vivra dans le peuple par le souvenir de son inépuisable bienfaisance, et dans le monde lettré par ses publications historiques qui seront un jour l'honneur de sa mémoire.

« Je savais que vous étiez les gardiens fidèles des bonnes traditions de philosophie, d'histoire et de littérature; que, par votre exemple et vos efforts incessants, vous entreteniez parmi vos concitoyens le travail fortifiant de la pensée. Je savais tout cela et c'est précisément pour cela même, Messieurs, que je suis heureux de vous appartenir. Ici, au milieu de vous, on se sent meilleur; il semble que dans cette enceinte, au seuil de laquelle expirent les passions du dehors et les agitations de la politique, on respire un air plus calme et que la vie soit plus sereine.

« Pardonnez-moi, Messieurs, cet éloge de votre Académie; aujourd'hui je puis encore le faire en toute indépendance et liberté.

« Mais, pour répondre dignement à votre appel, j'aurais



voulu tout d'abord vous offrir un travail qui eût trait aux annales de la Savoie, ou à la biographie d'un des personnages illustres de cette province; malheureusement mes connaissances sur ce point sont trop vagues, elles sont trop indécises. Je ne puis me hasarder sur un pareil terrain; c'est, appuyé sur votre bras, que je pourrai le parcourir un jour: c'est vous qui devez me le faire connaître. J'en ai choisi un autre où mes pas seront peut-être moins chancelants, j'ai eu occasion de l'explorer déjà, quoique d'une manière superficielle. Ma thèse aura pour titre : *Étude sur la littérature judiciaire du XII<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle*. Je me suis, autant que possible, placé à un point de vue nouveau, et bien que le sujet doive transporter vos esprits à une époque fort éloignée de nous, j'aime à croire que je parviendrai à captiver quelques instants votre bienveillante attention.

# I

« Si l'on excepte les trouvères et les ménestrels qui s'occupaient de poésie, en quelque sorte par besoin, et qui le plus souvent vivaient à l'état de domesticité dans les maisons seigneuriales auxquelles ils étaient attachés, presque tous les poètes et écrivains jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle appartenaient aux ordres religieux, à la magistrature ou au barreau. La culture des belles-lettres était le privilège de certaines classes : les hommes distingués et instruits, *clari et sapientes*, les hommes de clergie et de sapience, comme on les appelait alors, n'étaient, en grande partie, que des légistes, des magistrats, des moines et des prêtres. Les écrits du temps portent l'empreinte indélébile des usages, des aptitudes de leurs auteurs, et de la profession

même qu'ils exerçaient ; le personnel judiciaire , qu'on me pardonne cette expression , creusa comme les autres son sillon dans le champ littéraire , on peut encore aujourd'hui facilement en suivre la trace. Les poètes , les écrivains sortis du palais , et cela devait être , empruntèrent bien souvent à la procédure et aux lois en vigueur un cadre tout fait pour leurs compositions. Le moyen ne dénote pas une grande invention , il est simple et primitif. C'est encore l'enfance de l'art dans laquelle se débat cette langue française , qui devait rivaliser plus tard avec les langues de Rome et d'Athènes. Dans un art qui ne connaissait aucune règle , rimer était un métier si facile , que tout le monde s'en mêla. On rima des requêtes en vers , des plaidoyers , des arrêts , des procès en forme de poèmes , des donations , des procurations et des testaments. On ajusta en rimes jusqu'à des contrats de mariage , des cartulaires et des terriers.

« Cette triple alliance de la poésie , de la procédure et des formules juridiques alla plus loin : elle pénétra jusque dans les représentations théâtrales. Ce que je veux examiner devant vous , c'est moins le style de ces productions , que leur existence même , comme procédé , comme charpente , comme base , en un mot , sur laquelle une partie de l'édifice littéraire s'est élevé ; je tiens à prouver que pendant cinq siècles on fit des poèmes et des drames judiciaires , des testaments et des arrêts poétiques , comme plus tard on fit des poèmes épiques , des ballades , des madrigaux et des sonnets.

## II

« Rassurez-vous , Messieurs , je ne remonterai pas jusqu'au roman métrique , aux chansons de gestes , aux poésies

des bardes et des jongleurs. Si je m'arrête à une époque contemporaine, ce ne sera que pour dire un mot de ces curieux tribunaux dont l'existence n'est plus contestée depuis les recherches du savant M. Raynouard. Certainement les cours présidées par les comtesses de Champagne et de Flandre, la reine Eléonore de Guyenne, par les plus illustres dames de la Provence; ces cours, qui n'étaient autre chose qu'un tournoi littéraire et poétique, nous montreraient déjà le gai savoir et le bien-dire enchaînés en quelque sorte dans les formes de la procédure et dans le style du palais, nous verrions le plaidoyer emprunter au *tenson* ou *jeu-parti* sa forme piquante et gracieuse, et la sentence ou arrêt trancher dans un langage juridique une subtilité de galanterie.

« Les arrêts des cours d'amour, ceci est incontestable, étaient rendus au nom des dames présidentes, *de dominarum judicio*, ainsi que le rapporte maître André, chapelain de la cour de France, qui vivait vers 1170.

« Cette invasion de la forme judiciaire dans le domaine de la poésie est ici déjà manifeste, et ne croyez pas, Messieurs, que le côté juridique soit effacé par l'importance littéraire. Non, l'un balance l'autre, car les arrêts d'amour étaient soumis à l'appel, et les cours de Romanin et d'Avignon étaient célèbres comme cours de cassation. La cour des dames, assemblée en Gascogne, avait même voulu s'arroger le pouvoir législatif. C'est là sans doute une des institutions les plus bizarres qui aient jamais été enfantées par l'esprit humain; elle aurait trouvé son excuse dans la frivolité des nobles dames qui accréditèrent ces tribunaux, où tous les honneurs et toutes les prérogatives étaient pour elles, si le cercle ne se fût élargi, si les princes les plus puissants, les rois, les empereurs, tels qu'Alphonse,

roi d'Aragon , Richard Cœur-de-Lion , Frédéric Barbe-rousse , n'en eussent organisé dans leurs Etats , et n'eussent pas craint de les présider eux-mêmes.

« Devant ces cours on traduisait les dames et les chevaliers coupables d'avoir transgressé les lois de la galanterie , et les rudes guerriers d'alors , qui ne reconnaissaient que le droit de l'épée , venaient se soumettre aux décisions de leurs juges dont ils acceptaient l'autorité sans le moindre murmure. Ceux-ci pesaient la faute et prononçaient la peine ; et , chose à peine croyable , leurs sentences formèrent un code de lois qui restèrent longtemps en vigueur.

« Permettez-moi , en terminant ce que j'ai à dire sur ce point , de rappeler que , sous le règne de Charles VI , on établit un de ces tribunaux à la cour de France , et , pour son institution , l'organisation des parlements servit de modèle. Il y eut des présidents , des conseillers , des maîtres des requêtes , des gens du roi. Leurs fonctions furent remplies par les princes du sang , les plus grands seigneurs du royaume , par des magistrats et des prêtres ; triste époque où la frivolité et le scandale paraissaient s'élever au niveau des dangers de la patrie et des malheurs du temps.

« Mais , sans trop nous appesantir sur ce point , avançons et nous trouverons plus étroite cette alliance de la littérature et des formes juridiques.

### III

« Depuis le <sup>xii</sup>e siècle , l'étude du droit romain commençait à se répandre ; au <sup>xiv</sup>e , les jurisconsultes et praticiens imaginèrent de composer pour l'instruction du barreau des traités élémentaires dans lesquels la procédure et les

différents styles des cours de justice étaient présentés sous toutes leurs faces.

« Ces traités bizarres, dont j'ai à vous entretenir, étaient à la fois des formulaires pour les légistes, des discussions religieuses de morale et de philosophie, des résumés de l'histoire sainte et des poèmes dramatiques. Les uns étaient écrits en latin, les autres en prose française, d'autres enfin étaient de la prose poétique rimée comme les chants des troubadours. Pour rendre l'étude du droit plus attrayante, ils inventèrent des sortes de procès entre les grands personnages de l'antiquité, qui s'attaquaient et se défendaient par le ministère de procureurs et d'avocats développant aux yeux du lecteur toutes les ressources des discussions judiciaires et toutes les arguties de la chicane; puis ils prirent dans la Bible et dans l'Evangile, des plaideurs et des sujets de contestation. Telle fut l'origine de ces traités moitié burlesques et moitié sérieux, qui parurent au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, où l'on voit aux prises Satan et Lucifer, Dieu le père, Jésus-Christ, la Sainte-Vierge, Moïse et Salomon, les prophètes et les apôtres, tantôt demandeurs, tantôt défenseurs, tantôt avocats, tantôt procureurs, juges ou greffiers, se donnant des assignations, se repoussant par exceptions, signifiant des conclusions, provoquant des enquêtes, rendant des arrêts, faisant la police de l'audience, la troublant au besoin et se faisant rappeler à l'ordre.

« Je citerai dans ce genre *Le Songe du Vergier*, qui parle de la disputation du Clerc et du Chevalier, ouvrage remarquable composé vers 1373, dans le but de défendre la juridiction royale; l'auteur est resté inconnu. L'ouvrage est attribué aujourd'hui par les uns à Raoul de Presles, par les autres à Philippe de Maizières. Quelquefois ces

traités étaient en même temps des formulaires de pratique judiciaire et des ouvrages de piété; dans ce nombre, il faut ranger le procès de Bélial, à l'encontre de Jésus-Christ, procès qui eut un succès prodigieux et fut traduit en plusieurs langues. On en connaît plusieurs éditions latines ayant pour titre, l'une : *Lis Christi et Bélial*; l'autre, *Processus Luciferi*, et enfin un troisième, *Consolatio Peccatorum*; il fut imprimé vers 1472; l'auteur de ce livre se nommait Paladino, mais il est plus connu sous le nom de Jacobus de Theramo, lieu de sa naissance. Dans ce procès, Moïse était le procureur de Jésus-Christ, et le défendait contre Bélial, procureur de l'enfer. On plaidait devant Salomon, et, il faut le reconnaître, l'esprit malin était plus fort que tout le barreau qui l'écoutait, il étonnait l'auditoire par ses ressources et ses arguties.

« Je crois que cet ouvrage était, avant tout, un livre de piété; il était considéré comme tel par nos aïeux et fut traduit en français par Pierre Ferget, docteur en théologie, de l'ordre des Augustins. Je n'en veux pour preuve que cette mention qui se trouve à la fin du volume, ainsi conçue : *Cy finit le livre nommé la Consolation des pauvres pécheurs, auquel livre est contenu un procès esmeu par une manière de contemplation entre Moïse, procureur de Jésus-Christ, d'une part, et Bélial, procureur de l'enfer, de l'autre part.*

« Il en est un autre qui n'eut pas moins de réputation, car il a pour auteur celui que Dumoulin appelle le premier et le coryphée des interprètes du droit : Bartole, l'un des plus célèbres jurisconsultes du xiv<sup>e</sup> siècle.

« C'est le procès de Satan contre la Sainte-Vierge en présence de Jésus :

*Bartholi a Saxo ferrato jurisconsulti perrusini processus Satane contrà D. Virginem coram iudice Jesu.*

« Cet ouvrage avait pour but aussi de réunir sous une fiction religieuse les règles du droit romain et le style et la pratique du temps. On a vainement prétendu que ce livre était dû à la plume d'un écrivain contemporain de Bartole, Andréas Barbatias, mais il reste à peu près constant que le jurisconsulte de Pérouse en est l'auteur; seulement, on a eu le tort de le considérer comme un livre de critique contre les formes longues et embrouillées de la procédure de son temps.

« N'oublions pas, Messieurs, qu'à partir du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle le culte de la Vierge avait pris la plus grande faveur dans la catholicité; aussi ces traités singuliers, moitié religieux, moitié juridiques, semblent se multiplier, et leurs auteurs, tout en faisant un cours de procédure pratique, ou de droit civil et canonique, semblent se proposer un autre résultat, celui de rendre plus chère aux populations la Mère du Sauveur et de stimuler la ferveur des fidèles à son égard.

« Qu'on me permette ici un singulier rapprochement, il n'échappera à personne pour peu qu'on soit initié aux coutumes religieuses et aux pratiques de dévotion de la France au moyen âge. Les représentations dramatiques furent pendant plusieurs siècles un moyen d'instruction et d'éducation du peuple, les mystères offraient en spectacle les symboles de notre religion. Ce moyen était infail-  
lible, il parlait aux yeux d'une population ignorante, et à laquelle l'imprimerie n'avait pas encore prodigué les trésors de l'instruction. La religion chrétienne était en quelque sorte matérialisée, elle se présentait sous des tableaux vivants et animés. Je ne rechercherai point si ce moyen utile d'abord, tant qu'il eût pour théâtre l'enceinte des cathédrales, ne devint pas un danger lorsqu'il descendit

sur la place publique; quoi qu'il en soit, ce moyen d'instruction, de divulgation des doctrines religieuses, dans le même but et pour le même motif, revêtait la forme judiciaire afin d'avoir plus d'accès auprès des praticiens et des avocats qui plaidaient devant les parlements, devant les bailliages, les sénéchaussées, les prévôtés, devant ces nombreux tribunaux, en un mot, tant séculiers que religieux qui couvraient la France à cette époque.

« Si cette proposition paraissait hasardeuse, j'aurais besoin d'en administrer la preuve, et je la trouverais dans un poème dont il me reste à vous entretenir : il est, du reste, peu connu.

« L'examen de ce curieux monument de notre vieille littérature exige d'assez longs développements, j'entrerais dans quelques détails familiers dont le récit vous paraîtrait puéril si je ne me hâtais de vous dire que cette puérilité, cette naïveté étant un des côtés les plus piquants de l'œuvre, je me suis efforcé de les conserver.

« Dans la première moitié du xiv<sup>e</sup> siècle vivait un chanoine de Bayeux; il se nommait Jean de Justice, et exerçait en même temps l'office de conseiller au parlement de Paris. Parmi les nombreuses poésies qu'il nous a laissées, il en est une qui porte à un très haut degré l'empreinte de son double caractère de prêtre et de magistrat. Son poème intitulé : *L'Advocatie Notre-Dame*, nous montre une plaidoirie où les formes, l'ordre et la marche de l'ancienne procédure normande sont développés avec le plus grand soin; il comprend deux mille deux cent quarante-huit vers.

« A la lecture de ce poème, on est embarrassé, on ne sait véritablement pas si l'auteur a voulu se montrer plutôt poète que théologien, et plutôt théologien que jurisconsulte.



« On a prétendu que l'œuvre de Jean de Justice avait inspiré à Bartole l'ouvrage dont je vous ai parlé ; quoi qu'il en soit de cette allégation, que je ne veux point contredire, il suffira de constater que la donnée est la même et que le but des deux auteurs a été en quelque sorte identique.

« Jean de Justice, tout en faisant un livre de jurisprudence, a voulu faire un livre de piété, cela n'est pas douteux. Dans les premiers vers de son récit, il s'étend longuement sur les qualités de la Vierge Marie, il nous engage tous à lui porter *honnour et révérence*, et à nous déclarer ses hommes liges ; son amour du genre humain, dit-il, est sincère et inépuisable :

- « Quer s'amour n'est mie volage
- « Nul ne la peut amenuisier,
- « L'en pourroit plus tost espuisier
- « Toute la mer, goute aprèz goute
- « Que sa bonté deviser toute.

« Cette citation vous montre déjà avec quelle fraîcheur et quelle grâce Jean de Justice savait s'exprimer.

« Voici comment l'auteur entame son sujet :

« L'esprit malin, qui, avant la venue de Jésus-Christ, faisait toujours *bonne capture d'âmes*, ne vit pas sans effroi s'accomplir le mystère de la Rédemption. Marie, devenant la Mère du Sauveur, fut à la fois un moyen de salut pour nous et une cause de la défaite de Satan. Ce dernier, furieux du coup porté à sa puissance par la vie et la mort de Jésus, emploie tous les moyens pour rester maître du genre humain ; il assemble un conseil composé de toutes les puissances de son empire ; il expose sa résolution, et demande aux esprits infernaux un pouvoir en due forme pour assigner l'homme par-devant Dieu lui-même et pour obtenir arrêt afin

- « De ramener l'umain lignage
- « Du tout au premerein servage.

« Muni de ce mandat, Satan se présente devant Dieu, il lui explique sa cause et lui annonce l'intention dans laquelle il se trouve de faire un procès à l'humanité. Dieu, qui connaissait les ruses et l'esprit de chicane de Satan, cherche à le décourager; mais, comme tous les plaideurs endurcis, Satan insiste et finit par obtenir l'autorisation d'assigner l'espèce humaine. Assignation est donnée; au jour dit, il se rend de bonne heure au palais, il attend. Les saints viennent se ranger autour du Seigneur, ils sont dans la désolation, personne ne se présente pour soutenir la cause du genre humain : trois heures s'écoulent, Satan veut obtenir un jugement de défaut, Jésus retarde autant qu'il peut, mais il est obligé de permettre enfin au demandeur de poser ses conclusions et de requérir la sentence. Celui-ci s'avance triomphant, c'en est fait de nous, cependant le juge veut encore attermoyer :

- « Nous assignon et renvion
- « Aloignon et continuon
- « Et pour cause toute aprouvée
- « A demain iceste journée
- « Pour ce qu'il puisse mieix valoir. »

« Mais ce renvoi n'entre point dans les convenances du démon, il crie au déni de justice, il trouble l'audience et se fait chasser.

« Le procès, comme on le pense bien, fait grand bruit au palais, on sait que le juge a renvoyé au lendemain pour prononcer son arrêt, la cour n'est pas tranquille sur le sort de l'intimé, les saints discourent tant sur l'affaire :

- « Tant parlèrent de ces merveilles
- « Que la rumeur vint as oreilles
- « De la douce Vierge Marie. »

« Celle-ci prend alors la résolution de défendre l'accusé et de se rendre le lendemain à l'audience. Le jour venu, Satan, qui avait été la veille *si vilainement trébuchié de la cour de Paradis*, n'oublie pas d'arriver encore le premier. Il se met sournoisement dans un coin. La foule était grande, on savait que le débat serait animé et que la Vierge Marie prendrait la parole; le talent des avocats promettait une discussion intéressante; aussi quand Marie parut, accompagnée de toute la chevalerie des cieux, elle fut accueillie par un murmure de satisfaction de l'auditoire. Dieu lui-même ne put s'empêcher de sourire de satisfaction, il la fit asseoir à sa droite afin que chacun pût la voir.

« Après que les huissiers eurent rétabli le silence, la Vierge annonce son intention de se charger de la défense, elle ne se dissimule pas que son adversaire

- « Sceit assez canon et loy
- « Pour troubler un bon jugement. »

« Mais elle n'en est pas moins prête à soutenir une cause qu'elle sait juste et sainte. Un murmure de satisfaction parcourt l'assemblée, on entend des malédictions contre le diable, celui-ci ne se laisse point intimider, il soulève des incidents: en jugement, dit-il, il faut trois personnes, le demandeur, le défendeur et le juge; or, je suis demandeur, le juge est présent, mais le défendeur n'est pas représenté. La Vierge alors répond qu'elle parlera pour la partie assignée. Satan l'attendait là, il connaît les dispositions du code théolosien qui interdit aux femmes de plaider, il va plus loin: il se fait un

argument de la parenté de l'avocat et du juge, c'est motif à récusation.

« A cette argumentation, la Vierge oppose les dispositions de la loi *feminis*; elle établit que si, en général, les femmes ne peuvent pas plaider, il est certains cas spéciaux où leur intervention est admise, notamment pour

- « Petitiz enfans desouz aage
- « Veuves, femmes piteables. »

« Toutes ces personnes, dit-elle, *malgré tous les diables*, peuvent prendre une femme pour avocat.

« Sur le second moyen, tiré de la parenté des parties, elle répond que si elle est la Mère de Dieu, elle s'en fait honneur et gloire :

- « Se mere suy, donc suy je fame, »

et comme telle, elle appartient au genre humain, au commun lignage, et dès lors elle a le droit de parler.

« Le débat engagé sur ces diverses exceptions et sur les moyens de les repousser, le demandeur requiert un interlocutoire; enfin le juge prononce sur les incidents et ordonne qu'il serait plaidé au fond, enjoint à Satan de remettre à son adversaire copie de toutes ses lettres et moyens.

« Je vous ferai grâce, Messieurs, de l'analyse complète des plaidoiries, la Vierge invoque le texte des lois romaines, la Glose et le Digeste, pour démontrer les injustes prétentions de son adversaire. Celui-ci répond, et fait valoir les moyens tirés de la prescription. Il était le maître du genre humain, la Genèse le constate; il rappelle la faute de nos premiers parents : le monde lui appartient depuis cette époque. La Vierge répond que si le premier homme

commit une faute, c'est qu'il céda aux sollicitations de l'esprit malin; la prescription, ajoute-t-elle, ne peut se fonder sur la fraude et sur la mauvaise foi.

« La défenderesse, voyant que son adversaire échappait sans cesse à son argumentation, que sitôt battu sur un point il se rejetait sur un autre, eut recours à un moyen d'audience propre à émouvoir son juge; après une tirade pathétique, elle fondit en larmes, déchira ses vêtements et adjura son fils de ne point abandonner son client, elle se prit à pleurer, dit Jean de Justice, car, ainsi que le remarque avec bonhomie notre auteur,

- « Quier c'est la contenance
- « De fame quand elle a doutance
- « De perdre ceu qu'elle doit garder. »

« L'auditoire partage son émotion, Satan réplique avec énergie, il s'indigne qu'un procès puisse être gagné par des pleurs: « Sang et chair », dit-il, « ne sont pas la divine science; » il redouble d'effronterie et d'audace, comme tout lutteur aux abois. Voyant sa cause compromise, il tire de son sein un Evangile et propose à la Vierge un partage, il conjure Dieu de prononcer avec équité et de ne pas sacrifier en entier les droits qu'il a fait valoir; une sorte d'arbitrage serait le meilleur moyen de concilier les parties; n'est-il pas le prince du monde? l'Evangile ne l'a-t-il pas reconnu? pourquoi dès lors le déposséder?

- « Que les bons sont de ta partie,
- « Et les mauvais de la mienne. »

« A l'appui de cette proposition de partager le différend, il fait entrevoir que c'est le seul moyen de terminer la querelle, qu'une paix solide et durable régnera entre la Cour céleste et l'Enfer.

« Le juge paraît ébranlé , mais , après une éloquente pèroraison de la Vierge , dans laquelle elle rappelle l'ignominieux supplice et la mort de son fils pour la rédemption des hommes , elle se jette à ses pieds :

« Beau fils que vas tu demourant  
« Fey nous droit , il en est sésou. »

« Enfin les débats sont clos et la sentence est prononcée :

« Or, oyez, dist-il, nous dison  
« Par sentence diffinitive  
« Que tous ceulx de l'umain l'ignage  
« Qui auront par devocion  
« Repentance et confession  
« Et en contrition mourront  
« Devers nous sans fin demourront  
« Nul n'i ait qui plus s'en débata  
« Moult a plédié l'advocate  
« La Virge Marie ma mère. »

« La Cour céleste fit retentir les airs de ses cris de joie et elle chante un cantique , une antienne.

« Cette antienne , Jean de Justice , qui dit l'avoir connue par révélation , la transcrit fidèlement pour que les fidèles d'ici-bas *en chair et en os* puissent la chanter et se joindre par là aux célestes concerts.

« Telle est cette curieuse production ; je vous demande pardon , Messieurs , de l'avoir analysée aussi longuement ; les développements dans lesquels je suis entré étaient nécessaires pour vous faire saisir le côté à la fois religieux et juridique de la composition <sup>4</sup>.

« Quant au style , vous avez pu en juger par les quelques

<sup>4</sup> Voir l'intéressante publication faite d'une partie de ce poème par M. Alph. Chassant ; Paris, Aug. Aubry, 1855 ; un vol. in-18.

citations que j'ai faites, il est parfois gracieux presque toujours simple et familier ; il contient , comme toutes les poésies du temps , beaucoup de longueurs , des hardiesses de langage , des trivialités , que notre goût plus épuré ne saurait tolérer ; j'aurais pu vous citer quelques apostrophes , quelques invectives , des injures même que l'auteur ne craint pas de mettre dans la bouche divine de la Mère de Dieu. Le chanoine de Bayeux suivait le goût de l'époque , il ne comprenait pas que certains tableaux ne doivent pas être soumis à l'appréciation humaine , qu'il y a un danger à faire descendre Dieu sur le théâtre du monde , et que cette matérialisation , cet abaissement des caractères , font perdre le prestige qui doit entourer la Divinité , et qu'il est des choses tellement saintes , qu'elles doivent échapper même à un réalisme religieux , même à la peinture la plus chaste.

## IV

« Mais quittons ce terrain , nous allons trouver dans un nouvel ordre d'idées les travaux de jurisprudence alliés à un autre genre de littérature. Les conteurs s'en emparent et en font un cadre à leur récit ; j'ai dit en commençant , à propos des cours d'amour , que la nation française avait contracté le goût des questions subtiles de jurisprudence galante , elle les conserva longtemps encore. Martial d'Auvergne , procureur au parlement de Paris , un des meilleurs écrivains du xv<sup>e</sup> siècle , ayant publié ses arrêts d'amour à l'imitation des arrêts anciens , son travail eut un immense succès ; les cinquante-deux arrêts de Martial ne sont autre chose que cinquante-deux contes dans le genre de ceux qui nous sont parvenus et que l'on trouve dans les Cent Nouvelles Nouvelles , et dans l'Heptaméron. C'est un peu les contes

et joyeux devis de Bonaventure des Périers et de Noël du Fail. Un jurisconsulte célèbre du temps, Benoît Court, originaire de la petite ville de St-Symphorien, entre Vienne et Lyon, entreprit de les confirmer par l'autorité des lois romaines, par les décisions des Pères de l'Eglise, et par des citations accumulées des poètes grecs et latins. On ne peut s'imaginer quelle effrayante érudition a déployée pour cela le savant annotateur. Jugé à quatre siècles de distance, le travail de Benoît Court nous étonne, il est impossible de déployer une science plus vaste, plus profonde, pour une cause que nous jugeons si minime aujourd'hui. Ce fatras d'érudition et ce mauvais goût sont un des signes caractéristiques du temps. Je tiens à le constater une fois encore.

« Martial d'Auvergne était allé beaucoup plus loin que Bartole, que Jean de Justice et que ses autres devanciers. C'était véritablement un livre de droit qu'il avait voulu faire, il ne se borne pas aux questions de procédure, c'est le droit pur, le droit civil et canonique qu'il interprète et qu'il développe; le droit écrit et la coutume y sont successivement examinés, les questions de possession et de saisine, de vente, louage, donation, les demandes en partage, en revendication d'immeubles, les questions de compétence et d'appel se mélangent avec les enquêtes, les interrogatoires, les reproches de témoins. En un mot, c'est tout l'arsenal des moyens puisés dans les vieilles coutumes de procédure et dans le style des parlements. Au fond, les contes de Martial sont assez gracieux, le sujet en est toujours futile, mais sa manière de conter, abstraction faite de son jargon juridique, ne manque pas d'intéresser le lecteur, il y a de la grâce, de la fraîcheur et beaucoup de bonhomie dans son récit; son livre des arrêts



d'amour débute par une pièce de vers dans laquelle il décrit d'une manière extrêmement gracieuse le costume des seigneurs et des dames qui composaient ces cours singulières.

« Je ne puis résister au désir de vous en citer quelques vers, quoiqu'ils soient bien connus :

- « Le président tout de drap d'or
- « Avait robe fourrée d'ermes
- « Et sur le col ung camail d'or
- « Tout couvert d'esmeraudes fines
- « Les seigneurs lais pour vestement
- « Avoyent robes de vermeil
- « Frangées par hault de dyamans
- « Reluisans comme le soleil
- « Les aultres conseillers d'Eglise
- « Estoyent vestu de velours pers
- « A grand feuillage de Venisse
- « Bordez à l'endroit et l'envers.
- « Dessus s'y avoyent leurs manteaux
- « Tant de grosses perles barrez
- « Fermans à moult riches fermeaux
- « Et puis leurs chapperons fourrez.... »

« Les dames légistes et clargesses, comme il les appelle,

- « Toutes estoyent vestues de verd
- « Fourrés de penne de letisses
- « Et avoyent leur col tout couvert
- « De colliers d'or, gents et propces. »

« Enfin le parquet du parlement était jonché de feuillages de romarin et de lavande, suivant l'ancien usage du temps. Il est facile d'apprécier par cette courte citation quel était le talent de Martial d'Auvergne; dans le genre descriptif, il pouvait lutter avec les meilleurs poètes de la Renaissance.

« Mais ce n'est point ici le cas d'apprécier cet écrivain

au point de vue littéraire; qu'il me suffise de dire que l'œuvre qui fit sa réputation est son poème historique intitulé : *Les Vigiles de la mort du roi Charles VII*, dans lequel sont classés, année par année, les faits mémorables de la vie de ce prince. Martial d'Auvergne, quoique simple procureur au parlement, a conquis une des meilleures places parmi les poètes de son temps, et la postérité a toujours salué en lui un philosophe indulgent, un bon citoyen aimant son prince et son pays, et l'un des épura-teurs de la langue française. Le genre qu'il avait créé dans ses arrêts d'amour lui survécut, et de nombreux auteurs, pendant le *xvi<sup>e</sup>* siècle et une partie du *xvii<sup>e</sup>*, s'exercèrent comme à l'envi sur de pareils sujets; les anciens *Mercures* en étaient remplis, aussi ce journal fût-il longtemps connu sous le titre de *Mercure galant*.

« Les arrêts d'amour de Martial, le procès de Bartole et celui de Theramo acquirent tous les trois une telle célébrité au palais et dans le monde lettré, que ces trois ouvrages furent réunis et imprimés en un seul volume en 1644, sous le titre : *Processus juris joco-serius*.

« Je ne veux point, Messieurs, vous fatiguer par une aride nomenclature, les traités de bibliographie signalent l'existence d'autres œuvres semblables, mais d'une moindre valeur.

« Cependant, parmi les conteurs qui ont imité Martial d'Auvergne, il ne faut pas omettre l'auteur du *Formulaire fort récréatif de tous contracts, donations, testaments, codicilles et aultres actes qui sont faicts par-devant notaires et témoins*.

« Ces modèles d'un notaire rural ne sont que des contes et des facéties dont la lecture est plus divertissante qu'instructive. Dans la pièce intitulée *La Ratification*, on trouve

le sujet dont La Fontaine fit plus tard *La Goutte et l'Araignée* ; *Le Compromis et Sentence arbitrale* lui a fourni l'idée du conte intitulé *Le Bat*.

« On attribue avec raison ce livre à Benoît du Troncy, contrôleur des domaines du roi. Il ne fut imprimé qu'au commencement du xvii<sup>e</sup> siècle.

« Je pourrais vous citer encore plusieurs productions se rattachant aux facéties et aux nouvelles, mais le cadre que je me suis tracé ne me permet pas d'aller plus loin.

## V

« Je n'ai pas parlé du théâtre, il ne sera pas hors de propos de signaler dans les productions scéniques l'intervention des formules judiciaires.

« Vous n'ignorez pas, Messieurs, que, pendant plusieurs siècles, la représentation des mystères ou drames religieux fut fréquente parmi les populations catholiques. Ces représentations se rattachaient en quelque sorte aux pratiques du culte, elles avaient lieu à l'occasion d'une grande fête ou à la suite d'une peste et d'une famine. C'était ainsi que des populations entières témoignaient à Dieu la reconnaissance de les avoir préservées des atteintes des fléaux qui désolaient trop souvent la France. Les représentations de ce genre étaient ordonnées par les municipalités, le théâtre était construit à grands frais, les costumes splendides, et on faisait venir de fort loin des musiciens pour donner plus d'éclat à la représentation.

« C'était la bourgeoisie, en général, qui faisait les frais de toutes ces fêtes ; les avocats et les procureurs, tous les auxiliaires de la justice, tous ceux qui de près ou de loin touchaient à elle par leurs fonctions, tenaient à honneur

de remplir un rôle dans le drame religieux ; très souvent même la pièce composée pour la circonstance avait pour auteur un avocat lettré ou un magistrat.

« Cette intervention des légistes dans le drame hiératique explique naturellement la présence de certains actes , de certaines formules judiciaires semblables à celles que nous avons trouvées dans le poème de Jean de Justice. Ainsi , dans le *Mystère de l'Assomption*, qui a été imprimé dans les premières années du xvi<sup>e</sup> siècle, nous en trouvons un exemple.

« Il s'agit encore ici de cette haine immortelle de l'esprit du mal contre le bien, de l'ange des ténèbres contre la Mère de Dieu. Satan doit être envoyé sur terre pour défendre les intérêts de l'enfer, muni d'une procuration en due forme. L'idée n'est pas neuve, elle est la reproduction de ce que nous avons lu dans le poème du chanoine de Bayeux.

« Les puissances de l'enfer comparaissent devant Tithinilus, notaire et greffier infernal, qui est chargé de rédiger le contrat ; les pouvoirs les plus amples sont donnés à Lucifer pour s'assurer des âmes des humains. Cette procuration est longue, elle ne contient pas moins de quatre-vingt-seize vers, les légistes ne s'y épargnent pas, bien entendu, et Satan a pouvoir

- « De procurer par saincte guise
- « Pour tous desloyaux justiciers
- « Pratiens et officiers
- « Comme procureurs, advocats
- « Qui font souvent mouvoir débats
- « Pour faulces causes maintenir
- « Dont grands maux en peuvent venir. »

« Cette procuration présente une autre particularité,

c'est qu'elle porte les préambules des ordonnances royales en manière de formule exécutoire. On sent bien qu'un légiste a passé par là, et comme l'auteur du mystère est inconnu, on peut être autorisé à supposer qu'il appartenait au barreau ou à une compagnie de judicature. D'autres fois, ces représentations étaient précédées d'un cri ou proclamation en vers, en forme de requête, adressée au souverain et qui était lue par les carrefours : tel est le *Cri et proclamation publique pour jouer le mystère des apôtres, en la ville de Paris, fait le jeudi 16<sup>e</sup> jour de décembre 1540 par le commandement du roi, notre sire, François, premier de ce nom.*

« Nous allons trouver les mêmes éléments dans une autre espèce de pièce de théâtre, dans les *moralités*. Là, comme dans les mystères, la formule juridique y apparaît entourée des mêmes moyens si naïfs dans leur invention si empreinte de cette simplicité enfantine, qui sont peut-être les choses les plus remarquables de l'art confus et incohérent de nos anciens dramaturges.

« La moralité de la *Condamnation de Banquet* est une pièce allégorique dont les acteurs sont : Bonne-Compagnie, Accoutumance, Passe-Temps, etc...

« On devine leur conversation; c'est toujours, comme vous le voyez, Messieurs, le même procédé : après avoir matérialisé les esprits, on en arrive à personnifier des abstractions. La scène se passe chez Banquet; on se met à table : je vous fais grâce du menu.

« Diverses maladies, vêtues si étrangement qu'on peut à peine discerner si ce sont des hommes ou des femmes, se mettent à une fenêtre et épient les convives : au milieu du festin, alors qu'on vient d'entonner une chanson à boire, elles font invasion dans la salle, renversent les

tables, tuent quatre des invités, dissipent les autres qui vont finir le festin chez Souper.

« Bonne-Compagnie s'échappe et porte plainte à dame Expérience qui ordonne l'arrestation de Banquet et de Souper, après avoir tenu conseil avec Hippocrate et Gallien. On interroge les accusés, on instruit leur procès, le greffier leur lit la sentence prononcée par dame Expérience :

- « Partant, disons, tout pour définitive
- « Et juste droit sans réprehension
- « Que le banquet, pour sa faute excessive
- « En commettant cruelle occision
- « Sera pendu à grant confusion
- « Et l'estrangler pour punir sa malice
- « Nos gens feront ceste exécution
- « Et le mettront à l'extrême supplice.
- « Quant à souper qui n'est pas si coupable
- « Etc., etc. . . . . »

« Le sujet paraît aujourd'hui des plus futiles ; n'allez pas croire, Messieurs, qu'il en ait été ainsi autrefois et que la moralité de la *Condamnation du Banquet* ait été rangée au nombre de celles qui passaient inaperçues ; la pièce au contraire avait une telle célébrité qu'en 1477, à la bataille de Nancy où fut tué Charles le Téméraire, les Lorrains s'emparèrent de sa tente, garnie à l'intérieur de riches tapisseries, dont l'une représentait précisément les scènes que je viens de raconter. Charles le Téméraire l'avait fait exécuter d'après un modèle qui se trouvait au palais impérial de Vienne en Autriche.

« Elle existe encore et elle ornaît, il y a quelques jours à peine, la chambre des mises en accusation de la Cour impériale de Nancy. Aujourd'hui on la voit dans la plus belle salle de l'ancien palais ducal de cette ville.

« Plus tard, Nicole de la Chenaye, qui vivait sous

Louis XII, dans le but de prêcher la tempérance, en a fait la pièce à laquelle je viens d'emprunter l'arrêt de condamnation dont j'ai mis sous vos yeux quelques-uns des passages.

« Certains auteurs ont prétendu, à tort selon moi, que les tapisseries de Charles le Téméraire avaient donné à Nicole de la Chenaye l'idée de faire une pièce de théâtre du sujet qu'elle représente, je ne saurais mettre en doute que les tapisseries dont je viens de parler ne soient la reproduction d'un sujet dramatique jouissant déjà d'une certaine célébrité.

« Il en était des pièces de théâtre comme des romans métriques : Un sujet étant donné, il était traité de diverses manières. La vie d'un héros, d'un monarque, d'un homme illustre, lorsqu'elle avait fait une fois le sujet d'un roman, tombait par cela même dans le domaine public : les bardes, les troubadours et les jongleurs s'en emparaient; pendant plusieurs siècles, tant que le poème était à la mode, le poème allait grossissant, s'allongeant, s'additionnant d'épisodes; la boule de neige, petite et homogène à sa naissance, roulait pour ainsi dire pendant deux ou trois cents ans, poussée par les efforts d'une foule de mains anonymes, elle devenait alors une masse énorme par la superposition de ses couches, elle ne s'arrêtait enfin que lorsque poètes et lecteurs trouvaient la matière épuisée.

« C'est ainsi qu'on a vu des romans et des chansons de gestes présenter jusqu'à dix et douze textes distincts, et dans la même composition un fait important répété jusqu'à quinze et vingt fois d'une façon différente.

« Ainsi en est-il du *Mystère de la Passion*, qui, par suite de ses additions et de ses accroissements successifs,

était arrivé au chiffre énorme de quatre-vingt mille vers. Pour moi, la moralité de la *Condamnation du Banquet* est une de ces œuvres dont la vogue fut consacrée par le goût de nos aïeux. La pièce existait avant les tapisseries du Téméraire, et Nicole de la Chenaye, qu'on ne saurait considérer comme l'inventeur, n'a été qu'une sorte de plagiaire qui se livra à un travail de rajeunissement et qui donna à l'imprimerie une œuvre dont il avait puisé le sujet dans la tradition orale ou manuscrite qui se perpétuait déjà depuis longtemps.

« Je n'abuserai pas de votre attention en vous faisant parcourir ce champ du théâtre si vaste et si multiple. Les représentations comiques nous fourniraient de nombreux éléments à l'appui de ma démonstration.

« Il est une œuvre cependant que je ne puis passer sous silence, elle est la plus célèbre, et de nos jours encore on la considère avec raison comme le chef-d'œuvre de l'ancien théâtre français, je veux parler de la farce de l'avocat Pathelin. J'ai déjà eu occasion, dans une autre circonstance, de me livrer à une étude attentive de cette comédie. Je crois que l'auteur n'était ni Pierre Blanchet ni Antoine de la Sale; Pierre Blanchet était un praticien du palais et Antoine de la Sale appartenait à la magistrature: l'un et l'autre de ces écrivains, si la pièce leur était attribuée, donneraient donc satisfaction à la thèse que je soutiens, mais j'ai de fortes raisons de croire que la pièce existait très longtemps avant eux.

« Ces deux écrivains vivaient au xv<sup>e</sup> siècle. L'origine de Pathelin doit être recherchée au xiv<sup>e</sup>, un siècle à peu près avant la naissance de l'auteur du *Petit-Jehan de Saintré*.

« Bien que sur cette question d'origine la lutte ait été



vive, bien qu'elle ne soit pas encore définitivement terminée, je n'hésiterai pas à me ranger du côté de M. Villemain, qui croit que cette pièce est l'œuvre de tout le monde.

« Oui, sans doute, l'avocat Pathelin est l'œuvre de tout le monde, mais ce qu'il faut dire aussi, c'est qu'elle est sortie d'un palais de justice ou de l'étude d'un procureur. La comédie de Pathelin est comme les poèmes dont nous parlions tout à l'heure, un damier composé de pièces rapportées, c'est un édifice à plusieurs architectures; c'est, il est vrai, une œuvre cosmopolite, mais une œuvre éminemment française, partie on ne sait d'où, de Rouen ou des environs de Paris, et qui a fait son tour de France pendant plusieurs siècles. C'était la comédie de prédilection des compagnies de judicature et des sociétés de clercs. Elle contient des tirades en patois limousin, picard, normand, breton et languedocien. Ces teintes locales n'étaient que le résultat de ses nombreuses pérégrinations, elle est arrivée enfin au chiffre considérable de quinze cent quatre-vingt-dix-huit vers, ce qui fait la matière de trois comédies ou farces ordinaires.

« Le caractère de Pathelin n'a pu être aussi finement ciselé que par un homme familier avec les roueries du palais : elle n'a pu être écrite que par un habitué des justices subalternes, connaissant à fond les usages d'audience des avocats de village, et des praticiens près les bailliages, sénéchaussées et prévôtés. C'est évidemment l'histoire d'un personnage ridicule, d'un avocat taré. Il ne faut pas perdre de vue que les premières comédies doivent, avant tout, être considérées comme le récit à peu près exact d'un fait matériel ou la critique d'un caractère existant.

« La ruse de Pathelin et ses conseils pour la conduite à

tenir à l'audience où il craint un interrogatoire de son client, la précaution qu'Aignelet et son avocat prennent pour mieux tromper le juge et faire succomber le drapier ; cette scène admirable du prétoire, où le drapier confond les aunes d'étoffe et les moutons, l'embarras du juge qui ne comprend rien au galimatias de Guillaume et qui le ramène sans cesse au débat par ces mots passés en proverbe :

« Suz, revenons à nos moutons. »

« Tout cela est d'une observation si exacte, si vraie, si judicieuse, qu'il est impossible que cette comédie ne soit pas, comme je l'ai dit, l'œuvre d'un confrère de Pathelin ou d'un légiste, œuvre une à son début, mais profondément modifiée, additionnée, amplifiée dans la suite des temps.

« On pourrait se livrer à des observations à peu près semblables sur une autre pièce qui se rattache à celle-ci et qui y fait suite, mais, bien que la farce intitulée le *Testament de Pathelin* n'ait pas la valeur de la première, on trouverait plus encore que dans celle-ci l'empreinte judiciaire des formules de la procédure et le jargon du palais.

« J'ai hâte d'arriver à la dernière partie de mon sujet.

## VI

« Jean de Meung, le continuateur du *Roman de la Rose*, nous laisse un long testament en deux mille vers, suivi d'un codicile. C'est une œuvre de piété, de morale et de philosophie, dans laquelle l'auteur se plaît à donner à ses contemporains dans les diverses positions sociales des conseils sur toutes choses.

« Le poète Villon fait aussi ses dispositions testamentaires. On a de lui son petit testament, son grand testament et son codicile, mais la donnée est loin d'être la même, le pauvre écolier ne pouvait léguer à ses amis des leçons de morale et de religion. Son testament est surtout une œuvre satirique, ses legs sont tantôt gracieux et touchants, tantôt malins et épigrammatiques, suivant qu'il avait à se louer ou à se plaindre des différentes personnes à qui il les adresse. Les écrits de Villon témoignent de son passage dans des sociétés de légistes et de clercs. Colletet pense qu'il fut procureur et il en donne pour raison que son testament fut écrit sous sa dictée par *son clerc Frémin l'étourdi*.

« Permettez-moi, Messieurs, d'être de l'avis de Colletet, et de revendiquer pour le palais ce poète famélique et malheureux. Ses œuvres sont là qui parlent pour lui ; sa requête présentée au parlement, ses causes d'appel, indiquent qu'il était versé dans la connaissance des affaires. Les épigrammes et les malices qu'il prodigue à ses confrères, à Robert Vallée, *pauvre clergeaut* en parlement, à maître Jean Cottard, son procureur en cour d'église, à son avocat Guillaume Charruaut, à Fournier, son procureur au parlement, jusqu'aux sergents du prévôt ; ses vers, dont maints passages semblent exhaler l'odeur des greffes et avoir été écrits dans les officines les plus suspectes de la chicane, qui rappellent ses procès, ses amitiés du palais, ses joyusetés et ses mauvaises plaisanteries de praticien, en font une physionomie à part, un type original, qui, à eux seuls, feraient oublier toutes *ses hontes bues*, ses infortunes et son infamie, si la plupart de ses ballades n'avaient, à juste titre, légué son nom à la postérité.

« Avec lui vient Henri Baude, son contemporain et son ami, qui, comme Villon, fait de l'épigramme et de la satire sous forme de testament. Ses requêtes en vers au parlement, ses doléances, ses suppliques au roi, sont autant de pièces qu'il faut classer dans la catégorie de celles qui font l'objet de cette étude. Henri Baude fut emprisonné pour avoir joué avec des clercs du palais une pièce dans laquelle se trouvaient des paroles malsonnantes et séditieuses et des allusions trop directes contre Charles VIII et sa cour.

« Avant eux et sous Charles V, Jean Lefèvre avait composé un poème philosophique auquel il avait donné la forme d'une ordonnance, et l'avait dédié à ses amis fréquentant le palais.

« Parmi les poésies de Guillaume Coquillard, se trouve le *Débat entre la Simple et la Rusée*, dans lequel, à propos d'une dispute de galanterie, le poète nous fait assister aux plaidoiries de maître Simon pour la Simple et de maître Ollivier pour la Rusée, plaidoiries longues et passablement libres quant aux détails, suivies d'une enquête et d'un jugement.

« Mais ce genre devait être adopté même par ceux qui n'avaient aucune relation avec le palais : Ainsi Charles d'Orléans, dans une de ses pièces de vers, parodie d'une manière ingénieuse le langage de la chancellerie et des édits royaux. Gaston Phœbus, comte de Foix, dans son livre du *Déduiz de la Chasse, des bêtes sauvages et des oiseaux de proie*, dont la seconde partie est en vers, simule une contestation entre plusieurs personnages dont les uns plaident en faveur des oiseaux et les autres en faveur des chiens. *Raison*, qui est une des personnes allégoriques de cette pièce, conclut qu'on doit chérir également les chiens de chasse et les oiseaux de proie, et

prononce un arrêt en forme, où les dires des parties sont énumérés sommairement et par ordre.

« Que dirai-je enfin, Clément Marot, le premier poète de la Renaissance sans contredit, ne fut pas exempt de ce mauvais goût. On a de lui son jugement de Minos, dans lequel Alexandre le Grand, Annibal et Scipion l'Africain font valoir leurs différents mérites, sous forme de plaidoires, suivies de la sentence de Minos, qui se prononce en faveur de Scipion. Clément Marot, comme Villon, Henri Baude, Martial d'Auvergne et bien d'autres, doit compter parmi les écrivains qui ont payé leur tribut à la littérature judiciaire, qui ont appartenu en quelque sorte à la catégorie des gens de justice. La ballade qu'il écrivit du temps qu'il était employé au greffe du palais en fournit la preuve :

« Adieu vous dit mon maître Jean Griffon,  
« Adieu palais et la porte Barbette. »

« C'est ainsi qu'il s'exprimait en 1543, avant d'entrer page chez M. de Villeroi. Du reste, les différentes poésies qu'il composa pour ses jeunes amis, les clercs du palais, du parlement et ceux de la ville d'Orléans, ne laissent aucun doute sur son passage dans leur société joyeuse, car ces poésies ont toutes trait à des représentations dramatiques que ces sociétés se proposaient de donner.

## VII

« Je m'arrête, Messieurs, je ne veux pas pousser plus loin la démonstration. A partir de Clément Marot, les écrivains semblent abandonner quelque peu ce genre de littérature : il n'apparaît plus que de loin en loin et comme souvenir de son ancienne faveur. La langue fran-

çaise quittait son berceau et commençait à marcher d'un pas plus assuré vers sa puberté ; à la confusion succédait la clarté, elle devenait précise et énergique ; l'étude des langues grecque et latine la purifiait et lui donnait cette vitalité et cette force qui devaient la faire, un siècle plus tard, la plus belle langue des temps modernes.

« Les formules judiciaires, à mon avis, furent une des causes de cette incohérence, de cette confusion et de cette fadeur insipide dans laquelle elle se traîna pendant plusieurs siècles. On peut dire avec raison que cette période fut la période des légistes et j'avouerai sans embarras qu'elle ne fut pas la plus brillante.

« L'étude du droit s'enveloppait comme à plaisir dans des nuages obscurs ; les professeurs croyaient alors que toute science devait échapper aux intelligences vulgaires, ils la lançaient dans des considérations pédantesques dont une érudition indigeste faisait tous les frais. Cujas et Dumoulin n'étaient pas encore venus imprimer à l'enseignement et à la doctrine cette impulsion salutaire qui prépara les travaux de Pothier et éleva, quelque temps après, la magistrature et le barreau français à sa plus haute gloire avec les Pasquier, les Talon, les Séguier, les de Thou. Dans les palais de justice, à la barre des parlements et des bailliages, les avocats s'efforçaient de prouver le bon droit de leurs clients par une foule de citations plus ou moins appropriées au sujet ; ils invoquaient, eux aussi, les Pères de l'Eglise, les philosophes, les poètes grecs et latins, comme le droit écrit et la coutume. Leurs plaidoiries, dans lesquelles fourmillent les locutions hybrides et barbares, paraissent, pour la plupart, si inintelligibles de nos jours, qu'on est peu tenté de les défendre contre l'amère satire qu'en a faite Rabelais. La procédure

avait son langage à elle : les formules les plus obscures, les moins claires, les plus tortueuses, étaient celles qui étaient adoptées de préférence et qui vivaient le plus longtemps. Vous comprenez dès lors quel élément délétère puisait la poésie dans les emprunts qu'elle lui faisait.

« Aujourd'hui les temps sont bien changés ; nous vivons à une époque de vulgarisation. Au lieu d'envelopper les sciences dans les obscurités d'une phraséologie incompréhensible, et dans l'usage immodéré des expressions techniques, les écrivains au contraire s'efforcent à les rendre claires et accessibles à tous. L'astronomie, la géologie, la chimie, la mécanique et toutes ces branches les plus ardues de l'esprit humain se présentent aujourd'hui sous un langage sinon toujours agréable, du moins dont la clarté ne saurait être contestée. Il en est de même pour le droit : la précision, l'énergie et la clarté sont maintenant les qualités indispensables de la langue juridique.

« Le droit et la procédure ne prêtent plus rien à la poésie, et celle-ci se passe heureusement de leur concours, les rôles sont intervertis. Les jurisconsultes cherchent leurs modèles parmi les écrivains du siècle de Louis XIV, ils leur empruntent et l'esprit et la forme, ils puisent aux sources pures de ce grand monde littéraire dont les deux pôles semblent être le sublime et mâle génie de Bossuet, et l'immortelle simplicité de La Fontaine.

« Pardonnez-moi, Messieurs, cette longue digression, mon sujet touchait à la fois au droit et à sa formule, à la langue française et aux moyens générateurs, à l'aide desquels elle s'est développée ; j'ai pensé qu'il pouvait être traité dans cette enceinte, pleine des souvenirs d'Antoine Favre, le grand jurisconsulte, et de son illustre fils Vaugelas, le grammairien. »

M. le comte Greyfié de Bellecombe prononce ensuite son discours de réception, sur un sujet dont il était le digne interprète : *La science du droit*. Nous n'en reproduisons qu'un simple passage, pour faire apprécier l'élévation qu'il a su donner à sa pensée et à son style :

« ..... Le droit dérive des mêmes principes que la nature de l'homme. Jeté sur cette terre, qui lui a été donnée comme sa propriété, mais y rencontrant des semblables doués des mêmes facultés, des mêmes droits, et dont l'aide lui est nécessaire; trouvant au dedans de lui une lumière secrète qui l'avertit que la force n'est pas sa seule règle, l'homme se scrute lui-même; il étudie les lois de son être, les bornes de son empire.

« Il reconnaît d'éternels principes de morale qui, dans tous les temps, dans tous les lieux, doivent diriger sa conduite vis-à-vis de ses semblables. Il reconnaît d'éternels principes de métaphysique, qui déterminent la nature de l'être pris abstractivement, les lois de ses relations, les conditions, les conséquences et les changements que les différentes espèces de faits peuvent y apporter. Il reconnaît d'éternels principes de logique qui lui aident à discerner ces faits, ces conséquences, ces règles, à les associer, à les appliquer.

« S'il existe une science semblable, si toute philosophie n'est pas une parole creuse et vide de sens, eh bien ! il existe une théorie philosophique, une science du droit. Car la philosophie, lorsqu'elle sort des spéculations pour entrer dans leur application, lorsqu'elle ne s'arrête pas uniquement à la conscience, la philosophie, c'est le droit. Et sous cette face pratique, ses règles sont aussi certaines, aussi nécessaires que celles de la nature des choses et de l'humanité....



« Mais ce droit philosophique et abstrait se meut dans un milieu toujours changeant , qui lui sert de cadre et en arrête les contours.

« La vie des sociétés humaines suit un développement que l'on retrouve presque toujours le même, dans quelque temps et dans quelque lieu qu'on l'examine.

« Dans son enfance, la société a besoin de concentrer toutes ses forces , pour se constituer vigoureusement. Aussi tous les liens se resserrent , tout s'immobilise , jusqu'à l'homme lui-même ; les richesses immobilières paraissent seules appréciables et solides. C'est l'âge des institutions aristocratiques. La puissance de l'homme sur ses enfants, sur sa femme , sur ceux qui lui sont assujétis comme esclaves , comme serfs , comme clients et sous mille autres dénominations, cette puissance est d'autant plus étendue qu'on remonte plus loin dans les siècles.

« Mais lorsque cet âge du droit matériel a fait son temps ; lorsque la société est fortement assise sur ses bases ; que l'organisation de la justice, la diffusion des lumières et de l'industrie, la facilité des communications de tous genres , ont développé des besoins nouveaux , créé des richesses mobilières et des capitaux considérables , répandu partout une plus grande sécurité , et permis à chacun de pouvoir se reposer sur lui seul , avec l'aide des lois , de la garantie de ses intérêts ; alors , tous les liens vont se relâchant , les instincts de la famille naturelle reprennent leur empire et ne se préoccupent plus de l'agnation ; les pouvoirs individuels remontent à la tête du système social ; les hommes , au lieu d'être fixés au sol , voudraient , au contraire , mobiliser ce sol lui-même ; au lieu de lui donner une valeur exclusive, ils l'abandonnent souvent pour des instruments de richesse plus productifs..... »

Il faudrait reproduire en entier ce discours, pour faire apprécier la hauteur des vues et la richesse des aperçus nouveaux qui y sont développés.

M. le marquis de Costa, président de l'Académie, répond aux deux récipiendaires :

MESSIEURS,

« C'est pour toutes les Sociétés savantes un jour heureux que celui où il leur est donné de conférer au mérite incontesté le témoignage le plus distingué de leur estime et de leur sympathie.

« Ce jour est donc pour l'Académie impériale de Savoie doublement heureux, puisqu'il ouvre ses portes simultanément à deux hommes, dont le talent, la haute honorabilité, la considération qui les entoure, justifient si bien le vote unanime qui les a appelés dans nos rangs.

« Monsieur le président,

« Comme celle de tous vos collègues, votre mission, en arrivant en Savoie, était, vous nous l'avez dit, de faire aimer « la justice française, tout en accomplissant « avec fermeté et impartialité vos devoirs de magistrat. » Vos nouveaux compatriotes se plaisent à proclamer que nul mieux que vous n'a su s'acquitter de cette noble tâche, et n'a mieux répondu sur ce point aux vues paternelles de l'Empereur.

« Nous savions depuis longtemps que l'étude de la jurisprudence et ses applications les plus délicates ne vous avaient point laissé étranger à la culture des lettres : vos travaux historiques ont été hautement appréciés par l'Aca-

démie impériale de Savoie , comme ils le furent par le jury le plus compétent, par l'Institut de France, qui a décerné une médaille d'or à vos savantes et curieuses recherches sur les clercs de la bazoche.

« Nous avons grandement à cœur d'éloigner de votre esprit la fâcheuse pensée qui semblait le séduire, celle de sacrifier désormais l'archéologie et l'histoire aux devoirs de vos importantes fonctions ; vous avez trop bien établi, Monsieur, la simultanéité de vos succès dans l'application de la science du droit et dans l'étude de l'histoire, pour que nous puissions permettre à votre modestie de croire aux inconvénients de leur association.

« Vos nouveaux collègues tenaient à acquérir un collaborateur docte et laborieux, pénétré des principes et des saines traditions qui ont toujours distingué l'Académie de Savoie ; ils ont voulu ratifier ce droit de cité que l'estime et la sympathie générales vous ont conféré parmi nous. Vous avez compris ces sentiments, Monsieur, et notre Compagnie vous remercie de le lui avoir dit avec autant de courtoisie que de délicatesse.

« Elle a entendu avec un vif intérêt la lecture de votre curieuse étude sur la littérature judiciaire du <sup>xii</sup><sup>e</sup> au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, et en parcourant avec vous le vaste champ où nous guidait votre érudition, nous nous sommes naturellement demandé si la Savoie, qui eut, dans tous les temps, ses légistes, ses poètes et ses *hommes de sapience*, eut aussi au moyen âge une littérature judiciaire présentant les singuliers caractères de celles des provinces françaises avec lesquelles elle fut en relations de voisinage et en communauté de langage et de mœurs ?

« On pourrait, ce semble, en douter, car la langue judiciaire en usage chez nos voisins ne dut s'introduire et se

constituer réellement dans nos provinces, qu'à une époque postérieure à celle que vous avez étudiée, c'est-à-dire à partir de 1536, date de l'établissement du parlement de Chambéry par le roi François I<sup>er</sup>. Ce fut *le stile et reglement sur le fait de la justice dressé par la court du parlement de Savoie et publié par ordre de Henri II le 27 juillet 1553*, qui régularisa la forme, la langue et les tarifs de la procédure, ainsi que les attributions des officiers ministériels. Un siècle auparavant, Amédée VIII avait donné les *Statuta Sabaudiae*, et les tribunaux supérieurs qui rendirent la justice avant la publication de ce premier code furent le conseil résident auprès de la personne du souverain, et la chambre des comptes de Savoie, *camera computorum*. Les arrêts de ces hautes cours, ainsi que les procédures qui s'instruisent devant elles, se formulèrent dans un latin fort médiocre qui fut jusqu'au xvi<sup>e</sup> siècle, en Savoie, la langue officielle du souverain et de la justice.

« Cette langue a-t-elle fourni les éléments constitutifs d'une littérature judiciaire aux hommes de *clergie* savoisiens, nous espérons, Monsieur, que vous voudrez bien nous le dire un jour en donnant à vos doctes recherches une direction spéciale. Quant à moi, je puis affirmer que, parmi les nombreux documents que j'ai parcourus ou recueillis sur notre ancienne histoire, jamais je n'ai eu la bonne fortune de rencontrer un testament ou un arrêt poétique. Toutefois les traités bizarres que vous avez cités, Monsieur, furent bien connus de nos pères. Le *Livre de Barthole* et le *Vergier d'honneur* existaient dans les bibliothèques savoisiennes. J'ai trouvé deux exemplaires du dernier de ces ouvrages; l'un d'eux avait fait partie de la précieuse collection réunie autrefois à Chambéry par le président de Montbel, et dont les bibliophiles savoisiens

ont à déplorer la dispersion comme celle de la bibliothèque Montréal. Nos presses indigènes ont produit des livres curieux et fort peu connus, je n'entends pas dire assurément que les livres les plus rares soient généralement les meilleurs, mais il en est un certain nombre qui devraient sortir de l'oubli, et il me serait facile de prouver que la bibliographie savoisiennne a supporté injustement une trop large part de l'ignorant dédain qu'on a montré longtemps pour tout ce qui touche à la Savoie.

« Si, dans le cours de vos recherches, vous n'arrivez pas, Monsieur, à découvrir dans nos fastes littéraires des poètes à la fois religieux et légistes comme le digne chanoine de Bayeux, dont vous avez analysé l'intéressant poème, vous y trouverez des *mystères*. Ces représentations dramatiques, dans lesquelles la foi de nos pères symbolisait matériellement les croyances de notre sainte religion, paraissent avoir été plus particulièrement en usage dans les montagnes de la Maurienne, que dans d'autres contrées de notre pays; du moins les trois ou quatre mystères savoisiens dont j'ai connaissance, furent représentés en Maurienne ou dans les vallées qui s'y rattachent; l'un d'eux, le *Mystère de St-Jean*, fut joué en trois journées, du 24 au 27 juin 1546, à Salbertrand, dans la vallée d'Oulx. A Modane, on représenta, en 1580, le *Mystère du Jugement*, dont j'ai eu en communication le manuscrit autographe avec les corrections de l'auteur, additions et variantes, plus une copie mise au net.

« Dans cette étrange composition figurent 423 personnages, on y fait intervenir Dieu lui-même et la Sainte-Vierge, Satan, l'antechrist, Proserpine, les péchés capitaux, la mort, et les vertus théologales, Balaam, Holoferne, les rois Gog et Magog, des ouvriers, des cardinaux,

des moines , des *nonnaines égarées*. Après l'invocation suivante : *Jesus et Maria Virgo huic adsint principio*, suit le programme du spectacle exposé par un acteur qui prend le titre de messagier.

« Voici , Messieurs , comme spécimen de l'art poétique du compositeur , les derniers vers de ce préambule :

« Tout premier , Dieu fera hausser  
« La mer bien hault , et puis baysser ,  
« Et les bestes de plusieurs sortes  
« Tumberont sur la terre mortes ;  
« La mer fera grands mouvements  
« Et les poyssons grands hurlements. »

« On voit que ce théâtre primitif offrait une certaine habileté de mécanisme et de prestidigitation ; enfin , après avoir fait pressentir au *dévo et noble auditoire qui illec était congrégié*, toutes les merveilles qu'il lui serait donné et de voir et d'entendre , le messagier s'arrête en réclamant l'ordre et le silence convenables en cette grande solennité :

« Et je vous prie grands et petits  
« Jeunes et vieux pleins de prudence ,  
« Que vous ayez tous patience ,  
« Et puyez en paix soyez assis. »

« J'ai encore entre les mains le manuscrit de la deuxième journée du *Mystère de la Passion*, également représenté à Modane vers la fin du *xvi<sup>e</sup>* siècle ; il me semble rimé par le même compositeur que celui du *Jugement*, et il contient quelques indications sur le costume et la mise en scène des acteurs , qui lui donnent de l'intérêt.

« Mais je m'aperçois , Messieurs , que cette causerie m'a singulièrement et inutilement éloigné de mon point de départ , j'y reviens en exprimant le regret que M. le comte

Greyfié n'ait pu communiquer que trop tard son discours de réception au président de l'Académie. Ce dernier eut été plus en mesure qu'il ne l'est aujourd'hui de faire ressortir la justesse des pensées et l'élévation des sentiments qui distinguent ce travail, mais vos nouveaux collègues honorent depuis longtemps, Monsieur, votre talent et votre caractère; soyez le bienvenu parmi nous. Tous nous serons heureux d'entrer en partage de ce patrimoine de science qui vous appartient et que vous emploirez largement, nous en avons la confiance, pour l'honneur et le lustre de notre Compagnie. »

Après ces discours, l'Académie a entendu le rapport de M. de Jussieu sur le mémoire présenté à la précédente séance par M. le comte Frédéric Sclopis, président de la commission des *Monumenta historię patrię*, sénateur du royaume d'Italie, et en a voté à l'unanimité l'impression.

M. le docteur Revel a lu un rapport sur le travail de M. L. Pillet, intitulé : *Utopie pour la réforme de la Procédure civile*, et en a voté pareillement à l'unanimité l'impression dans ses *Mémoires*.

M. Calloud a adressé à l'Académie une demande au sujet d'une observation consignée dans son analyse de la terre végétale de M. Sylvoz. Trouvant une observation analogue dans un rapport récent de M. le sénateur Dumas à l'Académie des sciences, sur un mémoire de M. Leplay, il voudrait constater sa priorité.

L'Académie, sans entrer dans le débat sur la priorité, constate volontiers que le mémoire de M. Calloud lui a été présenté à la séance du 16 mai 1861.

Après quelques délibérations relatives à l'ordre intérieur, la séance est levée.

## OUVRAGES REÇUS :

De la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie :  
Vol. I, II, III et IV de ses Mémoires.

De M. Eugène Burnier : *Le Parlement de Chambéry*.

De M. le docteur Fusier : *Compte-rendu médical de 1861  
de l'asile départemental de Bassens*.

De M. J. Bonjean : *Aix et Marlioz et leurs nouveaux  
établissements*.

De la Société florimontane : *Revue savoisienne*, le 45  
juillet 1862.

---

*Séance du 14 août 1862.*

L'Académie vote l'impression dans ses Mémoires du discours de réception prononcé par M. Fabre, président du tribunal de première instance de Chambéry, dans la séance du 31 juillet. M. le comte Greyflé ayant témoigné le désir de ne pas voir imprimer le sien, il est décidé qu'il n'en sera donné qu'une analyse dans les comptes-rendus de la séance.

M. le comte de Foras, de Thonon, a soumis de nouveau à l'Académie son travail sur le célèbre abbé de Saint-Réal. La commission nommée pour l'examen de ce mémoire reconnaît qu'il contient quelques documents intéressants. Ce sont : les lettres patentes du duc Victor-Amédée, en date du 18 mai 1680, accordant à notre compatriote le titre d'historiographe, avec une pension de 400 ducats ;



— les observations de la Chambre des comptes, jugeant cette libéralité excessive et refusant d'entériner les patentes; — les nouvelles lettres de Son Altesse Royale, en date du 9 juin 1680, insistant à son arrêté; — enfin les lettres de jussion pure et simple de la duchesse Marie-Jeanne-Baptiste de Nemours, du 9 août 1680, et celles de Victor-Amédée II, du 22 août 1680.

L'Académie remercie M. de Foras de sa communication touchant un illustre compatriote, dont la biographie est généralement peu connue. Elle l'engage à poursuivre ses recherches; et ne doute pas qu'en travaillant au grand ouvrage qu'il a maintenant sous presse, M. de Foras ne rencontre mainte occasion de rendre de nouveaux services aux lettres aussi bien qu'à l'histoire de la Savoie.

M. L. Pillet donne ensuite un aperçu d'un nouveau Mémoire paléontologique, intitulé : *Ossements fossiles recueillis en Savoie de 1850 à 1862*.

Il rappelle qu'en 1850 il a publié, dans les bulletins de la Société d'histoire naturelle, un petit essai sous le titre de : *Ossements fossiles trouvés en Savoie*. Il y passait en revue les ossements découverts jusqu'alors dans les terrains de notre pays.

Depuis cette époque, il a à cœur de prouver que la richesse paléontologique s'est accrue. Si les études ont été faites sans bruit, elles n'en ont pas moins marché rapidement.

Ces inventaires, publiés de loin en loin, ont encore un avantage plus sérieux : ils consignent tous les détails concernant chaque pièce importante de nos musées, leur gisement, leur association et les circonstances de leur découverte.

Ne pouvant analyser ici un catalogue, nous nous borne-

rons à dire que les formations contemporaines s'y trouvent représentées par douze pièces des cavernes de Talloire . . . . . 12

Les lignites quaternaires , par . . . . . 3

Les molasses marines , par . . . . . 30

Les molasses lacustres , par . . . . . 6

Les terrains nummulitiques , par . . . . . 2

Le grès-vert , par . . . . . 1

L'urgonien , par . . . . . 3

Le néocomien , par . . . . . 3

L'oxfordien , par . . . . . 2

L'infra-lias , par . . . . . 1

Total . . . . . 63 échantillons.

Mgr le cardinal et M. l'abbé Vallet sont priés de présenter un rapport sur ce mémoire.

L'Académie reçoit au nombre de ses membres correspondants :

M. l'avocat Despine Alphonse , d'Annecy ;

M. l'avocat Burnier Eugène , juge au tribunal de St-Jean de Maurienne ;

M. le docteur Fusier , médecin de l'asile de Bassens ;

M. Borson Francisque , lieutenant-colonel d'état-major.

L'ordre du jour l'appelle à s'occuper de la fondation Pillet-Will, pour l'*amélioration des instruments d'agriculture*. Elle a reçu deux demandes : l'une de la Société centrale d'agriculture, et l'autre du Comice de Chambéry. Elle décide que la somme de 300 francs sera partagée entre ces deux institutions, ce qui permettra à chacune d'elles de distribuer cinq charrues à prix réduit. C'est certainement trop peu pour la foule des demandes, et surtout pour son désir de voir se répandre au plus tôt l'usage des bonnes charrues belges ou Dombasle ; mais limitée par les bornes

de la fondation , elle ne peut que stimuler des essais , et par là contribuer à l'introduction d'un meilleur outillage.

En 1860 , elle a fait essayer des charrues n° 4 , de Grignon , généralement reconnues trop faibles ; en 1864 , on a distribué à Albertville des charrues n° 3 très fortes et pouvant servir de défonceuses ; cette année , elle désirerait faire l'essai du n° 2 , et surtout elle recommande aux personnes qui en auront usé de lui transmettre leur jugement , afin qu'elle puisse fixer définitivement son choix.

L'Académie avait porté à son budget une somme de 600 francs *pour conservation des monuments historiques*. Elle en a employé une partie à une grille , placée dans la crypte de Lémenc , pour protéger l'édicule du baptistère et le groupe de la Descente de croix. M. de Jussieu est chargé de surveiller le débadigeonnage et la restauration de ces curieux monuments.

En creusant des fondations derrière le chœur de l'église de St-Sigismond , près Albertville , M. l'architecte Dénarié Eugène a découvert des fragments de colonnes et les débris d'un édifice romain. Sur sa demande et sur le rapport de M. de Jussieu , l'Académie lui alloue 400 francs pour fouiller le terrain tout à l'entour.

M. l'architecte Fivel a estampé de curieuses inscriptions romaines. L'une , à St-Jean-Pied-Gauthier , est conçue en ces termes :

D M.  
P. LVCRETI°  
P FIL VOL  
PARVOLO  
MAXIMILIA PAR  
T P I

L'autre, à St-Pierre de Soucy, porte :

D M  
LIAE DECV  
FILIAE DECV  
ILIAE M NI  
RIVS CRISPI  
NIANVS CC.

Sur le côté de cette dalle romaine, une main barbare a dessiné une figure de femme avec une inscription au bas, qui accuse l'enfance de l'art, pour ne pas dire une ère de complète barbarie. Nous avons cru y voir *Vilælmus ffc VCCCVI*. Est-ce 806 ou 1306 qu'a voulu écrire le sculpteur ?

M. Fivel a eu la pensée artistique de faire relever par la photographie un devant d'autel richement sculpté de la vallée d'Aoste; la nativité du Christ est au centre, l'enfer d'un côté et le paradis de l'autre. Le style semble accuser le *xiv*<sup>e</sup> ou le *xv*<sup>e</sup> siècle.

L'Académie remercie M. Fivel de ses communications archéologiques.

OUVRAGES REÇUS PAR L'ACADÉMIE.

*Revue des Sociétés savantes des départements*, juin 1862.

De M. l'abbé Grobel : *Discours prononcé à la distribution des prix du petit-séminaire de Ste-Marie de la Roche*, 1862.

*Mémoires de l'Académie impériale de Dijon*, 1861-1862.

*St-Gervais sur Arve; Vallée de Montjoie*, etc., par L. C., 1862.

De M. Gingins de la Serraz : *Sur l'étymologie du nom gaulois : Eburodunum*, 1862.

De la Société savoisiennne d'histoire et d'archéologie : *Bulletin*, août 1862.

De M. F. de Lesseps : *Lettre à M. Layard, sous-secrétaire d'Etat au foreign-office*, 1862.

*Résumé des observations météorologiques recueillies dans le bassin de la Saône*, 1862.

8<sup>e</sup> *Lettre d'un bénédictin*..

---

*Séance du 13 novembre 1862.*

Depuis la dernière séance, l'Académie a perdu l'un de ses membres les plus anciens, M. le chanoine Dépommier, vicaire général du diocèse. Le président se rend l'interprète des regrets de la Compagnie et charge M. l'abbé Vallet de disposer le service funèbre qui devra être célébré, suivant l'usage, dans l'église de Notre-Dame.

S. Em. le cardinal envoie quelques monnaies du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle trouvées, avec des débris de meubles, dans des fouilles faites près du cimetière des Marches. L'Académie remercie Son Eminence, et confiera ces objets au musée de Chambéry.

M. Lecoy de la Marche, archiviste de la Haute-Savoie et membre correspondant de l'Académie, a adressé un extrait des comptes du trésorier général du duc de Savoie-Nemours, pour l'an 1604, où l'on voit qu'il est payé à M. Favre, président au conseil de Genevoys, *neuf vingt-douze livres tournoyes, valeur de 400 florins de Savoye, en bon compte de ses gaiges de l'année.*

Le secrétaire rend compte de la fondation Pillet-Will affectée à la propagation des instruments perfectionnés de culture. En conformité de la délibération prise le 14 août dernier, la somme de 300 fr. a été partagée entre le Comice agricole de Chambéry et la Société centrale d'agriculture, qui l'ont employée à distribuer, à moitié prix, des charrues belges.

La Société centrale en a remis, dans sa session de St-Jean de Maurienne :

- 1° A M. Laurent Jean, de St-Jean d'Arves ;
- 2° A M. Chevalier Jean-Baptiste, de La Chambre ;
- 3° A M. Genin Michel, *id.* ;
- 4° A M. Falcoz Antoine-Raymond, de St-Jean de Maurienne ;

5° A M. Bertier, docteur-médecin, à Aix-les-Bains.

Le Comice, dans sa réunion à Montmélian, en a distribué :

- 1° A M. Raffin, cultivateur à Ste-Hélène du Lac ;
- 2° A M. Bertier, adjoint, *id.* ;
- 3° A M. Cubit, fermier à la Chavanne ;
- 4° A M. Alliod, cultivateur aux Molettes ;
- 5° A M. Curtet, propriétaire à St-Pierre d'Albigny.

Ces messieurs sont priés, lorsqu'ils auront fait l'essai de ces nouveaux araires, de transmettre leurs observations à l'Académie pour la guider dans les choix qu'elle aura à faire dans l'avenir.

Le secrétaire rappelle ensuite que c'est le 30 de ce mois qu'expire le terme fixé aux concurrents pour le prix de *biographie* de la fondation de Loche.

Il a reçu, durant l'automne, une jolie pièce de vers composée par un jeune Chambérien, résidant aujourd'hui à Paris. Bien qu'elle ait été imprimée déjà chez Ménard, à Chambéry, comme elle n'a reçu qu'une publicité restreinte,

nous pensons faire plaisir et surtout être fidèle au rôle d'encouragement départi à une Académie, en la reproduisant ici :

## MA SOEUR.

Quand du bronze sacré la voix harmonieuse

Convialt des chrétiens la cohorte pieuse

Au temple du Seigneur ,

Auprès de mon berceau, ma mère ,

Pour me soigner , pour me distraire ,

Plaçait ma sœur !

Quand le soir je priais à genoux sur ma couche ,

En me joignant les mains , qui mettait sur ma bouche

Le saint nom du Sauveur ?

Cette compagne douce et bonne

Qu'à l'enfance le bon Dieu donne :

C'était ma sœur !

Quand de mes compagnons endurent les caprices ,

Innocente victime offerte à leurs malices ,

Je revenais en pleur ,

Qui mettait fin à ma souffrance ?

Qui de moi prenait la défense ?

C'était ma sœur !

A la triste clarté d'une lampe de cuivre

Lorsque je travaillais courbé sur un gros livre ,

Pourquoi de mon labeur

Trouvais-je la tâche agréable ?

C'est qu'assise à la même table

Lisait ma sœur !

Loin du toit paternel exilé volontaire ,

Dans ce monde pervers c'est en vain que j'espère

Trouver le vrai bonheur !

Mais qui pour moi chaque jour prie

Invoquant le nom de Marie ?

Ma bonne sœur.

Je toucherai le port après bien des orages ;

J'aurai le front souillé par des milliers d'outrages ;

Brisé par la douleur ,

Chez qui trouverai-je un asile

Où je pourrai mourir tranquille ?

Chez toi, ma sœur !

Paris, juillet 1862.

Maurice MOLÉNS.

OUVRAGES REÇUS PAR L'ACADÉMIE.

De Washington, Smithsonian institution :

*Resultats of meteorological observations, etc., from. 1854-1859*; 1 vol. in-4°, 1,200 p., 1864. — *Annual report of the board of regents of the Smithsonian institution*; 1 vol. in-8°, 1864.

Du ministère de l'instruction publique :

*Revue des Sociétés savantes* (numéros de mars, juillet, août et septembre 1862). — *Répertoire archéologique du département de l'Oise*, par M. Emile Woillez; Paris, 1862. — *Répertoire archéologique du département de l'Aube*, par M. Darbois de Jubainville; Paris, 1864.

De la Société des antiquaires de la Morinie (St-Omer) :

Volumes II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X de *Mémoires* et 3 atlas; 9 vol. in-8°, 1835-1860. — *Usaiges et anciennes coutumes de la comté de Guysnes*, 1 vol. in-8°, 1856. — *Les abbés de Saint-Bertin*, par M. Henri de Laplane; 2 vol. in-8°, 1854.

De la Société littéraire et scientifique de Castres :

*Mémoires*, deuxième et troisième année; 2 vol. in-8°, 1858-1860.

*Atti della Società italiana di scienze naturali*, vol. IV, fasc. 1 et 2; 2 vol. in-8°; Milano, 1862.

*Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*, tome XIX, 1<sup>re</sup> livraison; Lausanne, 1862.

De M. Rodolphe Blanchet, de Lausanne :

*Terrain erratique alluvien du bassin du Léman et de la vallée du Rhône de Lyon à la mer*, par M. Blanchet; Lausanne, 1844. — *Essai sur l'art de tailler la vigne et les*



*arbres fruitiers*; le même, 1844. — *Les champignons comestibles de la Suisse*; le même, 1847. — *Influence de l'ammoniaque et des sels ammoniacaux sur la végétation*; le même, 1843. — *Communication sur la grêle*; le même, 1853. — *Aperçu de la distribution du terrain tertiaire dans le canton de Vaud*; le même, 1854. — *Essai sur la combustion des êtres organisés et inorganisés*; le même, 1855, et quelques autres brochures.

De M. l'abbé Baruffi :

*Pellegrinazione e passeggiate autunnali nell' anno 1861*; Torino, 1862.

De Mgr Charvaz, archevêque de Gênes :

*Discours à l'occasion de la bénédiction du mariage de S. M. Louis I<sup>er</sup>, roi de Portugal, avec S. A. R. la princesse Marie-Pie de Savoie.*

Du docteur Garbiglietti :

*Intorno ad alcuni animali reputati velenosi od altrimenti nocivi, lettera*; Torino, Favale, 1862. — *Sopra alcuni scritti di crœnologia etnografica, etc., del prof. Maggiorani di Roma*; le même.

Du comte Louis Cibrario, sénateur du royaume d'Italie et ministre d'Etat :

*Descrizione e cronaca d' Usseglio*; Torino, 1862.

Du docteur Quantin :

*Biographie d' Etienne Tourtelle*; Paris, 1862.

De M. Jacques Fernand :

*Réponse à l'Anglais* (poésie), chant VII; Paris, 1862.

De M. Maurice Molens :

*Ma Sœur* (poésie); Chambéry, Ménard, 1862.

Anonyme :

*9<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> lettres d'un bénédictin à Daniel Sterne; lettre sur l'unité de l'Italie.*

*Séance du 4 décembre 1862.*

Le président rappelle que c'est le 1<sup>er</sup> de ce mois qu'est expiré le délai fixé aux concurrents au prix de la fondation de Loche pour la *Biographie d'un Savoisien*. Trois mémoires ont été présentés. Une commission est nommée pour les examiner, en faire rapport à l'Académie, qui décernera le prix dans une des réunions du Congrès scientifique, au mois d'août 1863.

L'Académie a appris avec un vif regret la mort prématurée de M<sup>lle</sup> Mariette Chevron, cette fille du peuple devenue poète par inspiration, qui a remporté les prix avec tant d'éclat dans une série de concours poétiques et qui fut pour Chambéry ce que les Reboul, les Jasmin, ont été pour d'autres villes de France. Elle espère qu'on trouvera dans ses papiers des œuvres ou au moins des notes précieuses, et forme des vœux pour qu'elles soient livrées à la publicité.

L'ordre du jour appelle M. Pillet à donner connaissance de son *Système nouveau de cartes géologiques*.

Ce système consiste à dresser :

1<sup>o</sup> Une carte géologique ordinaire, mais sur une plus grande échelle, où puissent se figurer nettement tous les affleurements de couches et, en outre, par des signes spéciaux, les gisements métallifères, les sources minérales, les combustibles, en un mot, tout ce qui peut intéresser l'industrie ;

2<sup>o</sup> A joindre à cette *carte-plan* une *carte-coupe*, dessinée simplement au trait, à la même échelle, sur laquelle se disposent les coupes colorées, tendant à faire connaître

la structure intime, la puissance, l'inclinaison de chacune des couches de l'écorce solide du globe ;

3° Sur la même échelle encore, à figurer le sous-sol des mêmes contrées ; cette dernière carte, omettant tout ce qui est porté dans les précédentes, ne part que du terrain quaternaire ; avec des couleurs et des signes spéciaux elle figure le phénomène erratique, les blocs épars, les moraines, les anciens cours d'eau, les anciens marécages et par-dessus les principaux types du sol arable.

Il soumet à l'Académie une triple carte du bassin d'Aix et de Chambéry, dressée suivant ce système, à titre d'essai seulement. L'auteur avoue n'avoir pas recueilli encore les éléments innombrables qui seraient nécessaires pour la parfaite exactitude d'un travail aussi complet ; mais il prie ses honorables collègues de l'aider de leurs lumières, afin de présenter un spécimen de ce système au Congrès scientifique de Chambéry.

Ce mémoire est renvoyé à la commission chargée du rapport sur la seconde édition de la *Description géologique du bassin d'Aix et de Chambéry*.

M. le docteur Revel fait hommage à l'Académie d'un denier écuillé d'argent du Comte-Vert, Amédée VI. Cette pièce se rapproche beaucoup de celle du même prince que M. Rabut a décrite dans sa *Deuxième Notice sur quelques monnaies de Savoie inédites* (Mémoires de l'Académie, 2<sup>e</sup> série, vol. II, p. 54) et qu'il a figurée pl. 4, n° 2. Elle en diffère néanmoins en ce que l'écu du revers est surmonté d'une petite croix. Elle a été trouvée près des vieilles tours de Chignin ; elle sera confiée au musée archéologique de la Société d'histoire naturelle.

M. Pillet rend compte ensuite en ces termes d'une découverte de bronzes celtiques :

« Au printemps de 1862, un cultivateur de Clarafond défrichait un petit bois de chênes ; il y faisait un creux pour planter un érable avec un cep de vigne en hautin. Arrivé à 0<sup>m</sup>, 60 de profondeur, au lieu de cailloux, il rencontre une substance lourde, les débris d'un métal qu'il reconnaît pour du bronze.

« Il descend aussitôt dans le creux, écarte la terre avec précaution et retrouve, dans un plat de terre noire malheureusement tout brisé, divers objets d'une forme étrange. C'étaient des *celts*, ou haches de bronze, des couteaux-haches, des serpes, des épingles à large tête, etc.

« Il a remis une partie de ces objets, les mieux conservés, à M. le docteur Davat, d'Aix, chez qui je les ai vus cet été, et déjà j'en ai rendu compte à l'Académie.

« J'étais désireux de visiter la localité, de recueillir sur place les renseignements, les indices, et surtout, s'il était possible, quelques débris échappés à l'archéologue d'Aix. C'est ce que j'ai tenté, le 20 novembre dernier, en compagnie de M. le docteur Guiland.

« Un mot d'abord sur la localité : c'est au nord du hameau de Clarafond, à peine à 500 mètres de distance du village. Une grosse avalanche détachée de la montagne a couvert le sol de rochers, depuis les temps anté-historiques. Il n'y a dans le voisinage que de maigres bois de chênes, sans vestiges ni de constructions, ni même de route.

« Seulement, entre l'avalanche et Clarafond, est une maison isolée appelée *les Clefs*, qui, suivant la tradition, serait plus ancienne que le village. Il est probable que là fut une habitation antérieure à la conquête romaine et même à la conquête des Gaulois, qui ont importé l'usage du fer dans notre pays.

« S'il est permis de hasarder une conjecture, on peut

croire qu'à l'annonce d'une invasion, les prudents habitants des *Clefs* auront enfoui dans un bois voisin leurs meubles les plus précieux : c'était le bronze, cette richesse inestimable des pauvres cultivateurs celtiques. Pour ne pas égarer les menus objets qu'ils entassaient dans la fosse, ils les auront réunis dans une assiette qu'ils espéraient retrouver intacte après l'orage. Ces témoins muets ne disent que trop pourquoi nul n'est venu les déterrer avant la trouvaille fortuite de 1862.

« J'ai cherché soigneusement dans les sillons où furent jetés les débris de la poterie. Je n'ai retrouvé à la surface qu'un menu fragment de 0<sup>m</sup>, 04 de largeur à peine ; on voit que la pâte sans vernis était noire, peut-être mêlée de graphite avec de menus cailloux de silex blanc, à peu près comme celle des anciennes poteries lacustres.

« Les quelques fragments de bronze échappés au zèle artistique de M. Davat, et que la famille Poguet a cédés avec beaucoup d'obligeance pour notre musée, sont :

« 1° Un gros culot de cuivre fondu, destiné à fournir la matière des ustensiles de ce précieux métal, avec quelques débris informes des scories du four.

« Les habitants, dispersés dans nos forêts vierges, étaient vraisemblablement réduits à se suffire en tout par leur seule industrie ; ils étaient à la fois et cultivateurs, et fondeurs de leurs outils, et graveurs de leurs bijoux.

« 2° Trois menus débris de serpes avec côtes saillantes sur le bord externe.

« 3° Fragment de couteau replié en sens inverse et tranchant sur son arête extérieure.

« 4° Une tête de clou, analogue à celle d'un clou de fer à cheval.

« 5° Des débris de celts évidemment rompus pour les refondre.

« 6° Trois épingles à cheveux.

« L'une, mieux conservée, quoique repliée comme objet hors d'usage, a encore 0<sup>m</sup>,44 de longueur. La tête, en forme de disque, a 0<sup>m</sup>,03 de diamètre; elle est percée au milieu pour y introduire la tige de l'épingle, aussi grosse que nos plus gros fils de fer de treillage; puis une main malhabile, s'aidant d'un simulacre de tour, y a tracé au burin deux cercles concentriques séparés par deux cercles de points.

« Un autre plus grand, de 0<sup>m</sup>,034 de diamètre, porte une étoile burinée à sept rayons; entre les rayons, le champ est grossièrement marqué de hachures parallèles.

« Un troisième disque, véritable monument du luxe de l'époque, a 0<sup>m</sup>,044 de diamètre et porte deux cercles et deux étoiles concentriques. Le tout est fort mal dessiné; les cercles se rejoignent mal, les rayons sont inégaux et les hachures à peine parallèles. Ce fut cependant, n'en doutons pas, un chef-d'œuvre de bijouterie.

« Il paraît, en effet, que ces épingles étaient employées dans la coiffure des femmes, qui alors déjà se piquaient de coquetterie.

« On remarquera qu'il n'y a là, comme dans les lacs de la Suisse, aucune trace d'armes. Peut-être ces pacifiques pionniers n'avaient-ils pas encore inventé les engins de la guerre, et ont-ils dû à ce caractère confiant leur défaite et leur extermination.

« Suivant toute vraisemblance, ils furent les contemporains des habitants du lac du Bourget, où l'on a découvert un anneau de bronze et des poteries de même apparence. Peut-être, chassées des habitations lacustres, ces timides peuplades se sont-elles réfugiées dans les forêts qui bordaient notre vallée et y ont-elles conservé longtemps, avec leur métal de prédilection, leur existence ignorée.

« Avant de formuler une hypothèse , fouillons notre sol, cherchons encore. Que cette première découverte soit un encouragement, un jalon d'une science encore à créer. »

M. le docteur Guillaud ajoute à cette communication qu'il s'est enquis dès lors soigneusement des souvenirs relatifs à l'endroit où a été faite la découverte. Le propriétaire actuel a exhumé près de la maison des *Clefs* quelques pierres de taille. Quant aux traditions locales sur la maison des *Clefs*, *ad Claves*, rien ne porte à leur attribuer une origine plus reculée que le *xv<sup>e</sup>* siècle. Il y a une reconnaissance de *Jean des Clefs* à Gabriel de Seyssel, en date du 16 février 1478.

M. Bebert, qui a fait une analyse chimique du bronze, y a reconnu le cuivre et l'étain dans les proportions qui constituent le bronze antique.

L'Académie décide que les antiquités de Clarafond seront confiées au musée d'histoire naturelle.

Sur le rapport de M. de Jussieu, elle admet ensuite la proposition d'échange de ses Mémoires avec ceux de la Société académique de Castres (Tarn).

Une circulaire de M. de Caumont annonce l'ouverture du Congrès scientifique de Chambéry pour le 1<sup>er</sup> août, et celle du Congrès des délégués des Sociétés savantes, à Paris, pour le 18 mars 1863.

#### OUVRAGES REÇUS PAR L'ACADÉMIE.

*Revue des Sociétés savantes des départements*; 2<sup>e</sup> série, vol. VIII, octobre 1862.

*Bulletin de la Société vaudoise des sciences naturelles*; tome VII, n<sup>o</sup> 49.

*Publications de la Société littéraire de Lyon*; 4 vol., 1858-1860.

*Société académique des sciences, arts, belles-lettres et agriculture de St-Quentin*; 3<sup>e</sup> série, tome III, 1860-1861.

*Société française d'archéologie. — Congrès archéologique de France* (28<sup>e</sup> session). — *Séances générales tenues à Reims, à l'Aigle, à Dives et à Bordeaux en 1861.*

*Mémoires de la Société des antiquaires de l'Ouest*; 1860-1861, Poitiers, 1862.

*Union des arts*; Marseille, 1862.

*Mémoire sur la pleuro-péritonéumonie catarrhale qui a régné au printemps de 1862 à Rive-de-Gier*, par le docteur Kosciakiewicz; St-Etienne, 1862.

*Les eaux minérales du Vivarais*, par le docteur Munaret; Paris, 1862.

*Un chapitre pour servir à l'Histoire de la réunion de la Savoie à la France en 1792*, par Depoisier; St-Germain-en-Laye, 1862.

*Journal des Connaissances médicales pratiques et de pharmacologie*, par le docteur Caffé; 29<sup>e</sup> année, 10 et 20 août 1862.

*Revue savoisiennne*; 15 août, 15 septembre, 15 octobre 1862.

15<sup>e</sup> *Lettre d'un bénédictin*; Paris, 1862.

### *Séance du 18 décembre 1862.*

L'Académie reçoit au nombre de ses correspondants M. le docteur Berthier, directeur de l'asile des aliénés du département de l'Ain.

L'Académie royale des sciences de Madrid réclame les



volumes I, II, III des *Mémoires* et le volume I des *Documents* : ils lui seront envoyés.

M. l'abbé Vallet, au nom de la commission nommée pour examiner un travail présenté par M. Pillet, lit le rapport suivant :

« Dans la séance du 14 août 1862, M. Pillet a donné lecture à l'Académie d'un mémoire *sur les ossements fossiles trouvés en Savoie de 1850 à 1862*. Notre savant et laborieux confrère donne à son mémoire le titre modeste d'*Inventaire*. Mais c'est un inventaire qu'il a su enrichir d'aperçus nouveaux et pleins d'intérêt sur les dépôts ossifères de la Savoie, ou mieux c'est une revue rétrospective de nos découvertes paléontologiques les plus remarquables, pendant la période de douze ans qui est sur le point de finir.

« De ce travail il résulte que nos roches de sédiment, bien qu'elles soient comparativement pauvres en débris de vertébrés, contiennent cependant dans certaines assises des indices suffisants pour stimuler nos recherches.

« Presque tous les étages ont fourni leur contingent, depuis les dépôts contemporains de l'homme jusqu'aux premiers âges de la période jurassique.

« Dans l'étage inférieur de cette période, l'*infra-lias*, signalé depuis peu dans nos Alpes, et dont les affleurements sont nombreux en Savoie, nous avons déjà rencontré quelques dents, quelques écailles de poissons; c'est peu de chose. Cependant c'est un indice qui nous autorise à espérer que peut-être nous parviendrons à y trouver cette profusion d'os brisés qui le caractérise en Bourgogne, en Souabe et surtout en Angleterre, où ses couches inférieures sont désignées sous le nom de *Ossement-Couche* (bone-bed).

« Dans le terrain tertiaire, les gisements de Challonge (Semine) et de Maclens (Mognard) nous promettent aussi une abondante récolte, à en juger par les beaux échantillons que M. Pillet en a déjà tirés. Il y a lieu encore d'attendre beaucoup des molasses à gros grain de la vallée de Novalaise, à la suite des coupures que l'on devra faire pour la construction des chemins vicinaux en projet.

« Mais, indépendamment de ces indications, un mérite particulier du travail de M. Pillet, c'est d'inaugurer en Savoie l'étude scientifique des grottes, l'exploration de ces terrains d'une origine douteuse sur lesquels l'histoire et la géologie viennent se rencontrer.

« La connaissance approfondie des anfractuosités du sol se lie intimement aux trois grands faits de la *dislocation de l'écorce terrestre, du dépôt général des terrains de transport et de la distribution des êtres vivants à la surface du globe*; elle peut donc fournir à la science des données très importantes pour la solution de certains problèmes de zoologie et de géologie.

« L'ethnographie elle-même peut en recevoir des lumières. Souvent, en effet, on rencontre dans ces dépôts souterrains les ossements de l'homme et les produits de son industrie, associés à des restes d'animaux d'espèces perdues; cette association, observée en Allemagne, en Angleterre et surtout dans le midi de la France, se retrouvera probablement dans nos cavernes de la Savoie, et peut-être dans des circonstances de nature à éclairer cette question de la coexistence dans un même gisement d'espèces fossiles qui semblent devoir appartenir à deux époques distinctes.

« L'intérêt qui s'attache à ces questions historico-géologiques s'est accru encore, depuis quelques années, par la découverte de nombreux vestiges de l'industrie humaine,

dans le dépôt réputé quaternaire de Saint-Acheul, comme aussi par les richesses archéologiques récemment extraites des lacs de la Suisse.

« Dans les montagnes de la Savoie les grottes sont nombreuses ; jusqu'à ce jour elles n'ont été explorées que sous le rapport de leur configuration physique et des formes souvent bizarres que présentent les stalactites attachées à leurs parois, ou suspendues à leurs voûtes ; maintenant il s'agit de rompre la croûte stalagmitique, qui en recouvre ordinairement le sol, pour atteindre le dépôt limoneux où les ossements sont enfouis.

« Nous faisons des vœux pour que, cédant à l'initiative de notre savant confrère, archéologues et géologues se donnent rendez-vous dans ces habitations souterraines où de précieuses découvertes sont réservées à leurs travaux.

« Et nous proposons volontiers à l'Académie de voter l'impression du travail de M. Pillet dans ses Mémoires. »

En conformité de ces conclusions, l'impression est votée à l'unanimité.

Pour terminer la séance, M. le chevalier de Juge donne lecture de quelques fables extraites d'un nouveau recueil qu'il se propose de publier. Nous n'en citerons qu'une seule :

#### LE RUISSEAU ET LE TORRENT.

Caché sous des flots de verdure  
 Dans la rigole d'un verger ,  
 Ne trahissant son cours léger  
 Que par l'écho de son murmure ,  
 Un ruisseau, doux comme l'enfant  
 Que caresse une tendre mère ,  
 Allait, au terme de sa carrière ,  
 Moullir le sol d'un humble champ.

Lassé de cette vie obscure  
Qu'à peine soupçonnait l'oiseau ,  
L'imprudent voulut que son eau  
Se promenât à l'aventure.

Près de lui s'étendait le lit sec d'un torrent ,  
Aucun buisson fleuri n'en ombrageait la rive ;  
Mais du soleil d'été la lumière si vive  
Sur les cailloux épars s'y jouait en errant.  
Ne voyant que l'éclat de la route nouvelle ,  
Le ruisseau s'y glisse sans bruit ,  
Et sous les feux du jour chaque goutte qui fuit  
Paraît du diamant avoir pris l'étincelle.

Mais au ciel rembruni  
Se déroule un nuage :  
Déchiré par l'orage  
Sur un roc dégarni ,  
Il tombe , et sur la pente ,  
A flots tumultueux ,  
Il lance , impétueux ,  
Son onde menaçante.  
Le ruisseau qui serpente ,  
Brusquement emporté ,  
Au gravier se mélange  
Et se perd dans la fange  
Sur le sol dévasté.

O vous , probes de cœur et modestes d'aisance ,  
N'allez pas vous livrer à l'agio du jour !  
C'est le torrent fatal , entraînant dans son cour  
Le ruisseau de l'honneur tari sans espérance.

OUVRAGES REÇUS PAR L'ACADÉMIE.

*Note sur la formation des terrains stratifiés*, par le comte de Vignet, chef de bataillon du génie; Grenoble, Allier, 1862.

*Revue savoisienne*, 15 novembre 1862.

16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> lettres d'un bénédictin.



## PROGRAMMES

DES

PRIX A DÉCERNER PAR L'ACADÉMIE

EN 1863

---

### PRIX DE LA FONDATION DE LOCHE

---

#### **Biographie.**

L'Académie de Savoie rappelle qu'elle a ouvert, en 1860, un concours pour le 1<sup>er</sup> décembre 1862. Le sujet est la *Biographie d'un Savoisien mort avant 1845*.

Le prix proposé est de 750 fr.

La plus ample liberté est laissée d'ailleurs aux concurrents pour le choix de leur héros, pour la manière de juger et d'écrire sa vie. Seulement l'Académie leur adressait une recommandation :

« Ce n'est point un éloge que l'Académie propose à  
« l'émulation des personnes qui cultivent, chez nous, les  
« sciences et les lettres, mais une véritable biographie  
« contenant l'appréciation entière, impartiale, de tout ce  
« qui se rapporte au personnage qui aura été choisi. Les  
« concurrents indiqueront exactement les sources qu'ils  
« auront consultées; plus ces sources seront nombreuses,  
« surtout si elles sont inédites, circonstance d'une grande  
« importance, plus ils auront de chances de succès. La

k

« partie bibliographique, quand le sujet l'exigera, devra  
« être traitée avec la plus grande exactitude. »

Le terme du concours reste fixé au 1<sup>er</sup> décembre 1862.

Le Congrès scientifique, qui se réunit à Chambéry en septembre 1863, viendra prêter plus d'éclat à la distribution des récompenses. Elles seront réservées pour être décernées dans cette grande solennité.

#### Conditions du Concours.

##### ARTICLE PREMIER.

Un prix de 750 fr., de la fondation de feu M. le général comte de Loche, sera décerné, en 1863, à l'auteur de la meilleure *Biographie d'un Savoisien* décédé avant 1845.

##### ART. 2.

Les mémoires seront transmis au secrétaire de l'Académie avant le 1<sup>er</sup> décembre 1862.

Ils seront accompagnés d'un billet cacheté indiquant le nom et la demeure de l'auteur. Ce billet portera à l'extérieur l'épigraphe adoptée par le concurrent et reproduite en tête de son manuscrit.

##### ART. 3.

Les étrangers sont admis à concourir. Les mémoires devront être écrits en français.

*Le secrétaire, L. PILLET.*

## PRIX DE LA FONDATION DE LOCHE

---

### Répertoire archéologique de Savoie.

Pour répondre aux désirs du ministère de l'instruction publique, qui sollicite la prompte rédaction d'un *Répertoire archéologique* de la France entière, l'Académie a cru ne pouvoir mieux faire que de mettre au concours le *Répertoire archéologique* de l'un des huit arrondissements de la Savoie.

La récompense sera décernée en présence du Congrès scientifique de Chambéry, au mois de septembre 1863. Elle n'empêchera point l'auteur de concourir encore aux prix, aux médailles, aux distinctions honorifiques promises par le ministre aux Sociétés savantes et aux auteurs qui auront adressé au comité impérial les travaux les plus méritants.

Nous ne saurions mieux faire connaître le plan de ces répertoires qu'en transcrivant le programme publié par les soins du gouvernement, le 30 mars 1859, et en même temps une feuille détachée du répertoire de l'arrondissement de Lorient, pour servir de spécimen et de modèle.

Devenue française seize mois après la publication de ce programme, troublée d'ailleurs dans ses études scientifiques par les émotions inséparables d'un changement de nationalité, la Savoie n'a pu répondre plus tôt à cet appel. Mais elle doit se mettre en mesure de prouver aujourd'hui qu'elle ne le cède à aucun département français; l'Académie sera heureuse de la guider, de l'encourager dans cette voie.



PROGRAMME LU ET ADOPTÉ DANS LA SÉANCE DU 17 JANVIER 1859 DU  
COMITÉ IMPÉRIAL DES TRAVAUX HISTORIQUES DES SOCIÉTÉS SAVANTES.

« Cet ouvrage , dont le projet a été exposé , par ordre du ministre , dans la séance du 14 juin 1838 , est le complément naturel du dictionnaire des noms de lieux de la France que viennent d'entreprendre, sous les auspices de Son Excellence, les membres de la section d'histoire et de philologie. Comme le titre l'indique , ce sera le répertoire des monuments de tous genres et de tous âges , disséminés dans toutes les parties de l'Empire ; en un mot , ce livre sera un guide à la fois pratique et scientifique de l'archéologue en France. Bien qu'au premier abord ce projet paraisse immense, un examen sérieux et la lecture du programme démontreront qu'il est facilement réalisable. « Il ne s'agit pas , » comme l'a très judicieusement fait observer un membre du comité , dans la discussion qui suivit l'exposé du projet , « il ne s'agit pas de rédiger des « descriptions minutieuses de tous les monuments répandus « sur la surface de la France , mais bien de composer un « guide archéologique qui fasse connaître l'existence des « monuments de chaque localité , en renvoyant aux ouvrages « spéciaux où ces monuments sont décrits plus amplement. »

« C'est là , en effet , le but que les rédacteurs de cet ouvrage devront s'efforcer d'atteindre. Le plan peut être exposé en peu de mots : sous chaque nom de lieux , le lecteur trouvera l'indication sommaire , mais précise , des monuments de toutes classes de l'antiquité , du moyen-âge , de la renaissance et des temps postérieurs , qui s'y trouvent aujourd'hui , ou dont il existe des traces , soit dans les livres , soit dans les estampes. L'ouvrage aura donc la forme d'un dictionnaire ; mais les noms de lieux ne seront pas rangés dans l'ordre alphabétique pour toute la France ; ils seront groupés par départe-

ments et classés, dans chaque département, suivant l'ordre administratif. On a reconnu que ce système offrait plusieurs avantages : il permet de faire paraître l'ouvrage par fascicules comprenant un département ; il réunit les monuments d'une même région ; enfin, et c'est là son principal mérite, il facilitera le concours, indispensable à une pareille œuvre, des correspondants du ministère et des savants qui composent les Sociétés académiques des provinces.

« Il est à peine utile d'ajouter qu'il ne peut être question d'énumérer tous les monuments de l'antiquité qui se rencontreront dans chacune des localités ; il est évident qu'on ne mentionnera que ceux qui mériteront d'être signalés, soit sous le rapport historique, soit sous celui de l'art. On ne fera pas l'histoire, même abrégée, des localités ; il suffira de dire à quelle époque présumée remonte l'endroit nommé ; puis, après l'indication du nom antique, viendrait une description des monuments et objets d'art très brève, mais cependant assez précise pour que le lecteur puisse savoir facilement tout ce que la France renferme ou a renfermé jadis de richesses archéologiques. La concision de chacun des articles n'ira pas jusqu'à faire négliger les renseignements importants ; ainsi, toutes les fois que la chose sera possible, l'âge des monuments sera indiqué ; mais on comprend que les rédacteurs ne pourront consigner dans leur travail que le résultat de leurs recherches, sans jamais le grossir de dissertations.

« Chacun des articles sera terminé par des citations bibliographiques, c'est-à-dire qu'on y donnera l'indication des ouvrages dans lesquels ces monuments seraient décrits *in extenso* et surtout figurés. Les notes bibliographiques seront accompagnées, toutes les fois que cela semblera nécessaire, d'une appréciation de l'autorité des livres cités. A l'égard des livres rares, ainsi que des manuscrits ou chartes, il serait utile d'ajouter la désignation des dépôts publics ou particu-

liers dans lesquels ils se trouveraient aujourd'hui. On n'omettrait pas, toutes les fois que faire se pourrait, la désignation des tableaux, des estampes et même des lithographies offrant des représentations fidèles des monuments existants ou disparus.

« La collection topographique du département des estampes à la bibliothèque impériale sera consultée utilement. On y trouve des estampes et même des dessins de monuments qu'on chercherait vainement ailleurs.

« La rédaction doit être exempte de toute recherche littéraire; il s'agit de dresser une table des matières méthodique et raisonnée des antiquités de la France. La clarté, la simplicité et la concision, telles sont les qualités qui doivent faire remarquer le style d'un tel ouvrage.

« On suivra l'ordre chronologique, c'est-à-dire qu'on commencera, sous chaque nom de lieu, par les monuments de l'époque celtique; la seconde division comprendra ceux de l'époque romaine, et la troisième ceux du moyen-âge, de la renaissance et temps postérieurs.

« Il est difficile de déterminer l'époque à laquelle finissent ce que nous appelons la renaissance et temps postérieurs; toutefois, la commission a pensé qu'en général il conviendrait de s'arrêter au règne de Henri IV. A partir de cette époque, on ne mentionnerait plus que les monuments et curiosités de haute importance. Les collaborateurs de l'ouvrage, correspondants ou membres des Sociétés savantes, sauront bien faire un choix, de plus en plus sévère, à mesure qu'on se rapprochera de l'époque contemporaine.

« Les monuments ou objets d'art célèbres et déjà décrits dans des ouvrages dignes de confiance pourront et devront occuper moins d'espace que d'autres qui, peut-être moins importants, seraient pour la première fois signalés à l'attention publique; ainsi, telle chapelle ignorée, telle église de village, négligée jusqu'à ce jour, devra être décrite avec

plus de détails que telle cathédrale sur laquelle il existe des ouvrages auxquels on peut renvoyer le lecteur.

« On donne ici une nomenclature des principaux objets à décrire ou à mentionner, sous chacun des noms de lieux. Les collaborateurs ajouteront nécessairement bien des articles à cette liste qu'on n'a dressée que pour faire mieux comprendre le plan de l'ouvrage.

#### ÉPOQUE CELTIQUE.

Dolmen.

Menhirs.

Pierres levées.

Alignements.

Mardelles.

Fontaines consacrées par d'antiques superstitions.

Cimetières, tumulus, tombes.

Armes.

#### ÉPOQUE ROMAINE.

Voies.

Bornes milliaires.

Murs.

Fortifications.

Camps.

Ponts.

Arcs.

Aqueducs.

Théâtres.

Amphithéâtres.

Cirques.

Temples.

Palais.

Tombes.

Edifices privés.

Statues.

**Bas-reliefs.**

**Ustensiles.**

**Ornements.**

**Inscriptions.** — Il n'y aura pas lieu de donner le texte des inscriptions ; il suffira de signaler leur présence et de renvoyer au recueil qui va être publié par ordre du ministre de l'instruction publique et des cultes.

**MOYEN-AGE , RENAISSANCE ET TEMPS POSTÉRIEURS.**

**Murs.**

**Remparts.**

**Ponts.**

**Aqueducs.**

**Edifices religieux , civils et militaires , c'est-à-dire :**

**Eglises.**

**Abbayes.**

**Clôtures.**

**Chapelles.**

**Hôpitaux.**

**Hôtels-de-ville.**

**Châteaux.**

**Palais.**

**Maisons.**

**Hôtels.**

**Colombiers.**

**Moulins.**

**Bornes limitatives , surtout celles portant des inscriptions  
ou armoiries.**

**Fourches patibulaires.**

**Croix de carrefours ou de cimetières , etc.**

**Objets d'art et de mobilier , c'est-à-dire :**

**Statues.**

**Bas-reliefs.**

**Châsses.**

Reliquaires.

Croix.

Calices.

Chandeliers.

Bénitiers.

Vitraux.

Bijoux.

Etoffes et tapisseries.

Peintures.

Armes.

Médailles et monnaies, etc.

Inscriptions. — Comme pour les inscriptions antiques , simple indication de leur présence , avec renvoi au recueil qui doit être publié par ordre du ministre de l'instruction publique.

« Les musées , bibliothèques et archives départementales , communales et hospitalières , doivent être mentionnés ; les catalogues de ces divers établissements , soit imprimés , soit manuscrits , signalés. On citerait les objets les plus remarquables dans chacun de ces établissements , toujours avec indication des ouvrages où ils seraient décrits et représentés. On dirait par quelle série d'objets tel ou tel musée , telles ou telles bibliothèques ou archives se distinguent des autres. On mentionnerait même les collections particulières , lorsqu'elles renfermeraient des objets trouvés dans la localité ou se rapportant à l'histoire locale. Les collections de sceaux , monnaies , médailles et jetons , seraient mentionnées ; on pourrait même citer les grandes raretés , mais surtout on indiquerait les ouvrages où ces précieux vestiges des âges écoulés seraient décrits et figurés. On citerait également sous chaque nom de lieu , quand faire se pourrait , les collections de la France ou de l'étranger , où se trouveraient réunis un ou plusieurs objets de cette classe , ou de tout autre se rapportant à la localité. Ainsi , à l'article *Saint-Ouen de Rouen* ,

je suppose, on dirait que le sceau en argent de cette abbaye est conservé à....., dans le musée ou dans les archives, etc., etc. L'ouvrage sera complété par deux tables alphabétiques qui seront préparées au fur et à mesure de l'achèvement de chacun des fascicules. La première comprendra les noms de toutes les localités citées et qu'on ne pourrait trouver promptement sans cet auxiliaire, puisque les noms de lieux ne seront pas rangés suivant l'ordre alphabétique dans le *Répertoire*.

« La seconde table comprendra les *choses*, c'est-à-dire les monuments et objets de tous genres mentionnés dans l'ouvrage. Cette seconde table sera à la fois alphabétique et raisonnée. Que l'on prenne pour exemple le mot *AUTEL*; il devrait être ainsi rédigé à la table :

Autel romain. *Voyez* Marseille, Nîmes, etc.

— du *xiii<sup>e</sup>* siècle. *Voyez* Lyon, Sens, Reims, etc.

— du *xvi<sup>e</sup>* siècle. *Voyez* Brou, Orléans, etc.

— ..... etc., etc.

« Que l'on suive rigoureusement ce système pour tout le vocabulaire de l'archéologie, et cette table, à elle seule, formera l'inventaire complet des antiquités de la France.

« La liste de tous les collaborateurs, avec l'indication de la part de chacun d'eux dans le travail, terminera l'ouvrage. Ce sera le dénombrement de l'élite intellectuelle et scientifique de nos provinces au moment présent, après le recensement des richesses de leur passé. La publication de cette liste apportera au Répertoire l'autorité si nécessaire à une pareille entreprise, en montrant réunies dans cette œuvre patriotique, comme en un faisceau, les forces vives de l'érudition de toutes les contrées de la France.

« *Le secrétaire de la section d'archéologie,*

« CHABOUILLET. »

ARRONDISSEMENT DE LORIENT.

CANTON DE BELLE-ISLE.

(Chef-lieu : PALAIS.)

**BANGOR.** *Ep. celtique.* Près du moulin de Gouch, pierre branlante en granit et menhir en quartz (Catal.). — Dans la lande de Runélo, cromlech (ibid.). — A Runélo, menhir en schiste rouge, de 3<sup>m</sup>, 60 de hauteur, nommé *Jean de Runélo*; autre en granit, de 7<sup>m</sup>, 86, brisé, nommé *Jeanne de Runélo* (ibid.). — A Runédaol, dolmen en granit, ruiné (ibid.). — Près de Runélo, trois galeries souterraines dites *garennas*. — Dans la lande de Runélo, tombelles. En 1846, il y en avait une vingtaine dans l'île; beaucoup ont été détruites (ibid.). | *Ep. romaine.* Armes et instruments de bronze trouvés à Calastrenne, aujourd'hui au musée archéologique de Vannes, ainsi qu'un fragment d'arme en fer recueilli dans la mer, sous le camp de César. | *Moyen-âge.* — Eglise paroissiale de Saint-Pierre, considérée comme la plus ancienne de l'île par sa fondation, quoique la priorité semble appartenir plutôt à celle de Locmaria : quelques fragments d'un édifice réputé être l'ouvrage des Anglais, conservés dans une reconstruction moderne. Plusieurs pierres sculptées, encastrées dans les murailles extérieures, entre autres un ange tenant un écu uni, et au-dessus l'inscription ATFO, avec la date 1697; un fragment de statuette armée de cuirasse et tassettes. Dalles funéraires également encastrées dans l'intérieur : une avec la date 1520, le nom de *Richard* sculpté en relief et la représentation d'un calice; une autre sans inscription, avec l'image d'une sphère traversée par deux grands cercles; une troisième avec le seul millésime 1044, admis à tort comme date de décès dans la nouvelle édition d'Ogée. Dans le bras sud du transept, un tableau de la Vierge attribué à l'école espagnole. Cloche avec cette inscription gothique : S. Coulombier m<sup>cc</sup> xxxiiij.

**LOCMARIA.** *Ep. celtique.* Un tumulus (C. D.). | *Moyen-âge.* Eglise paroissiale de Sainte-Marie; nef romane avec chœur et transept gothiques. Plan en croix latine, 28 mètres sur 10. Chœur carré. Au bras nord du transept, une fenêtre à cintre brisé et des arcades gothiques ajustées par pénétration sur des colonnes unies. Bas-côtés à la nef; deux rangs de trois arcades en plein cintre, portées sur des piliers carrés et massifs; au-dessus, fenêtres romanées, hautes et étroites. Porte en plein cintre sur la façade occidentale. Tour carrée à baies romanées au-dessus de la porte avec une petite flèche couverte d'ardoises pour amortissement. Contreforts sans décoration, peu saillants. Toiture aiguë couverte d'ardoises. A l'intérieur, beau tableau de la Vierge tenant l'enfant Jésus, attribué à un grand maître espagnol; sculpture d'un écu chargé de trois fasces et trois coquilles.



**Conditions du Concours.****ARTICLE PREMIER.**

Un prix de 750 fr., provenant de la fondation de feu M. le général comte de Loche, sera décerné, en séance solennelle du Congrès scientifique de 1863, à l'auteur du meilleur *Répertoire archéologique* de l'un des arrondissements de Savoie ou de Haute-Savoie, dressé en conformité du programme ministériel ci-dessus.

**ART. 2.**

Les mémoires seront transmis au secrétaire de l'Académie de Savoie, avant le 1<sup>er</sup> juillet 1863.

Ils seront accompagnés d'un billet cacheté indiquant le nom et la demeure de l'auteur. Ce billet portera à l'extérieur l'épigraphe adoptée par le concurrent et reproduite en tête de son manuscrit.

**ART. 3.**

Les étrangers sont admis à concourir. Les mémoires devront être écrits en français.

*Le secrétaire, L. PILLET.*

---

## PRIX DE POÉSIE

**Le Congrès scientifique de 1863**

Ce fut un grand acte d'émancipation intellectuelle que la création de ces instituts temporaires destinés à rassembler à tour de rôle dans les principales villes de France les hommes voués au culte des sciences, des lettres et des arts. Les comptes-rendus publiés à la suite de leurs trop courtes réunions ont amplement prouvé que l'esprit humain n'est pas exclusivement renfermé dans les murs de la capitale, et que son flambeau peut en sortir sans courir le risque de s'éteindre et même de perdre quelque chose de sa splendeur.

Choisi pour être, dans le cours de l'année qui s'avance, le siège de l'une de ces fêtes scientifiques qui laissent partout de puissants souvenirs, Chambéry saura, il faut l'espérer, se montrer à la hauteur de la faveur qui lui est faite, et, en lui prêtant son chaleureux concours, la Savoie tout entière voudra former avec ses glorieux hôtes des liens que le temps ne pourra que resserrer et rendre plus profitables.

Aussi, en se rappelant que les poètes sont souvent les prophètes de l'avenir, l'Académie impériale a pensé devoir donner pour sujet du concours de poésie *Le Congrès scientifique de 1863*.

Un pareil événement au milieu de nos agrestes montagnes, où sont gravés sur le granit les noms des de Sales, des Favre, des de Maistre, des Berthollet et de tant d'autres, est bien propre à enflammer l'imagination, à inspirer l'enthousiasme de nos jeunes concurrents; et, si le souffle

du génie venait à manquer à leur lyre, leurs chants demeureraient tout au moins, comme un témoignage de leur reconnaissance, un hommage de leur admiration.

#### Conditions du Concours

##### ARTICLE PREMIER.

Le prix de 400 fr. de la fondation Guy sera accordé à l'auteur du meilleur poème sur le *Congrès scientifique de 1863*.

##### ART. 2.

L'Académie accordera, sur ses fonds particuliers, une médaille de 200 fr. à la composition qui aura mérité la seconde place.

##### ART. 3.

Chaque poème devra contenir de deux cents à quatre cents vers.

##### ART. 4.

Les compositions devront être adressées à M. le secrétaire de l'Académie, avant le 1<sup>er</sup> avril 1863. Elles seront accompagnées d'un billet cacheté renfermant le nom de l'auteur.

##### ART. 5.

D'après le vœu du fondateur, les Savoisien<sup>s</sup> sont seuls admis.

*Le secrétaire de l'Académie, L. PILLET.*

---

# SOCIÉTÉS

AVEC LESQUELLES L'ACADÉMIE IMPÉRIALE DE SAVOIE FAIT  
ÉCHANGE DE SES MÉMOIRES.

1. — Revue des Sociétés savantes des départements, Paris.
2. — Société centrale d'agriculture, Chambéry.
3. — Société d'histoire et d'archéologie, *id.*
4. — Société d'histoire naturelle, *id.*
5. — Société médicale, *id.*
6. — Association florimontane, Annecy (Haute-Savoie).
7. — Société d'histoire et d'archéologie, St-Jean de Maurienne (Savoie).
8. — Académie impériale de Lyon, Lyon (Rhône).
9. — Académie delphinale, Grenoble (Isère).
10. — Société de statistique de l'Isère, *id.*
11. — Académie impériale des sciences, belles-lettres et arts, Dijon (Côte-d'Or).
12. — Académie impériale, Toulouse (Haute-Garonne).
13. — Société impériale des sciences naturelles, Cherbourg (Manche).
14. — Académie impériale des sciences, belles-lettres et arts, Bordeaux (Gironde).
15. — Académie impériale, Marseille (Bouches-du-Rhône).
16. — Académie impériale, Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).
17. — Société des antiquaires de l'Ouest, Poitiers (Vienne).
18. — Société des antiquaires de Normandie, Caen (Calvados).

19. — Société des antiquaires de Morinie, St-Omer (Pas-de-Calais).
20. — Institut historique de France, Paris.
21. — Société littéraire et scientifique de Castres, Castres (Tarn).
22. — Académie royale des sciences, Turin (Italie).
23. — Députation royale d'histoire (*Monumenta historiae patriæ*), *id.*
24. — Académie royale des sciences et belles-lettres, Palerme, *id.*
25. — Société de physique et d'histoire naturelle, Genève (Suisse).
26. — Société vaudoise des sciences naturelles, Lausanne, *id.*
27. — Académie des sciences, Madrid (Espagne).
28. — Institut royal néerlandais, Amsterdam (Hollande).
29. — Smithsonian institution, Washington (Etats-Unis).



## NOTICE BIOGRAPHIQUE

SUR

# PHILIBERT SIMOND

Par Mgr Alexis BILLET, Archevêque de Chambéry.

---

Si nous avons entrepris d'écrire un article biographique sur Philibert Simond, ce n'est pas pour faire son éloge, car on ne peut rien louer en lui, pas même le talent. Il a déshonoré sa patrie, il a déshonoré le sacerdoce, il s'est montré constamment animé des principes révolutionnaires les plus exagérés. En toute sa vie, nous n'avons pas aperçu une seule fois dans ses paroles l'expression d'un sentiment religieux, il n'a acquis une certaine célébrité que par le mal qu'il a fait; mais il est utile aussi de connaître et de juger les hommes qui ont fait le mal et d'apprécier le mal qu'ils ont fait.

Philibert Simond naquit à Rumilly le 17 septembre 1755. Son père, Louis Simond, était né à Samoëns en Faucigny. Le jeune Philibert fit son cours de collège et deux années de théologie à Rumilly. Il alla ensuite au séminaire d'Annecy, où il fut ordonné prêtre en 1780, à l'âge de 25 ans. Au sortir du séminaire, il fut nommé vicaire au Petit-Bornand; mais il s'y conduisit d'une manière tellement

irrégulière qu'au bout de quatre mois l'évêque d'Annecy se trouva forcé de l'interdire.

Philibert avait un oncle nommé Claude-Joseph Simond, qui était depuis longtemps curé de Gruffy. Cet oncle s'était fait des économies assez considérables, nous ne savons si c'est avec les revenus de son patrimoine ou ceux de son bénéfice. Pour tirer son neveu de l'embarras où il se trouvait, il l'envoya à Paris pour étudier en Sorbonne ; mais au lieu d'aller au séminaire de St-Sulpice comme MM. Bigex et de Thiollaz, qui venaient d'y faire leurs cours avec distinction, l'abbé Simond prit pension en ville ; il y forma des liaisons avec des hommes imbus des principes philosophiques et révolutionnaires, et s'occupa si peu de théologie que bientôt il se fit expulser de l'Université sans avoir pris aucun grade.

Il revint alors en Savoie auprès de son oncle, qui le mit en pension chez M. Testu, aumônier de la Visitation de Rumilly et mort ensuite curé de St-Jean d'Aulph. Sa conduite n'y fut pas plus réglée qu'elle l'avait été au Petit-Bornand et à Paris. Des lettres interceptées fournirent une preuve certaine de sa conduite immorale. M. Testu refusa de le garder plus longtemps chez lui. Dans l'espérance peut-être de le surveiller de plus près et de le ramener à une conduite moins indigne de sa vocation, le curé de Gruffy pria l'évêque de le lui donner pour vicaire. Il ne savait pas combien cette indulgence lui coûterait cher. Philibert demeura chez lui du 24 juillet 1784 au 8 avril 1788. Durant ce temps, il s'occupa fort peu des fonctions du saint ministère ; il entretenait, au contraire, des relations extrêmement suspectes soit avec des personnes d'un sexe différent, soit avec des hommes déjà connus pour leurs tendances démagogiques.

Le curé de Gruffy acquit du marquis de la Roche un domaine situé dans la paroisse de Mûres, voisine de la sienne; il envoya son neveu à Chambéry pour passer l'acte, et lui remit, à ce qu'on assure, 32,000 fr. pour faire le paiement. Philibert fit faire l'acte en son nom. Lorsque l'oncle s'en aperçut, il en manifesta un profond mécontentement; le neveu l'apaisa en lui passant un acte sous seing privé par lequel il se reconnaissait débiteur de cette somme. Quelque temps après, un jour de dimanche, le curé chanta la grand'messe, le vicaire fit l'instruction; en descendant de chaire, il se retira au presbytère, déroba la reconnaissance des 32,000 fr. et la bourse du curé, qui contenait, à ce qu'on dit, une assez forte somme, se travestit et se réfugia en Alsace. Il obtint à Strasbourg une place de professeur dans un collège, il y puisa dans la lecture des mauvais livres et dans la fréquentation des clubs les principes révolutionnaires les plus exaltés.

Le prince de Metternich disait à M. Poujoulat, dans une visite qu'il lui fit à Vienne le 6 août 1852 : « C'est à Strasbourg que j'ai fait mes études; j'étais là à 16 et à 18 ans, »  
« je passais des mains de mon gouverneur aux leçons d'un »  
« professeur nommé Simond, plus tard devenu célèbre »  
« comme terroriste, et qui a péri en passant par le tribu- »  
« nal révolutionnaire. J'ai donc été élevé dans les clubs, »  
« ma chambre était voisine de la chambre de Simond, qui »  
« était le rendez-vous des jacobins de la ville; les discours »  
» et toutes les paroles qui se proféraient dans cette cham- »  
« bre arrivaient jusqu'à moi. J'entendais tout, et je com- »  
« pris ainsi toute l'horreur des doctrines révolutionnai- »  
« res. »

Malgré le charitable silence de l'oncle, la justice eut quelque connaissance du vol que Philibert Simond avait



commis à Gruffy et de ses fréquentes relations avec les clubistes de Rumilly; il fut décrété de prise de corps. Quoiqu'il en eut été prévenu, il revint un jour en Savoie et se rendit secrètement à Ruffieux chez un de ses amis. Quelques soldats en garnison à Rumilly eurent ordre d'aller l'arrêter; on assure qu'on aurait pu le faire facilement, mais que le capitaine lui laissa à dessein le temps de s'échapper.

En 1794, l'abbé Simond fut nommé vicaire épiscopal de François-Antoine Brendel, évêque constitutionnel du département du Bas-Rhin. Il était en même temps président du club des jacobins de la même ville, fonctions qui, comme on voit, s'alliaient admirablement. La même année, Simond fut élu par le département du Bas-Rhin député à la Convention nationale. Lorsqu'il fut parti pour Paris, le sieur Lemorlière, commandant de la ville, s'adressa au conseil de guerre et fit décréter son expulsion de Strasbourg.

« Considérant, dit-il dans son réquisitoire, que le sieur  
« Laveaux, rédacteur du *Courrier de Strasbourg*, et le  
« sieur Simond, vicaire épiscopal, n'ont cessé de professer  
« dans cette ville des principes inconstitutionnels, qu'ils  
« ont cherché à égarer le peuple et à le porter à des excès  
« coupables par des discours et des écrits tendant à semer  
« la défiance et les soupçons, et à avilir les autorités con-  
« stituées; considérant que leur retour dans Strasbourg  
« ne peut être qu'extrêmement dangereux et nuisible, de  
« l'avis de notre conseil et en vertu des lois du 10 juillet  
« 1794 et 31 mai dernier, nous vous invitons et au besoin  
« requérons de faire sortir de la ville de Strasbourg lesdits  
« sieurs Laveaux et Simond. »

Le sieur Diétrich, maire de Strasbourg, qui rapporte ce réquisitoire dans un mémoire adressé à ses concitoyens

(pag. 56), après avoir parlé de la conduite scandaleuse de Laveaux, ajoute que Philibert Simond, son ami intime et son rival en délire politique, était étranger, qu'on les accusait l'un et l'autre d'avoir provoqué des mouvements parmi les troupes, qu'il était à craindre que leur esprit remuant et factieux n'exerçât une fermentation funeste à la discipline et dangereuse pour la sûreté de la place ; tels furent les motifs, ajoute-t-il, que le comité permanent crut devoir exposer au conseil de guerre et qui déterminèrent le commandant Lemorlière à requérir leur expulsion. Le 28 décembre 1793, le sieur Diétrich, maire de Strasbourg, a été condamné à la peine de mort par la Convention nationale comme convaincu d'avoir eu des intelligences avec les ennemis de la République.

Jusqu'ici nous avons vu Simond comme homme privé ; nous allons le voir désormais comme membre de la Convention nationale et représentant du peuple.

Le général Montesquiou entra en Savoie à la tête des troupes françaises le 22 septembre 1792. Le lendemain, 23 septembre, il recevait à Chambéry les clefs de la ville au milieu des acclamations populaires les plus bruyantes. Le même jour et peut-être au même moment, la Convention nationale prononçait sa destitution. Dans la séance du 28 septembre suivant, Simond prit la parole en sa faveur pour faire rapporter le décret de cette destitution : « Je suis  
« Savoisien, dit-il, je connais toutes les localités, et quoi-  
« que je me méfiasse ces jours derniers de Montesquiou ,  
« je crois devoir déclarer qu'il a fait cette expédition avec  
« toute l'intelligence d'un général instruit, et avec les  
« soins d'un homme qui veut sincèrement le bonheur de  
« son pays. La position actuelle de Montesquiou à Mont-  
« mélian, dont il n'a pas créé les localités, mais dont il a

« parfaitement su profiter, cette position est imprenable.  
« A sa gauche il a une montagne des plus hautes, qu'il est  
« impossible de gravir avec de l'artillerie; il faut passer  
« sous le feu de la place; huit pièces de canon suffiront  
« pour arrêter dans ces défilés 40,000 hommes. Il n'est  
« donc pas probable que le roi sarde tente de reprendre  
« ce poste dont la prise nous assure la Savoie. Montes-  
« quiou n'aura rien autre chose à faire qu'à poursuivre les  
« troupes sardes. Le roi de Sardaigne a besoin de toutes  
« ses troupes pour garder le Piémont; son armée ne peut  
« s'élever qu'à 27,000 hommes. C'est tout ce que peut  
« faire un roi qui n'a que 17 millions de revenus. En un  
« mot, Montesquiou a si bien combiné son opération que  
« je n'hésite pas à demander le rapport du décret de des-  
« titution <sup>4</sup>. » On fit ensuite lecture à la Convention d'une  
lettre écrite du camp des Marches, dans laquelle Montes-  
quiou rendait compte de ses opérations. Après une longue  
discussion, l'exécution du décret qui prononçait la desti-  
tution du général a été suspendue.

Dans la séance du 29 septembre 1792, Simond demanda  
un congé à la Convention pour venir faire une visite à sa  
mère en Savoie : « Je suis Savoisien, dit-il, j'ai été pros-  
« crit par le gouvernement piémontais; je demande que la  
« Convention m'accorde un congé pour me rendre en  
« Savoie, où une mère âgée de 80 ans et une sœur de 22 ans  
« me reverront avec d'autant plus de plaisir qu'elles con-  
« naissent tout mon amour pour la liberté; je ne doute pas  
« que le plaisir qu'aura ma respectable mère ne soit assez  
« vif pour que la durée de ses jours en soit prolongée. Si  
« je puis être aux Savoisien de quelque utilité pour qu'ils

<sup>4</sup> *Moniteur* du 28 septembre 1792.

« puissent mettre à profit la liberté que nous venons de  
« leur rendre, bien sûrement je m'y emploierai avec le zèle  
« le plus ardent.<sup>1</sup> » Le congé fut accordé. Peu de jours  
auparavant, la Convention avait déjà envoyé en Savoie  
comme représentants du peuple Dubois-Crancé, Gasparin  
et Lacombe-St-Michel. Simond leur fut adjoint avec les  
mêmes pouvoirs. Cette mission a été le principe de tout le  
mal qu'il fit en Savoie pendant les dix-huit mois que dura  
sa carrière politique.

Il ne perdit pas de temps, car le 6 octobre 1792 il se  
trouvait déjà rendu à Chambéry. Par une proclamation  
adressée au peuple savoisien et datée de ce jour, les quatre  
commissaires de la Convention invitent tous les Savoisien  
à se réunir dans chaque commune à l'effet de nommer un  
député chargé d'exprimer leur vœu dans une assemblée  
générale pour l'organisation d'un nouveau gouvernement.  
Le même jour, le club des jacobins de Chambéry, qui se  
posait comme le pouvoir exécutif des représentants du  
peuple, arrêta d'envoyer dans chacune des provinces de la  
Savoie quatre députés chargés de faire exécuter la procla-  
mation des commissaires ; chaque commune était invitée à  
se réunir du 6 au 14 pour nommer un député qui devrait  
ensuite se trouver à Chambéry, dans l'église paroissiale de  
la ville, le dimanche 21 du même mois, à deux heures après  
midi, pour délibérer sur le gouvernement que la Savoie  
devrait adopter.

Le club des jacobins d'Annecy fit aussi une circulaire  
pour appuyer la proclamation des quatre commissaires.  
« Pour vous détourner des bons conseils que vous don-  
« nent vos amis, vos frères, disaient-ils aux habitants des

<sup>1</sup> *Moniteur* du 29 septembre 1792.

« campagnes, on vous dira sans doute qu'on veut détruire  
« la religion; ne croyez point ceux qui vous tiennent de  
« tels discours, ce sont des imposteurs; nous vous disons,  
« nous, que vous aurez, tant que vous le voudrez, la reli-  
« gion catholique, le culte catholique et des prêtres catho-  
« liques. » On sait comment ces belles promesses ont été  
réalisées.

Les élections se firent dans chaque commune du 8 au 16 octobre 1792; l'assemblée nationale des Allobroges a tenu sa première séance à la cathédrale le dimanche 24 octobre. Dans la séance du 24 octobre, le citoyen Simond ayant été introduit, reçut les applaudissements de l'assemblée et des tribunes; il prononça un discours dans lequel il proposa ses vues sur les devoirs de l'assemblée et sur la situation politique des Allobroges vis-à-vis de la République française. Le président l'invita ensuite à prendre place à ses côtés.

La *Société des amis de la liberté et égalité*, séant aux jacobins à Chambéry, a arrêté son règlement dans la séance du 18 octobre 1792. Le citoyen Philibert Simond l'a affiliée à la *Société des jacobins de Paris* en vertu d'un diplôme qui lui en donnait le pouvoir. Le 30 octobre suivant, Simond autorisa le citoyen François Jacquier à établir aussi un club à Taninges, à condition qu'on y suivrait le règlement adopté par le club de Chambéry, dont il lui adressa un exemplaire.

Peu de temps après, les commissaires de la Convention, Dubois-Crancé, Gasparin et Lacombe, furent rappelés et remplacés par Grégoire, Hérault de Sechelles et Jagot. Simond n'a pas été remplacé; jusque-là il signait le dernier; depuis lors il a toujours occupé le premier rang et signé le premier.

Dans une proclamation du 24 décembre 1792, les quatre

commissaires exposaient aux habitants du Mont-Blanc les avantages des assignats. « Dans quelques pays, disaient-ils, les princes ont créé des espèces de billets ; la valeur en est très hasardée , puisqu'elle n'a d'autre caution que le crédit des princes, et l'on sait actuellement combien peu l'on doit compter sur les promesses de cette espèce d'hommes. Il n'en est pas de même des assignats de la République française ; ils ont une hypothèque spéciale sur les domaines nationaux , et leur valeur est aussi immuable que celle des biens-fonds sur lesquels ils sont hypothéqués. Citoyens, la liberté triomphante écrasera tous ses persécuteurs ; vous aurez acquis la certitude qu'un homme est ennemi de la patrie si, à dater de la promulgation de la loi, il refuse des assignats en payement.

« À Chambéry, ce 24 décembre 1792.

« Signés : SIMOND, GRÉGOIRE, HÉRAULT, JAGOT. »

Ces pompeuses assurances n'empêchèrent pas que la valeur *immuable* des assignats ne fût réduite à 3 pour cent dix-huit mois après.

A son arrivée à Chambéry, Simond se fit agréger à la *Société des amis de la liberté et de l'égalité*, c'est-à-dire au club des jacobins, mais peu de temps après il se brouilla avec eux ; le 17 janvier 1793, il leur écrivit une lettre dans laquelle il les traitait de lâches et d'agitateurs. Cette lettre excita dans l'assemblée de violents murmures. Simond intervint plusieurs fois aux séances pour se justifier. Il y eut entre eux des discussions très animées en style de tabagie. Après un échange d'injures qui dura plusieurs jours, Simond fut jugé par les jacobins ; le 26 janvier, ils portèrent contre lui un arrêt d'exclusion. Il fut rayé de la société par 145 voix contre 72 ; mais en notifiant cette

décision, le président recommanda à l'assemblée de ne rien diminuer pour cela de la considération due au citoyen Simond comme membre de la Convention nationale et commissaire dans le département.

La proclamation du 8 février 1793 est l'acte le plus démagogique et le plus désastreux que la Savoie ait à reprocher à Philibert Simond et aux autres commissaires ses collègues. Nous ne savons quelle part il a eue à sa rédaction ; mais il l'a signée et l'a signée le premier, il doit donc en porter la responsabilité. Cette pièce est trop importante pour que nous puissions nous dispenser de la rapporter en entier ; on la trouvera à la fin de ce mémoire<sup>1</sup>.

Par cette proclamation, les quatre représentants du peuple statuèrent, de leur propre autorité, sans aucun décret antérieur de la Convention nationale :

1° Que le département du Mont-Blanc ne formerait plus qu'un seul diocèse, dont l'évêché serait placé à Annecy ;

2° Qu'il serait pourvu à la nomination de l'évêque et des curés par la voie des élections, et que l'évêque serait élu par le corps électoral du département ;

3° Que l'évêché et les cures seraient réputés vacants jusqu'à ce que les élus eussent prêté le serment *de veiller avec soin sur les fidèles du diocèse ou de la paroisse qui leur était confiée, et de maintenir la liberté et l'égalité ou de mourir en les défendant* ;

4° Que ce serment serait prêté sans qu'on pût se permettre d'*explications ou de restrictions* ;

5° Que les ecclésiastiques qui n'auraient pas prêté ce serment seraient tenus de sortir du département dans huit jours et du territoire de la République dans quinze jours, sous peine d'être déportés à la Guyane française ;

<sup>1</sup> Voy. *Pièces justificatives*, n° 1.

6° Que l'évêché d'Annecy était déclaré vacant par le départ du citoyen Paget, et que les électeurs du Mont-Blanc devraient se réunir à Chambéry le 17 du même mois pour lui nommer un successeur.

On voit par ces dispositions que les quatre commissaires suppriment tous les anciens diocèses de la Savoie, qu'ils érigent en leur place un seul diocèse pour tout le département, qu'ils déclarent les quatre évêques légitimes existant alors déchus et privés de toute juridiction et qu'ils soumettent le choix du nouvel évêque et celui des curés à l'élection populaire, c'est-à-dire qu'ils détruisent de fond en comble l'organisation de l'Eglise catholique et la remplacent par une Eglise constitutionnelle de leur façon.

Ce décret a été pour toute la Savoie le principe d'une affreuse persécution ; il plaçait tous les ecclésiastiques dans l'alternative de prêter un serment schismatique ou de subir la déportation. La perspective devint effrayante ; on prévint que dans peu de jours toutes les églises seraient fermées, les paroisses abandonnées, les fidèles laissés sans instruction et sans sacrements, et tous les prêtres forcés d'aller chercher un asile et des moyens de subsistance dans une terre étrangère. Quelques-uns crurent d'abord pouvoir modifier la formule du serment par des restrictions, en disant par exemple : *Je jure de maintenir la liberté et l'égalité selon l'Evangile expliqué par l'Eglise*. Pour conserver leurs pasteurs, les municipalités des communes rurales toléraient volontiers ces explications ; mais, comme la proclamation les interdisait, les secrétaires n'en parlaient pas dans le procès-verbal, et dès lors elles étaient comme non avenues. D'ailleurs on comprit bientôt généralement qu'on ne pouvait pas séparer la formule du serment de l'ensemble du décret, et qu'en le prêtant on se trou-



vait enveloppé dans le schisme et toutes ses conséquences. Aussi en moins d'un mois presque tout le clergé de Savoie se trouva-t-il en exil. Il n'y resta qu'un petit nombre de vieillards infirmes et quelques mauvais prêtres disposés à devenir schismatiques.

A Annecy, M. Fontaine, professeur de mathématiques, induisit en erreur quelques-uns de ses confrères; il prétendit prouver qu'on pouvait prêter le serment exigé; il publia à cette fin deux petits écrits intitulés, l'un : *Exposition succincte des preuves qui peuvent justifier le serment civique*, et l'autre : *Supplément à l'exposition succincte*. Il assurait que ses raisons, soumises aux supérieurs ecclésiastiques, n'avaient point été désapprouvées. Cependant le départ simultané de l'évêque et de tous les prêtres les plus distingués du diocèse, qui se résignaient à tous les sacrifices plutôt qu'à celui de leur foi, fit une impression plus profonde que les pauvres arguments du professeur. M. Fontaine était au fond un ecclésiastique estimable; mais il était plus instruit en mathématiques qu'en théologie et en droit canon. La constitution civile du clergé, publiée en France, avait déjà été condamnée à Rome par le pape Pie VI par brefs des 10 mars et 13 avril 1791, et 19 mars 1792.

A teneur de l'article 8 de la proclamation, les électeurs du département se réunirent en effet à Chambéry, à la cathédrale, le 17 février. L'élection de l'évêque constitutionnel ne put avoir lieu que le 7 du mois de mars. Quelques électeurs eurent le courage de faire observer que Mgr Paget, quoique absent, n'était pas moins évêque légitime du diocèse de Genève, que l'archevêque de Tarentaise et l'évêque de Maurienne n'avaient point donné leur démission, non plus que l'évêque de Chambéry, qui, quoique malade et gardé à vue dans son palais, n'avait pas pour

cela perdu son autorité, et qu'on ne pouvait pas en nommer d'autres tandis que les titulaires étaient vivants et non démissionnaires. Frappés de la force de ces raisons, quelques électeurs se retirèrent secrètement pour ne pas prendre part à l'élection. Les commissaires se montrèrent profondément blessés de ces réflexions ; ils prétendirent que la question relative à la suppression des anciens diocèses, à la destitution des évêques et à l'érection d'un seul nouveau diocèse pour tout le département, avait été jugée par eux, que les électeurs n'avaient pas à s'en occuper, et que la seule chose qu'ils étaient appelés à faire, c'était de procéder à l'élection d'un nouvel évêque. Voyant que les électeurs se trouvaient déjà réduits à un petit nombre et craignant que l'élection ne vint à manquer, ils firent venir une compagnie de soldats pour garder les avenues de l'église ; on menaça même de faire conduire deux pièces de canon à la porte de la cathédrale<sup>1</sup>. Il n'y avait plus dans l'église que les frères et amis. Les voix étaient partagées entre Jacques Ducret, professeur de théologie, et M. Pannisset, curé de St-Pierre d'Albigny. Celui-ci l'emporta. Le citoyen Pognient, l'un des électeurs, partit sur-le-champ et marcha une grande partie de la nuit pour aller l'en pré-

<sup>1</sup> « La Convention nationale, disent certaines personnes, a promis la liberté du culte, oui ; mais vous savez bien qu'on n'a rien tenu de ce qu'on avait promis. Souvenez-vous de ce qui se passa lorsqu'on établit l'Eglise constitutionnelle. Il n'y eut qu'un cri en Savoie contre cette manipulation ecclésiastique ; mais vos électeurs eurent beau protester, on ne les écouta pas, et le jour qu'ils s'assemblerent pour l'élection de ce drôle d'évêque, qui nous a tant fait rire avant de nous faire pleurer, un des représentants du peuple dit expressément que, si les électeurs raisonnaient, on ferait conduire deux pièces de canon à la porte de la cathédrale : voilà comment on fut libre.

« Jean-Claude Têtu, maire de Montagnole. »

venir ; il accepta, se rendit à Chambéry et remercia publiquement les électeurs à la cathédrale. Il fut ensuite consacré à Lyon par trois évêques constitutionnels.

Le citoyen François-Thérèse Panisset, né à Chambéry le 2 juin 1729, était alors âgé de 64 ans ; il avait été 27 ans professeur de rhétorique au collège de Chambéry et dix ans curé de St-Pierre d'Albigny. C'était un homme d'un talent très médiocre et peu instruit en théologie ; il était totalement dépourvu de jugement, de discernement, de tact et de caractère. Il n'était ni révolutionnaire ni impie, mais il était aveuglé par son amour-propre et ses prétentions ; il aurait désiré être évêque catholique ; mais cette voie lui étant fermée, il aima mieux être évêque constitutionnel que de ne l'être pas du tout. Cette acceptation fut pour lui une source intarissable d'humiliations et d'amertume.

Lorsque Louis XVI fut condamné à mort le 17 janvier 1793, les quatre commissaires de la Convention nationale, Simond, Grégoire, Hérault et Jagot, qui se trouvaient alors en Savoie, ne purent pas intervenir au jugement ; mais ils voulurent participer à ce crime et devenir aussi régicides en écrivant à la Convention une lettre collective dans laquelle ils disaient que, *convaincus de la trahison de ce roi parjure, ils demandaient sa condamnation.*

Simond était agrégé aussi au club des jacobins d'Annecy. Un certain Mauclerc avait écrit contre lui de grossières injures. Dans sa séance du 29 mars 1793, le club d'Annecy a rayé Mauclerc du catalogue de ses membres et déclaré au citoyen Simond « qu'il était content de sa conduite dans « la révolution, qu'il lui reconnaissait le caractère et les « principes d'un républicain, qu'il avait bien mérité du « département du Mont-Blanc ; il l'invitait à continuer de

« soutenir de tous ses moyens le respect dû à la souveraineté du peuple et à provoquer les lois qui doivent en assurer le triomphe. »

Au mois de mars 1793, on craignait sérieusement que les troupes du roi de Sardaigne ne fissent quelque tentative pour rentrer en Savoie. Par une chaleureuse proclamation du 4 avril suivant, Simond et Hérault invitaient avec instance tous les citoyens du département à se lever en masse pour aller au secours de la République. Ils leur faisaient les plus magnifiques promesses pour les y déterminer. On sait assez quel a été le sort de tous ceux qui ont ajouté foi à ces pompeuses paroles et combien il y en a peu parmi eux qui aient eu la consolation de revoir le foyer paternel.

Pendant qu'il était vicaire au Petit-Bornand et à Gruffy, par ses mauvaises mœurs et ses tendances révolutionnaires, l'abbé Simond avait donné de graves sujets de mécontentement à Mgr l'évêque de Genève et à ses grands-vicaires. Souvent on fut dans le cas de lui donner des avis et de lui adresser des reproches. Il leur en garda rancune : il se vengea cruellement de Mgr Paget en prononçant sa destitution et la suppression de son diocèse ; il se vengea des grands-vicaires avec la même bassesse en faisant arrêter à Alby, le 20 février 1793, M. Besson et M. de Thiollaz. Cette arrestation était d'autant plus injuste que les délais accordés par la proclamation n'étaient pas encore expirés. M. Besson eut l'adresse de s'évader ; M. de Thiollaz fut conduit dans les prisons de Chambéry ; on assure qu'il traversa la ville attaché à la queue du cheval du gendarme qui l'avait arrêté. Le 6 mars 1793, sur le rapport du citoyen Burnod, procureur général syndic, il fut condamné à la déportation à la Guyane comme *notoirement coupable d'incivisme*. Il fut conduit de prison en prison jusqu'à Bor-

deux. Là M. Mathieu, d'Annecy, son perruquier, qui l'avait suivi par dévouement, trouva le moyen de le tirer de sa prison. Il s'embarqua pour l'Angleterre, d'où il revint à Lausanne.

Le 12 avril 1793, Simond adressa de Chambéry une très longue lettre à la *Société des jacobins de Paris*; il les exhorte à faire mettre en accusation Brissot, qui était poursuivi en même temps par Robespierre. Il fut, en effet, arrêté et condamné à mort quelque temps après. En parlant de Louis XVI, il l'appelle un tyran et un monstre détrôné; il dit que la nation a déjà perdu quatre milliards et 400,000 hommes depuis le commencement de la révolution. Il veut que les riches payent les frais de la guerre; il invite le club à provoquer un décret portant que tout célibataire, ayant plus de 4,200 fr. de revenu, versera l'excédant au trésor national. Quant à la fortune en or ou en portefeuille, il demande la confiscation de tout ce qui n'aura pas été déclaré dans deux jours. Dans la proclamation du 24 décembre, il avait affirmé que la valeur des assignats serait *immuable*; ici, trois mois après, il reconnaît qu'elle est déjà réduite à 30 pour cent. Il voudrait faire décréter par la Convention que tout particulier qui fera une différence entre les assignats et l'argent, subira la confiscation de ses biens. On voit par cette lettre que Simond était un ardent révolutionnaire disposé à employer les mesures les plus despotiques et les plus arbitraires.

A la fin d'avril 1793, les commissaires de la Convention, Simond, Grégoire, Hérault et Jagot, furent rappelés à Paris. Simond y retrouva quelques amis de collège qui tentèrent inutilement de lui faire abandonner sa carrière politique. Il fréquentait habituellement le club des jacobins, dont il était l'un des membres les plus fougueux. Il fut

toujours le promoteur des mesures les plus révolutionnaires. Le lieutenant général comte de Custine était coupable, aux yeux du parti républicain, d'avoir désapprouvé la condamnation de Louis XVI. Bazire, Simond et Danton le firent mettre en accusation. Simond fit une motion contre lui à la Convention, dans la séance du lundi 22 juillet 1793<sup>1</sup> : « Il est étonnant, disait-il, qu'une pudeur sacrilège fasse encore envisager un homme sous deux faces. « Quand un soldat manque à son devoir, Custine le fait « charger de fers. Croyez-vous que ce qu'on l'accuse d'a- « voir écrit, que quand les décrets de la Convention lui « déplaisent il en fait des papillotes, soit un motif de le « traiter si doucement ? Je demande que le *Comité de* « *Salut public* soit chargé de vérifier le fait, et qu'en atten- « dant Custine soit mis en état d'arrestation dans le lieu « où sont détenus les conspirateurs. » Custine a été arrêté, en effet, condamné à mort un mois après, le 27 août 1793, et exécuté le lendemain. Les larmes de M<sup>me</sup> de Sabran, sa belle-fille, ne touchèrent point le tribunal révolutionnaire. En demandant cette condamnation, Simond ne prévoyait probablement pas qu'il subirait le même sort huit mois après.

Dans la séance du 1<sup>er</sup> août 1793<sup>2</sup>, on parla beaucoup à la Convention de la ville de Valenciennes, qui venait d'être prise par les Anglais. Simond demanda l'arrestation de tous les Anglais qui se trouvaient alors à Paris. « On voit à « Paris, dit-il, une foule d'Anglais ; ce sont les mêmes « hommes qui parlent ici patriotisme et qui à Londres « vantent le régime royal et la servitude. Ils viennent nous

<sup>1</sup> *Moniteur* du 22 juillet 1793.

<sup>2</sup> *Moniteur* du 1<sup>er</sup> août 1793.

« insulter par un costume contre-révolutionnaire (les  
« habits à taille carrée), ils affichent un luxe insolent en  
« même temps qu'ils nous espionnent et nous trahissent.  
« Je demande que tous ces étrangers fortement suspects  
« soient arrêtés. » Un autre membre ajouta : « Et que  
« les barrières soient en conséquence à l'instant fer-  
« mées. » La proposition est décrétée.

Au milieu du mois d'août 1793, on apprit à Paris que les troupes du roi de Sardaigne se disposaient à rentrer dans le département du Mont-Blanc. On savait qu'un grand nombre de ses habitants demeuraient dévoués à la Maison de Savoie. Par un décret du 20 août, la Convention nationale prenait contre eux des mesures d'une extrême rigueur ; elle chargeait les officiers et commandants militaires de traiter avec une grande sévérité ceux qui favoriseraient les opérations des troupes piémontaises ou qui refuseraient de porter les armes pour la République ; elle les autorisait à employer le fer et le feu pour réduire et détruire ces rebelles, *en prenant toutes les précautions convenables pour sauver les vieillards, les femmes et les enfants.*

Dans la séance du 25 août, Hérault de Sechelles annonce à la Convention que, pendant qu'une partie de l'armée des Alpes est occupée sous les murs de Lyon, les Piémontais sont entrés en Savoie par trois endroits, le Faucigny, la Tarentaise et la Maurienne ; déjà ils possèdent Termignon, Sollières et Bramans dans la Maurienne, Séez et le Bourg-St-Maurice en Tarentaise. Le *Comité de Salut public*, convaincu que des hommes énergiques, investis du pouvoir national, vaudraient, par leur présence, une seconde armée, a pensé qu'il fallait sans délai y envoyer deux commissaires ; il propose pour cela Simond et Dumas. La proposition est adoptée. Simond et Dumas sont envoyés en Savoie en

qualité de commissaires extraordinaires près l'armée des Alpes <sup>1</sup>.

Par un arrêté daté du quartier général de la Pape, du même jour, 25 août, les représentants du peuple Dubois-Grancé et Gauthier ordonnèrent de faire transférer de suite à Grenoble toutes les personnes suspectes du département du Mont-Blanc, pour servir d'ôtages au besoin. En exécution de cet arrêté, le 1<sup>er</sup> septembre le directoire du département fit conduire à Grenoble un grand nombre de personnes honorables qui étaient détenues comme suspectes dans les prisons de la ville ou au couvent de Ste-Claire, converti en prison. Tous ces prisonniers partirent à minuit, liés deux à deux sur de mauvaises charrettes, accompagnés d'une compagnie de soldats et de deux pièces de canon. A l'entrée de la ville de Grenoble, la populace ameutée les accabla des plus grossières injures. Une demoiselle d'une honorable famille de Chambéry<sup>2</sup>, qui se trouvait sur la même charrette que sa mère, pleurait à chaudes larmes ; une petite dame s'approcha d'elle et lui dit, comme pour la consoler : *Vous êtes bien triste, ma bonne dame, mais consolez-vous ; demain la guillotine finira tout.*

A leur arrivée en Savoie, les deux commissaires de la Convention, Simond et Dumas, publièrent une violente proclamation dans laquelle ils décernaient la peine de mort et la confiscation des biens : 1<sup>o</sup> contre tous ceux qui seraient trouvés avec des armes dans un attroupement ; 2<sup>o</sup> contre tout fonctionnaire public qui aurait favorisé la rentrée des troupes sardes ; 3<sup>o</sup> contre ceux qui auraient entretenu quelque correspondance avec les ennemis de la

<sup>1</sup> *Moniteur* du 25 août 1793.

<sup>2</sup> M<sup>lle</sup> Thérèse de la Chavanne.



République ; 4° contre ceux qui, étant sortis antérieurement du département, y seraient rentrés à la suite des Piémontais<sup>1</sup>. Plusieurs personnes ont été condamnées à mort en exécution de ce décret. On peut citer M. de Mareschal et l'abbé Dussuel, fusillés en Maurienne ; Louis Revet, clerc de Thônes, exécuté à Chambéry ; Joseph d'Oniers, Pierre Duroz et plusieurs autres, exécutés à Annecy<sup>2</sup>. Nous nous proposons principalement, dans ce mémoire, de faire connaître les principes et le caractère de Philibert Simond. On voit qu'il se dessine assez bien lui-même en prodiguant ainsi la peine de mort et la confiscation contre ses compatriotes. Dumas est inexcusable aussi d'avoir signé les proclamations de Simond et d'avoir concouru à leur exécution ; cependant on assure qu'il était beaucoup plus modéré que son collègue, et qu'il a même rendu à plusieurs familles des services très importants.

Le général Kellermann avait alors le commandement de l'armée des Alpes. On lui avait enlevé une partie de ses troupes pour les envoyer au siège de Lyon. Lorsqu'il se vit menacé d'être attaqué par les Piémontais, il ordonna au conseil général du département de mobiliser 860 gardes nationaux et d'en envoyer 300 à Aiguebelle, 150 à l'Hôpital, 150 à Conflans, 100 à Bonneville, 100 à Cluses et 60 à Viuz-en-Sallaz. Ce renfort ayant été jugé insuffisant, le général ne tarda pas à faire de nouvelles demandes. Dans sa séance du 11 septembre 1793, le conseil général du département ordonna une levée en masse dans toute la partie de la Savoie qui n'avait pas été occupée par les Piémontais. Ce décret, dont nous citerons les principaux

<sup>1</sup> Voy. *Pièces justificatives*, n° 2.

<sup>2</sup> Voy. *Pièces justificatives*, n° 5.

articles à la fin de ce mémoire , prouve qu'une grande terreur avait envahi les esprits <sup>4</sup>. Il ne paraît pas que ces mesures extrêmes aient produit grand effet.

La Savoie se trouvait alors dans une triste position. En Maurienne, en Tarentaise et en Faucigny, les troupes françaises et piémontaises étaient en présence; la population était profondément divisée en deux partis; la grande majorité désirait ardemment le retour du roi de Sardaigne; les révolutionnaires, en minorité par le nombre, avaient le pouvoir entre les mains. Les églises étaient fermées et la plupart indignement profanées. Les prêtres catholiques étaient émigrés ou cachés chez quelques paysans et toujours exposés à être arrêtés et condamnés à la déportation ou à la mort; les prêtres constitutionnels étaient en petit nombre et complètement méprisés. Les nobles étaient émigrés ou emprisonnés comme suspects d'incivisme; tous les jeunes gens de 18 à 25 ans avaient été pris par la conscription appelée alors *réquisition*; on les nommait *réquisitionnaires*. Les deux représentants du peuple, Simond et Dumas, cumulaient les pouvoirs législatif, judiciaire et exécutif. Ils publient des décrets portant la peine de mort et la confiscation, instituent un tribunal et nomment l'exécuteur public.

Dans la séance du 23 septembre, Hérault de Sechelles lut à la Convention nationale la lettre suivante, par laquelle Simond et Dumas annonçaient les premiers succès remportés par l'armée des Alpes :

Chambéry, le 18 septembre 1793.

« Citoyens collègues ,  
« Nous vous avons promis des succès , nous vous en

<sup>4</sup> Voy. *Pièces justificatives*, n° 4.

« adressons les détails. L'ennemi tenta de surprendre des  
« postes et des détachements dans les montagnes entre la  
« Maurienne et le Briançonnais, et au moment où ils  
« envoyaient cerner un détachement placé par l'adjudant  
« général Pressy, celui-ci a fait couper lestement les hau-  
« teurs. Les différents postes ont fusillé assez vivement  
« les Piémontais, qui, ne se croyant point découverts,  
« marchaient avec confiance pour surprendre les répu-  
« blicains. Les Piémontais, surpris, fusillés, effrayés et  
« roulant sur les pointes sourcilleuses des rochers, ont  
« appris à leurs dépens qu'il ne faut plus compter sur le  
« sommeil d'un peuple qui veille pour la liberté.

« Le 12, dans le district de St-Jean, au delà du pont  
« d'Argentine, l'ennemi, qui n'avait pu en empêcher la  
« reconstruction, éleva à deux lieues de là des redoutes  
« pour empêcher les troupes de la République d'avancer.  
« Au moment où la redoute venait de recevoir son artil-  
« lerie, qui devait être le *nec plus ultra* des Français, il est  
« arrivé que l'infatigable artillerie française s'était aussi  
« établie à leur insu et à leur portée. L'affaire s'est vive-  
« ment engagée; la redoute a été emportée, et les chariots  
« qui avaient apporté ici les vivres des Piémontais ont  
« servi pour emmener leurs cadavres. Le surlendemain,  
« 14, l'ennemi a voulu se présenter; mais après différentes  
« marches, fausses attaques et dispositions simulées, on a  
« fini par les débusquer des hauteurs. On a tué à peu près  
« 112 à 115 hommes, dont un capitaine du régiment de  
« Novare. Plusieurs ont roulé sur les rochers et ont teint  
« du sang le plus lâche ces ossements respectables d'une  
« terre libre. Il y a eu une vingtaine de prisonniers. On a  
« surpris des paysans armés parmi eux avec le crucifix, la  
« croix, les signes de l'invulnérabilité, et, dans ces pieuses

« dispositions, une fusillade nationale a fait voler leur âme  
« vers la gloire éternelle.

« La ville de Cluses, chef-lieu du district de ce nom, est  
« occupée par les troupes de la République; dès le 16 de  
« ce mois, il y a eu une canonnade terrible au pont de  
« Marignier, près Bonneville, et quelques fusillades très  
« opiniâtres dans les trois lieues de gorges qui sont de là  
« à Cluses; mais les républicains ont tellement poursuivi la  
« horde piémontaise que dans leur retraite ils n'ont pu s'éta-  
« blir nulle part. A notre prochain courrier, la Convention  
« nationale recevra des nouvelles plus heureuses encore<sup>1</sup>.

« *Signé : SIMOND et DUMAS.* »

Nous avons cru devoir citer cette lettre en entier, parce  
que tous les détails qu'elle renferme appartiennent à l'his-  
toire de notre pays et qu'on ne les trouve point ailleurs.

Le 27 septembre 1793, on lut à la Convention nationale  
une lettre dans laquelle les représentants du peuple Si-  
mond et Dumas parlaient des réparations qu'ils faisaient  
faire au fort de Montmélian, et demandaient les fonds  
nécessaires pour les continuer. « Nous avons ordonné le  
« 4 septembre, disaient-ils, la réparation du fort de Mont-  
« mélian. Ces réparations sont considérables, mais elles  
« sont indispensables. Ce fort couvre l'Isère et une grande  
« partie du Mont-Blanc. L'opinion du général Kellermann  
« est que ce fort est plus important que celui de Barraux ;  
« mais, pour parvenir à cette opération, il faut que la Con-  
« vention autorise les mesures que nous avons prises et  
« enjoigne au ministre de la guerre de nous faire passer  
« les fonds nécessaires. » D'après ce qu'on lit dans le *Mo-  
niteur* (séance du 27 septembre 1793, pag. 1153), la  
Convention approuva les mesures prises et ordonna l'envo

<sup>1</sup> *Moniteur* de 1793, p. 1156.

des fonds. Il ne paraît cependant pas qu'on y ait fait alors des travaux bien considérables, car il n'en reste pas de trace.

Par une proclamation du 28 septembre 1793, Simond et Dumas établissent à Chambéry un tribunal criminel révolutionnaire, composé de trois juges, d'un accusateur public et de huit jurés. Ils énoncent les cas qui étaient de la compétence de ce tribunal et ceux dans lesquels il devait prononcer la peine de mort, la confiscation ou la déportation. Nous en citerons les principaux articles à la fin de ce mémoire, pour bien faire connaître avec quelle dureté ces deux proconsuls savoisiens traitaient leurs compatriotes<sup>1</sup>.

A la fin de septembre, Simond se transporta en Faucigny pour y diriger de plus près les opérations de l'armée des Alpes. Par une lettre datée de Sallanches le 30 septembre et adressée à la Convention nationale, il rend compte de la victoire que les troupes françaises venaient de remporter dans cette province sur les Piémontais. Nous la rapporterons presque en entier à la fin de ce mémoire, parce qu'elle renferme des faits qui intéressent l'histoire de notre pays<sup>2</sup>. Nous y trouvons une nouvelle preuve des sentiments durement révolutionnaires dont Simond était animé. « Nous  
« avons fait plusieurs prisonniers, dit-il, parmi lesquels  
« sont des officiers, des sous-officiers et un capitaine du  
« génie ; nous tenons quelques émigrés, quelques révol-  
« tés, et tandis que la commission militaire les juge, les  
« pionniers font leur tombe, et jusqu'à présent ils ont bien  
« préjugé les sentences. »

Dans le courant de novembre, Simond fut rappelé à Paris ;

<sup>1</sup> Voy. *Pièces justificatives*, n° 5

<sup>2</sup> Voy. *Pièces justificatives*, n° 6.

il y retrouva son ami Hérault de Sechelles, qui avait été représentant du peuple en Savoie avec lui. Hérault était un jeune homme de 33 ans ; il avait été nommé avocat général au parlement ; il devait cet avancement rapide à la protection de la reine plutôt qu'à un mérite réel. Peu de temps après, il se jeta ouvertement dans le parti de la révolution. En 1793, il fut envoyé avec Simond, Grégoire et Jagot, pour organiser le département du Mont-Blanc. Pendant leur séjour en Savoie, Hérault et Simond fréquentaient les dames de Bellegarde avec une assiduité fort peu édifiante. Aurore, la plus jeune, n'était pas mariée ; l'aînée avait épousé un proche parent, le marquis de Bellegarde, lieutenant général au service de l'Autriche ; mais elle en était séparée depuis quelque temps. Ces deux sœurs, filles d'une protestante que leur père avait épousée en Hollande, étaient rentrées en Savoie pour sauver leurs biens de la confiscation ; elles s'étaient peu à peu imbues de tous les principes révolutionnaires. Elles préparaient avec un zèle actif les fêtes républicaines qui se donnaient au Verney. Elles y assistaient avec le costume que l'étiquette imposait alors aux dames et aux demoiselles du parti jacobin ; il fallait avoir la tête coiffée d'un bonnet rouge, une carmagnole, une cocarde sur le sein, une ceinture tricolore et des sabots de bois. Aurore était la maîtresse de Simond ; on l'appelait dans la rue la Simonetta ; sa sœur était la maîtresse de Hérault <sup>1</sup>. Lorsque ces deux commissaires de la Convention furent rappelés à Paris, elles les y suivirent ; après leur condamnation à mort, elles revinrent se fixer

<sup>1</sup> Avant de se séparer de son mari, la dame de Bellegarde avait eu un enfant légitime qui est encore aujourd'hui vivant en Allemagne. C'est lui qui a vendu à M<sup>me</sup> la comtesse de Costa le château des Marches et tous les biens qui en dépendent.

aux Marches. L'ainée avait eu un enfant de Hérault, sa sœur Aurore l'adopta; elles le firent élever avec soin sous le nom de M. de Chenoise. Elles prirent à la maison pour précepteur un jeune homme nommé Genoud, natif des Marches, mais domicilié depuis quelque temps à Grenoble avec son père. Ce M. Genoud se fit connaître avantageusement dans la suite sous le nom de M. de Genoude. M. de Chenoise est devenu plus tard lieutenant dans un régiment aux gardes de Louis XVIII <sup>4</sup>.

A son retour à Paris, Simond assista de nouveau aux séances de la Convention nationale et à celles du club des jacobins. Jusque-là il avait été du parti de Robespierre; lorsqu'il le vit dominer en maître la commune et la Convention, il l'abandonna peu à peu et se rapprocha de Danton. Comme on lui faisait entrevoir le danger de cette nouvelle position, « ne craignez rien, dit-il, la tête de Robespierre tombera avant la mienne. » Il se faisait illusion; la rancune de Robespierre contre Danton et contre lui était plus redoutable qu'il n'imaginait.

La Convention avait arrêté qu'il ne serait imposé de taxes que par elle-même. Cependant les représentants du peuple et les comités révolutionnaires en avaient imposé aussi et quelquefois de très lourdes et de très abusives. Elles avaient excité de nombreuses réclamations. Dans la séance du 7 décembre 1793, Simond prit la parole en faveur des réclamants; il demanda que le comité de salut public fût autorisé à entendre leurs plaintes et à les apprécier. C'était une mesure de justice. Cependant, après une longue

<sup>4</sup> Il y a à Grenoble une rue appelée rue Chenoise; il est probable que la maîtresse de Hérault alla accoucher à Grenoble, qu'elle se logea dans cette rue et donna pour cela à son enfant illégitime le nom de M. de Chenoise.

discussion, la Convention passa à l'ordre du jour. Simond souleva encore une seconde fois la même question. Dans la séance du 9 décembre, il motiva longuement son avis et engagea la Convention à modifier sa première décision. Robespierre répondit à ce discours avec humeur et vivacité ; il accusa Simond de ne pas respecter les décrets de la Convention, de favoriser les aristocrates et les contre-révolutionnaires par son modérantisme. On voit qu'en parlant il concentre en lui-même de profondes colères qui ne tarderont pas d'éclater. (*Moniteur* du 9 décembre 1793 , pag. 330.)

Dans cette même séance du 9 décembre, Simond assure que Dumas et lui ont trouvé l'armée des Alpes dépourvue de tout. « On croira difficilement, dit-il, au dénûment « presque absolu de vivres, fourrages, souliers et habillements, où se trouvait le service de l'armée; on n'avait « su ni soutenir l'opinion ni diriger l'énergie. Dès que « nos soldats ont été mieux soignés et conduits avec plus « de courage et de réflexion, ils n'ont jamais abordé l'ennemi, quoique de moitié et quelquefois triplement supérieur en nombre, sans le terrasser d'une manière décisive. » (*Moniteur* du 9 décembre 1793.)

Simond assistait au club des jacobins plus assidument encore qu'à la Convention nationale. Dans la séance du 18 décembre, il avoua qu'il rougissait du caractère sacerdotal qu'il avait reçu; au fond il avait bien raison, car il en était profondément indigne. « Pendant six mois, dit-il, j'ai été « prêtre dans le pays sarde; obligé de fuir la colère du « petit roi de ce pays, je passai dans le département du « Bas-Rhin, où me trouvant chargé de ma mère et de ma « sœur, je fus forcé de faire le même métier pendant sept « à huit mois encore. Je n'ai à rougir d'aucune erreur, je



« n'en ai débité aucune et je n'ai jamais rien dit que je ne  
« puisse répéter partout. » On lui demande s'il est noble ;  
il répond que c'est bien assez d'être prêtre (séance du 18  
décembre, *Moniteur*, p. 370), il déclare qu'il n'a à rougir  
d'aucune erreur ; mais il ne dit pas qu'il n'a à rougir d'au-  
cune immoralité, car partout où il a été, il a scandalisé par  
ses mauvaises mœurs.

Le 12 janvier 1794, il fit au club des jacobins de Paris  
un long discours qui n'est remarquable que par la grossiè-  
reté des injures qu'il vomit contre Louis XVI, contre le  
pape et contre les Anglais. Non-seulement il traite Louis XVI  
de tyran, il porte l'infamie jusqu'à l'appeler le plus im-  
monde des rois ; il dit que le pape met au nombre des  
béatitudes l'art de trahir les peuples et de les égorger ; il  
accuse les Anglais de tirer de l'ordre des possibles tous les  
crimes qui peuvent attenter à la liberté humaine. « Il faut  
« aller dissoudre cette impie coalition de rois, ajouta-t-il,  
« il faut préparer dès aujourd'hui toutes les mesures pour  
« que, tout dégoûtants du sang des esclaves et des rois du  
« continent, nous puissions traverser cette rive sacrilège ,  
« planter l'arbre des sans-culottes, le signal des vengeances  
« nationales, et annoncer au monde qu'il est libre. » (*Moni-  
teur* du 23 nivôse an II.) Jamais ce fougueux tribun ne s'é-  
tait avili par un langage aussi trivialement révolutionnaire.

En 1794, il y avait des sociétés populaires dans toutes  
les villes de France et souvent même dans les campagnes.  
C'est par elles en grande partie que les principes révolu-  
tionnaires se sont propagés. La plupart de ces clubs de  
province adressaient des demandes d'affiliation à la société  
des jacobins de Paris. Dans la séance du 27 janvier 1794 ,  
Simond conseilla de rejeter toutes les demandes d'affilia-  
tion des sociétés nouvellement fondées. « Il en est une ,

« dit-il, celle du Mont-Blanc, composée de frotteurs, de  
« ramoneurs et d'autres braves gens véritablement sans-  
« culottes rassemblés dans un local que leur avait donné la  
« commune de Paris ; les aristocrates l'avaient d'abord  
« regardée avec mépris, et depuis le 31 mai l'aristocratie y  
« sue par tous les pores. » C'est ainsi que tout dégénère  
en ce monde. Les frotteurs, les ramoneurs et les décrot-  
teurs du Mont-Blanc, qui dans le principe avaient formé  
à Paris un club franchement révolutionnaire, tombèrent  
peu à peu dans l'incivisme, et au mois de janvier 1794 ils  
suaient déjà l'aristocratie par tous les pores. Les ramo-  
neurs du Mont-Blanc devenus aristocrates !... C'était alors  
la plus grave injure que l'on pût adresser à un homme :  
(*Moniteur* du 8 pluviôse an II.)

La société populaire de Chambéry avait adressé au club  
des jacobins de Paris une violente dénonciation contre les  
députés du département du Mont-Blanc à la Convention  
nationale. On les accusait d'incivisme et de modérantisme ;  
on ajoutait que plusieurs d'entre eux avaient été élus par  
l'intrigue et la cabale. A la séance des jacobins de Paris, du  
16 pluviôse an II (4 février 1794), Simond proposa de faire  
faire une enquête sur les faits dénoncés, il parla à la tribune  
des sept députés savoisiens d'une manière grossièrement  
inconvenante. « Ce que vous adresse la société régénérée  
« de Chambéry, dit-il, sur les sept députés qui ont trahi la  
« cause du peuple, mérite une d'autant plus grande consi-  
« dération que c'est pour tous les autres départements de  
« la République la règle de conduite que doivent suivre les  
« patriotes envers ceux qui ont méconnu les droits de  
« l'homme, la souveraineté nationale et le serment qu'ils  
« avaient fait de mourir plutôt que d'abandonner à l'intri-  
« gue l'honorable poste qu'ils avaient à défendre.

« On croirait difficilement que d'un département de 600  
« lieues carrées en surface, et sur lequel reposent les plus  
« hautes montagnes du monde, soient sortis sept oiseaux  
« marécageux qui sont venus croasser à la Convention  
« nationale, défendre les ordures politiques des conspira-  
« teurs, l'or et les crimes des égoïstes, les débauches et  
« l'ambition des privilégiés, avec l'air de parler au nom de  
« 450,000 citoyens, dont la frugalité, le travail, la bonne  
« foi, sont les passions et la volonté de tous les jours. On  
« croirait difficilement à ce contraste si on ne se rappelait  
« que, lors de la tenue du premier corps électoral, des  
« intrigants, des prêtres, des commissaires à terrier, des  
« gentillâtres, des valets du roi sarde, s'emparèrent d'un  
« peuple dont l'ignorance et la confiance faisaient le mal-  
« heur, en provoquant des nominations stupides et désas-  
« treuses, dont les conséquences nous ont parfaitement  
« prouvé les intentions perfides de ceux qui les avaient  
« présidées.

« Des sept députés qu'on vous dénonce, il n'en est pas  
« un qui n'ait été s'asseoir à la montagne en arrivant à la  
« Convention; mais successivement lassés des violences  
« qu'ils avaient à se faire pour monter à leur poste, ils ont  
« préféré le beau monde aux vertus républicaines. Nous  
« n'allons plus à la montagne, ont dit quelques-uns d'entre  
« eux, parce que nous aimons la vie. Eh bien ! vous aimez  
« la vie, lâches sybarites ; hommes des marais, vous aimez  
« la vie ; eh bien ! il fallait aller quelquefois, avant le 34  
« mai, vous promener dans les ateliers des faubourgs  
« St-Jacques et St-Antoine ; vous y auriez vu deux cent  
« mille bras vigoureux armés chacun d'une pique pour  
« soutenir les droits de l'homme, qui n'auraient pas suc-  
« combé devant l'éventail d'une femme vaporeuse ou

« l'épée d'un gentillâtre de la chambre du roi décapité.  
« On a mal saisi le caractère des vrais patriotes ; les aristocrates les disent durs, inhumains ; rien n'est plus faux.  
« Il appartient aux émigrés d'égorger les enfants et de brûler le pauvre dans sa chaumière. Je propose à la société d'arrêter que son comité de correspondance lui donnera l'analyse des faits contre les députés dénoncés. » — Adopté. (*Moniteur* du 16 pluviôse an II.) Il paraît, par la grossièreté de ces injures, que plus Philibert Simond approchait de la fin de sa carrière, plus son éloquence de club devenait violente et exagérée.

Au mois de juillet 1793, le citoyen Chamoux, député extraordinaire du département du Mont-Blanc à la Convention nationale, disait, à son retour à Chambéry : « Je ne vous le dissimulerai pas, je n'ai vu qu'une arène de gladiateurs là où je m'attendais à trouver un aréopage de sages. » Il avait bien raison, la Convention n'était en effet qu'une arène de gladiateurs passionnés ; elle était divisée en plusieurs partis qui cherchaient à se renverser mutuellement. Simond avait abandonné celui de Robespierre pour passer dans celui de Danton, et bientôt après Danton l'entraîna dans sa chute.

Le 13 mars 1794, St-Just, qui a toujours été le séide de Robespierre, monte à la tribune et fait un long discours pour prouver qu'il y a en France un parti nombreux qui a des intelligences avec l'étranger, et qui trame une conspiration contre la République. Il demande, en finissant, qu'une commission spéciale soit chargée de faire une enquête et autorisée à ordonner les arrestations qui paraîtront nécessaires. Adopté. (*Moniteur* du 23 ventôse an II.) Le 15 mars, Robespierre adresse aussi lui-même un discours à la Convention contre les prétendues conspirations ;

il appuie et confirme tout ce qu'avait dit St-Just. A la fin de la séance, l'accusateur public donna connaissance des arrestations qu'il avait ordonnées. Danton, Simond, Hérault de Sechelles et Camille Desmoulins y étaient compris<sup>4</sup>.

Une circonstance particulière vint aggraver la position de Hérault et de Simond. Un émigré avait été incarcéré : Hérault et Simond tenaient à lui parler, on ne sait pourquoi. Comme membres de la Convention nationale, ils crurent pouvoir forcer la consigne pour arriver jusqu'à lui. Robespierre et St-Just, qui tenaient beaucoup à les perdre l'un et l'autre, profitèrent de l'occasion pour en faire contre eux un chef d'accusation capitale.

Dans la séance du 17 mars (27 ventôse an II), le président Rhull dit qu'il a reçu une lettre de Philibert Simond relative à son arrestation; la Convention en ordonne le renvoi au comité de sûreté générale. St-Just monte alors à la tribune et dit : « Les comités de salut public et de sûreté  
« générale me chargent de vous rendre compte de l'arres-  
« tation de Hérault-Sechelles et Simond, membres de  
« cette assemblée; ils sont prévenus de complicité avec les  
« ennemis de la République, et ont encouru votre sévérité  
« par un outrage éclatant fait à la loi rendue le 4 de ce  
« mois contre les conspirateurs. Quintidi dernier, le  
« comité révolutionnaire de la section Lepelletier, qui,  
« depuis quelques jours, faisait poursuivre un homme pré-  
« venu d'émigration, l'atteignit dans l'appartement de  
« Hérault-Sechelles. Cet homme y fut saisi et conduit en  
« arrestation. Hérault et Simond, le jour même, se pré-

<sup>4</sup> Camille Desmoulins, qui rédigeait une feuille périodique, avait dit de St-Just : *Qu'il portait la tête comme un saint-sacrement; et moi, reprit St-Just, je lui ferai porter la sienne comme un saint Denis, et il tint parole.*

« sentèrent dans le lieu où l'on avait déposé le prévenu et  
« percèrent à travers les gardes pour lui parler. Ils auto-  
« risèrent cette violence de leur qualité de député. En vain  
« on leur objecta que la loi interdisait toute communica-  
« tion avec les prévenus de conspiration, sous peine d'être  
« traité comme leur complice. En vain on leur objecta que  
« le comité de salut public était saisi de cette affaire ; ils  
« persistèrent et parvinrent auprès du prévenu. Simond  
« nie ce fait dans la lettre qu'il a écrite ; mais il est con-  
« staté. Nous avons pensé que, dans une circonstance telle  
« que celle où nous nous trouvons, la Convention nationale  
« devait être inflexible , s'honorer de faire respecter ses  
« décrets par ses membres avec la même rigueur dont elle  
« userait envers tout autre. Si l'on réfléchit sur l'intention  
« de la démarche de Hérault et de Simond auprès du pré-  
« venu, ils ne peuvent être considérés que comme des  
« complices qui voulaient donner au coupable le mot d'or-  
« dre dans l'instruction de son procès. Si l'on examine la  
« conduite antérieure de ces deux hommes, ils nous étaient  
« déjà suspects ; le comité de salut public avait déclaré ,  
« depuis environ quatre mois, au premier, qu'il ne délibé-  
« rerait plus en sa présence, qu'on le regarderait comme  
« un ami de l'étranger et comme suspect, pour avoir récla-  
« mé, les larmes aux yeux, la liberté de Proly. Si l'on  
« examine la conduite de Simond, il n'est point sûr qu'il  
« ait été du parti populaire dans la Savoie, sa patrie. Il  
« était vicaire général de l'évêque de Strasbourg, l'ami et  
« le partisan de Schnœder, prêtre autrichien, accusateur  
« public du Bas-Rhin, qui aujourd'hui est détenu à l'abbaye  
« pour ses attentats et qu'on a découvert hier comme étant  
« à la tête du mouvement qui devait ouvrir les prisons.  
« Nous avons une lettre entre les mains, écrite par Hérault

« à un prêtre réfractaire, dans laquelle il parle d'une manière indécente de la révolution. Ce prêtre a été guillotiné depuis.

« Simond fut le collègue d'Hérault dans sa mission du Mont-Blanc. Leur liaison en ce moment atteste qu'ils n'ont jamais cessé d'agir de concert depuis et qu'ils sont complices. Vous avez dit que la justice et la probité étaient à l'ordre du jour dans la République; l'une et l'autre vous commandent une raideur inflexible contre tous les attentats. Quelle est donc cette audace de franchir une loi terrible qui punit de mort ses violateurs, ou plutôt quelle épouvante et quel désespoir de la part des coupables ont pu les porter à cet acte de témérité? Ne sont-ils point jugés eux-mêmes? Hérault et Simond sont prévenus de complicité dans la conspiration. Je vous ai rendu un compte préliminaire. Les comités de sûreté générale et de salut public vous proposeront demain le décret et l'acte d'accusation entièrement motivés contre eux. » (*Moniteur* du 27 ventôse an II, pag. 723.)

Malgré la longueur de ces discours, nous avons cru devoir les citer, parce que, dans leur ensemble, ils forment la procédure à la suite de laquelle Simond a été condamné à mort.

Le 4 avril 1794 (15 germinal an II), St-Just fit un violent discours à la Convention contre les détenus, au nombre desquels se trouvaient Hérault et Simond. Sur la fin de la séance, on donna lecture d'une lettre du concierge des prisons, d'après laquelle Simond et Dillon auraient formé dans la prison un projet contre-révolutionnaire. Le lendemain, 5 avril (16 germinal), Vadier et Couthon prennent successivement la parole pour prouver que les détenus avaient réellement ourdi le projet de renverser le gouvernement. « Hier j'ai été témoin, disait Vadier, des débats scandaleux

« qui ont eu lieu au tribunal révolutionnaire; j'y ai vu les  
« conspirateurs conspirer en face de la justice, j'y ai  
« entendu les propos les plus atroces; j'ai entendu dire à  
« ces criminels : *Rien n'est plus glorieux que de conspirer*  
« *contre un gouvernement qui conspire*. Danton dit que ses  
« ennemis, les comités de salut public et de sûreté générale et la Convention elle-même, seront déchirés par  
« morceaux dans peu de jours. Quoi! Danton, dont les  
« formes robustes, l'éloquence colossale et la figure  
« hideuse effrayaient l'image de la liberté, accuse la Convention! J'ai vu, citoyens, les conspirateurs insulter les  
« juges et les jurés avec une audace qu'on a peine à croire.  
« Dans ce même moment, Dillon et Simond, notre collègue,  
« conspiraient dans leur prison; ils avaient organisé une  
« cohorte de scélérats qui devaient sortir du Luxembourg  
« avec un mot d'ordre, s'emparer des avenues des comités  
« de salut public et de sûreté générale, tomber sur les  
« membres qui les composent et les immoler à leur fureur;  
« et ces hommes respirent encore! Mais le peuple est là  
« pour soutenir l'énergie de la Convention, et la Convention, fidèle au peuple qu'elle représente, écrasera les  
« contre-révolutionnaires. »

Couthon prend ensuite la parole : « Ce que vous ont dit  
« Vadier et Garnier, dit-il, m'engage à vous entretenir  
« avec un peu plus de détail de la nouvelle conspiration qui  
« s'était formée dans les prisons. Simond, Thouret et  
« Arthur Dillon, ci-devant général, qui, après la mémorable  
« journée du 10 août, fit assembler les troupes qu'il commandait et leur fit prêter de nouveau serment de fidélité  
« au tyran que le peuple venait de juger à mort. Dans la  
« nuit d'hier, les portes des prisons devaient être ouvertes  
« à ces monstres par les soins d'un concierge qu'ils avaient



« gagné ; tous les prisonniers et leurs complices du dehors  
« devaient se réunir sous le commandement de Dillon et  
« se porter d'abord au comité de salut public, dont ils  
« savaient bien que les membres étaient en permanence ,  
« pour les égorger avec le sang-froid du crime. Ils de-  
« vaient ensuite délivrer les conjurés, immoler les juges  
« du tribunal révolutionnaire , massacrer tous les députés  
« et les patriotes les plus ardents, se porter ensuite au  
« temple, en extraire l'enfant Capet et le remettre entre les  
« mains de cet infâme Danton pour qu'il le présentât au  
« peuple et proclamât la tyrannie qu'il a affecté de com-  
« battre avec une hypocrisie si perfide. »

Le 10 avril 1794 (21 germinal an II), les accusés, au nombre de vingt-cinq, parurent devant le tribunal révolutionnaire ; c'étaient, entre autres :

Gaspard Chaumette, âgé de 34 ans, de Nevers, homme de lettres ;

Jean-Baptiste Gobel, âgé de 67 ans, de Thame (Haut-Rhin), ci-devant évêque de Lyda, vicaire général de l'évêque de Bâle, ex-évêque de Paris ;

Arthur Dillon, âgé de 43 ans, d'Angleterre, général de division ;

Laurence Duplessis, 23 ans, veuve de Camille Desmou-  
lins ;

Philibert Simond, 39 ans, natif de Rumilly, vicaire de l'évêque constitutionnel du département du Bas-Rhin, député ;

Marie-Françoise Goupil, veuve Hébert, de Paris, 38 ans, ex-religieuse ;

Marc-Antoine Barras, 30 ans, de Toulouse, avocat, etc.  
Danton avait déjà été exécuté le 5 avril.

Ces vingt-cinq accusés étaient prévenus de complicité

avec Hébert, Clootz, Danton et autres déjà frappés du glaive de la loi, de conspiration contre la liberté et la sûreté du peuple français, en voulant troubler l'Etat par une guerre civile, dissoudre la représentation nationale, assassiner ses membres, détruire le gouvernement républicain, s'emparer de la souveraineté du peuple et donner un tyran à la France. Dans la séance du 13 avril 1794 (24 germinal an II), le tribunal criminel révolutionnaire procéda aux débats. Le citoyen Fouquier, accusateur public, exposa les griefs qui existaient à la charge de chacun des prévenus; les jurés demeurèrent trois heures en délibération. Des 25 accusés, 19 furent condamnés à mort et exécutés le même jour, à six heures du soir, sur la place de la Révolution. (*Moniteur* du 24 germinal an II.)

On assure qu'en entendant son arrêt de mort, Simond se livra à un violent désespoir, et qu'il alla à l'échafaud en poussant des cris affreux<sup>1</sup>. Cette circonstance a été rapportée, dit-on, par un M. Dufresne, du Faucigny, qui se trouvait alors à Paris. Ce Dufresne avait été dénoncé par Hérault et Simond au comité de sûreté générale, qui le fit conduire à Paris, où il fut longtemps retenu en prison; il fut enfin absous par le comité et mis en liberté. Robespierre lui-même fit un long discours en sa faveur au club des jacobins, dans la séance du 15 avril 1794 (26 germinal an II).

A la mort de Simond, le domaine de Mûres, qu'il avait volé à son oncle, ne fut pas confisqué; grâce à l'obligeance de quelques frères et amis, il fut affecté pour la dot de sa

<sup>1</sup> Quelques personnes ont prétendu que Simond avait été visité dans sa prison par M. Emeri, supérieur de St-Sulpice; nous n'avons rien lu nulle part qui puisse confirmer cette opinion.

mère qui vivait encore et qui était aveugle. Simond avait deux sœurs, Jeanne et Michelle ; celle-ci avait été religieuse de la Visitation à Rumilly. A la mort de la mère, elles héritèrent du domaine de Mûres et le possédèrent toute leur vie. A leur décès, leurs biens ont été, en grande partie, employés en bonnes œuvres. La maison paternelle de Simond est devenue un hôpital à Rumilly.

Evidemment l'abbé Simond était un prêtre sans vocation. Toute sa vie il s'est montré complètement dénué de foi et de sentiments religieux ; on ne trouve jamais le nom de Dieu ni dans ses discours, ni dans ses écrits. On n'y rencontre nulle part de ces pensées sérieuses, ni de ces sentiments nobles qui élèvent l'âme au-dessus des intérêts de ce monde. Il ne parle des prêtres qu'avec mépris, il fait exécuter contre eux les lois révolutionnaires sans aucun égard ; il déclare publiquement au club de Paris qu'il regarde comme un malheur pour lui d'avoir été ordonné prêtre. Si c'était un malheur pour lui, c'était un malheur plus grand encore pour l'Eglise.

Il a fait un mal affreux au catholicisme en Savoie par la désastreuse proclamation du 8 février 1793. Il a fermé toutes les églises, il a placé les prêtres entre l'exil et la déportation ; de concert avec les trois autres commissaires de la Convention, il a supprimé quatre diocèses en Savoie et en a établi un seul pour tout le département. Il a destitué son évêque et l'a remplacé par un évêque constitutionnel. Ce malheureux décret, dont il a assumé toute la responsabilité en le souscrivant le premier, est le plus grave excès révolutionnaire dont il se soit rendu coupable dans sa patrie. C'est lui qui avait établi le schisme en Savoie en faisant nommer Panisset évêque du Mont-Blanc. Il semblait alors vouloir conserver encore un reste de christianisme

modifié à sa façon ; lorsqu'il revient en Savoie six mois après, on reconnaît que son incrédulité a progressé. Il ne protège point M. Panisset, il ne s'occupe aucunement de lui, il n'en parle pas même ; à la fin de septembre, il fait partout descendre les cloches et compte avoir de quoi faire 700 à 800 pièces de canon. Cela prouve qu'alors il ne se proposait rien moins que l'abolition totale du christianisme.

Simond a déshonoré son sacerdoce de bonne heure en commettant de graves injustices envers son oncle le curé de Gruffy, qui avait fait beaucoup de sacrifices pour son éducation ; il lui a escamoté la somme de 32,000 francs destinée à payer le domaine de Mûres et lui a encore dérobé sa bourse avant de partir pour l'Alsace. Il y avait dans ces procédés autant de bassesse et d'ingratitude que d'injustice. Il a souvent donné des preuves d'immoralité durant sa vie. Il a scandalisé par son inconduite la paroisse du Petit-Bornand et celle de Gruffy, où il a successivement été vicaire, ainsi que celle de Rumilly, où il a été quelque temps en pension. Plus tard il s'est déshonoré par ses liaisons avec Aurore de Bellegarde, tandis que son ami Hérault de Sechelles fréquentait sa sœur, femme mariée séparée de son mari. Ses talents et son instruction n'avaient rien de distingué. Il avait cependant une certaine facilité à parler en public, il était plus orateur dans les sociétés populaires qu'à la Convention ; ses discours n'ont rien de saillant, rien d'élevé, rien qui ne soit très commun, et quelquefois il tombe dans des trivialités dégoûtantes. On ne trouve généralement en lui que les dispositions d'un révolutionnaire exalté, jointes à la haine de la monarchie, à la haine de l'Angleterre et à la haine du christianisme. Il ne paraît pas naturellement cruel, et cependant quand il s'agit de décer-

ner des peines graves, telles que la confiscation, la déportation ou la mort, il souscrit les décrets de sang-froid sans manifester aucun scrupule.

Dans la procédure faite contre lui, on l'a accusé, ainsi que ses complices, d'avoir entretenu des rapports avec l'étranger, d'avoir voulu rétablir la monarchie en France et placer sur le trône le fils de Louis XVI. Cette accusation est évidemment injuste ; Simond a toujours été républicain et révolutionnaire, il n'a jamais exprimé un regret pour la monarchie. Il paraît bien certain que, de concert avec Danton et ses complices, ils avaient tramé une conspiration ; mais c'était uniquement pour renverser Robespierre et son parti. Robespierre a été le plus fort, ils ont succombé ; mais trois mois et quinze jours plus tard, le 28 juillet 1794, Robespierre lui-même a été condamné à mort et exécuté. C'est ainsi que les principaux acteurs de ce grand drame se rendaient justice les uns aux autres.

---

## PIÈCES JUSTIFICATIVES

---

### N° 1.

*Proclamation des commissaires de la Convention nationale pour l'organisation du département du Mont-Blanc, concernant la fixation du siège de l'évêché, etc., etc.*

Les commissaires de la Convention nationale pour l'organisation du département du Mont-Blanc, considérant que, d'après la loi qui fixe un seul diocèse par chaque département, il importe de faire connaître à tous les citoyens les lois qui les rétablissent dans leurs droits d'élire les ministres de leur culte, prescrivent les formes des élections et imposent aux ecclésiastiques employés au service du culte l'obligation de prêter le serment civique et de remplir avec zèle les devoirs de leur état ;

Considérant que la justice, la sûreté générale et l'intérêt des citoyens commandent d'appliquer au département du Mont-Blanc les lois rendues en 1791 et 1792, qui donnent plus de latitude au choix des électeurs pour la nomination des ministres du culte, ont arrêté de réunir et proclamer en la forme suivante les lois concernant les élections des évêques et des curés :

ART. 1<sup>er</sup>. — Le département du Mont-Blanc formera un seul diocèse, et ce diocèse aura la même étendue et les mêmes limites que le département.

ART. 2. — Le siège de l'évêché du département est fixé à Annecy. Tous les autres évêchés existant dans ce département sont et demeurent supprimés.

ART. 3. — L'évêché du département du Mont-Blanc sera compris dans l'arrondissement de la métropole du sud-est, dont le chef-lieu est Lyon.

ART. 4. — Il est défendu à toute église ou paroisse du département du Mont-Blanc et à tout citoyen de ce département de reconnaître en aucun cas et sous quel prétexte que ce soit l'autorité d'un évêque ordinaire ou métropolitain ; dont le siège serait établi sous la domination d'une puissance étrangère, ni celle de ses délégués résidant en France ou ailleurs, le tout sans préjudice de l'unité de foi et de la communion qui sera entretenue avec le chef visible de l'Eglise universelle.

ART. 5. — Les citoyens ont le droit d'élire les ministres de leur culte.

ART. 6. — Il sera pourvu à la nomination de l'évêque et des curés par la voie des élections, lesquelles se feront par un scrutin individuel et à la pluralité absolue des suffrages.

ART. 7. — L'élection de l'évêque se fera par le corps électoral du département, dans les formes prescrites pour la nomination des membres de l'assemblée administrative du département.

ART. 8. — L'élection de l'évêque ne pourra se faire ou être commencée qu'un jour de dimanche, dans l'église principale du chef-lieu du département, à l'issue de la messe paroissiale à laquelle seront tenus d'assister tous les électeurs.

ART. 9. — Tout Français prêtre, actuellement curé, ou ayant été employé au service du culte pendant cinq ans, est éligible à l'évêché.

ART. 10. — Les évêques dont les sièges sont supprimés sont éligibles à l'évêché du département du Mont-Blanc.

ART. 11. — La proclamation de l'élu se fera par le président de l'assemblée électorale, dans l'église où l'élection aura été faite, en présence du peuple et des ecclésiastiques employés au service du culte, et avant de commencer la messe solennelle qui sera célébrée à cet effet.

ART. 12. — L'élection des curés se fera par les électeurs du district, et dans la forme prescrite pour la nomination des membres de l'assemblée administrative du district.

ART. 13. — L'élection des curés ne pourra se faire ou être commencée qu'un jour de dimanche, dans la principale église du chef-lieu du district, à l'issue de la messe paroissiale, à laquelle tous les électeurs seront tenus d'assister.

ART. 14. — La proclamation des élus sera faite par le président du corps électoral dans l'église principale, avant la messe solennelle qui sera célébrée à cet effet, en présence du peuple et des ecclésiastiques employés au service du culte.

ART. 15. — Tout prêtre français est éligible aux cures.

ART. 16. — L'évêché et les cures seront réputés vacants jusqu'à ce que les élus aient prêté le serment *de veiller avec soin sur les fidèles du diocèse ou de la paroisse qui leur est confiée, et de maintenir la liberté et l'égalité, ou de mourir en les défendant*. Ce serment sera prêté en présence des officiers municipaux, du peuple et des ecclésiastiques au service du culte.

ART. 17. — Ce serment sera prêté purement et simplement sans qu'on puisse se permettre de préambules, d'explications ou de restrictions.

ART. 18. — Les curés actuels prêteront de même le serment ci-dessus dans la huitaine, à dater de la présente proclamation.

ART. 19. — Les supérieurs et directeurs de séminaires, les vicaires, prédicateurs, les professeurs de séminaires et collèges, et tous autres ecclésiastiques employés au service du



culte, prêteront, dans le délai ci-dessus prescrit, le serment *de remplir leurs fonctions avec exactitude, de maintenir la liberté et l'égalité ou de mourir en les défendant.*

ART. 20. — Le serment sera prêté un jour de dimanche, à l'issue de la messe, par les curés, vicaires et autres ecclésiastiques employés au service du culte, dans l'église de leur paroisse, et en présence du conseil général de la commune et des fidèles. A cet effet, ils feront par écrit, au moins deux jours d'avance, leur déclaration au greffe de leur municipalité de leur intention de prêter le serment, et se concerteront avec le maire pour arrêter le jour.

ART. 21. — Ceux desdits curés, vicaires et autres ecclésiastiques employés au service du culte, qui n'auront pas prêté, dans le délai déterminé, le serment qui leur est respectivement prescrit, seront réputés avoir renoncé à leur office, et il sera pourvu à leur remplacement comme en cas de vacance par démission. A l'effet de quoi le maire sera tenu, huitaine après l'expiration dudit délai, de dénoncer le défaut de prestation de serment de la part des curés, vicaires et autres ecclésiastiques employés, au procureur-syndic du district, l'assemblée les rendant garants et responsables l'un et l'autre de leur négligence à procurer l'exécution de la loi.

ART. 22. — Dans le cas où lesdits curés, vicaires et autres ecclésiastiques employés, après avoir prêté le serment, viendront à y manquer, soit en refusant d'obéir aux décrets de l'Assemblée nationale, soit en excitant des oppositions à leur exécution, ils seront poursuivis dans les tribunaux de district comme rebelles à la loi et punis par la privation de leur traitement, et ensuite déclarés incapables d'aucune fonction publique; en conséquence, il sera pourvu à leur remplacement, sauf plus grandes peines, s'il y échoit.

ART. 23. — Ceux desdits curés, vicaires et autres ecclésiastiques employés qui, après avoir refusé de prêter le ser-

ment, s'immisceraient dans aucune des fonctions pour l'exercice desquelles la loi prescrit le serment, seront poursuivis comme perturbateurs de l'ordre public et punis des mêmes peines que ci-dessus.

**ART. 24.** — Seront de même punies comme perturbateurs de l'ordre public toutes personnes ecclésiastiques ou laïques qui se coaliseraient soit pour combiner un refus d'obéir aux décrets de l'Assemblée nationale, soit pour exciter des oppositions à leur exécution.

**ART. 25.** — Tous les ecclésiastiques qui, étant assujétis au serment, ne l'auront pas prêté dans le délai prescrit, ou qui, après l'avoir prêté, l'auront rétracté, seront tenus de sortir sous huit jours des limites du district et du département de leur résidence, et dans quinzaine hors de la République.

**ART. 26.** — En conséquence, chacun d'eux se présentera devant le directoire du district ou la municipalité de sa résidence, pour y déclarer le pays étranger dans lequel il entend se retirer; il lui sera délivré un passeport qui contiendra sa déclaration, la route qu'il doit tenir et le délai dans lequel il doit être sorti de la République.

**ART. 27.** — Passé le délai de quinze jours, les ecclésiastiques non sermentés, qui n'auraient pas obéi aux dispositions précédentes, seront déportés à la Guyane française. Les directoires de districts les feront arrêter et conduire de brigades en brigades aux ports de mer les plus voisins qui leur seront indiqués par le conseil exécutif provisoire.

**ART. 28.** — Ceux ainsi transférés et ceux qui sortiront volontairement, n'ayant ni pension ni revenu, obtiendront chacun trois livres par journée de dix lieues jusqu'au lieu de leur embarquement ou jusqu'aux frontières de la République.

**ART. 29.** — Tout ecclésiastique qui serait resté dans la République après avoir fait la déclaration de sortir et obtenu

un passeport, ou qui rentrerait après être sorti, sera condamné à la peine de détention pendant dix ans.

ART. 30. — Tous autres ecclésiastiques non sermentés, séculiers ou réguliers, prêtres, clercs ou frères lais sans exception, quoique non assujétis au serment, seront soumis à toutes les dispositions précédentes lorsqu'ils auront occasionné des troubles ou lorsque leur éloignement sera demandé par six citoyens domiciliés dans le département.

ART. 31. — Les directoires de district seront tenus de notifier aux ecclésiastiques non sermentés copie du présent décret avec sommation d'y obéir.

ART. 32. — Sont exceptés des dispositions précédentes les infirmes dont les infirmités seront constatées par un officier de santé. Sont pareillement exceptés les sexagénaires dont l'âge sera constaté.

ART. 33. — Tous les ecclésiastiques du même département qui se trouveront dans le cas des exceptions portées par le précédent article, seront réunis au chef-lieu du département, dans une maison commune dont la municipalité aura l'inspection et la police.

ART. 34. — L'Assemblée nationale n'entend pas, par les dispositions précédentes, soustraire aux peines établies par le Code pénal les ecclésiastiques non sermentés qui les auraient encourues.

ART. 35. — Les directoires de district informeront régulièrement des diligences faites aux fins du présent décret les directoires de département qui veilleront à son entière exécution.

ART. 36. — Les directoires de district seront en outre tenus d'envoyer tous les quinze jours, au ministre de l'intérieur, des états nominatifs des ecclésiastiques de leur arrondissement qui seront sortis de la République ou auront été déportés; le ministre de l'intérieur sera tenu de communiquer de suite à la Convention nationale lesdits états.

**ART. 37.** — L'évêché d'Annecy est déclaré vacant par la désertion de Joseph-Marie Paget, sorti de cette ville le 23 septembre 1792 sans que, depuis le délai fixé par la loi de l'Assemblée nationale des Allobroges, il ait fait aucun acte pour constater sa résidence ou son retour dans le département, ainsi qu'il conste par l'attestation de la municipalité d'Annecy du 3 février 1793.

**ART. 38.** — Les électeurs du département du Mont-Blanc, qui doivent se réunir à Chambéry le 17 du présent mois, nommeront l'évêque de ce département.

A Chambéry, le 8 février 1793, l'an II de la République française.

*Signés : SIMOND, GRÉGOIRE, HÉRAULT, JAGOT.*

**N° 2.**

*Décret de la Convention nationale du 25 août 1793, qui nomme les citoyens Simond et Dumas représentants du peuple dans les départements du Mont-Blanc, de l'Isère et des Hautes-Alpes.*

La Convention nationale, considérant qu'elle doit à toutes les parties de la République la même protection pour repousser les despotes et leurs vils satellites, nomme les citoyens Simond et Dumas pour se rendre, en qualité de représentants du peuple, près l'armée des Alpes et prendre toutes les mesures nécessaires pour les délivrer des ennemis ;

Vu le décret ci-dessus et l'invasion du territoire français par les plus lâches de ses ennemis, etc., etc., arrêtons ce qui suit :

**ART. 1<sup>er</sup>.** — Toute commune où il se fera des attroupements sera responsable des dégâts qui pourraient s'ensuivre.

La municipalité du lieu sera tenue d'envoyer aux autorités supérieures les noms des auteurs ou fauteurs d'émeute.

**ART. 2. —** Quiconque sera convaincu d'avoir porté les armes dans un attroupement, sans réquisition, sera puni de mort, ses biens confisqués et son habitation rasée.

**ART. 3. —** Tout citoyen fonctionnaire public qui aurait donné une réquisition contraire à la tranquillité publique, tendant à favoriser l'entrée des ennemis, à leur fournir des secours, sera puni de mort et ses biens confisqués.

**ART. 4. —** Quiconque, par lâcheté ou principe de trahison, sera surpris prêchant l'incivisme, la cause des rois ou l'abandon prochain du département du Mont-Blanc par les troupes de la République, sera traduit au tribunal révolutionnaire pour être jugé comme un traître et un valet des tyrans.

**ART. 5. —** Quiconque sera convaincu d'avoir une correspondance avec nos ennemis pour favoriser leurs projets, sera puni de mort et ses biens confisqués.

**ART. 6. —** La même peine sera infligée à toute personne qui sera convaincue d'avoir provoqué des attroupements de rébellion ou introduit dans le département des armes pour armer les rebelles.

**ART. 7. —** Les fonctionnaires publics qui fuiront dans les moments d'émeute et ceux qui refuseront de paraître revêtus des insignes de leurs fonctions, pour rétablir l'ordre et la sûreté, seront traduits au tribunal révolutionnaire pour être jugés comme traîtres à la République.

**ART. 8. —** Ceux qui frapperaient un fonctionnaire public, ou provoqueraient le mépris contre ses ordres ou sa personne, seront punis de mort, leurs biens confisqués et leur maison rasée.

**ART. 9. —** Seront punis de la même manière ces hommes perfides, mais plus adroits, qui, sans avoir paru nulle part,

seraient convaincus d'avoir chauffé ou préparé les excès ci-dessus énoncés.

**ART. 10.** — Tout citoyen patriote qui, dans une émeute ou de quelque autre manière, aurait souffert par l'aristocratie ou le fanatisme, sera dédommagé sur les biens des auteurs, fauteurs ou acteurs dans la rébellion.

**ART. 11.** — Tout individu sorti du département avec passeport, ou antérieurement à l'obligation d'en prendre, qui sera convaincu d'être rentré dans ce département à la suite des Piémontais, avec ou sans armes, sera puni de mort et ses biens confisqués.

*Signés : PH. SIMOND, DUMAS.*

N° 3.

M. le capitaine de Mareschal, de la famille de Mareschal de Sômont, dont une branche était établie à St-Martin de la Porte en Maurienne, fut fusillé à Valloire, le 40 septembre 1793, comme accusé d'avoir enrôlé pour le roi de Sardaigne. L'abbé Dussuel, de la commune de Montvernier, clerc minoré, fut accusé d'avoir pris les armes pour le roi. Un protecteur obligeant lui fit dire en prison que l'on manquait de preuves et que, s'il voulait nier, il serait absous. Il aima mieux subir la peine de mort que de dire un mensonge. Louis Revet était clerc de la paroisse de Thônes; Jacques Ducret, vicaire épiscopal de l'évêque constitutionnel, lui ayant un jour demandé des ornements pour dire la messe, il les donna à regret; au moment où il le vit monter à l'autel, il versa la burette du vin par terre et s'en alla. En 1793, il prit part à la guerre de

Thônes, il en fut le moteur le plus actif et l'un des combattants les plus courageux. Après la défaite, il erra de chalet en chalet jusqu'à la fin de l'année; il fut arrêté le 31 décembre 1793, conduit à Chambéry, condamné à mort et exécuté.

Joseph d'Oniers, ancien commandant de place de la ville d'Annecy, où il vivait très retiré, injustement accusé d'avoir pris part à un mouvement populaire survenu à Annecy à la fin de 1793, fut condamné à mort et fusillé au Pâquier le 9 mars 1794. Pierre Duroz, riche propriétaire de Thônes, qui n'avait pas pris une part active au combat, fut aussi condamné et fusillé.

N° 4.

*Extrait du procès-verbal du conseil général du département du Mont-Blanc, du 11 septembre 1793.*

Le conseil général, considérant, etc., etc., arrête ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. — Aussitôt que le général Kellermann en aura prévenu l'administration du département, le tocsin sonnera à Chambéry; il se répétera de proche en proche dans toutes les communes du département, et il ne cessera de sonner qu'après le départ effectué de tous les citoyens de chaque commune appelés à la défense de la patrie.

ART. 2. — Le tocsin sonné, la générale sera battue dans tout le département; tous les citoyens en état de porter les armes se rassembleront à l'instant par compagnie au chef-lieu de leur canton. Chaque citoyen sera armé d'un fusil ou d'une pique, fourche, trident, faux emmanchée à rebours ou bâton.

**ART. 4.** — Les commissaires nommés par le département se rendront dans les lieux de rassemblement; ils dirigeront la masse des citoyens réunis et les feront porter en avant partout où besoin sera, toujours tenant les hauteurs, gardant les défilés, suivant et soutenant l'armée de la République, et faisant prisonniers tous les fuyards de l'armée ennemie.

**ART. 5.** — Chaque citoyen portera avec soi des subsistances pour six jours; chaque municipalité pourvoira aux subsistances des citoyens qui n'ont pas le moyen de s'en fournir.

**ART. 7.** — Aucun citoyen ne pourra refuser de marcher, sauf les exceptions ci-après; il ne pourra se retirer du poste assigné que d'après l'ordre du général. Tout citoyen qui contreviendra au présent article sera puni selon la rigueur des lois.

**ART. 8.** — Chaque citoyen aura le soin de préparer ses armes et de se procurer toutes les munitions nécessaires.

**ART. 9.** — Seront dispensés de marcher au signal du tocsin les citoyens infirmes, les vieillards sexagénaires, les jeunes gens au-dessous de 18 ans, les fonctionnaires publics.

On trouve à la suite de ce décret un tableau indiquant 40 chefs-lieux de réunion et 40 commissaires nommés pour commander les rassemblements.

N° 3.

*Proclamation des représentants du peuple Simond et Dumas, portant l'établissement d'un tribunal criminel révolutionnaire dans le département du Mont-Blanc.*

Considérant, etc.

**ART. 1<sup>er</sup>.** — Il sera établi à Chambéry un tribunal criminel révolutionnaire.



**ART. 2.** — Ce tribunal sera composé de trois juges, y compris le président, d'un accusateur public et de huit jurés qui seront renouvelés tous les mois.

**ART. 6.** — Ce tribunal connaîtra de tous ceux pris en rébellion les armes à la main, et des émigrés surpris dans le département.

**ART. 7.** — Il connaîtra des prêtres, des ci-devant nobles, des étrangers et autres spécifiés dans la loi du 5 juillet dernier, qui seront convaincus d'avoir pris part à des émeutes contre-révolutionnaires.

**ART. 9.** — Il connaîtra de ceux qui auraient signé des passeports ou des pouvoirs tendant à soutenir la révolte ou qui auraient enrôlé pour nos ennemis.

**ART. 11.** — Il connaîtra de tous les complots, correspondances et intelligences contre la liberté publique.

**ART. 12.** — Il connaîtra de tous ceux qui recéleraient chez eux des émigrés, des prêtres réfractaires, ou qui favoriseraient leur fuite.

**ART. 14.** — Il connaîtra de tous ceux qui auraient acheté quelques effets militaires des soldats de la République.

**ART. 15.** — Il connaîtra de tous ceux qui auraient des effets consignés ou remis sous prétexte de vente frauduleuse par des émigrés, des déportés ou les agents d'iceux.

**ART. 19.** — Seront punis de mort tous ceux qui seront convaincus d'avoir prévariqué aux termes des articles 6, 7, 8, 9, 10 et 11.

**ART. 20.** — Seront déportés tous ceux qui seront convaincus d'avoir prévariqué aux termes des articles 12, 13, 14, 15, 16, 17 et 18.

**ART. 21.** — Tous les biens de ceux qui seraient condamnés à mort ou à la déportation seront confisqués.

**ART. 22.** — Sont confisqués pareillement tous les biens de ceux qui seraient tués en portant les armes contre la République.

**ART. 29.** — Le tribunal criminel prendra aussi connaissance des délits spécifiés dans notre proclamation publiée à la suite des décrets des 20 et 23 août dernier.

**ART. 31.** — Les jugements seront exécutés le plus promptement possible, sans appel et sans recours au tribunal de cassation.

Chambéry, le 28 septembre 1793.

*Signés : SIMOND et DUMAS.*

N° 6.

*Lettre du citoyen Simond, représentant du peuple près l'armée des Alpes, à la Convention nationale.*

Sallanches, le 30 septembre 1793.

Citoyens collègues ,

Hier, 29 septembre, la déroute a été complète dans l'armée piémontaise, au district de Cluses. L'ennemi avait fait construire une redoute au-dessus de la ville de Sallanches, entre la montagne et la rivière. Sur une élévation qui dominait la route de Chamonix et du Valais, un général imbécille (Sant-terre) en avait fait l'attaque le 18, fit tuer quelques républicains, en mécontenta beaucoup d'autres par le peu d'ordre qu'il mit dans ses dispositions, et l'armée fut obligée de se replier. Avant-hier, après avoir renvoyé ce général, j'ai proposé l'attaque de la redoute qui était le point central de com-

munication dans les trois districts qu'occupait l'ennemi ; il avait reçu la veille un renfort de 300 hommes et trois pièces de canon ; il devait se porter le lendemain sur Annecy. Notre armée, forte de 4,600 hommes, s'était avancée sur trois colonnes vers l'ennemi ; celle du centre marchait avec l'artillerie, précédée d'éclaireurs pour fouiller les bois et découvrir les embuscades ; celles de droite et de gauche ont gravi les montagnes pour tourner l'ennemi, et, après dix heures de route, il a été surpris dans tous ses postes, excepté celui de droite, qui n'a été inquiété que très tard, à cause des embarras qui ont empêché notre colonne d'avancer.

L'artillerie s'est conduite comme partout ; elle a été d'une adresse et d'un courage au-dessus de ce que j'en pourrais dire. Le combat a duré 36 heures avec un feu un peu ralenti dans la nuit du 28 au 29. Nous avons eu d'abord un hussard emporté d'un boulet de canon, un volontaire et un lieutenant tués et douze blessés. Le 29 au matin, le citoyen Sarret, capitaine, aide de camp à l'armée des Alpes, a prévenu l'adjudant général Verdelin que, d'après ce qu'il avait vu des dispositions de l'ennemi retranché sur plusieurs lignes, la place ne pouvait être emportée que d'assaut, et il a été arrêté de suite qu'il serait tenté par tous les volontaires qui voudraient se présenter ; mais la Convention n'entendra pas sans intérêt que, sous le commandement de ce jeune militaire, tous les volontaires ont voulu marcher et ont couru sur la redoute en criant : Vive la République ! vive la Convention ! vive Sarret sans-culotte ! Le 6<sup>e</sup> bataillon de la Gironde a fait des prodiges de valeur. A chaque instant on voyait rouler sur les rochers les corps des satellites du Piémont, qui s'étaient embusqués pour nous surprendre. Tous les avant-postes ont été repoussés sur la redoute ; Sarret a fait dire à l'adjudant général Verdelin de presser les feux sur la redoute qu'il allait attaquer : à l'instant l'artillerie s'est avancée 150 pas plus près, et les

volontaires se sont mis en avant. Dans une demi-heure, la redoute et les bois qui la couvraient ont été jonchés de cadavres. Les volontaires de la Gironde et de Rhône et Loire y ont arboré l'étendard de la République.

Je suis également pressé d'assurer la Convention que, si la veille nous avons eu quelques blessés, trois morts et des chevaux tués sans aucun succès, hier nous n'avons eu qu'un seul homme blessé et aucun de mort. J'ai vu le citoyen Sarret dans la redoute couvert de poussière et de sueur, tout noir de la fumée de la poudre, mêlant à son courage la modestie si rare en pareille circonstance.

Nous avons fait plusieurs prisonniers, parmi lesquels sont des officiers, sous-officiers et un capitaine du génie qui avait fait construire la redoute ; il a été pris à son poste en se battant comme un désespéré. Nous tenons quelques émigrés, quelques révoltés, et tandis que la commission militaire les juge, les pionniers font leur tombe, et jusqu'à présent ils ont bien préjugé les sentences. Le nombre des morts est extraordinaire pour les ennemis que nous avons à combattre, et si la colonne de droite ne fût arrivée trop tard, il n'en échappait aucun. L'ennemi attendait un renfort de cavalerie et nous avons les magasins de foin et d'avoine qu'il avait faits pour le recevoir. Il nous arrive à chaque instant des prisonniers et des déserteurs. Vingt hussards du 1<sup>er</sup> régiment et douze cavaliers du 5<sup>e</sup> les ont chargés d'une manière étonnante dans leur déroute ; ils ont laissé sur la redoute deux pièces d'artillerie avec lesquels ils se défendaient dans la retraite des quatre autres ; mais nous savons que nous les aurons et qu'ils les ont enterrées à quatre lieues plus loin dans leur fuite ; un canonnier déserteur nous promet de les découvrir.

Il y avait à la défense de la redoute 1,500 à 1,800 miliciens, un bataillon de Genevois, une compagnie de Maurienne, une compagnie Ernest, suisse, un bataillon de Novare et un

de Turin ; les deux derniers ont été houspillés d'importance ; tout est tué ou prisonnier. Les habitants des trois à quatre cantons des environs ont tous pris les armes pour arrêter les fuyards, pensant faire par là leur paix avec la République , dont ils ont sacrifié les intérêts à ceux d'une prétraille sanguinaire et menteuse ; mais les coupables d'entre eux payeront les sueurs de nos volontaires, et toutes les contributions que j'impose sur les communes qui n'ont pas voulu prendre les armes contre les Piémontais sont en espèces sonnantes ; le peu de cas qu'ils ont fait jusqu'à présent des assignats me porte à croire qu'ils n'en ont pas. Je dois dire aussi qu'une compagnie révolutionnaire de la garde nationale d'Annecy s'est fort bien conduite et nous a fait raison d'un poste avancé, tandis que celle de Chambéry fouillait près du Valais, dans l'extrémité septentrionale du Mont-Blanc, les maisons où s'étaient enfuis des échappés, des émigrés et des prêtres réfractaires.

Je fais partout descendre les cloches, et au moyen d'une mine de cuivre, dont j'ai déjà mis l'exploitation en activité, nous aurons de quoi faire à peu près 700 à 800 pièces de canon. Nous aurons aussi sous peu du très bon fer et en grande quantité.

La révolte de quelques habitants du Mont-Blanc, combinée avec les Piémontais, les royalistes de Lyon, ceux de Marseille et de Toulon, ne sera pas sans fruit pour la République ; il s'est fait un petit supplément à la première émigration, et le total des biens nationaux dans ce département sera à peu près de 50 à 60 millions.

Les Piémontais sont actuellement cernés de toutes parts : ils nous ont abandonné dans vingt-quatre heures onze lieues de terrain, ils sont à peu près tous confinés dans la majeure partie du district de Moutiers et de celui de St-Jean de Maurienne ; mais les douze à quinze mille hommes qu'ils y ont

périront de faim ou de froid, ou ils seront massacrés si nous pouvons les atteindre dans leur fuite. Je répète à la Convention nationale le nom du citoyen Sarret; elle n'aura jamais un homme plus intrépide à récompenser. Je préviens aussi la Convention que sous peu de jours le département du Mont-Blanc payera toutes ses impositions en nature.

*Signé : SIMOND.*





RECHERCHES  
SUR  
**LE LIVRE ANONYME**

OUVRAGE INÉDIT DE GUICHENON

PAR

Le Marquis COSTA DE BEAUREGARD



La correspondance entretenue par Guichenon avec les ministres de la Cour de Savoie, de 1654 à 1659<sup>4</sup>, mentionne fréquemment un de ses ouvrages qu'il désigne sous la qualification de *Traité* ou *Livre anonyme*. Aucune lettre de l'auteur n'en fait connaître le titre véritable ; mais on voit que ce travail eut un but politique, que les ministres de Christine de France , régente de Savoie, après l'avoir d'abord applaudi , jugèrent que sa publication serait dangereuse et le condamnèrent à l'oubli par raison d'Etat.

Nous avons consulté tous les écrivains qui ont parlé de Guichenon et de ses travaux littéraires, Papillon, Hoffmann, Nicéron, Bayle, Moreri, le P. Jacob, Patin, König, le père Lelong, Denina, Leger, Emmanuel Tesauro et MM. dal Pozzo, Léon Ménabréa, Allut, Jules Baux et Philibert Le Duc, aucun d'eux n'a fait mention du *Livre anonyme* ; nous

<sup>4</sup> Nous en préparons la publication.



recourûmes alors, pour éclaircir ce petit mystère bibliographique, aux archives royales de Turin, à cet immense dépôt où sont classées dans un ordre admirable toutes les richesses de notre ancienne histoire. Là notre attente ne fut point trompée : dans le dossier de Guichenon se conserve un manuscrit autographe du *Livre anonyme*, avec des documents qui fournissent de précieux renseignements sur la pensée de son auteur.

Ce fut au printemps de 1653 que Guichenon publia le *Dessein de l'histoire généalogique de la royale Maison de Savoie*. Les ministres de la régente s'effrayèrent de l'impression que devait produire sur les Gênois, sur le grand-duc de Toscane, les électeurs allemands, et surtout sur le gouvernement de Venise, la publication des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> chapitres du livre annoncé par l'historiographe, car l'auteur les avait intitulés dans son prospectus :

« 13. *Du titre de roy de Chypre deu à S. A. R. où sera aussi traité au long la question du royaume de Chypre avec une espèce d'apologie pour S. A. R. contre tout ce que la sérénissime république de Venise a fait escrire pour s'en attribuer le droit.* »

« 14. *De la préséance et degré d'honneur deu aux ducs de Savoye sur plusieurs princes et Estats souverains de la chrestienté avec des autorités et des exemples fort rares tirés de l'hystoire et des registres des cérémonies des papes, des empereurs et des roys, c'est en ce chapitre où sera traité à fond le différend de la préséance entre Savoye, Venise et le grand-duc de Toscane, avec la responce à toutes les raysons alléguées par Gaspard Gianotti et Théodore Graswincheli.* »

De son côté, le sénat de Savoie s'était ému et fit connaître à Guichenon son impression sur ces audacieux chapitres,

qui pouvaient produire, selon lui, *suites et conséquences* ; l'auteur reçut ordre de les supprimer, mais il ne put se résigner à faire le sacrifice d'un travail qui lui avait coûté beaucoup de recherches et de fatigues. A la lettre par laquelle Madame Royale lui donnait ses instructions, Guichenon répondait, le 20 juin 1653 :

« Je retrancheray madame du corps de mon grand ouvrage les deux chapitres que V. A. R. me marque par la lettre qu'elle a eu la bonté de m'écrire, mais je la supplie très humblement de consentir que j'en fasse un traité particulier sous un nom supposé afin de relever les droits, les prérogatives, les avantages de cette couronne que ses ennemis ont mal à propos ravalés <sup>1</sup>. »

L'autorisation fut accordée, et, peu de mois après, le traité anonyme était terminé. Vers le milieu de mars 1654, l'auteur envoyait son travail à un personnage de la Cour de Turin, *qui devait en être un des juges* ; la lettre d'accompagnement ne porte aucune suscription, mais il est probable qu'elle fut adressée à Capré, alors secrétaire du comte d'Aglié.

« Puisque *par raison d'Etat*, écrivait Guichenon, il m'a fallu retrancher de mon histoire généalogique de la royale Maison de Savoie les chapitres 13 et 14 de la première partie j'ay veu que les matériaux que j'avois préparés ne devoient pas demeurer inutiles ny les ouvrages que les ennemis de ceste couronne ont publiés estre plus longtemps sans replique, ayant donc sceu l'intention de Madame Royale sur ce subject, j'en ai ébauché un petit traité anonyme que j'envoie pour avoir son passe port s'il en est digne, je ne doute pas monsieur

<sup>1</sup> Bourg, 20 juin 1653 (archives générales du royaume).

« que vous ne soyez un de ses juges, néanmoins je n'en-  
« treprends pas de vous le recommander, j'ay si mauvaise  
« opinion de moi que j'ay pesné à vous avouer que ce livre  
« soit mien, tant par la considération du mauvais estat ou  
« vous le verrez, que pour avoir esté contraynt de suivre  
« les vestiges d'autrui, ceste façon d'escrire avec tant de  
« latin, de citations et d'exemples, sera peut-être trouvée  
« bizarre, mais je vous supplie très humblement, Monsieur,  
» de considerer qu'en fait de critique, il est impossible  
« d'écrire d'un autre style, outre que la matière que je  
« traite m'y oblige, enfin, Monsieur, je ne suy point amou-  
« reux de mon œuvre, et remets volontiers ou la vie ou la  
« mort de ce livre au jugement de mes supérieurs, et quoy  
« qu'il en advienne, il me restera toujours cette satisfaction  
« d'avoir faict effort pour les intérêts d'un Etat à qui je me  
« suys entièrement dévoué, en une autre occasion j'essaye-  
« rai de faire mieux, cependant je proteste d'estre toute  
« ma vie avec beaucoup de respect et d'obligations,  
« Votre très humble et très obeyssant serviteur.

« GUICHENON. »

Le *Livre anonyme* fit sensation à la Cour de Turin, les ministres applaudirent à l'érudition qu'y déployait l'auteur et à la solidité de son argumentation. Voici comment Capré rend compte à Guichenon de l'impression que produisit son ouvrage :

« Votre livre est une pièce curieuse, M. le comte d'Aglié  
« ne cesse de louer votre doctrine comme aussi M. le mar-  
« quis de Pianesse, mais il dit qu'il y a quelques petites  
« choses à ôter, entre autres les *honneurs royaux* à  
« Vienne, tant y a que vous avez fait à vous seul plus que  
« le père Monod en dix ans, et je vous promets que ce  
« livre a une grande réputation ici, ces messieurs vous en  
« écriront à part. »

Ces éloges durent flatter l'historiographe et lui faire croire à un entier succès, cependant l'hésitation ne tarda pas à se manifester dans la résolution des ministres; le sujet était délicat et les conseillers de la couronne semblaient craindre de confier à leur correspondance les observations qu'ils jugeaient nécessaires de faire à l'auteur, Capré l'en avertit en lui adressant de nouveaux éloges :

« J'ay fait voir ce que vous m'écrivez à M. le marquis de Pianesse et à M. le comte, et tous deux concluent que pour dire leur sentiment sur votre livre il faudrait vous avoir issy à loisir et parler de vive voix et non par écrit, si bien que cela se peut fayre à votre commodité quand votre histoire le permettra, cependant l'ouvrage est belle et curieuse en tout et le service est signalé en verité puisque personne n'a donné le coup de caveson à l'holandois que vous, et c'est un livre qu'il faudra imprimer un jour avec grand respect et satisfaction, je ne vous flatte point la pièce est estimée de tous, vous devez en estre grandement content. »

Avant d'exposer plus au long le récit des péripéties qu'eut à subir le *Livre anonyme* et de l'apprécier à ses points de vue bibliographiques et littéraires, il nous semble à propos de rappeler les circonstances historiques, aujourd'hui bien oubliées, auxquelles il dut son origine.

Parmi les Maisons souveraines, la Maison de Savoie est incontestablement une des plus anciennes et des plus illustres; aucune ne présente un ensemble de droits aussi extraordinaires et cependant très légitimes sur la plupart des trônes de l'Europe. Le comte de Las Cases, dans son atlas célèbre, a dit avec vérité en exposant le résumé de ces importantes réclamations :

« Chez les simples particuliers, ces prétentions éloi-

gnées, ces grands titres illusoires, sont oubliés, ou on en rit s'ils les rappellent, mais les souverains les recueillent avec soin, et rien n'est plus commun que de les voir tôt ou tard en tirer avantage; c'est ainsi que ces couronnes chimériques, ces droits qu'elle n'a jamais abandonnés, ont valu à la Maison de Savoie d'abord le titre d'Altesse Royale, ensuite celui de Roi de Sardaigne<sup>4</sup>. »

C'est principalement, en effet, par leur insistance à rappeler en toute occasion les droits incontestables qu'ils avaient sur le royaume de Chypre et sur l'héritage des Lusignan, que les ducs de Savoie firent accepter par la plupart des cours de l'Europe le titre royal qu'ils s'attribuèrent vers le milieu du <sup>xvii</sup>e siècle, titre qui fut ratifié diplomatiquement au congrès de Ryswick en 1697—et auquel le traité d'Utrecht donna, seize ans plus tard, une brillante réalité en plaçant sur le front de Victor-Amédée II la couronne de Sicile.

Venise, le plus ancien Etat de l'Italie, voyait avec jalousie grandir et se fortifier auprès d'elle la puissance des ducs de Savoie; fière de sa force et de ses richesses, la reine de l'Adriatique traitait de pair à pair avec les souverains, et prétendait en conséquence que ses ambassadeurs prissent rang les premiers après ceux des rois au couronnement des papes, des empereurs et dans les congrès politiques.

C'est à dater du <sup>xv</sup>e siècle que ces prétentions prirent un caractère sérieux. Rarement, avant cette époque, Venise avait refusé à la Maison de Savoie la préséance honorifique; le concile de Bâle fut l'occasion d'une des premières et des plus célèbres de ces contestations. Guillaume Didier, évêque de Belley, ambassadeur d'Amédée VIII, ayant disputé,

<sup>4</sup> *Atlas de Lesage*, 13<sup>e</sup> tableau, 1<sup>re</sup> édition.

sans l'obtenir, la préséance aux envoyés de Bourgogne et à ceux de Venise, requit, le 7 août 1433, qu'un acte formel de ses protestations fût inséré dans les procès-verbaux de l'assemblée; les pères du concile, fort embarrassés, jugèrent qu'il fallait assigner aux ambassadeurs de Savoie une place spéciale et tout à fait en dehors des prescriptions du cérémonial. Le pape fit donc mettre à sa droite les ambassadeurs de Bourgogne, à sa gauche ceux de Venise, et fit disposer une estrade pour les envoyés de Savoie en face de celle qu'occupaient les plénipotentiaires bourguignons. Dans l'assemblée de Mantoue, à laquelle en 1459 Pie II avait convoqué les princes chrétiens pour les déterminer à entreprendre une croisade contre les Turcs, ce pape ne trouva d'autre moyen de satisfaire toutes les prétentions que de placer à sa droite les ambassadeurs de Bourgogne, à sa gauche ceux de Venise, et d'installer les orateurs de Savoie sur les marches mêmes de son trône pontifical. Léon X, à son tour, pour faire droit à l'envoyé de Savoie qui refusait de marcher après celui de Venise dans la procession solennelle de la commémoration des morts, fit placer le Vénitien à côté de l'ambassadeur d'Espagne et porter à celui de Savoie la queue de son manteau pontifical; mais en même temps les deux envoyés furent priés de ne plus paraître à l'avenir que tour à tour aux cérémonies officielles. C'est ainsi que la Cour de Rome, sans cesse embarrassée par les prétentions des deux puissances, étudiait les moyens de tourner la difficulté sans la résoudre. Les journaux de Paris de Grassis et de Jean Burchart, maîtres des cérémonies des papes Léon X et Alexandre VI, sont remplis de récits de ces contestations et de leurs solutions épineuses.

Mais des causes plus sérieuses de mésintelligence éclat-

tèrent entre Venise et la Maison de Savoie. Au mépris des droits légitimes que cette dernière avait sur l'île de Chypre, les Vénitiens s'en emparèrent par l'intrigue et retinrent par la violence ce joyau de la couronne des Lusignan. Charlotte, fille et unique héritière du dernier descendant de ces princes et veuve de Jean de Portugal, avait épousé en 1458 Louis de Savoie, second fils du duc de ce nom et d'Anne de Chypre. A la mort de Janus de Lusignan, survenue la même année, les états du royaume appelèrent les jeunes époux à monter sur le trône et tous deux furent sacrés solennellement le 1<sup>er</sup> septembre 1458.

Mais Jacques, bâtard de Chypre, frère adultérin de Charlotte et archevêque élu de Nicosie, assisté du soudan d'Egypte, parvint à s'emparer du royaume et en chassa les souverains légitimes en 1464; Catherine Cornaro, sa femme, fille adoptive de saint Marc, survécut au bâtard et au fils qu'elle en avait eu; mais entourée d'obsessions et d'intrigues, elle finit par abandonner en 1478 la possession de l'île de Chypre au sénat de Venise qui s'en était déclaré protecteur après la mort de l'usurpateur.

Cependant, par traité du 18 juin 1463, il avait été convenu qu'au cas où Charlotte viendrait à décéder sans enfants, l'héritage des Lusignan appartiendrait à Anne de Chypre, sa tante, duchesse régnante de Savoie, et à ses successeurs. La reine exilée tenta, depuis cette époque, de reconquérir sa couronne, implorant tour à tour l'assistance des chevaliers de Rhodes, du pape et des princes de sa famille; elle cessa d'espérer lorsque Venise se fut mise complètement en possession de ses dépouilles et se retira à Rome où elle mourut le 16 juillet 1487; Louis, son époux, l'avait précédée dans la tombe. Se voyant sans héritiers directs et sentant approcher sa fin, elle appela par un acte

de donation solennelle Charles le Guerrier, son neveu, duc de Savoie et petit-fils d'Anne de Chypre, à recueillir ses droits, mais une mort prématurée ne laissa pas à ce prince le temps de les faire valoir. A la régence de sa veuve Blanche de Montferrat, troublée par l'ambition et les intrigues des comtes de Bresse et de Genève, succédèrent les règnes trop courts de Philippe II et de Philibert le Beau; enfin s'ouvrit en 1504 le long règne de Charles III, qui fut le plus malheureux de la monarchie de Savoie; ses tentatives pour reconquérir l'île de Chypre échouèrent, comme toutes ses combinaisons politiques.

Lorsqu'en l'année 1508 l'Europe entière se coalisait à Cambrai contre les Vénitiens, Charles III put entrevoir l'espérance de rentrer en possession de ses droits usurpés. Le pape Jules II était l'âme de cette ligue puissante dans laquelle étaient entrés le roi de France, l'empereur Maximilien, Ferdinand, roi d'Aragon, le duc de Ferrare et le marquis de Mantoue; il était convenu que lorsque quelqu'un des confédérés aurait reconquis les usurpations faites sur ses Etats par les Vénitiens, il serait tenu d'aider les autres à rentrer en possession de ce qui leur avait été enlevé<sup>1</sup>. Le duc de Savoie demanda la faveur d'être compris dans le traité, et, pour l'obtenir, il députa

<sup>1</sup> *Item si unus confederatorum prædictorum prius recuperavit terras et dominia sua, tenebitur ingenue et sine dolo alios adjuvare cum exercitu suo quoad usque illi et omnia sua dominia a dictis Venetis integre recuperaverint.* — Texte du traité. (Citation du *Livre anonyme*.)

Voir aux *Preuves de l'histoire générale de Savoie*, pag. 491 et 492, les pouvoirs donnés aux envoyés de Savoie le 12 mai 1509 à Turin et la déclaration du roi de France, datée, sept jours après, du camp de Poutollo, et qui comprend son très amé cousin le duc de Savoie, Charles, deuxième de ce nom, si bon lui semble audit traité.



à l'empereur Amé baron de Viry et le président de Gattinara; ses ambassadeurs auprès du roi de France furent son ancien gouverneur Janus de Duing comte de la val d'Isère et le collatéral Provana, qui furent autorisés à ouvrir sans conditions aux armées de la France les avenues de l'Italie. Ces offres imprudentes furent accueillies avec joie, et après la célèbre bataille d'Agnadel où les Vénitiens, sous les ordres de l'Alviani et de Pitigliano, furent vaincus par Louis XII et sa brave infanterie gasconne, le roi de France écrivit de sa propre main au duc de Savoie qu'il aurait part aux résultats de sa brillante victoire. Charles dut croire alors aux promesses de la France et à l'espoir de recouvrer son royaume de Chypre, mais on sait que la ligue de Cambrai, qui devait anéantir Venise, ne servit qu'à prouver à l'Europe l'énergie et l'habileté diplomatique de l'antique république. Le sénat félicita ses généraux vaincus de ne pas avoir désespéré du salut de la patrie, délia ses sujets de terre ferme du serment de fidélité pour s'épargner l'humiliation de les voir s'en affranchir eux-mêmes, et bientôt, profitant avec habileté du mécontentement de leurs anciennes provinces maltraitées par les Allemands, les Vénitiens, par un coup de main, rentrèrent en possession de Padoue qui repoussa avec un merveilleux courage tous les efforts que fit l'empereur pour la reprendre. La ligue ne tarda pas à se dissoudre et Venise fut assez habile pour en former une à son tour avec le pape, les Suisses et le roi d'Aragon contre la France qui perdit presque toute l'Italie<sup>4</sup>.

Cependant quelques années après, en 1529, Charles III, se trouvant à Bologne au couronnement de Charles V, jugea

<sup>4</sup> *Discours sur la puissance et la ruine de la république de Venise*, par Edouard ALLETZ. — Paris, 1842.

l'occasion favorable pour demander justice de l'usurpation de Chypre à Paul III et à l'empereur ; il en reçut les témoignages les plus flatteurs de distinction et d'intérêt, et, d'après leur conseil, députa au sénat de Venise Philippe Ferrero, évêque d'Ivrée, Aymon de Piosasco et Louis de Bonvillaret, gouverneur de Vercell, pour réclamer l'île de Chypre ; en cas de refus, les ambassadeurs devaient demander que la question fût soumise à l'arbitrage du pape et de Charles V. Le sénat reçut les envoyés de Savoie avec courtoisie, mais les congédia cependant avec cette réponse ironique : *Cælum cæli domino terram autem dedit filiis hominum*. Charles III, depuis lors, loin d'acquérir des possessions nouvelles, se vit dépouiller de la plus grande partie de ses Etats par les fautes de sa politique sans portée et par la déloyauté d'un prince que les historiens français se plaisent à représenter comme le type le plus parfait de l'honneur chevaleresque.

Emmanuel-Philibert, fils et successeur de Charles III, ayant glorieusement reconquis à St-Quentin l'héritage de ses ancêtres, voulut accomplir dans une paix profonde l'œuvre de régénération qu'il méditait. Ce prince sage, politique autant qu'habile capitaine, s'attacha donc à écarter toute cause de mésintelligence avec ses voisins ; loin de renouveler les questions de préséance et les prétentions de sa Maison sur la couronne de Chypre, il déclara avec bonne grâce, en acceptant du sénat de Venise l'affiliation de saint Marc, *qu'il n'était pas dans les convenances qu'un fils prît le pas sur sa mère*. Ses ambassadeurs reçurent l'ordre de céder la droite à ceux de la république dans toutes les cours étrangères, mais sous la réserve expresse que dans les qualifications et visites officielles ils se traiteraient réciproquement avec la plus scrupuleuse parité.

Plus tard, le duc de Savoie donna aux Vénitiens une nouvelle preuve de la loyauté de son caractère : l'empereur ture Soliman II lui fit offrir de le rétablir dans la possession du royaume de Chypre, s'il voulait soutenir avec lui la révolte de l'île contre le joug détesté de Venise. Emmanuel-Philibert, s'opposant à l'avis de plusieurs de ses conseillers, répondit qu'il renoncerait pour toujours à cette couronne plutôt que de la devoir à une alliance indigne d'un prince chrétien. Il y avait loin de cette noble conduite à celle du *roi chevalier* qui associa les lis de France au croissant des infidèles pour ravager l'Italie et arracher à son oncle malheureux les derniers débris de ses États.

La confiance et la bonne harmonie qui existèrent entre Emmanuel-Philibert et la république de Venise se maintinrent pendant les premières années du règne de Charles-Emmanuel I<sup>er</sup>, mais l'ambition inquiète de ce prince, l'orgueil et la méfiance des Vénitiens ne tardèrent pas à semer des éléments de discorde entre les deux puissances. Les questions de préséance se réveillèrent, comme premier indice de ces mauvaises dispositions, en l'année 1619.

Contarini, envoyé à la Cour de France, refusa le titre d'excellence à l'abbé de la Mante, ambassadeur de Savoie, alléguant que par son caractère ecclésiastique il ne pouvait y prétendre; des notes acerbes furent alors échangées, et le comte de Verrue, qui succéda à l'abbé de la Mante, ne perdit pas une occasion d'user envers les envoyés de Venise des formes discourtoises dont son prédécesseur eut à se plaindre. Ces procédés pleins d'aigreur se transformèrent bientôt en mésintelligence déclarée. Charles-Emmanuel I<sup>er</sup>, pendant la guerre du Montferrat, congédia l'ambassadeur vénitien, sur la découverte des intelligences qu'il entrete-

nait avec ses ennemis , et le décret d'Urbain VIII qui changea le titre des cardinaux donna une nouvelle intensité à la rivalité des deux puissances.

Jamais les prétentions des princes , comme celles de la noblesse , à l'illustration et à la grandeur , ne furent aussi prononcées qu'au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle. Cette époque fut essentiellement celle des travaux généalogiques , de l'art héraldique , du cérémonial et des discussions de préséance. Les princes d'un rang inférieur , à l'envi les uns des autres , s'efforçaient d'obtenir du pape , des empereurs et des rois , la consécration de titres supérieurs à ceux que l'usage avait consacrés pour eux jusqu'alors ; le titre d'Altesse , dont les ducs de Savoie seuls depuis longtemps jouissaient en Italie , se trouva insensiblement usurpé par le duc de Modène et le grand-duc de Toscane. Celui d'*illustrissimes* que l'on donnait aux cardinaux , devenant aussi très répandu , ne répondait plus à la dignité des princes de l'Eglise au jugement de la Cour de Rome , et le pape Urbain VIII , par décret du 16 juin 1630 , enjoignit aux cardinaux de prendre la qualification d'*éminentissimes* , avec défense expresse d'en accepter à l'avenir aucun autre et de qui que ce fût , à l'exception des fils de roi , ce qui classait les membres du sacré collège dans l'ordre du cérémonial immédiatement après les héritiers des couronnes royales.

A cette innovation , la république de Venise s'émut , et , prétendant être comprise au nombre des rois à cause du royaume de Chypre , elle déclara qu'elle n'entendait donner aux cardinaux que le titre d'*illustrissimes* ; le doge en même temps changea l'ancienne forme de sa couronne et la ferma comme celle des rois. De son côté , le duc de Savoie , voulant maintenir ses prérogatives et pro-

tester contre une innovation qui eût sanctionné l'usurpation de ses droits, chargea le marquis d'Aglié, son ambassadeur à Rome, de notifier au pape et aux cardinaux qu'il reprenait le titre de roi de Chypre, voulant jouir du privilège des têtes couronnées, et qu'il ne pouvait changer le titre dont ses prédécesseurs et lui-même avaient honoré jusqu'alors les princes de l'Eglise; en même temps il enjoignit à son fils, le cardinal Maurice, de n'accepter d'autre titre que celui d'Altesse. Le décret du 10 juin 1630 n'en fut pas moins notifié au cardinal de Savoie. Ce prince, respectant les instructions de son père, répondit à cette signification, le 24 septembre 1630, par une protestation datée d'Asti, qu'il adressa à Castracani, nonce d'Urbain VIII à Turin; il déclarait dans cette pièce ne pouvoir accepter le titre d'Eminence comme inférieur à celui d'Altesse dont il avait toujours joui.

Victor-Amédée I<sup>er</sup>, successeur de Charles-Emmanuel, à peine monté sur le trône, reprit, sur l'avis des sénats de Savoie, de Piémont et de Nice, le titre de roi de Chypre que Charles le Guerrier avait porté<sup>4</sup>. L'écu de Savoie fut surmonté d'une couronne fermée et écartelé des armes de Chypre. Ce fut, dit le père Monod, dans le théâtre d'honneur et de chevalerie publié par Favin, avocat au parlement de Paris, qu'on prit la forme de cette couronne qui était celle des rois Lusignan. Seulement, au lieu de la croix potencée de Jérusalem, on la surmonta de la

<sup>4</sup> Charles le Guerrier l'avait pris en 1488 et fit battre une monnaie sur laquelle les armes de Savoie étaient écartelées de celles de Chypre. (ROUSSET; *Mémoires sur le rang et la préséance entre les souverains de l'Europe*, pag. 126.)

croix tréflée de saint Maurice propre aux ducs de Savoie<sup>1</sup>.

Ces innovations produisirent une grande sensation en Allemagne et en Italie et particulièrement à Venise ; le duc de Savoie crut devoir les justifier, et, par son ordre, le jésuite Monod, historiographe de Savoie, publia l'an 1633 son *Trattato del titolo reggio dovuto alla serenissima casa di Savoia, insieme con un ristretto delle rivoluzioni del reame di Cipro appartenente alla corona di Vittorio Amedeo, duca di Savoia*. — Torino, 1633.

Ce livre est écrit avec érudition et facilité ; l'auteur y attaque à bon droit les prétentions de préséance et l'usurpation du royaume de Chypre par les Vénitiens sur la Maison de Savoie, mais il le fit peut-être avec trop de chaleur. *La prudence, sans laquelle tous les autres talens (sic) deviennent inutiles, lui manqua dans cette occasion*, a dit le président de Lescheraine<sup>2</sup>. Il est certain que les *vivacités* du père Monod furent une des causes principales de la longue et profonde mésintelligence qui régna au XVII<sup>e</sup> siècle entre Venise et Savoie. L'histoire des révolutions de l'île de Chypre, qui accompagne le *titre royal*, ne fut pas, au reste, la première attaque dirigée contre les Vénitiens. Déjà en 1620 Antoine Bagnasaco, jurisconsulte piémontais, avait publié à Turin son *Trattato delle ragioni sopra il regno di Cipro appartenente alla serenissima casa di Savoia, con mentione d'istoria del violento spoglio commesso dal bastardo Giacomo Lusignano*. C'est dans ce

<sup>1</sup> N. B. Le père Monod, pag. 80 et suiv. de son *Trattato del titolo reggio*, prouve que la disposition des armes de Savoie, adoptée par Victor-Amédée, fut calculée d'après les prescriptions rigoureuses de l'art héraldique et avec autant de modestie que de convenance.

<sup>2</sup> Lettre de M. \*\*\* à un de ses amis touchant le titre d'Altesse royale, pag. 93. (Cologne, Jean-Jacques Sermat, 1704.)

livre que Monod a puisé le plan de son ouvrage et ses meilleurs arguments.

Trois ans après la publication du *Trattato del titolo reggio*, en 1636, l'abbé Manzini, dans son panégyrique du prince Maurice, donna le titre de roi de Chypre au duc de Savoie. Le sénat de Venise aussitôt fit rechercher et détruire les exemplaires de ce discours, devenu aujourd'hui une rareté bibliographique; mais le frère de l'auteur en entreprit l'apologie par une lettre adressée à un gentilhomme vénitien dans laquelle il soutenait les droits du duc de Savoie au titre royal, et cette brochure fut répandue à profusion dans toute l'Italie.

Le sénat de Venise répondit à ces publications par deux écrits où l'insulte et le fiel sont largement déversés sur l'historiographe de Savoie. Le premier est intitulé : *Parere di Gaspara Gianotti sopra un ristretto delle rivoluzioni del reame di Cipri et delle ragioni che v'ha la serenissima casa di Savoia, et sopra un altro trattato del titolo reggio*.

Le second, imprimé à Leyde par les Elzeviers et dédié à Louis Contarini, ambassadeur de Venise, fut publié par Théodore Graswinkel, jurisconsulte hollandais, sous le titre suivant : *Dissertatio de jure præcedentiæ inter serenissimam venetam rempublicam et serenissimum Sabaudicæ ducem, apposita dissertatione jussu serenissimi Sabaudicæ ducis evulgatæ*. (In-8°, Leyde, 1644.)

Gianotti, vendu au grand-duc de Toscane, est superficiel, inexact, passionné; le Hollandais, plus docte et plus lourd, entasse une foule de citations pour établir qu'en matière de préséance le doge de Venise doit refuser non-seulement la suprématie, mais encore la parité, au duc de Savoie, que ce dernier a des prétentions injustes et ridicules au titre royal, et il emploie toutes les subtilités et les arguties d'un

avocat de mauvaise foi pour prouver la légitimité du droit de Venise sur le royaume de Chypre.

La mort empêcha le père Monod de réfuter ses adversaires. Nous aurons occasion de parler de lui assez au long dans les pages consacrées à l'histoire de Chrétienne de France, écrite par Guichenon sous ce titre fastueux : *Le soleil en son apogée*; nous citerons seulement ici un document qui se rattache à notre sujet et prouve que le célèbre confesseur de la régente soutint les droits de la Maison de Savoie avec autant de zèle comme agent politique qu'il l'avait fait comme écrivain.

Monod remplit deux missions en France, la première en 1634, la seconde de 1636 à 1637; sa correspondance existe à Turin aux archives royales, elle jette un jour précieux sur l'histoire diplomatique de l'Europe à cette époque; ses rapports journaliers avec le cardinal de Richelieu, le père Joseph, le père Caussin, Emery, MM. de Bullion, Bouthillier, Chavigny, etc., fournissent au Jésuite diplomate de piquantes anecdotes qui donnent à ses dépêches beaucoup d'intérêt. Comme spécimen du style de Monod, nous choisissons dans sa correspondance une note sur l'ambassadeur Emery avec lequel il était en relations continuelles et qu'il détestait<sup>1</sup> :

« M. d'Emery est ravi de ce que ses comptes veus et  
« examinez M. Cornuel qui est créature de M. de Bullion  
« les a tous passez et confessez devant M. le cardinal et  
« qu'il n'y a rien à redire. C'est entendre bien son métier  
« de se rendre créateur de 340 mille livres quant on luy

<sup>1</sup> Le dossier de la correspondance de Monod, de 1636 à 1637, contient de lui 150 lettres autographes : celui de 1634 se compose de huit pièces seulement, dont cinq ne sont pas originales.



« en demandoit plus de 500, le bon est que quant il partist  
« de Piémont et mesme quant il arrivast à ceste ville, il ne  
« scavait pas d'avoir rien avancé du sien sinon la promesse  
» pour les 405 mille livres des banquiers de Turin, ses  
« ennemys luy ont fait gagner 200 mille livres par leurs  
« persécutions, je ne scay si la goute en est venue de  
« déplaisir à M. de Bullion, au moins ne se laisse-t-il voir  
« à personne. »

La campagne de 1635, entreprise par la France et les ducs de Parme et de Savoie coalisés contre l'Espagne, venait de se terminer sans résultat. Malgré l'opposition de Victor-Amédée, capitaine général de la ligue, le maréchal de Créquy s'était obstiné à assiéger Valence; mais les troupes de Parme se débandèrent, la mésintelligence se mit entre les chefs, et le siège, mal conduit, fut levé le 26 octobre. Le duc de Savoie, mécontent de Créquy et ayant à se plaindre du retard que mettait la France à régler les frais de la guerre, chargea le père Monod de négocier les satisfactions qu'il croyait être en droit d'obtenir; il devait pénétrer en outre les intentions de Richelieu sur le plan de la campagne prochaine et sur le choix des chefs de l'armée; mais l'article secret et le point le plus recommandé de la mission du père étaient de déterminer Louis XIII à placer sur le front de Victor-Amédée la couronne royale. Passionné pour la gloire de son maître, adroit, spirituel, tenace, profondément versé (par l'étude spéciale qu'il en avait faite) dans la connaissance des titres sur lesquels la Maison de Savoie motivait ses prétentions, le père Monod pouvait mieux qu'aucun autre réussir dans cette négociation délicate; il se présentait d'ailleurs dans des circonstances très favorables. Richelieu, l'année précédente, avait fait entrevoir au duc de Savoie que le prix de son alliance franche et

stable avec la France pourrait être l'accomplissement des projets de Henri IV. On sait que ce prince avait promis à Charles-Emmanuel I<sup>er</sup>, par un article secret du traité de Bruzzolo, d'ériger le Piémont en royaume et de l'agrandir du Montferrat et de la Lombardie, si par leurs efforts réunis la puissance autrichienne pouvait être expulsée de l'Italie.

L'auteur des *Mémoires historiques sur la royale Maison de Savoie*, déplorant que la mort de Henri IV ait arrêté l'exécution de ce plan, a dit avec une grande vérité :

« Combien de sang et de ruines aurait épargné une seule  
« combinaison politique fondée sur la convenance récipro-  
« que et sur l'éternelle raison<sup>1</sup>. »

Le père Monod se rendit à Paris vers la fin de 1635 et, le 13 janvier 1636, il adressait au duc de Savoie la dépêche suivante :

« Altesse royale ,

« Je rendray conte par celle-cy à V. A. R. de l'estat de  
« ses affaires, réservant les nouvelles à la cy jointe. Par les  
« dernières du 6 courant elle aura veu comme l'intention  
« de ces ministres alloit à une guerre offensive du costé de  
« l'Italie, les forces qu'ils y destinoient, les fonds qu'ils  
« préparoient, la peine qu'ils avoyent pour un chef, les  
« divers discours que jea avoient eu avec eux et les dili-  
« gences que j'avois fait pour solliciter les satisfactions de  
« V. A. R., depuis iay veu de nouveau mons. le cardinal,  
« M. Du Noyer, M. de Bullion, le père Joseph, et M. de  
« Believre outre M. d'Emery que je vois presque tous les  
« jours, et nonobstant toutes ces diligences je n'ay encor  
« peu tirer aucune résolution déterminée, ny pour le fait

<sup>1</sup> COSTA DE BEAUREGARD, *Mémoires historiques*, tom. II, pag. 132.

« de la guerre, ny pour les choses qui se doivent négotier  
« à Cologne, ny pour les arrérages deus à V. A. R.  
« Il me reste de donner part à V. A. R. de ce qui s'est  
« passé sur le sujet du titre royal afin d'en recevoir ses  
« ordres en conformité du commandement qu'elle me fit  
« avant mon départ *de n'entrer point en cette matière sans*  
« *quelque occasion qui fit connoître que cela venoit plutôt*  
« *de ses ministres que d'elle*, mercredi dernier 7 du cou-  
« rant estant à l'audience de monseigneur le cardinal ,  
« entre plusieurs discours fort favorables qu'il me fit de  
« la bonne volonté du roy et de la sienne pour V. A. R., il  
« me dit que si Dieu donnoit la paix à la chrestienté, comme  
« il la désiroit et espéroit, il falloit que Madame Royale  
« vint voir le roy et recent de sa main la couronne royale ,  
« que le roy le vouloit, et que de son côté il y contribueroit  
« tout ce que V. A. pourroit désirer de son affection. Je le  
« remerciay de cette bonne volonté le mieux qu'il me fut  
« possible et adioutay que comme son très humble servi-  
« teur i'étois obligé à luy dire une chose sur ce suget, et  
« sur ce ie luy monstray une lettre de Rome par laquelle  
« on me donnoit avis comme monseigneur le cardinal avoit  
« despesché son maistre d'hostel Carret en Allemagne avec  
« ordre de traiter deux choses, la préséance du prince  
« préfet et le titre royal pour V. A. avec intention d'y aller  
« luy mesme pour l'obtenir, croyant par ce moyen de  
« gagner à soy les Barberins et de se reconcilier avec  
« V. A. R. Qu'à la vérité l'une et l'autre proposition pour-  
« roit faire quelque éclat dans la cour de l'empereur, et  
« que pour ce qui concernoit V. A., si les guerres ne fus-  
« sent survenues, que la chose estoit assez bien acheminée,  
« l'empereur ayant tousiours monstré une spéciale affec-  
« tion envers V. A. R. comme on avoit veu par les terres

« qu'il luy avoit si favorablement accordées non obstant  
« toute l'opposition des Espagnols, que ie ne sçavois pas  
« ce qui en pourroit réussir présentement, mais que i'étois  
« obligé de luy dire qu'en cas que l'empereur fit faire quel-  
« que semblable proposition à V. A. comme i'étois assuré  
« qu'elle n'ébranleroit point la constance de son affection  
« envers la France, aussi ne laissoit-il pas de lui estre fort  
« sensible de perdre une si belle occasion d'acquérir cet  
« honneur à sa maison. Et puisque le roy avoit résolu  
« comme il me venoit de dire de faire le mesme honneur  
« à V. A. R. dans la paix, que Son Eminence la pourroit  
« doubler en prenant les desseins du P. car-  
« dinal et faisant qu'elle en eut toute l'obligation au roy  
« et à luy. Que c'estoit le vray moyen de luy donner cou-  
« rage de s'employer toujours plus vivement au service du  
« roy que les sujets qui souffroient tant d'incommoditez de  
« la guerre sans aucun offrir de bien, se rendroient plus  
« prompt à la continuation des charges qu'ils supportent  
« quand ils verroient que leur prince en recevoit de l'hon-  
« neur, que les autres princes d'Italie et les seigneurs plus  
« remarquables voyant que le duc de Savoye ne perdoit pas  
« son temps à servir la France se disposeroient à se join-  
« dre à ses intérêts pour en tirer des avantages qu'il ne  
« falloit pas s'étonner s'ils en avoient si peu de leur  
« costé parce que jusques à maintenant les partisans de  
« France n'en avaient reçu que des incommoditez comme  
« on voyait à Parme, au Montferrat et en Piémont; qu'enfin  
« que le motif de Madame Royale pour laquelle il témoi-  
« gnoit tant de passion me faisoit esperer qu'il ne voudroit  
« point laisser cet avantage à M. le P. cardinal que de pou-  
« voir quelque chose auprès de l'empereur qu'elle n'eut  
« peu obtenir du roy son frère par le moyen de Son Emi-  
« nence.

« Ce discours à dire le vray le surprit tellement qu'il  
« changea de visage , et si bien il demeura tousiours  
« dans les termes de grande civilité et de protestation de  
« service envers vos AA. RR. , il paroissoit toutefois qu'il  
« estoit un peu emeu quoy qu'il n'allegat autre sinon que  
« ce seroit révolter contre eux en cette conjoncture tous  
« les princes d'Italie. Je serois trop long si ie rapportois  
« tout ce que ie dis sur ce suget , particulièrement de  
« Venise et de Florence, ie ne croy pas d'y avoir rien  
« oublié. Il me congedia en me disant qu'il y falloit un peu  
« plus penser. Cependant i'ay sceu depuis que sa princi-  
« pale difficulté estoit que s'il le faisoit maintenant il sem-  
« bleroit qu'on l'auroit voulu comme arracher en cette  
« conjoncture, et qu'il doutoit que ie luy parlasse de ceci  
« comme d'une condition que V. A. vouloit pour continuer  
« dans leur alliance. C'est pourquoi i'ay creu que je devois  
« désabuser de cette pensée en persistant néanmoins dans  
« mes raisons.

« Le lendemain doncques ie vy M. des Noyers en pré-  
« sence de M. d'Emeri, et après luy avoir redit tout ce que  
« ie avois représenté à M. le cardinal i'adioutay que le res-  
« pect que ie luy portois ne m'avoit pas permis de luy  
« représenter toutes les raysons que j'avois, mais qu'à luy  
« i'estois obligé de dire franchement qu'encor que V. A. R.  
« ne m'eut point commandé de faire cette proposition, que  
« néanmoins elle m'avoit dit que puisque Sa Majesté et  
« M. le cardinal témoignoient tant de bonne volonté pour  
« elle, que c'estoit à eux de faire voir s'ils vouloient qu'on  
« creut que le feu roy fut porté à avantager plus honora-  
« blement feu S. A. que le roy madame sa sœur et V. A.  
« que ie ne luy voulois point alléguer d'autre témoin que  
« M. de Bullion qui estoit plein de vie lequel ne nie-

« roit point ce qui estoit dans ses instructions dont i'avois  
« les copies, qu'on voyoit par icelles les biens et honneurs  
« que ce bon roy vouloit faire sans en estre prié à toute la  
« Maison de Savoye, que V. A. R. ayant eu dès lors connais-  
« sance de tout ce qui se passoit et sachant que feu mon-  
« seigneur son frère jusques à ce temps là avoit toujours  
« esté contre la France, ne pouvoit que mesurer la bonne  
« volonté qu'on luy témoignoit à présent avec celle du feu  
« roy. Que la Maison d'Autriche auroit tousiours suget (si  
« on ne faisoit rien en France pour luy) de luy reprocher  
« et à sa postérité qu'il n'avoit pas tenu à elle qu'il ne pos-  
« sedat pas toute la partie du Monferrat qu'il tient sans  
« rien perdre de ses Estats, que la France seule l'en avoit  
« empesché, que la Maison de Savoye avoit pour marque de  
« ses premières alliances avec la Maison d'Autriche toute  
« la conté d'Ast et de Coconas, et pour les secondes 40 mille  
« ducats de revenu perpetuel. Or Madame Royale, si le  
« roy ne la favorisoit, ne laisseroit autre mémoire que la  
« perte de Pinerol, que cela la touchoit vivement et que  
« c'estoit elle qui m'avoit commandé d'en faire de sa part  
« les plus vives poursuites qu'il seroit possible. Que le  
« roy m'ayant fait l'honneur de me dire qu'il n'avoit rien  
« d'entier dans son sang qu'elle et d'ailleurs n'ayant point  
« d'enfans elle esperoit qu'il feroit quelque chose pour  
« ses neveux.

« M. des Noyers voyant bien que ces raysons n'avoient  
« point de repliche se contenta de me témoigner la bonne  
« volonté, mais il ne laissa de dire à M. d'Eméri que toute  
« son apprehension estoit qu'on ne crut en cette conjonc-  
« ture qu'on le vouloit emporter de haute lutte, si bien  
« ie luy avois protesté que tout ce que j'en disois n'estoit  
« que par voye de simple remonstrance, asseurant que

« quelle résolution qu'ils prendroient V. A. R. seroit tou-  
« siours la mesme en leur endroit, et tout ce que j'avois  
« ordre de presser de sa part estoit la résolution de ce  
« qu'on devroit faire cette année, et les moyens de l'*exequatur*.

« Je fis les mesmes discours le iour suivant au P. Jo-  
« seph qui est le plus contraire que nous ayons en ceci  
« parce qu'il est tout de M. le duc de Mantoue, si bien il  
« me fit de très grandes protestations de son affection au  
« service de V. A. R. et me promit d'en parler avec M. le  
« cardinal.

« M. de Bellièvre m'estant venu voir le mesme iour, ie  
« l'instruisis amplement de tout afin qu'il en informa M. de  
« Bullion comme il a fait si bien il n'estoit pas besoin, car  
« ie dois assurer V. A. R. en toute vérité que s'il ne  
« tenoit qu'à luy dès demain elle auroit le titre, et n'y a  
» aucun des ministres de V. A. qui en puisse parler avec  
« plus d'efficace (*sic*) et de témoignage de bonne volonté  
» que luy. Il m'en a mesme dit des raisons que ie ne sca-  
« vois pas, et est passé si avant que de me dire confidamment,  
« que lorsqu'il fut ambassadeur en Piémont la dernière  
« fois, M. le cardinal y avoit consenti et fait consentir le  
« roy, que rien ne l'avoit empesché que les brouilleries  
« de M. l'abbé Scaglia; que je le pouvois dire à M. le car-  
« dinal sans l'alléguer comme auteur, ouy bien pour l'en-  
« gager a luy en parler; me iurant que si M. le cardinal  
« luy en parlera il luy dira des raisons si puissantes qu'il  
« luy fera connoître qu'en la conjoncture présente le roy  
« le peut faire beaucoup plus honorablement qu'alors.  
« Son opinion seroit toutefois qu'on fit plustot titre de  
« roy des Allobroges que de Chipre pour n'offenser pas  
« les Venitiens et pour avoir une chose plus réelle. Il a

« mesme dit à M. d'Emeri qu'il faut presser ce point et  
« qu'il n'aura point de bon succez en son embassade s'il  
« ne l'emporte ce qu'il m'a confirmé luy mesme, de ma-  
« nière que M. d'Emeri est celui qui m'en sollicite et on a  
« parlé fort efficacement à M. de Chavigné et à M. Bou-  
« thillier qui ont aussi fort bonne envie d'y servir V. A. R.  
« Je dois voir ce matin M. de Chavigné pour ce suget.  
« Cependant il m'est venu une pensée pour faciliter cette  
« négociation laquelle i'ai communiquée à M. d'Emeri qui  
« l'approuve fort, c'est que l'occasion du battesme de  
« messeigneurs les princes, le roy, la reine et M. le car-  
« dinal en devant chacun tenir, on pourroit faire comme  
« autrefois que la reine mère Catherine envoya M<sup>me</sup> de  
« Carnavalet avec titre d'ambassatrice pour tenir feu mon-  
« seigneur le prince frère de V. A. en son nom, ainsi  
« astheure M<sup>me</sup> de Chavigni y pourroit venir pour la reine  
« qui seroit commère de M. le cardinal pour M<sup>me</sup> la prin-  
« cesse Aly : et porter en mesme temps la lettre par  
« laquelle le roy honorerait V. A. R. du titre de roy.  
« L'esperance d'estre présentée de quelque rareté digne  
« de V. A. pourroit beaucoup contribuer à ces désirs. J'at-  
« tendray l'ordre qu'il lui plaira me donner sur ce suget.

« J'ay aussi veu M. le chancelier et l'ay remercié de la  
« part de Vos AA. des favorables sentiments qu'il a pour  
« elles, il a passé toutes les relations que V. A. R. m'a  
« fait sans y rien changer, le titre royal est en toutes les  
« occasions, le bruit commun dans Paris est qu'il n'y a  
« point de si bonne pièce dans le *Mercure*. La vérité est  
« que les soins de M. Mondin ont esté très grands pour  
« ceci et qu'il n'a rien épargné pour se faire servir des  
« ouvriers, car à la fin s'ils ne vouloient mettre ce titre,  
« personne ne les y contraindrait.



« Je supplie très humblement V. A. R. de se souvenir  
« de ce que je luy ay écrit par mes précédentes touchant  
« l'autre livre que s'imprime ici, ie dérobe toutes les  
« heures possibles pour y contribuer tout ce que ie pour-  
« ray pour la gloire de V. A. R. et de ses Estats, les visites  
« nécessaires et si fort éloignées iointes aux depeschès  
« qu'il faut faire ne me donnent guères de relasche encor  
« suis ie bien honteux d'écrire si mal, et donner la peine  
« à V. A. R. de lire un si mauvais caractère, ma mauvaise  
« veue et la main qui me tremble ne me permettent de  
« faire mieux quand il faut continuer; sa royale bonté  
« excusera s'il luy plait mes défauts. Je l'en supplie avec  
« la même reverence que ie suis,

« De V. A. R. très humble très obéissant et très fidelle  
« serviteur et suget.

« P. MONOD.

« A Paris ce 12 et 13 janvier 1636. »

Ce document témoigne de l'importance qu'attachait le duc de Savoie à ce que les ministres français fussent amenés par son envoyé à parler les premiers de la concession du titre royal et de la crainte où il était que Richelieu se crût dispensé, en lui procurant cette faveur, de reconnaître par des avantages plus positifs la valeur de son alliance.

On a reproché au père Monod d'avoir conduit cette négociation avec précipitation et maladresse, d'avoir sacrifié à une question de vanité des intérêts d'une bien majeure importance, et cela pour complaire uniquement à la duchesse de Savoie dont il aurait été à Paris l'agent particulier, remplissant ses instructions secrètes à l'insu du duc son époux. M. l'abbé Peyron, dans le savant mémoire qu'il a bien voulu nous communiquer, partage cette opi-

nion et l'appuie sur des documents qui sont en opposition manifeste avec celui que nous avons produit ; il ajoute que le marquis de Saint-Maurice , ambassadeur de Savoie , fut exclusivement chargé des négociations relatives aux affaires de la ligue et autres graves intérêts que Victor-Amédée traitait alors avec la France. Cependant la dépêche de Monod prouve à l'évidence qu'il correspondait personnellement et directement avec son souverain au sujet de l'alliance, des affaires de la Suisse , du recouvrement des frais de la guerre et des honneurs royaux. Nous ne chercherons pas ici à éclaircir ces contradictions , mais la vérité nous oblige à reconnaître que Monod , dont le dévouement et l'habileté furent incontestables , se montra , dans sa vie politique , trop souvent impétueux , intrigant , obstiné ; il eut la ridicule imprudence d'oser se mesurer avec Richelieu et d'entrer dans le complot ourdi contre lui par la reine mère , le père Caussin et M<sup>lle</sup> de la Vallette. Entre le renard et le lion la partie n'était pas égale. Après avoir échoué dans sa mission , le père revint en Piémont où le poursuivit la haine implacable de son puissant ennemi. Ne pouvant obtenir qu'il lui fût livré , Richelieu força la régente à reléguer son confesseur disgracié dans la prison de Miolans où il finit ses jours le 31 mars 1644. Son *Trattato del titolo regio*, attaqué par Graswinkel et Gianotti , resta sans défenseur , et plus tard cet ouvrage , écrit sur l'ordre exprès de la Cour de Savoie , fut désavoué par elle. C'est ainsi que la raison d'Etat justifie souvent , aux yeux des souverains , l'ingratitude et la faiblesse ; le père Monod comme son livre lui furent successivement sacrifiés.

Cependant Christine de France , devenue régente de Savoie , ne perdit point de vue ce titre royal auquel elle attachait une immense importance. Ses deux sœurs étaient

reines d'Espagne et d'Angleterre, elle ne pouvait inscrire que le titre modeste de duchesse de Savoie sur les édits et les patentes qu'elle promulguait en Piémont; son amour-propre en souffrait cruellement : aussi prenait-elle soin d'y faire insérer en lettres doublement majuscules sa qualité de *sœur du roi très chrétien*<sup>4</sup>. Une obligation d'étiquette la mortifiait plus encore, c'était celle de donner l'accolade aux grands dignitaires de la couronne de France, quand ils passaient à Turin. Le maréchal de Créquy connaissait bien ses droits et n'avait garde d'y renoncer; ayant un jour annoncé son arrivée prochaine à la Cour de Savoie, la duchesse écrivit de sa propre main, le 25 octobre 1637, au marquis de Saint-Maurice, ambassadeur à Paris, à propos de l'*odieux privilège* : « Ceci m'est fort à cœur, « ni la naissance ni la bienséance ne permettent pas que « je continue, étant seule fille de France qui en use de « la sorte, mes sœurs ne le faisant pas comme reines, « je ne prétends pas être moindre qu'elles pour n'en « avoir pas le nom<sup>5</sup>. »

Cependant ce titre d'Altesse royale ambitionné par Christine, les honneurs de la garde et du tambour sollicités pour ses ambassadeurs, n'étaient point encore officiellement obtenus en 1653. Richelieu, qui ne perdait pas une occasion de mortifier la Maison de Savoie, les lui promit souvent, mais les refusa toujours<sup>6</sup>. La duchesse s'en con-

<sup>4</sup> Manuscrit de M. l'abbé Peyron.

<sup>5</sup> Manuscrit de M. l'abbé Peyron.

<sup>6</sup> Ils ne furent accordés qu'en 1696. Le traité de Turin stipula que les ambassadeurs de Savoie, tant ordinaires qu'extraordinaires, recevraient à la Cour de France tous les honneurs sans exception que reçoivent les ambassadeurs des têtes couronnées (traité de Turin, 29 août 1696). Un des principaux *honneurs royaux* était l'assistance d'un prince à la première et à la dernière audience d'un ambassadeur ordinaire.

solait en se faisant appeler Madame Royale dans ses Etats, et ce fut à cette époque qu'elle ordonna à Guichenon d'écrire l'histoire généalogique de la Maison de Savoie. L'historiographe crut devoir, dans cette occasion, donner une preuve éclatante de son zèle en reprenant la discussion du titre royal; il descendit dans l'arène, armé du pesant cortège de son érudition, pour combattre Graswinkel et Gianotti et relever, comme il le disait, *les droits et prérogatives d'une couronne que ses ennemis avaient voulu mal à propos ravalier*<sup>1</sup>. Le sujet était délicat, la victoire incertaine : Guichenon s'y prépara par des recherches immenses. Tout le plan de son travail se trouve exposé dans le prospectus de 1653 que nous avons mentionné, mais il vit avec douleur le fruit de ses fatigues perdu par la suppression des chapitres 13 et 14 du premier livre de son histoire. C'est alors qu'il demanda l'autorisation de les publier sous forme de traité particulier, telle fut l'origine du *Livre anonyme*.

Nous l'avons laissé, au début de cette trop longue digression, entre les mains des ministres piémontais; ils applaudissaient à la science de l'auteur, mais ils redoutaient que sa polémique ne vînt raviver le feu mal éteint de la discorde. Capré le dit clairement à Guichenon le 4 juillet 1654 :

« M. le comte (Philippe d'Aglié) ne cesse de lire votre  
« petit livre, et je vous promets qu'il le trouve curieux et  
« rare. Nous verrons, quant à l'impression, si la politique  
« permettra qu'on aille *svegliar la gatta* avec les Vénitiens, Florentins et Génois, qui sont assez bien avec

<sup>1</sup> Guichenon à Madame Royale. — Paris, 20 juin 1653 (archives générales).

« cette royale Maison. Quoi qu'il en soit, on veut que la  
« pièce soit *gardée*, et si vous venez jamais en Piémont,  
« vous saurez les intentions de LL. AA. RR. et de ces  
« messieurs qui vous estiment tous sur ma foy. »

Cependant l'impression du *Livre anonyme* sembla décidée au commencement de 1655 :

« Je suis ravy que le petit livre est près d'être mis sous  
« presse, » écrivait Capré le 5 janvier. Puis le marquis de  
Pianezza ajoutait quelques jours après : « Je tacheray de  
« vous le renvoyer au plutôt afin qu'un si excellent ou-  
« vrage ne demeure pas davantage dans les ténèbres. »  
Mais comme l'autorisation d'imprimer se faisait attendre,  
l'auteur multiplia ses instances pour qu'il fût statué d'une  
manière définitive sur le sort de son œuvre et qu'on lui en  
renvoyât le manuscrit ; il eut satisfaction sur le premier  
point, car le comte d'Aglié lui écrivit le 7 août : « Il y a  
« quelque espérance d'accommodement entre cette Maison  
« et les Venitiens, on ne voudra pas les choquer ; *partant*  
« il faut, s'il vous plaît, suspendre d'imprimer votre  
« livre. » Mais le malencontreux manuscrit restait dans  
le cabinet du ministre. L'historiographe comprit alors  
qu'on redoutait de sa part une indiscrétion et s'efforça de  
rassurer le marquis de Pianezza. « Pour le *Livre anonyme*  
« (lui écrivait-il), puisqu'on est en quelque terme d'ajus-  
« tement avec les Vénitiens, il n'est pas à propos qu'il  
« paraisse, je souscris de bon cœur à la suppression, mais  
« je désirerais bien, Monseigneur, de le ravoir pour y  
« ajouter beaucoup de choses que j'ai découvertes de-  
« puis, qui seront peut-être de saison en un autre temps.  
« Quoi qu'il en soit, je vous donne ma parole qu'il ne  
« verra point le jour et qu'on l'aura quand l'on voudra  
« n'ayant garde de rien faire qui puisse déplaire à

« LL. AA. RR. Pardonnez-moi s'il vous plaist, Monseigneur, cette tendresse pour mon part et si j'en ay escrit si souvent <sup>1</sup>. »

Au mois de novembre, il s'adressait au comte Philippe :  
« Je souhaiterais, Monsieur, que mon livre me fût rendu sur la parole que je donne qu'il ne sortira jamais de mon cabinet que sur l'ordre des puissances auxquelles je l'avais dédié. »

Mais Pianezza, malgré ces assurances, ajournait la restitution réclamée sous divers prétextes ; enfin, vaincu par cette ténacité qui fut le trait distinctif du caractère de l'historiographe, il lui renvoya son manuscrit, et Guichenon pour la troisième fois se remit à l'œuvre. L'ouvrage fut, dans ses passages trop agressifs, corrigé, adouci et refondu presque en entier. Puis l'auteur le transcrivit de sa propre main, et vers la fin de mars 1659 il adressait ce nouveau travail au comte Philippe d'Aglié avec la lettre suivante qui en fait connaître la distribution :

« Je dicte ces mots à Gartzen pour accompagner mon titre royal que je vous envoie, faites-moi le plaisir de le lire. Je l'ai *tout changé*, je me suis renfermé dans l'Italie, et n'ai pas dit un mot des princes d'Allemagne, je déclare même expressément que je ne dispute le rang de personne. Je fais voir trois choses :

« 1<sup>o</sup> Que Victor-Amédée fut contraint à prendre le titre royal par les nouveautés que causa le décret d'Urbain VIII ;

« 2<sup>o</sup> Que ce titre n'est pas seulement fondé sur le royaume de Chypre ;

« 3<sup>o</sup> Que la république ne doit pas s'éloigner de ce que font les grands rois.

<sup>1</sup> Guichenon au marquis de Pianezza, 24 août 1655.

« Je bats par là en ruine l'Altesse Royale naissante du  
« grand-duc, lequel l'obtenant partout ce serait une très  
« désagréable chose pour Son Altesse Royale, à moins  
« que vous ne regardiez tout cela comme vérité, auquel  
« cas je n'ai rien à dire, mais les Venitiens n'ont pas eu  
« cette modération à notre égard.

« Le grand-duc ne répondra pas, je ne l'attaque pas,  
« d'ailleurs j'ai lu Gianotti qui n'a rien pu dire d'essentiel  
« se retranchant uniquement sur le rang des trois répu-  
« bliques dont il est maître et qu'il représente : car le  
« titre de grand-duc ne le met pas au-dessus du duc de  
« Savoie auquel le pape a conservé expressement la pré-  
« séance. Quant aux alliances, il est vrai que la Maison de  
« Médicis en a fait deux avec la France et autant avec la  
« Maison d'Autriche, mais de 7 ducs, le premier qui était  
« bâtard épousa la bâtarde de Charles V. Côme I<sup>er</sup> épousa  
« deux demoiselles, une de la Maison de Cordoue, l'autre  
« de la Maison Martinelli; voulez-vous qu'une Maison qui  
« n'a que 150 ans se compare à la Maison de Savoie qui a  
« pour elle tant de choses que Florence n'a pas? J'affecte  
« de dire que le duc de Savoie est le plus grand prince  
« d'Italie, pour faire voir que je me borne là.

« Il me semble que dans le temps où chacun veut s'éle-  
« ver, il seroit bien que le monde sent que le duc de  
« Savoye n'a pas changé légèrement son cérémonial, que  
« ce n'est pas sur Chypre qu'est fondée la distinction dont  
« il jouit, enfin je ne dis rien qui ne soit vray, et en fait,  
« et en droit, mais cette égalité du duc de Florence est  
« choquante, et s'il obtient l'Altesse Royale, le duc de  
« Savoye la devoit abandonner.

« Voici les fondements du titre royal :

« 1<sup>o</sup> Naissance auguste ;

- « 2° Alliances toujours distinguées ;
- « 3° Etats considérables ;
- « 4° Anciennes distinctions et titres ;
- « 5° Avoir précédé la république de Venise ;
- « 6° Avoir été la seule Altesse Royale du temps mesme
- « du premier grand-duc ;
- « 7° Deux rois qui donnent le titre royal eux-mesmes ;
- « 8° Le titre d'Altesse Royale dans les traités publics
- « donné par les ministres et par les cardinaux ;
- « 9° Vocation prochaine à tant de royaumes ;
- « 10° Droits légitimes sur un royaume, lesquels droits
- « sont incontestables ;
- « 11° Ambassadeurs reçus comme ceux des rois par
- « l'empereur et par tous les rois.

« Cependant je m'en remets à tout ce que l'on trouvera  
« plus à propos, car un peu de vanité et d'amour-propre  
« peut m'abuser. Je me rendray avec docilité ; toutes les  
« choses de la vie ont plusieurs aspects et tout peut être  
« paradoxe. Mais les sujets et les étrangers remplis de la  
« chimère de Chypre, croient que c'est le seul fondement  
« des titres des ducs de Savoie. Il ne serait pas mal de les  
« désabuser, il faut encore ajouter l'Arménie et Jérusalem.  
« Je ne dis rien qui puisse réveiller les électeurs, mais ils  
« n'obtiendront rien, tant que leurs ambassadeurs ne  
« se couvriront pas devant l'empereur qui les regarde  
« comme sujets. »

Le but que se proposait Guichenon est clairement exposé dans cette lettre. Quant au plan de son travail, il ne lui coûta pas beaucoup d'étude, voulant tout à la fois justifier Monod, sans taire les erreurs qu'il avait pu commettre, et réfuter ses adversaires avec ordre et méthode. « Il  
« semble, dit-il dans son avant-propos, qu'il faut suivre



« les chapitres de l'historiographe de Savoie, et voir à  
« mesme temps les oppositions de Gianotti et de Gras-  
« winckel pour en juger plus seurement sans nous arrêter  
« aux invectives dont ces auteurs ont parsemé leurs  
« ouvrages. *Dedecus est viro prudenti non sane convi-*  
« *tiantem audire sed ea quæ dicuntur convitia retorquere.*  
« (Sanctus Gregorius Nisenus.) » Cela dit, il passe à  
examiner successivement avec le P. Monod les quatre  
propositions suivantes :

1° Si le titre royal est ancien dans la royale maison de Savoie ;

2° Si le titre royal est dû à la maison de Savoie à cause de son origine et de ses alliances ;

3° Si le titre royal est dû à la maison de Savoie à cause des États qu'elle possède ;

4° Si le titre royal est dû à la maison de Savoie à cause des droits qu'elle a sur le royaume de Chypre.

Quant au cinquième chapitre ainsi conçu dans le *Trattato del titolo reggio* : « *L'esempio delle novità fatte dagli altri prencipi obliga S. A. S. a ripigliare il titolo regale,* » Guichenon le remplace par l'intitulé suivant : « *De la préséance entre Venise et Savoie.* » Puis il supprime le sixième et dernier chapitre de Monod relatif à la déclaration de Victor-Amédée I<sup>er</sup>, en 1633, et au changement introduit dans les armes de la couronne, comme étant sans intérêt dans la question. Mais avant d'entrer en matière, l'auteur tient à établir son impartialité et son indépendance :

« Je n'entreprends pas de faire une apologie pour  
« l'historiographe de Savoie, ni condamner Gianotti ni  
« Graswinckel, je ne connais ni les uns ni les autres. Je  
« ne suy point jaloux de leur gloire et n'en veux point

« acquérir à leur despens, car comme ceste pièce est plutôt  
« un tesmoignage de mon loisir qu'une preuve de quelque  
« érudition je n'en espère point d'applaudissement et n'en  
« appréhende pas la censure, ce n'est point aussi l'intérêt  
« ni l'amour de... (*corroso*) qui m'ont poussé à faire cet  
« ouvrage. Je suis Français de naissance et de party,  
« enfin je suis personne désintéressée qui n'ai point de  
« dépendance ni de commandement d'écrire et qui n'at-  
« tends point de récompense de mon travail. Que si je cèle  
« mon nom ce n'est point crainte d'aucune chose qui m'y  
« oblige, puisque je vis en un royaume où les langues ne  
« sont pas prisonnières ny les plumes esclaves. »

Il est curieux de rapprocher cette pompeuse profession  
de foi et d'indépendance de la lettre que l'auteur écrivait  
au comte Philippe d'Aglié, en novembre 1655 : « Je n'ay  
« entrepris cette pièce (le *Livre anonyme*) que pour plaire  
« à LL. AA. RR. et pour défendre les interets de leur  
« couronne. Je serai toujours satisfait quand je feray ce  
« qu'elles me voudront prescrire. »

Le *Livre anonyme* est peut-être de tous les écrits de  
Guichenon celui où il a entassé le plus d'érudition, de  
*doctrine*, comme on le disait de son temps, mais peut-être  
aussi celui où il s'est montré le plus lourd. Ses pages sont  
hérissées de citations de vers, d'axiomes, de décisions  
tirées des auteurs sacrés, des historiens, poètes, philo-  
sophes anciens et modernes, et des jurisconsultes de tous  
les siècles. Il corrobore les preuves du P. Monod par de  
nouvelles autorités, et suit pas à pas ses adversaires avec  
une imperturbable ténacité, relevant leur mauvaise foi ou  
leur ignorance par ces coups de *caveçon*, dont parle Capré,  
sans trop s'écarter néanmoins de ses habitudes de modé-  
ration. Une fois cependant, emporté par l'outrecuidance

de Graswinckel, qui prétend que mettre en parallèle Venise et Savoie, *c'était présenter à un pygmée les brodequins d'Hercule*, Guichenon trouve qu'il serait le cas de rendre à ce Hollandais rodомontade pour rodомontade et de lui appliquer ces vers :

*Aquilam cornix provocat Thersites Achillem  
Et se asinus pardum vocat et formica leonem.*

Il serait presque impossible d'analyser le *Livre anonyme* sans tomber dans les inconvénients que nous lui avons reprochés, ce que nous en avons dit suffit pour le faire apprécier au point de vue littéraire. Certes, comme lecture d'agrément, nous ne le conseillerons à personne ; mais au point de vue historique, il est intéressant à consulter. Les dissertations de l'auteur sur l'ancienneté et la hiérarchie des titres d'*illustre*, d'*illustrissime*, d'*Excellence*, de *Sérénité*, sur le *nobilissimat*, ses recherches sur les usages de la cour de Rome et celles des autres souverains en matière de cérémonial et de préséance, contiennent des détails fort curieux. Lorsqu'il fait ressortir dans son second chapitre l'ancienneté et l'illustration de la maison de Savoie et la grandeur de ses alliances depuis l'origine de la monarchie, il traite un sujet riche et facile et s'en tire avec succès. Mais il est moins heureux quand il cherche à appuyer les droits de Charles-Emmanuel II au titre royal sur l'importance de ses possessions. A la maigre énumération qu'il fait des Etats de ce prince, nous préférons beaucoup la division du P. Monod en peuples *cisalpins*, *inalpins*, *transalpins*, ainsi que son argumentation fondée sur l'étendue de l'ancienne Allobrogie et la valeur de ses habitants <sup>4</sup>.

<sup>4</sup> *Trattato del titolo reggio*, pages 30 et suivantes.

Guichenon, à l'appui de sa thèse, cite d'abord la lettre célèbre du cardinal Pierre Damien à Adélaïde de Suse, comtesse de Savoie, où se trouvent ces paroles : « *Tu quoque sine viridi regis auxilio regni pondus sustinens.* » Puis il ajoute : « Et à vrai dire, les Etats de S. A. de Savoie ne sont pas en si petite considération dans la chrestienté qu'ils doivent servir d'obstacle à la dignité royale ni en ternir le lustre, puisque leur étendue est depuis Vercel jusqu'au pont de Beauvoysin, et depuis la Suisse jusqu'à Nice. Qu'ils sont composez de deux archeveschés Turin et Tarentaise, d'unze éveschés Genève, Maurienne, Aouste, Vercel, Ivrée, Ast, Nice, Lausanne, Albe, Fossan', Saluces et Montdevis, de cinq duchés Savoye, Chablais, Aouste, Genevois et Montferrat, de trois principautez, Piémont, Oneille, et Barcelonnette, de quatre anciens marquisats possédés autrefois par des seigneurs particuliers qui tenaient rang de prince, Suse, Ivrée, Saluces et Cève, et six comtés, mesme prérogative, Maurienne, Tarentaise, Nice, Vercel, Ast et Tende, outre plus de quarante riches abbayes, soixante marquisats, plus de trois cents comtés et plusieurs baronnies et autres terres de marque et de bonne revenue. »

Le quatrième chapitre, où l'auteur examine si le titre royal est dû à S. A. à cause du droit qu'elle a sur le royaume de Chypre, était le plus délicat. Guichenon débute par une proposition aussi naïve que logique : « Cette question, dit-il, *vide toutes les autres si le royaume de Chypre appartient au duc de Savoye, il s'en suit qu'il peut en prendre la qualité.* » Il établit ensuite la légitimité de cette possession par des titres et des arguments décisifs, fait un résumé des révolutions de l'île de Chypre et prouve que le soudan d'Egypte ne pouvait l'inféoder à

Jacques le bâtard. Enfin dans le cinquième chapitre, il démontre l'absurdité du principe soutenu par Graswinkel, que la règle des rangs et des préséances doit se tirer de la dépendance féodale ou de l'indépendance absolue, et qu'ainsi le duc de Savoie, vassal de l'empereur, ne peut précéder un Etat qui n'a nulle sujétion de féodalité. C'est dans cette partie de son travail surtout que l'auteur multiplie les citations; il semble heureux d'entasser avec les textes des feudistes les preuves de son érudition.

Le livre de Guichenon, plus lourd et moins aigri dans la forme, était au fond plus agressif contre Venise que celui du P. Monod. On comprend, après l'avoir lu, que le marquis de Pianezza, désireux de réconcilier la régente avec l'ombrageuse république, en ait interdit la publication.

Nous croyons pouvoir avancer qu'il n'existe que trois manuscrits du *Livre anonyme*, et voici sur chacun d'eux les particularités qui nous sont connues.

Celui que nous venons d'analyser appartient aux archives générales de Sardaigne. Il a pour titre : *Discours sans passion sur le différend de Venise et de Savoie touchant le titre royal, les droits sur le royaume de Chypre et la préséance, contenant le jugement des ouvrages de l'auteur du titre royal, de Gaspard Gianotti et de Théodore Graswinkel*. Ce manuscrit évidemment est celui qu'adressa Guichenon au comte Philippe d'Aglié, en 1659, après les corrections faites au premier texte. Il se compose de 144 pages in-folio <sup>4</sup>.

<sup>4</sup> Ecrites par Gartsen, secrétaire de l'historiographe, sans annotations ni surcharges. Sur la couverture du volume grossièrement relié, se voient les armes de la maison d'Aglié, et sa devise *sans départir*.

Une copie littérale de ce manuscrit existe à la bibliothèque impériale de Paris sous le numéro 235, fond De La Mare ; le savant Dijonnais a transcrit de sa main le texte en entier et ajouté cette indication au bas du titre : *Par M. le chevalier de Guichenon. Le Livre anonyme fut donc communiqué, malgré la formelle assurance donnée par son auteur aux ministres piémontais, qu'il ne sortirait de son cabinet que sur l'autorisation expresse des puissances auxquelles il était dédié.* On ne peut comprendre le motif qui détermina Guichenon à manquer à sa parole et à se départir de sa circonspection habituelle, car cette communication pouvait gravement le compromettre, et les relations qu'il entretenait avec le docte Bourguignon n'étaient pas assez intimes pour expliquer sa confiance. La correspondance des deux savants, conservée dans le recueil de l'Institut, est muette sur le fait qui nous occupe, une seule allusion semble s'y rapporter. Guichenon, avant tout préoccupé de la question économique lorsqu'il publiait un ouvrage, avait prié De La Mare de lui indiquer un Mécène généreux qui voulût accepter la dédicace de sa *Bibliotheca sebusiana* en se chargeant des frais d'impression. Le conseiller lui répondit la lettre suivante, datée de Dijon, le 12 juin 1659 :

« Monsieur,

« J'ai reçu la votre du 30 du passé pour répondre à laquelle je vous dirai que votre *Bibliotheca sebusiana* ne saurait manquer d'avoir l'approbation de tout le monde. Je m'assure qu'elle ne manquera pas d'agréer à M. d'Hérouval qui nous a engagés M. le maître des comptes Lantin et moy de ramasser d'autres pièces concernant l'histoire de Bourgogne pour les faire imprimer, comme vous faites celles de la Bresse. Quant

« au patron, je vous diray que le plus utile sera M. Fou-  
« quet qui est à présent l'idole des gens de lettres qui  
« écrivent, à quelques-uns desquels il a fait du bien,  
« aux autres *non*. Pour des personnes de grand mérite  
« et qui mériteroient l'honneur que vous leur feriez, il  
« y a M. de Montmor, maîtres des requestes, chez lequel  
« il y a académie tous les mercredis. On y fait des expé-  
« riences de choses naturelles qui obligent de meilleure  
« façon. Du reste, je ne sauray qu'en dire, car les uns ont  
« peu de vertu, les autres les ont si fort mélangées de  
« mauvaises qualités que je n'oserois vous en indiquer  
« aucun de qui on peut espérer d'avoir response ; en un  
« mot, je vous diray qu'on ne trouve pas des *roys de*  
« *Chypre à Paris*, mais que partout vous me trouverez  
« toujours votre très humble et très obéissant serviteur,  
« De La Mare. »

Cette dernière phrase fait évidemment allusion aux faveurs dont Guichenon était comblé par la cour de Turin ; il devait à sa recommandation les lettres de noblesse que Louis XIV lui avait concédées peu de jours auparavant, et de La Mare, parlant du *roi de Chypre*, semble dire que le *Livre anonyme* n'avait pas peu contribué à procurer à son auteur la généreuse protection du duc de Savoie.

Le premier manuscrit du discours sans passion, celui dont Guichenon réclamait la restitution avec tant d'insistance en 1655, a éprouvé de nombreuses vicissitudes avant d'entrer dans la bibliothèque de l'Académie des sciences de Turin, où il se trouve aujourd'hui. Acquis avec les plus importants manuscrits de l'historiographe par Laurent Pianelli de la Valette, conseiller du roi et prévôt des marchands de Lyon, en 1687, il suivit la destinée de la célèbre bibliothèque que forma ce bibliophile éclairé, et

dont M. Auguste Bernard a publié l'histoire en 1854. Cette collection, transportée d'abord en Bourgogne, y fut dispersée à l'époque de la première révolution française, et ses volumes les plus précieux, adjugés par confiscation au domaine national, passèrent successivement de la bibliothèque de l'Yonne dans celle de la ville d'Auxerre sous le gouvernement consulaire <sup>1</sup>.

Le Père Laire, de l'ordre des Minimes, savant bibliographe du dernier siècle, en a dressé le catalogue qu'a publié M. Auguste Bernard <sup>2</sup>. On peut juger, à la lecture de ce document, de l'importance des richesses littéraires que possédait Auxerre avant les pertes qu'elle a faites. Ce fut en 1804 que MM. Chardon La Rochette et Prunelle, agents du ministre Chaptal, enrichirent arbitrairement de ses dépouilles la bibliothèque de médecine de la faculté de Montpellier et y firent transporter les 34 volumes in-folio qui forment la collection principale des manuscrits de Samuel Guichenon, si importants pour l'histoire de Savoie.

A son tour, l'administration municipale, avec la plus inexplicable insouciance, vendit ou laissa vendre à vil prix plusieurs raretés bibliographiques oubliées dans la bibliothèque d'Auxerre par les commissaires de Chaptal. Un long silence suivit ces spoliations et semblait les justifier lorsque la réaction tout à coup s'est manifestée et les protestations qui s'élevèrent contre ces actes blâmables, pour avoir été tardives, n'en furent que plus énergiques. Au signal donné par le savant bibliothécaire de la ville de Troies, une polémique ardente s'est engagée entre quel-

<sup>1</sup> *Cabinet historique*, 5<sup>e</sup> livraison, 1856. Lettre de M. Auguste Bernard.

<sup>2</sup> *Cabinet historique*, même livraison, pages 115 et suivantes.



ques-uns des correspondants du *Cabinet historique*; on peut la suivre dans les livraisons 5, 10 et 11 de la 2<sup>me</sup> année de cette excellente revue.

Le manuscrit qui nous occupe, après avoir échappé à M. Prunelle, fut au nombre de ceux que M. le chevalier Cibrario acquit en 1835 de la ville d'Auxerre<sup>1</sup> et qu'il a déposés dans la bibliothèque de l'Académie des sciences de Turin. Nous avons pu constater que c'est bien le volume dont M. Auguste Bernard regrette d'avoir perdu la trace et qu'il signale sous le numéro 42 du catalogue Pianelli<sup>2</sup>. Ce volume est un petit in-folio de 197 feuillets de 20 lignes à la page, numérotés par Guichenon. La note attribuée au Père Laire est tracée d'une écriture nette et ferme au verso du premier feuillet; la rédaction diffère légèrement de celle qu'a donnée le *Cabinet historique*; en voici le texte précis :

« Ce manuscrit, composé par M. Guichenon, historio-  
graphe de France et de Savoie, est original, n'ayant jamais

<sup>1</sup> La note suivante, qu'a bien voulu nous communiquer M. le chevalier Cibrario, justifie celle que nous avons fournie au *Cabinet historique* sur les manuscrits d'Auxerre acquis au Piémont. (Voy. le numéro d'octobre 1886.)

« Je me rappelle que lorsque j'étais secrétaire de la commission royale d'histoire, le bibliothécaire d'Auxerre m'adressa la proposition de nous céder au prix de 400 francs plusieurs manuscrits qui avaient appartenu à Guichenon. Cette proposition fut accueillie, les manuscrits nous furent envoyés, le prix a été payé. Le plus précieux de ces manuscrits est l'ancienne chronique de Savoie qui a été imprimée dans les *Monumenta historiae patriæ*. Il y avait, en outre, un nobiliaire de Savoie et de Dauphiné en 7 volumes, un récit de l'entrée de la duchesse Marguerite d'Autriche (si je ne me trompe) dans la ville de Genève, enfin le discours sans passion que vous citez. Je ne puis me rappeler rien de plus. » Turin, 17 janvier 1857.

<sup>2</sup> Voy. *Cabinet historique*, 5<sup>e</sup> livraison.

été imprimé ; quoiqu'il soit écrit d'une main étrangère, il est corrigé de sa propre main. »

L'épigraphe suivante, supprimée dans le manuscrit des archives de Turin, se lit encore dans celui-ci au verso du premier feuillet :

*Satis triumphat veritas apud paucos  
Bonasque accepta nec indolis ejus est  
Placere multis.*

J. Lrs., libr. I, dissert. 15.

Guichenon, en adressant au comte d'Agliè son nouveau titre royal, vers la fin de mars 1659, lui écrivait : *Faites-moi le plaisir de le lire, je l'ai tout changé*. On remarque, en effet, de très nombreuses corrections sur le manuscrit de l'Académie des sciences. Nous n'avons pas eu le loisir de le comparer avec celui des archives pour constater les variantes, ce travail eût d'ailleurs présenté peu d'utilité : toutes les feuilles volantes, notes marginales ou interlinaires qui modifient le texte primitif sont de l'écriture de Guichenon, et il les a multipliées sur les pages 140, 141, 142 au point de le rendre presque illisible. Les changements introduits par l'auteur portent sur l'argument de prescription invoqué par Venise pour justifier l'usurpation du Bâtard de Chypre.

Nous avons assez, trop longuement peut-être, discoursu du *Livre anonyme*, il nous reste à dire brièvement comment prirent fin les querelles de préséance qui divisèrent si longtemps Venise et Savoie.

L'accommodement désiré, et dont l'espoir motiva la suppression du livre de Guichenon, ne fut jamais complet et sincère sous le règne de Charles-Emmanuel II. En vain ce prince, pour faire disparaître tout prétexte de méfiance et tout motif de susceptibilité, désavoua officiellement le

Père Monod et son *Trattato del titolo regio* ; en vain il envoya ses galères et la noblesse de ses Etats prêter assistance à Venise pour la défense de Candie, la république ne perdit rien de sa jalousie ni de ses prétentions à la couronne de Chypre ; c'était chose étrange, en vérité, que la durée de cette querelle pour la possession d'un royaume que les Turcs occupaient depuis près d'un siècle. Cependant les concessions et les avances faites par Charles-Emmanuel II déterminèrent la reprise des relations diplomatiques depuis longtemps interrompues, et le marquis del Borgo fut envoyé comme ambassadeur à Venise après le traité de 1652. Le Sénat, dans cette occasion, décréta que les armes de Savoie, surmontées de la couronne royale, seraient placées sur la porte de l'ambassadeur ; mais il fut décidé que l'écu ne porterait que la croix blanche et que toutes les alliances y seraient supprimées afin que le quartier de Chypre, placé sous la couronne royale, ne parût pas constater l'acquiescement de Venise aux prétentions de la Maison de Savoie.

Après que les premières puissances de l'Europe, par le recès général de Ratisbonne et les traités de Turin et de Riswick, eurent officiellement reconnu le titre d'Altesse Royale aux ducs Charles-Emmanuel II et Victor-Amédée II, Venise et la cour de Rome n'en continuèrent pas moins à protester contre cette innovation et à refuser les *traitements royaux* aux ambassadeurs de Savoie. Si la jalousie des Vénitiens motiva leur opposition, on ne peut expliquer celle des papes auxquels les princes de la Maison de Savoie avaient toujours donné des preuves de déférence et de dévouement ; aussi Victor-Amédée II en fut-il vivement froissé, et les procédés discourtois des prédécesseurs de Clément XI le disposèrent à la résistance énergique et aux

formes acerbes qu'il opposa constamment aux prétentions de ce pontife. Cependant, avant les conflits de juridiction qui brouillèrent, au commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle, les cours de Rome et de Turin, Victor-Amédée II tenta, par un exposé calme et motivé de ses droits, de faire tomber la résistance que le pape et les Vénitiens mettaient à reconnaître son *titre royal* ; il fit écrire un nouveau livre anonyme qui parut pour la première fois à Cologne, en 1704, sous le titre suivant :

*Lettre de M<sup>\*.\*</sup> à un de ses amis sur le titre d'Altesse Royale du duc de Savoie et les traitements royaux que ses ambassadeurs reçoivent de l'empereur et de tous les rois de la chrétienté.*

Le fond et la forme de cet ouvrage, généralement attribué au président de Lescheraine, rappellent ceux du *Trattato del titolo regio* et du *Discours sans passion* ; mais l'auteur est beaucoup plus modéré que Monod et moins prolix que Guichenon <sup>1</sup>. L'annotation ajoute qu'il fut supprimé à la sollicitation des Vénitiens ; s'il en est ainsi, la suppression fut loin d'être complète, car les exemplaires de cette lettre qui appartiennent aux éditions de Cologne et de Paris sont extrêmement communs <sup>2</sup>, et M. Rousset l'a reproduite

<sup>1</sup> Une note manuscrite mise en tête d'un exemplaire de la lettre de M<sup>\*.\*</sup>, provenant de la riche bibliothèque Walcknaër, indique que ce livre fut supprimé à la sollicitation des Vénitiens.

<sup>2</sup> Chez J.-Jacques Sermat, Cologne (à la Sphère), 1704, in-12. — J. Colombat, Paris, 1702, in-12.

Il existe une traduction italienne de l'édition de Cologne publiée par J. Sermat la même année (1704), sous format in-8°. Nous en connaissons une autre encore écrite dans la même langue, sans lieu d'impression, portant la date de 1702.

encore en 1746 <sup>1</sup>. Le traité d'Utrecht mit un terme à ces éternelles discussions de titres et de préséances entre les princes d'Italie, et Victor-Amédée II, en prenant possession du royaume de Sicile, reçut avec la couronne royale les honneurs et prérogatives qui y sont attachés <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> *Mémoires sur le rang et la préséance entre les souverains de l'Europe*, par M. ROUSSET, pages 100 à 138.

<sup>2</sup> Art. IV du traité entre le roi d'Espagne et le duc de Savoie.

**QUATRIÈME NOTICE**  
**SUR**  
**QUELQUES MONNAIES DE SAVOIE**  
**INÉDITES**

**Publiée par FRANÇOIS RABUT**

Professeur d'histoire au lycée d'Agén, ancien Conservateur du Musée d'archéologie de Chambéry,  
Président de la Société d'histoire et d'archéologie, ancien Secrétaire-adjoint de l'Académie  
impériale de Savoie, Membre de quelques Sociétés littéraires ou archéologiques de  
la France, de la Suisse et de l'Italie.

---

Si j'ai regretté quelquefois de n'avoir pas attendu pour réunir en un seul travail les notices que j'ai publiées en divers temps sur des monnaies inédites de Savoie, je me félicite de l'avoir fait ainsi, aujourd'hui que, par un événement déplorable, quelques-unes des pièces que j'ai décrites et dessinées sont perdues <sup>1</sup>.

Dans le vol commis, il y a deux ans environ, au musée de numismatique de Chambéry, plus de huit cents monnaies ou médailles en argent ou en or ont disparu. Mais il y a plus particulièrement à regretter deux cents pièces environ appartenant à la série des comtes et des ducs de Savoie et

<sup>1</sup> *Mémoires de l'Académie*, deuxième série, tom. I<sup>er</sup>; II<sup>e</sup>, III<sup>e</sup>.

aux autres branches de la numismatique savoisienne, entre autres :

Un denier d'Humbert III et une belle pièce d'Amédée VI, dessinés dans ma première notice ;

Un écu d'or du duc Louis et un d'Emmanuel-Philibert, publiés dans la deuxième ;

Une variété encore inédite d'un ducat d'or de Philibert I<sup>er</sup> et des variétés d'autres pièces dont on pourra trouver la description dans la présente Notice, parce que j'avais pris quelques notes en les classant dans les vitrines du musée ;

Un tiers de sol mérovingien de Lausanne, publié dans les Mémoires de la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie.

Aussi je viens, sans attendre d'avoir un butin bien considérable, continuer à faire connaître les nouvelles pièces frappées par les princes de la Maison de Savoie que j'ai pu rencontrer. La plupart d'entre elles proviennent des découvertes faites par M. Vissol, syndic de Montagnole, dans les environs de l'église de cette commune.

## I. . . . .

### Comtes et ducs de Savoie.

#### AMÉDÉE VI.

J'ai déjà signalé et dessiné <sup>1</sup> une variété du denier fort éucellé de ce prince donné par M. Promis <sup>2</sup>. Je possède un exemplaire bien conservé d'une autre variété. Elle ne diffère de celle qu'a publiée le célèbre numismatiste pié-

<sup>1</sup> *Première Notice*, page 18 et n° 4 de la planche ; *Mémoires de l'Académie royale de Savoie*, tome I<sup>er</sup> de la 2<sup>e</sup> série.

<sup>2</sup> Pl. III, n° 6 du *Monete dei reali di Savoia*.

montais que par la présence de trois roses, au lieu d'une seule, posées l'une au-dessus et les deux autres de chaque côté de l'écu.

### AMÉDÉE VIII.

1° C'est à ce prince que je pense devoir attribuer une pièce nouvelle du poids de 16 grains <sup>1</sup>. (Voy. la planche, n° 1.)

*Avers* : Un A gothique, accompagné de quatre petits annelets, ayant un point central et la légende entre grenetis :

† MEDEVS 8 COMES.

*Revers* : Un écu de Savoie, accompagné de trois petits annelets avec un point au centre :

† DE 8 SABAVDIE (*sic*).  
(Collection Vissol.)

Je l'attribue à Amédée VIII à cause du style et à cause des *points ouverts* (*puncti aperti*), qui séparent les mots de la légende <sup>2</sup> et dont il est souvent parlé dans les ordonnances de ce prince : *Loco puncti parvi clausi punctus apertus ponatur* <sup>3</sup>.

2° Voici une toute petite pièce du même comte; un obole viennois ou demi-viennois, la trente-deuxième partie du gros, du poids de 7 grains. (Voy. planche, n° 2.)

*Avers* : Un A gothique :

† MED... COMES.

<sup>1</sup> J'ai continué à me servir des anciens poids pour faciliter la comparaison avec les pièces publiées par M. Promis et par moi.

<sup>2</sup> Voy. *Troisième Notice*, page 9.

<sup>3</sup> Ordonnance de l'année 1419. — Voy. Recueil DUBOIS, tome XVIII, vol. XX; *Delle Monete*, titre II, page 865.



*Revers* : Un écu de Savoie :

† SABA...

(Collection Vissol.)

Je n'ai trouvé mention de petites pièces de cette valeur que dans les lettres du comte Amédée VIII, du 4 septembre 1406, signées Lambert Oddinet, qui contiennent une énumération de toutes les fractions du système monétaire de cette époque<sup>1</sup>.

3° Celle-ci lui appartient encore sans aucun doute. C'est un denier viennois frappé à Chambéry par Jean *de Masio*, d'Asti, ensuite d'ordonnance de frappe, du 28 avril 1421, dans laquelle le prince lui enjoint de contresigner ses monnaies d'une étoile; signe que nous trouvons en effet sur notre pièce après le mot AMEDEVs. Elle pèse 13 grains. (Voy. pl., n° 3.)

*Avers* : Un A gothique fleuroné :

† MEDEVs (une étoile à 6 rais) DVX.

*Revers* : Un écu de Savoie :

† SABAVDIE

(Collection Vissol.)

C'est à ce même atelier de Chambéry et au monnayeur Jean *de Masio* (Dumas) qu'il faut attribuer le fort publié par M. Promis<sup>2</sup>, dont notre pièce est le demi et qui porte comme elle l'étoile après le mot AMEDEVs. M. Promis l'avait attribué à l'atelier de Turin et à la date 1419<sup>3</sup>, où frappait Martinet Mercier dont le signe était une marguerite.

<sup>1</sup> DUBOIS, volume cité, page 856.

<sup>2</sup> III<sup>e</sup> planche supplémentaire, n° 4, *ibid.*

<sup>3</sup> Tome I, page 531 de l'ouvrage cité.

4°, 5° J'ai rencontré deux variétés des demi-gros que j'ai restitués à Amédée VIII dans ma troisième Notice <sup>1</sup>. Elles confirment la restitution que j'ai faite à ce prince d'une monnaie donnée à son aïeul Amédée VI ; car elles diffèrent des variétés connues par les marques monétaires, qui sont celles des officiers d'Amédée VIII :

Sur l'une, c'est un trèfle, marque de Thomas *de Polonia*, monnayeur à Chambéry en 1420 <sup>2</sup> ;

Sur l'autre, une fleur de marguerite, que les documents publiés nous apprennent être le contresigne de Martinet Mercier de Quiers, maître des monnaies à Turin en 1419 et 1420 <sup>3</sup>. La première appartient à la collection Vissol ; la seconde était au musée de Chambéry.

6° Une variété du quart de gros n° 2 des planches de M. Promis. Ces différences sont la forme des lettres, surtout des A qui sont symétriques, les *points ouverts* qui remplacent les fleurs dans la légende de la face et l'abréviation *co* au lieu de *cōm*.

7° Encore une variété du quart n° 7 des planches de M. Promis, avec le croissant, signe de Jacques Picoz, monnayeur à Nyon en 1420, pour différent monétaire. Appartient à M. Vissol.

8°, 9° Et enfin deux nouvelles variétés du quart dont M. Promis a donné le dessin sous n° 17.

La variété publiée par le numismatiste piémontais est marquée d'une *couronne*.

<sup>1</sup> Pages 5 et suivantes.

<sup>2</sup> PROMIS, tome I<sup>er</sup>, page 25.

<sup>3</sup> On trouve l'indication de ce différent monétaire dans les ordonnances publiées par DUBORN, pag. 865 et 876 du volume déjà cité..... *et margarita pro intersigno dicti Martinetti ad differentiam intersignorum magistrorum Chamberiani, Nividuni et Yporegii*.

J'en ai déjà signalé dans le temps trois <sup>4</sup>:

Une avec le *trèfle* de Thomas de Folonia, monnayeur à Chambéry en 1420;

Une autre, avec la *fleur de lys* de Manfred Besson, qui frappait dans la même ville en 1422-23.

La troisième, avec le *croissant* de Jacques Picoz, qui battait à Nyon (1430).

Des deux nouvelles que je fais connaître aujourd'hui, l'une, donnée au musée de Chambéry par M. Chapperon, tailleur, est marquée de l'*étoile* de Jean de Masio d'Asti<sup>5</sup>, et l'autre, qui appartient au musée Vissol, est marquée de la fleur de *marguerite* de Martinet Mercier.

#### LOUIS.

1° J'ai trouvé dans la collection de M. Vissol une variété du quart n° 3 des planches du *Monete dei Reali di Savoia*. Le différent, au lieu d'être une étoile, est une fleur à quatre pétales trilobées, déjà signalée sur quelques monnaies de ce prince<sup>6</sup>.

2° Et, au musée de Chambéry, une variété de la pièce dessinée sous le numéro 2 des planches du même ouvrage. Les deux *points ouverts* qui précèdent le mot SABAV sont remplacés par deux points carrés. Le différent après le mot PRINCEPS est une étoile à six rais au lieu de deux croissettes; il y a aussi quelques différences dans les légendes qui, sur notre variété, sont :

LYDOVIC. D : SABAV

PRINCEPS (étoile) IMPE : ETC

<sup>4</sup> *Deuxième Notice*, pag. 9.

<sup>5</sup> Voy. ci-dessus, n° 3.

<sup>6</sup> Voy. *Deuxième Notice*, tom. II de la seconde série des *Mémoires de l'Académie*, et PROMIS, planches, n° 5.

## AMÉDÉE IX.

J'ai acheté à Lausanne, les vacances dernières, une jolie parpaïole d'Amédée IX, avec la fleur à quatre pétales trilobées des monnaies de son père, placée après le mot *dux*. Il n'y a avant ce mot que deux croisettes <sup>1</sup>.

## PHILIBERT I<sup>er</sup>.

1° Le Musée de Chambéry avait acquis, par voie d'échange en 1857, un ducat d'or différent de celui qui est connu <sup>2</sup>. D'après l'ordonnance de 1474, qui prescrit, dans le règne de Philibert, de frapper des pièces de cette espèce, il doit en être frappé en deçà et en delà des monts. Sur le ducat déjà publié, le différent est une petite fleur à quatre pétales arrondies ; sur celui que possédait le Musée de notre ville, c'est la grosse fleur à quatre pétales trilobées des règnes précédents, qui suit le mot *dux*. Cette marque monétaire, que l'on trouve volontiers sur les pièces découvertes en deçà des Alpes, tandis que l'autre fleur se rencontre plus volontiers de l'autre côté des montagnes, est pour moi, presque sans aucun doute, la marque du monnayeur de Chambéry.

Voici la description de cette pièce, qui a été volée avec tant d'autres et dont je possède un estampage :

*Avers* : Le duc sur un cheval au galop, armé de toutes pièces et levant l'épée.

PHILIBERTVS \* DVX (fleur) SABAVIDIE.

*Revers* : Ecu de Savoie penché, timbré du heaume, que

<sup>1</sup> Voy. PROMIS, planches, n° 2.

<sup>2</sup> PROMIS, planches, n° 3, et tome I, pag. 455.

surmonte le cimier de Savoie et accompagné du mot **FERT** séparé en deux ; le tout dans un double entourage composé de quatre arcs ogivaux alternant avec quatre petits angles droits.

MARCHIO \* IN ITALIA PRIN

Poids : 2 deniers 48 gr.

2° J'ai une parpaiole de Philibert I<sup>er</sup>, avec le différent M. S., au lieu du différent B à la fin de la légende de la face<sup>1</sup>.

### CHARLES I<sup>er</sup>.

On voit dans les cartons de M. Vissol une maille de Charles I<sup>er</sup>, avec deux croisettes seulement, au lieu de quatre, que l'on trouve sur celle qui est déjà éditée<sup>2</sup>.

### PHILIPPE II.

J'ai encore vu, dans la même collection, des exemplaires en assez bon état, de la maille de Philippe II, dont M. Promis a donné, dans sa troisième planche complémentaire n° 3, un dessin d'après un exemplaire fruste. Cela me permet de compléter ainsi les légendes de cette petite pièce :

† PHILIPVS. DVS. SBD. P. C.

† SABAVDIE ET. P.

### CHARLES II.

J'ai à faire connaître un viennois ou une maille nouvelle de ce prince.

<sup>1</sup> Voy. PROMIS, n° 7 des planches.

<sup>2</sup> Ibid., planches n° 12.

**Avers** : Un écu de Savoie accompagné de trois annelets ou points ouverts.

† KAROLVS : DVX : SA...

**Revers** : Un K entouré de quatre annelets.

† MAR... : IN ITALI

Poids en l'état : 10 grains. (Voy. la planche, n° 4.)

(Collection Vissol.)

### EMMANUEL-PHILIBERT.

La numismatique de ce règne est déjà fort considérable. J'y ajoute deux pièces :

1° Un écu d'or de trois livres, frappé à Chambéry en 1566.

Cette espèce a été frappée en divers lieux pendant le règne du duc Emmanuel-Philibert. M. Promis a publié les écus frappés :

A Verceil en 1564 ;

A Gênes en 1571 ;

A Chambéry en 1578, par Jean Mireto.

J'ai publié celui qui a été battu à Nice en 1564 <sup>1</sup>.

Aujourd'hui je fais connaître celui qui a été frappé à Chambéry en 1566, par Etienne Bourges. Après la date du revers, on trouve en effet les lettres E. B., initiales de ce maître des monnaies, qui exerçait à Chambéry à cette date <sup>2</sup>.

Cette pièce, que j'avais fait entrer par échange dans la série du musée de Chambéry, est une de celles qui ont été perdues.

2° Le quart de sol frappé à Turin par Bernard Castagna,

<sup>1</sup> *Deuxième Notice*, pag. 25.

<sup>2</sup> *Monete dei reali di Savoia*, tom. I, pag. 24.

en 1567. Il a servi de modèle à celui qui a été battu à Verceil en 1577<sup>4</sup>, et il n'en diffère que par la date et les initiales de la ville et de l'officier monétaire, T. B. C. (Torino, Bernardo Castagna), qui remplacent le V indicateur de la monnaie de Verceil.

#### CHARLES-EMMANUEL I<sup>er</sup>.

Il faut renoncer à décrire toutes les variétés des petits quarts de sol de ce duc. Je me borne à donner le dessin de la plus remarquable de celles que j'ai encore rencontrées. (Voy. planche, n° 5.)

#### CHARLES-EMMANUEL II.

1° Je donne également le dessin (n° 6 de la planche) d'un quart de sol inédit où les initiales C. D., qui forment le type principal de l'avvers, peuvent être attribuées au duc Charles-Emmanuel II, *Carolus Dux*, ou à la duchesse Christine, sa mère et tutrice, *Christina Ducissa*, ce que je crois plus volontiers.

2° J'ai laissé à Chambéry une pièce inédite de Charles-Emmanuel II, dont je ne puis donner le dessin, mais dont voici la description :

*Avers* : Le buste du prince et au-dessous une ligne de petits points.

CAROLVS EMANVEL

*Revers* : Une croix tréflée.

II D. G. DVX SABAYD. 1649.

Cette petite pièce est en billon et ne pèse que 26 grains.

<sup>4</sup> *Monete dei reali di Savoia*, planche n° 52.

II.

**Branches latérales.**

**LOUIS DE VAUD.**

Dans les fouilles qu'il a faites près de l'église de Montagnole, M. Vissol a trouvé plusieurs fois la moitié d'un denier coupé parfaitement au milieu <sup>4</sup>. Une de ces moitiés de pièce appartient à Louis de Vaud, probablement à Louis I<sup>er</sup>, et diffère du denier qui figure dans la seconde planche complémentaire de M. Promis, n° 14. J'en donne le dessin sous le n° 7 de la planche jointe à ce mémoire. On y voit :

*A l'avvers* : Une croix pattée avec un globule dans le premier canton.

† ..... ICVS : (une fleur à cinq pétales).

*Au revers* : Une étoile à six rais.

† DE SAB.....

**LOUIS D'ACHAIE.**

J'ai rencontré de ce prince une très petite pièce inédite, un peu fruste, probablement un tiers d'obole. (Voy. la pl., n° 8.)

*Avers* : Un grand L avec la légende :

† VDOVI (deux petites croisettes) CVS

*Revers* : Un écu aux armes de Savoie, brisé d'un bâton posé en bande.

†..... ABAVD

<sup>4</sup> Ces pièces paraissent avoir été partagées avec intention; j'en ai vu plusieurs autres exemplaires qui me font croire qu'on coupait ainsi les pièces pour la commodité des paiements.



Poids en l'état : 4 grammes ; argent très allié.

(Collection Vissol.)

La croix qui précède la légende de l'avvers est accompagnée de quatre croisettes.

C'est le tiers de la pièce qui figure sous le n° 8 des planches des *Monete dei reali di Savoia*, à laquelle elle ressemble en tous points, autant que le mauvais état de la pièce permet de le voir.



# MÉMOIRE SUR L'OZONE

## MANIFESTÉ DANS LE SEREIN ET LA ROSÉE

Par CHARLES CALLOUD, pharmacien,

Membre correspondant de la Société impériale de l'agriculture et des arts de  
Seine-et-Oise, de l'Académie royale d'agriculture de Turin, etc.

---

Lu à la séance du 5 juillet 1860 de l'Académie impériale des sciences,  
belles-lettres et arts de Chambéry.

---

L'année dernière, au mois de septembre, sur l'invitation des docteurs Descostes et Ringuet, je me rendis à Rumilly pour soumettre à un examen, sur place, certaines eaux de source, utilisées comme eaux potables, et sur lesquelles l'opinion populaire établissait des différences sous les rapports de la fraîcheur, de la légèreté et des qualités hygiéniques. L'une d'elles, appelée *Fontaine des Malades*, est désignée comme réunissant hautement tous ces avantages. Je la soumis, comparativement à plusieurs autres eaux de source utilisées, soit dans la ville, soit dans les environs, à une analyse indicative par les moyens connus. Sur douze eaux de source examinées, deux me présentèrent à la réaction de l'azotate d'argent, un phénomène de coloration en brun, puis de réduction que je ne sus pas rapporter à un fait connu.

C'étaient l'eau de la *Fontaine des Malades*, parfaitement ombrée et couverte par des arbustes touffus, et celle d'une source fermée, dite la *Grande-Fontaine*, profondément encaissée entre des murs tapissés de plantes cryptogames et où les rayons solaires ne pénétrèrent pas. L'eau était limpide, parfaitement incolore, fraîche, sans saveur distinctive, mais douée d'une légère odeur d'huitres marines <sup>1</sup>. Déjà j'avais observé un phénomène pareil de réduction argentique avec l'eau d'une des sources de la Versoye (Thonon), également couverte par un buisson vert ; toutefois cette réaction n'a pas eu constamment la même intensité et souvent a manqué. J'ai observé le même phénomène de réduction argentique en opérant quelques instants après le coucher du soleil, sur l'eau du Chéran, puisée en amont de l'oratoire de l'Aumône, à Rumilly. Je fus porté à attribuer ce fait à l'existence, dans ces eaux, de la matière organique en proportions variables ; mais d'autres expériences ne confirmèrent pas cette prévision.

Des expériences tentées dernièrement sur l'eau de rosée et sur l'eau de pluie restée sur les feuilles et les fleurs de plantes diverses, m'ayant donné des résultats analogues au fait de coloration des eaux ci-dessus dénommées par le nitrate d'argent, m'ont mis sur la voie de l'interprétation de ce phénomène, que je crois être fondé à attribuer à l'action de l'ozone.

En attendant que des expériences que je me propose de continuer me permettent de fixer mon opinion sur ce fait,

<sup>1</sup> Je crois être le premier qui ait signalé cette odeur de certaines eaux de source. — Ma première observation a été faite sur les eaux de la Versoye, à Thonon.

je viens communiquer des observations dont l'intérêt m'a paru digne de l'examen de l'Académie.

On a remarqué, de tout temps, que les fleurs les plus odoriférantes n'exhalent pas de parfum, le matin, tant qu'elles sont couvertes de gouttelettes de rosée. J'ai observé le même fait quand, à la place de la rosée, il y a des gouttes restantes de pluie et que la radiation solaire, un moment suspendue, a reparu par un retour du ciel à la sérénité.

J'ai cru devoir attribuer ce fait de l'annulation du parfum des fleurs par la rosée à l'action de l'ozone, qui, comme l'ont déjà démontré les savants auxquels on doit la révélation des propriétés de ce singulier corps, se comporte comme les oxydants les plus énergiques : le bi-oxyde d'hydrogène, le chlore, l'acide hypochloreux, l'oxygène électrisé.

Pour le démontrer, j'ai fait les expériences suivantes :

J'ai recueilli, à l'aide d'une baguette de verre cannelée ou d'un tube creux, des gouttes de rosée parfaitement limpides, sur des fleurs épanouies des *rosa centifolia*, *gallica*, *damascena*, de roses hybrides diverses, de *syringa vulgaris* (lilas), de *philadelphus coronarius* (seringat), sur des feuilles de *balsamita suaveolens* (menthe-coq), de *pinus larix*, d'*abies pectinata*, etc. Cette eau de rosée n'avait pas offert l'odeur propre à ces plantes, mais une odeur fade et une saveur fraîche qui laissait au goût, quelque chose de la saveur métallique. Elle décolorait lentement le papier de tournesol et n'a pas fait changer le papier de tournesol rougi. La même observation d'odeur annulée, d'impression de fraîcheur, de saveur métallique, d'action sur le papier de tournesol, a eu lieu pour l'eau de pluie restée sur les plantes après le lever du soleil. Cette eau, mise à évaporer sur un verre de montre, n'a laissé aucun résidu perceptible.

Cette eau (soit de rosée, soit de pluie), traitée par quel-

ques gouttes d'une solution de nitrate d'argent *basique*<sup>1</sup>, s'est colorée presque immédiatement en brun, et il s'est précipité de l'argent en poudre noire. Cette réaction a eu lieu loin de la lumière directe, à la lumière diffuse et même dans l'obscurité.

Par comparaison, de l'eau distillée pure, bouillie puis refroidie, traitée de la même manière, en même temps, n'a pas changé, même après vingt-quatre heures.

Même résultat négatif avec de l'eau de pluie recueillie après cinq jours consécutifs de pluies, du 27 octobre au 2 novembre 1859.

D'autre part, cette eau de rosée et de pluie, récoltée sur les plantes, a été traitée par une dilution d'iodure de potassium et de poudre d'amidon. Ce mélange a été étendu par couches sur des lames de verre, sur des assiettes de porcelaine et de terre vernissée. A mesure que le mélange se desséchait, une coloration bleue d'iodure d'amidon a apparu. Ce résultat a toujours eu lieu d'une manière plus marquée et plus prompte que dans des expériences comparatives faites avec de l'eau distillée et de pluie, qui, suivant l'état plus ou moins ozoné de l'air ambiant, opère également une coloration violette ou bleue, avec l'iodure de potassium amidonné, au fur et à mesure de la dessiccation du mélange.

Pour m'édifier du fait de réduction argentique et iodée par la rosée, j'ai opéré, d'autre part, avec de la rosée pure, recueillie ailleurs que sur des plantes, c'est-à-dire sur des assiettes de porcelaine et sur des verres à vitre,

<sup>1</sup> J'appelle *basique* le nitrate d'argent en solution qui a été gardé longtemps sur du protoxyde d'argent précipité, au moyen duquel il conserve un caractère alcalin et ramène au *bleu* le papier de tournesol *rouge*, ce qui le rend plus sensible aux agents réducteurs.

exposés en plein air, deux heures après le coucher du soleil, et retirés le matin au point du jour. Ces assiettes et ces verres avaient été mouillés par quelques gouttes d'une solution de nitrate *basique* d'argent parfaitement incolore. Ce mouillage fut fait à la nuit close pour écarter toute interprétation de réduction argentique par le fait de la lumière. Le matin, au point du jour, toutes les assiettes et les verres étaient *noircis* par une couche d'argent réduit. J'ai fait, en même temps, avec la rosée déposée et la rosée aérienne, des expériences de réduction iodée à l'aide du papier ozonoscopique. A une ficelle tendue dans un enclos, en plein air, j'ai fixé avec des épingles des fragments de papiers préparés et coupés en lanières que leur légèreté faisait flotter à la moindre brise. D'autre part, j'en ai placé horizontalement sur des verres posés à environ 0<sup>m</sup>,30 au-dessus du sol. La seule impression du serein, après quelques minutes d'exposition, a suffi pour *jaunir* les papiers suspendus. Le lendemain, à la pointe du jour, ces derniers avaient pris une forte teinte *rousse* de *feuilles mortes*. Les papiers placés horizontalement sur des verres étaient *mouillés et violets*.

Des expériences comparatives, tentées en même temps avec la solution incolore de nitrate *basique* d'argent, dans l'eau distillée pure et dans de l'eau de pluie consécutive, placée dans des assiettes et des verres exposés dans un appartement aéré et ouvert, n'ont produit *aucun indice* de coloration et de réduction argentique.

Des papiers ozonoscopiques, fixés à une ficelle tendue dans un galetas très ouvert, ont, dans la même période de temps, à peine changé et n'ont présenté que des stries brunâtres peu sensibles.

Ces expériences ont été faites toutes les fois que le temps

serein en a présenté favorablement l'occasion, du 1<sup>er</sup> juin jusqu'à ce jour. Elles ont toutes concordé parfaitement pour démontrer la présence de l'ozone dans la rosée. La promptitude avec laquelle les papiers ozonoscopiques se sont colorés, au crépuscule, dans les belles journées, accuse aussi la présence d'une grande quantité d'ozone dans les pulviscules humides et froides qui constituent le serein.

Il est surprenant que l'eau de pluie ne possède pas, par elle-même, les caractères réducteurs observés d'une manière si nette dans l'eau de rosée et du serein. Des expériences variées, faites avec l'eau de pluie, m'ont constamment donné un résultat négatif de réduction argentique. Cependant, par les temps pluvieux qui ont régné presque constamment vers le milieu du mois de juin, le papier ozonoscopique exposé à l'air, mais toujours à l'abri de la pluie, s'est assez rapidement coloré. J'ai remarqué que la coloration en *bis* du papier, pendant les jours de pluie, était plus prompte et plus accentuée lorsqu'avec la pluie régnait un vent de l'ouest et du sud-ouest. Toutes les fois, du reste, que le vent a eu cette orientation, lors même qu'il n'y avait pas de précipitation aqueuse simultanée, le papier a pris plus ou moins promptement une teinte *chamois* et même *vieux bois*, limite de l'extrême coloration foncée du papier ozonoscopique. Un jour (le 24 juin) où la pluie est tombée sans interruption, il n'y eut pas de vent, les papiers exposés à l'air et à l'abri se sont colorés lentement et beaucoup moins que ceux qui avaient eu la même exposition par un temps mixte de pluie et de vent d'ouest et sud-ouest.

Ces différences semblent établir que le serein, la rosée et les vents précurseurs de la pluie, apportent les vapeurs ozonées de l'air, et que, par une pluie prolongée, la propor-

tion d'ozone atmosphérique va en diminuant. Par un temps sec, par le vent du nord, le papier reste intact ; par le vent de l'est, il change à peine d'aspect ; par le vent du sud, du sud-ouest et de l'ouest, il se colore rapidement. Les vapeurs des grandes mers, effluves de tempêtes fréquentes, amenées par les vents jusqu'au sein des terres continentales, sont très vraisemblablement une des sources puissantes de l'ozone atmosphérique.

La plus ou moins grande sensibilité du papier ozonoscopique, suivant l'état plus ou moins sec, plus ou moins humide de l'air, permet, d'autre part, de donner à ce papier une utilisation nouvelle en l'appliquant à la connaissance des variations atmosphériques. Toutefois cette généralisation dans l'application du papier ozonoscopique à la connaissance du temps, ne saurait être établie qu'après l'avoir vérifiée par une série d'expériences faites dans toutes les saisons. Ce que j'ai observé, jusqu'à ce jour, avec une constante régularité, c'est que par un temps sec, soit au soleil, soit à l'ombre, le papier ozonoscopique ne se colore pas, et qu'il se colore dès que des pulviscules aqueuses ou réduites en vapeurs imprègnent l'atmosphère, comme aussi dès que les vents humides se font apercevoir.

Voici d'autres observations qui semblent rendre difficile la solution de certains faits recueillis dans les recherches sur la production et manifestation naturelle de l'ozone :

1° De la pluie tombée par bourrasque, avec un peu d'orage, pendant la nuit du 2 au 3 juin, est restée sur les plantes. Le matin, le soleil se lève radieux, le jour est beau, l'air est pur et frais. Le jardin où je fais mes expériences est ouvert à tous les vents du midi, de l'est et de l'ouest. Les gouttes d'eau sont recueillies avec soin sur des feuilles et des fleurs de plantes diverses. L'eau est dépourvue de



l'odeur des plantes odoriférantes sur lesquelles elle a séjourné depuis le milieu de la nuit jusqu'au matin après une heure de radiation solaire. Son odeur est fade, sa saveur *métallique* ; évaporée sur un verre de montre, elle ne laisse aucun résidu. Elle réduit promptement la solution de nitrate *basique* d'argent. Le papier ozonoscopique placé sur les feuilles et les fleurs en regard du soleil se colore ; le papier flottant à l'air ne se colore pas ou d'une manière à peine sensible.

2° De l'eau de pluie tombée doucement pendant la nuit du 6 au 7 juin, sans orage et sans vent sensible, a été recueillie dans le même jardin, le matin, avant la radiation solaire, sur une quantité de fleurs et de feuilles de plantes odoriférantes. Les caractères physiques, organoleptiques et chimiques de cette eau, tels qu'ils avaient été observés dans l'expérience précédente, ont fait complètement défaut. L'eau a gardé l'odeur des plantes et n'a pas réduit la solution de nitrate *basique* d'argent. Le papier ozonoscopique flottant à l'air s'est coloré graduellement jusqu'en teinte *cha-mois*.

3° De la même eau, recueillie dans les mêmes conditions, avant la radiation solaire, sur des plantes de roses, de seringat, lilas, laurier thym, etc., dans un jardinet entouré de murs et fermé à tout accès direct des vents, a présenté, au contraire, tous les caractères physiques, toutes les réactions chimiques rapportés dans l'expérience n° 1. Le papier flottant à l'air s'est coloré comme pour celui de l'expérience n° 2.

Ces faits, dont la différence paraît bizarre, ont été observés plusieurs fois. Peut-être correspondent-ils avec ceux que j'ai observés, d'autre part, et qui m'ont prouvé que *l'ombre avec la circonstance de l'humidité* a un pouvoir ozonifiant ou concentrant l'ozone.

Je suis fondé à croire que la répartition égale de l'ozone dans l'air est dépendante de l'uniformité de l'état humide des couches atmosphériques inférieures.

Par le serein et par un temps humide, le papier ozonoscopique se colore avec uniformité, et quand l'air est agité par le vent, sa coloration est sujette à des intermittences et à des inégalités.

Exemples :

1° Des papiers préparés uniformément, suspendus, après la disparition de toute trace de rosée et par un beau soleil, à des feuilles de plantes, aux vrilles de ceps, à des cordes tendues, se sont légèrement et sans uniformité teints en *bis* et par stries seulement jusqu'à midi. De midi à sept heures du soir, pas de progrès en coloration pour tous ceux qui ont reçu constamment les rayons solaires. Après le coucher du soleil, le serein étant venu, ils se sont tous colorés uniformément et rapidement en *feuilles mortes*.

2° Des papiers ont été suspendus à des vrilles de ceps et fixés à des feuilles et fleurs de diverses plantes, après la disparition de la rosée, en regard du soleil, pendant quatre heures environ. Peu ou pas de coloration sensible. Dès qu'ils n'ont plus reçu la radiation solaire, par l'effet d'ombre, ils ont commencé à se colorer successivement en *bis* et en *chamois*.

Même observation pour des papiers exposés au soleil dans une toile d'araignée et flottant constamment à l'air. Pendant la durée de l'exposition de ces papiers au soleil et à l'ombre, il a régné un sensible vent de l'ouest.

3° Des papiers exposés dans les mêmes conditions que pour les expériences n° 2, se sont colorés sans uniformité ; ils étaient placés d'une manière propre à leur faire recevoir l'impression du vent régnant. Ceux qui ont été placés direc-

tement en regard de l'orientation du vent qui venait de l'ouest se sont colorés même en recevant directement les rayons solaires, successivement en *bis* et en *chamois*. Un d'entre eux avait pris une belle teinte *acajou*. Le soir, après le coucher du soleil, l'ombre, le frais et le serein sont venus, et les papiers se sont tous *uniformément* colorés en *vieux bois*.

Ces faits divers démontrent, d'une part, que l'atmosphère d'un lieu ombreux, qui tient flottantes de subtiles pulviscules humides, que l'atmosphère remplie de serein, que les conditions de l'air hygrométrique, produisent ou favorisent la manifestation uniforme de l'ozone, et, d'autre part, qu'il y a, par le vent précurseur de l'orage ou de la pluie, des courants fluctuants d'ozone et de vapeurs ozonées qui se choisissent, à travers les couches de l'air, bizarrement leur chemin.

Des expériences ozonoscopiques sur l'état végétatif des plantes, en automne, sur l'air, la rosée et le serein d'automne, sur les brouillards d'automne et de l'hiver, sur la condition des divers temps de ces saisons, manquent encore, ce qui doit faire suspendre la généralisation des faits intéressants signalés dans ce mémoire, et dont l'observation se rapporte uniquement aux conditions de l'air pendant l'été.

Les expériences que je viens de rapporter démontrent indirectement que l'interprétation attribuant au gaz oxygène naissant exhalé des végétaux, sous l'influence de la radiation solaire, l'origine naturelle de l'ozone atmosphérique, soit la cause déterminante des réactions ozonoscopiques ordinaires, n'est pas admissible, puisque c'est le contraire qui, ici, a été observé. Je suis fondé à admettre que la portion d'oxygène actif exhalé des végétaux verts, sous l'influence de la lumière solaire, ne tourne pas au

profit de l'atmosphère, mais bien aux réactions intimes des sucs végétaux, à la formation des résines, des acides, des produits immédiats, aux oxygénations diverses qui s'opèrent pour l'entretien régulier de l'organisme végétal.

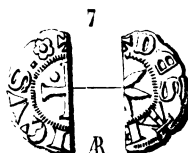
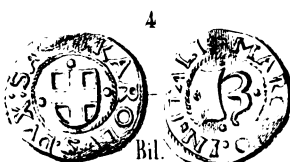
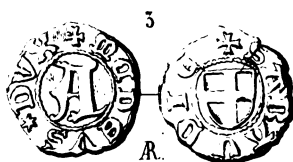
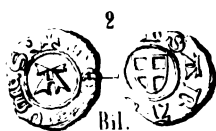
Les végétaux verts eux-mêmes, comme appareils incessants de réduction, sont des ozonoscopes d'une sensibilité supérieure aux réactifs ozonoscopiques ordinaires, l'iodure de potassium, de fer, l'oxyde d'argent, etc. Dès lors, ce ne sont pas les végétaux verts qui donnent à l'air de l'ozone. Il y a lieu d'interpréter, au contraire, qu'ils sont très avides d'ozone pour les mutations des groupes moléculaires au sein de leur organisme, et qu'ils aspirent sans cesse celui qui naît du jeu naturel des forces électriques produites par les effets divers de la pesanteur, du calorique, des évaporations, des cristallisations, des concentrations et raréfactions de l'air, enfin de toutes les actions physiques et météorologiques.

Des considérations nombreuses semblent se déduire des observations, quelque incomplètes qu'elles soient, que je viens de présenter à l'Académie. C'est évidemment l'ozone de la rosée et du serein qui opère le blanchiment des toiles de chanvre et de lin, de la cire jaune, etc., exposés à l'action de ces météores aqueux. La rouille et l'ammoniaque produites par la goutte d'eau tombée sur la lame d'acier, sur le fer poli, sont aussi dues à une manifestation d'ozone dépendant de l'humidité, car ce n'est pas seulement une simple oxydation du fer aux dépens de l'oxygène de l'eau qui s'opère là, mais une combinaison beaucoup plus surprenante, celle de l'hydrogène de l'eau avec l'azote de l'air pour former de l'ammoniaque.

C'est à l'ozone abondant dans le serein frais et caustique que sont dues ces épreuves pathologiques, souvent fatales

aux tempéraments susceptibles, épreuves manifestées par des pleurésies, angines, bronchites, coryza, etc. C'est à l'ozone excédant et trop longtemps actif par un prolongement de temps pluvieux, humide et couvert, que sont dues la chlorose des végétaux, la rouille des blés. C'est à l'ozone des lieux ombrés et humides que sont dues les luxuriantes végétations agames, les mousses, les champignons, les pourritures promptes des végétaux morts. Enfin, c'est encore à l'ozone puissant des temps orageux que sont dues la désinfection des lieux bas, humides, la nitrification des murs, la destruction des miasmes, l'épuration de l'air, la fraîcheur bienfaisante, qui succèdent aux chaleurs estivales, par les véhicules si redoutables et si utiles de la tempête et de l'orage. Des observations successives, recueillies sur plusieurs points, à des différentes altitudes et dans toutes les conditions des saisons, viendront enrichir, à n'en pas douter, l'histoire de ce corps énergétique, dont l'intérêt est augmenté par la part qu'il a dans les réactions chimiques les plus usuelles et par le rôle qu'il semble jouer dans les actes secrets de la nature.





8



AR.



# ANALYSE

## D'UNE TERRE ARGILEUSE EN CULTURE

DE SAINT-JEOIRE ( BASSIN DE CHAMBÉRY )

Par CHARLES CALLOUD, pharmacien,

Membre correspondant de la Société impériale de l'agriculture  
et des arts de Seine-et-Oise, de l'Académie royale d'agriculture de Turin, etc.

---

M. Sylvoz, propriétaire-cultivateur, m'a adressé, pour être analysés, deux échantillons d'une terre argileuse de sa propriété à Favrat (Saint-Jeoire), près Chambéry. Il m'a demandé de lui faire connaître les éléments de cette terre pour y appliquer, d'après les instructions agronomiques, les cultures les mieux appropriées à la nature minérale du sol. Dans ce but, il m'a fait parvenir deux échantillons de cette terre, pris, le n° 1, à 0,30 centimètres au-dessous de la surface du sol; le n° 2, dans l'espace de la couche superficielle arable.

L'un et l'autre échantillon étaient humides et avaient la plasticité de la terre glaise. Leur couleur était rousse; aucune différence sensible ne se faisait remarquer dans l'aspect extérieur des deux échantillons. Le n° 2, contenait, à l'intérieur, quelques petits nodules *brun roux*, et çà et là, quelques débris de paille de graminées. Le n° 1 ne contenait pas de ces débris. L'un et l'autre échantillon, en plus de la pâte terreuse, contenaient de petits cailloux



de silex et quartz. Je n'ai remarqué, parmi ces petits cailloux, aucun qui fût de provenance de roches sédimentaires, soit calcaires. Afin de donner la meilleure direction à mes expériences, j'essayai d'abord ces échantillons par le contact des acides forts minéraux, qui ne manifesta aucune effervescence, aucune réaction sensible. Je fus amené, par induction, à opiner que cette terre argileuse ne contenait pas d'éléments terreux carbonatés, me réservant, toutefois, comme on le verra dans ce rapport, d'en acquérir la preuve par un traitement moins sommaire. Ayant d'abord manifesté à M. Sylvoz des doutes sur la présence du calcaire dans cette terre, il m'objecta très judicieusement qu'il en avait tiré des produits agricoles dans la minéralisation, soit dans la cendre, desquels le calcaire ne fait pas défaut. Cette observation m'obligea à rechercher spécialement quelle était la minéralisation soluble de cette terre, dans l'eau distillée.

Dans ce but, 500 grammes de chacun des échantillons, n° 1 et n° 2, de cette terre avec son humidité naturelle, ont été délayés dans 2,000 grammes d'eau distillée bouillie, puis refroidie. Les dilutions, après quelques heures de contact, ont été filtrées à travers un papier lavé. Les liquides filtrés avaient acquis une teinte *opaline* qu'ils ont conservée plus d'un mois. Leur réaction, au contact du papier de tournesol rougi, était légèrement alcaline. Ils se sont troublés par l'acide oxalique et par l'oxalate d'ammoniaque, celui de la terre n° 1 *légèrement*, l'autre de la terre n° 2 d'une manière un peu plus caractérisée; par le chlorure de baryum, *trouble opalin à peine sensible*; par le nitrate d'argent, trouble léger disparaissant par l'acide nitrique; par le phosphate de soude ammoniacal, trouble léger, *floconneux jaunâtre*; par l'acétate basique

de plomb, *trouble fort blanc de lait* disparaissant par l'acide nitrique même en solution atténuée.

Ces expériences indicatives démontraient suffisamment que l'eau, dont les terres n<sup>os</sup> 1 et 2 étaient imbibées à l'état naturel, tenait en solution du bi-carbonate de chaux, du bi-carbonate de magnésie et des *traces* seulement de sels sulfatés et chlorurés. 500 grammes de chacun des liquides filtrés de ces mêmes dilutions ont été évaporés à l'étuve dans deux capsules de porcelaine; il est resté un résidu *blanc jaunâtre* pesant 0,20 centigrammes, dont le carbonate de chaux formait plus des deux tiers du poids. Cette expérience confirme la présence de la chaux bi-carbonatée dans l'eau dont les terres n<sup>os</sup> 1 et 2 sont imbibées. Mais la provenance de cette petite quantité de carbonate de chaux n'est pas inhérente à la terre argileuse soumise, ici, à l'analyse, elle est purement accidentelle. Ce sont des eaux à calcaire bi-carbonaté, venues d'un terrain calcaire, qui ont pénétré, par déclivité des couches, la terre argileuse dont il est ici question.

J'avais remarqué que les liquides filtrés de la dilution des terres n<sup>os</sup> 1 et 2 dans l'eau distillée avaient conservé une *teinte opaline* semblable à celles qu'ont les dissolutions savonneuses affaiblies. En rapportant cette remarque à celle de l'alcalinité des mêmes liquides, je fus amené à penser que ce fait provenait d'un peu de *matière grasse* qui aurait été *saponifiée* par l'alcali libre des terres. Pour m'en convaincre, je fis l'expérience suivante : 400 grammes de chacune des terres n<sup>os</sup> 1 et 2, desséchées à 80° centigrades, ont été traités par 125 grammes d'éther pur dans un flacon bouché à l'émeri. Après un mois de contact, les dilutions avaient pris, le n<sup>o</sup> 1, une *teinte ambrée légère*; le n<sup>o</sup> 2, une *teinte verdâtre très sensible*. Les dilutions éthérées, claires, ont

été retirées des flacons, puis évaporées spontanément à l'air libre. L'une et l'autre ont laissé un léger résidu gras, *jaune verdâtre*, à odeur de pétrole, plus caractérisé dans le résidu de la dilution n° 2. Ce résidu, traité par une goutte de solution de potasse caustique à 1/8, s'est dissous, puis étendu de quelques gouttes d'eau distillée, il a communiqué à cette dissolution aqueuse légèrement alcaline, une teinte *opaline blanchâtre*, semblable à celle qui a été observée dans la dilution aqueuse filtrée de chacune des terres. Il y avait, là, une *matière grasse* naturelle à cette terre argileuse que ses alcalis libres, bien qu'en minime quantité, avaient saponifiée et rendue soluble. Ce fait de la présence d'une matière grasse saponifiable, dans les terres arables, n'a pas été, que je sache, observé jusqu'ici. Toutefois, je me souviens avoir lu dans une relation insérée dans le *Répertoire de pharmacie et de chimie*, en 1859, que M. Isidore Pierre avait reconnu la présence de l'acide butyrique dans les terres avoisinant les mares et les celliers à cidre, en Normandie. Le même chimiste aurait trouvé aussi *une notable quantité* de cet acide gras dans les fumiers de ferme. Mais la substance grasse que j'ai remarquée dans la terre argileuse dont il est ici question, ne m'a pas présenté les caractères de l'acide butyrique. Nul doute qu'elle provient des détritux de végétaux oléifères et des animalcules de toute espèce dont l'élément gras peut subsister un temps considérable après la destruction des autres éléments mobiles qui constituent l'organisme végétal et animal <sup>4</sup>.

Cette révélation inattendue d'une matière grasse dans

<sup>4</sup> La Commission chargée par l'Académie de faire rapport sur ce Mémoire, pense, au contraire, qu'il n'y a que des résidus bitumineux, sans mélange de matière grasse.

les échantillons de terre soumis à l'analyse, m'y fit rechercher ce qu'ils pouvaient fournir en principe extractif par un traitement exclusivement aqueux.

Dans ce but, 250 grammes de chaque échantillon des terres n<sup>os</sup> 1 et 2, à l'état humide, tels qu'ils étaient lorsqu'ils m'avaient été remis, ont été traités à chaud par 4,000 grammes d'eau distillée, puis lessivés par 500 grammes d'eau distillée froide après l'écoulement du premier liquide. Les liquides filtrés ont été évaporés lentement sur des assiettes placées à l'étuve. Ils ont laissé, chacun, un *extractif sec brun roux*, pesant, le n<sup>o</sup> 1, 0,085 ; le n<sup>o</sup> 2, 0,10. Ces résultats attestent une notable quantité de principe humique dans cette terre argileuse. Il faut noter aussi que la dissolution aqueuse de l'extractif trouvé a été facilitée par l'alcali libre de cette terre. C'est là une excellente condition qui assure sa fertilité.

Ces résultats obtenus, il restait à vérifier la nature des éléments minéraux des échantillons de cette terre soumise à l'analyse. J'ai dit, en commençant, que les acides forts concentrés et étendus ne déterminaient aucune effervescence, aucune réaction sensible au contact des terres n<sup>os</sup> 1 et 2. Les acides nitrique et chlorhydrique employés séparément à chaud ont eu peu d'action. Les dissolutions étaient représentées par une petite quantité d'alumine, et d'une manière notable par les alcalis soude et potasse, par l'oxyde ferrique et la magnésie.

L'acide sulfurique bi-hydraté seul a dissout à chaud une notable quantité des éléments minéraux des terres n<sup>os</sup> 1 et 2, en déterminant dans les dissolutions une coloration *brune* assez intense. Les dissolutions sulfuriques étaient brunes et dégageaient fortement l'*odeur* des matières organiques *humiques* et *ligneuses* au contact de l'acide sulfuri-

que concentré. Les dissolutions sulfuriques, évaporées à siccité, puis reprises par l'eau distillée bouillante, ont accusé la présence de l'alumine en grande quantité, du fer, de la magnésie et des alcalis soude et potasse avec des *traces* de chaux.

En calcinant les terres n<sup>os</sup> 1 et 2 desséchées à 100°, elles *noircissent* d'abord par la carbonisation de la matière organique, puis elles deviennent *rouge brique* par la coloration produite par le sesquioxyde de fer passé à l'état anhydre.

Pour doser les éléments minéraux terreux, j'ai eu recours à un procédé qui m'a parfaitement réussi et que je recommanderai, à raison de sa simplicité, dans l'analyse des terres, pour le dosage direct de deux de leurs principaux éléments, la silice et l'alumine. Après la séparation de ces deux matières minérales, on parvient ensuite à simplifier le dosage de la chaux, de la magnésie, du fer et du manganèse. Par le même procédé, on opère le dosage de l'eau intégrante des terres, soit de leur hydratation minérale et d'une manière très approximative, celui de leur matière organique complexe.

Voici comment j'ai procédé :

Après avoir desséché à 80° 125 grammes de chacun des échantillons n<sup>os</sup> 1 et 2, j'en ai pris de chacun 25 grammes que j'ai mélangés séparément à 50 grammes de potasse caustique, par la pulvérisation dans un mortier de porcelaine. La terre potassée a été introduite dans un canon de fusil, soit tube de fer fermé à l'une de ses extrémités. A l'ouverture de ce canon a été adapté un tube de verre luté plongeant dans un ballon contenant des fragments de chaux caustique et dont le poids avait été pris à la balance. Ces dispositions prises, le canon de fer a été placé sur une grille

et couvert par un feu de charbons incandescents pendant plus de deux heures. J'ai chauffé le canon de manière à ce qu'il fût arrivé et maintenu au *rouge blanc*. Pendant la première heure, il s'est dégagé des vapeurs aqueuses qui ont été absorbées par la chaux au moyen de laquelle j'ai pu en vérifier le poids. Après deux heures d'un feu bien entretenu, j'ai retiré le ballon, laissé refroidir le canon, puis je l'ai vidé de la terre potassée dont la calcination avait été complète et qui avait l'aspect d'une matière vitrifiée. Je l'ai ensuite traitée par l'eau distillée bouillante où elle s'est presque complètement dissoute, à l'exception du fer et de la magnésie. Les dissolutions claires ont été traitées par l'acide sulfurique en excès, qui a précipité la silice en gelée que j'ai recueillie sur un filtre et lavée à l'eau alcoolisée.

L'alumine a été précipitée par l'ammoniaque et dosée à l'état d'alumine anhydre après la calcination. On voit que par ce procédé la potasse s'est combinée à l'acide silicique et à l'alumine de manière à les rendre complètement solubles dans l'eau. Ce résultat une fois obtenu, rien n'a été plus facile que de séparer successivement chacune de ces matières minérales terreuses. Les matières inattaquables par la potasse (le fer et la magnésie), laissées comme résidu, furent dissoutes à chaud dans l'acide oxalique en excès et transformées en oxalate de fer et de magnésie. Par la concentration, l'oxalate de magnésie s'est précipité, et sa précipitation complète a été achevée par une addition d'alcool; l'oxalate de sesquioxyde de fer seul est resté en solution. L'oxalate de magnésie a été ramené, par la calcination, à l'état de magnésie, dont la pesée fut faite ensuite. L'oxalate de fer a été traité par le carbonate de soude qui en a précipité le fer à l'état d'oxyde ferrique hydraté. Par la calcination, l'oxyde de fer a été amené à l'état anhydre et pesé.

Le poids de l'eau intégrante recueillie par distillation et absorbée par la chaux caustique, celui de la terre potassée calcinée ayant été pris, j'ai obtenu, par différence, le poids total de la matière organique, pour le dosage de laquelle la chimie analytique n'a pas de procédé d'une précision mathématique. Celui que j'ai pratiqué ici donne un dosage satisfaisant.

Pour compléter, autant que possible, l'analyse des échantillons de la terre qui m'avait été remise, j'en ai traité à chaud environ 100 grammes dans une capsule de porcelaine par la potasse caustique en solution concentrée, dans le but d'y déceler la présence de l'ammoniaque. A l'aide de la baguette de verre imbibée d'acide chlorhydrique et du papier de tournesol rougi, maintenus tour à tour au-dessus de la capsule, j'ai reconnu un *sensible dégagement* d'ammoniaque, trop faible pourtant pour avoir pu être dosée.

Les expériences indicatives m'ayant donné, pour les matières minérales de l'un et l'autre échantillon de terre, les mêmes résultats, je me suis borné à opérer le dosage des éléments terreux de l'échantillon n° 2, représentant la couche arable superficielle et la plus importante.

Voici les résultats que m'a fournis une seule analyse :

*Composition en centièmes, terre n° 2.*

Silice (acide silicique).....	49,00
Alumine.....	43,00
Oxyde ferrique.....	1,40
Magnésie.....	0,80
Potasse.....	0,30
Soude.....	0,15
Chaux et phosphate (traces).....	»
Eau d'hydratation minérale.....	5,05
Matière organique.....	0,60
Total.....	100,00 <sup>4</sup>

<sup>4</sup> La terre a été desséchée à 80 degrés à l'étuve, avant de procéder aux opérations de dosage de ses principes constituants.

## CONCLUSIONS

Cette terre appartient au type des terres plastiques ou argileuses fortes où le calcaire et autre minéral carbonaté font complètement défaut. Cette absence de carbonate terreux la rend propre aux arts plastiques des poteries communes, à la fabrication des briques de bonne qualité. Elle est très sensiblement alcalisée par la potasse et la soude; le fer ne s'y trouve pas en proportion élevée et elle contient une notable quantité de matière organique (représentant son engrais naturel), évaluée à environ 1/180°. Au nombre des éléments complexes de cette matière organique, se trouve une substance *grasse à odeur de pétrole*, soluble dans l'éther, soluble aussi dans les solutions alcalines où elle prend une teinte opaline, comme l'eau de savon très étendue. Quoique dépourvue, minéralogiquement parlant, de chaux, cette terre en possède une petite quantité à l'état de bi-carbonate provenant des eaux qui s'y infiltrent et dont l'origine est accidentelle. Ce sont les eaux provenant de terrains calcaires et du lessivage des fumiers et des détritux des végétaux qui ont amené une petite quantité de chaux, sans doute suffisante pour une période de végétation limitée.

Pour utiliser cette terre au point de vue agricole, il est important de l'ameublir périodiquement par une certaine quantité de chaux caustique *grasse*, par des marnes alcalino-calcaires ou encore par les boues provenant des cailloux calcaires de l'empierrement des chemins publics. Toute substance minérale pulvérulente, capable de désagréger cette terre plastique et d'en diminuer la faculté absor-



bante pour l'eau pluviale, est naturellement recommandée ; mais aucune ne saurait mieux convenir que la chaux, qui, à la propriété d'ameublir parfaitement les terres argileuses, joint celle d'un excellent amendement. Par les alcalins, potasse et soude, que les bonnes chaux *grasses* contiennent, leur emploi sur les terres fournit de précieux dissolvants de l'humus et permet de ménager, pour une plus grande surface de terre à fumer, l'engrais d'étable.

Les chaux provenant de la calcination du calcaire à terrain jurassique supérieur, oolithique et urgonien, sont notablement alcalines et les plus propres à fritter les terres argileuses.



# MARIE-LOUISE-GABRIELLE DE SAVOIE

REINE D'ESPAGNE

---

## ÉTUDE HISTORIQUE

PAR

FRÉDÉRIC SCLOPIS

---

Qui n'a entendu parler de la fille aînée de Victor-Amédée II, duc de Savoie, de la duchesse de Bourgogne, qui, dans les dernières années de Louis XIV, fit les délices de la cour de France? Tous ceux qui ont parcouru les Mémoires si curieux et généralement si véridiques du duc de St-Simon se seront arrêtés sur ces pages admirables, où il décrit le caractère et les habitudes de cette princesse, « dont la dignité, la gaieté vive et active animait tout, qui « était partout par sa légèreté de nymphe, comme un « tourbillon qui remplit plusieurs lieux à la fois et qui « donne le mouvement et la vie <sup>1</sup>. »

La célébrité de cette princesse n'a rien perdu encore aujourd'hui; c'est toujours une gracieuse mémoire qu'on

<sup>1</sup> Voy. tous les Mémoires du temps, qui s'accordent parfaitement sur ce point.

l'aime à rafraîchir, tandis qu'on ne parle presque plus de la sœur de la duchesse; son rôle cependant fut plus considérable que celui qui échet à Adélaïde de Savoie, elle le remplit au milieu des circonstances les plus difficiles, et il lui acquit une réputation aussi grande qu'elle fut méritée. L'opinion a des inconséquences, l'histoire a des erreurs qu'on déplore souvent, et qu'on ne prévient jamais. L'humour du public français prêt à saisir tout ce qu'il y a de fin et d'agréable et à s'en faire une idole, le concours d'éloges donnés à la duchesse de Bourgogne par les écrivains les plus estimés; le vide immense que fit sa mort à la cour de France, dont l'éclat parut s'éteindre avec elle, tout s'accorda pour occuper la postérité de ce qui a trait à la vie de cette princesse.

Sa sœur, au contraire, mêlée à de graves événements soumis à des appréciations différentes, vivant dans une cour dominée par l'étiquette et fermée aux plaisirs; placée à la tête d'un peuple sérieux, aussi capable d'héroïsme qu'insensible aux attraits des agréments passagers et des émotions légères; sa sœur, disons-nous, eut une tout autre destinée; elle s'y plia de bonne grâce, s'y fit valoir avec dignité et se ménagea une place distinguée dans l'histoire du pays dont elle ceignit la couronne.

La supériorité de son mérite ne resta pas cachée à la cour de France. Les éloges qu'on donnait à sa sœur en Espagne, dit Voltaire en parlant de la duchesse de Bourgogne<sup>4</sup>, lui inspirèrent une émulation qui « redoubla en elle le talent de plaire. » Ces éloges étaient bien mérités, et furent acquis avec plus de peine que ceux qu'obtint à Versailles Adélaïde de Savoie.

<sup>4</sup> *Siècle de Louis XIV*, chap. xxviii.

La jeune femme, autant que la grande princesse, a droit de nous intéresser dans la personne de Marie-Louise-Gabrielle de Savoie, reine d'Espagne. Nous prenons la liberté d'appeler l'attention de nos lecteurs sur la vie courte et agitée de cette reine, sans entreprendre d'en écrire l'histoire. Nous chercherons à mettre en relief les traits saillants de son caractère, en puisant dans sa correspondance, dont le recueil volumineux se conserve à Turin aux archives du royaume.

Nos extraits seront textuels; nous nous permettrons seulement d'en rectifier l'orthographe, dont alors on s'occupait peu <sup>1</sup>.

Cette correspondance est autographe, elle est familière et intime. Les lettres sont adressées à Victor-Amédée II son père, à Anne d'Orléans sa mère et à Marie-Jeanne-Baptiste de Savoie Nemours sa grand'mère paternelle. Le sujet et le ton des lettres se ressentent constamment de l'attachement vif et sincère que la reine garda toujours pour ses parents; c'est la fille qui écrit avec un aimable abandon à *son cher papa*, à *sa chère maman* et à *sa chère grand'maman*; en leur rappelant parfois le nom de *Louison*, sous lequel elle recevait leurs caresses au foyer paternel; elle s'y montre toujours douce et dévouée <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> On se souviendra que la princesse avait été élevée à Turin, et que très probablement elle n'avait appris le français qu'en l'entendant parler dans sa famille; sa mère était française et sa grand'mère appartenait à la branche de Savoie-Nemours établie en France. On peut dire que si dans ces lettres la langue n'est pas toujours respectée, la pensée du moins n'y est jamais trahie.

<sup>2</sup> « Je vous assure, » écrivait-elle à sa grand'mère, de Madrid, le 16 juin 1710, « que je songe souvent au malheur de toutes les princesses « qui n'ont jamais la consolation de revoir leurs familles, et qu'il faut « nous contenter de nous écrire. »

Il s'exhale de cette correspondance comme un parfum de cordialité qui aurait un prix tout particulier, quand même il ne s'agirait pas de têtes couronnées. C'est une nature d'élite qui ne se dément jamais. C'est un cœur de femme que rehausse le sentiment du devoir.

Notre tâche se bornera donc à reproduire les passages de ces lettres qui, se rattachant à des circonstances historiques, nous paraissent le mieux choisis pour faire apprécier le bon naturel, le tact supérieur et le simple dévouement d'une princesse qui, à treize ans, était régente du royaume et à vingt-six descendait au tombeau, après avoir partagé avec son mari toutes les vicissitudes de la première époque du règne des Bourbons en Espagne. Elle mourut pour faire place à l'altière Elisabeth Farnese, qui, certes, ne la valait pas.

Nous suivrons Marie - Louise dans les circonstances différentes de sa vie. Née en 1688, elle fut demandée en mariage en 1704 par Philippe V, roi d'Espagne. Le marquis de Castel-Rodrigo Homodei se rendit à Turin à cet effet; il y étala une grande magnificence et y fut reçu avec la plus haute distinction. Le contrat de mariage fut signé le samedi 23 juillet. Parmi les signatures se trouve celle du grand chancelier marquis de Bellegarde, intervenu dans l'acte comme curateur de la princesse, pour valider la renonciation qu'y faisait la princesse au droit de succession à la couronne <sup>4</sup>. Précisément à cause de cette renonciation, le

<sup>4</sup> Dans le registre du maître des cérémonies, on lit : *Sotto a parte segnò il Signor gran cancelliere Bellegarde come curatore e padre della patria :*

*Ceremoniale della real corte di Savoia esercito e registrato d'ordine di S. A. R. da me conte di Montemarzo Maurizio Robbio, maggiordomo di detta A. R., dalli 27 maggio 1699 sino li 10 settembre 1701.*

Sénat de Piémont enregistra et entérina l'acte susdit, dans les formes légales, le 31 août suivant <sup>1</sup>.

La cérémonie du mariage eut lieu, le dimanche 14 septembre de la même année, dans la chapelle du Saint-Suaire, à Turin. Le prince de Carignan épousa la princesse par procuration, au nom du roi d'Espagne. Le lendemain, la nouvelle reine se mit en route pour Nice, où elle devait s'embarquer.

Sa mère et sa grand'mère l'accompagnèrent jusqu'à Bourg San Dalmazzo, au pied du Col de Tende. Elle avait une suite nombreuse de dames et de seigneurs, parmi lesquels on remarquait Charles-Philibert d'Este, marquis de Dronero <sup>2</sup>, chargé, comme ambassadeur extraordinaire du duc, de l'acte de remise de la princesse.

Arrivée à Nice, la nouvelle reine y trouva le cardinal Archinto, délégué par le pape Clément XI, en qualité de *légal à latere*, pour lui apporter ses félicitations et sa bénédiction. La cérémonie se fit avec grand appareil, et le légat remit en même temps à la reine, au nom du saint-père, le corps de sainte Adeodata et la rose d'or; l'un et l'autre furent, par ordre de la reine, envoyées au trésor

Le recueil des récits officiels de toutes les cérémonies qui eurent lieu à la cour de Savoie et plus tard de Sardaigne, contient des renseignements curieux et importants pour l'histoire. Les maîtres des cérémonies tenaient avec une grande exactitude ces registres. C'est une collection volumineuse qui remonte aux premières années du xvii<sup>e</sup> siècle; elle se trouve actuellement à la bibliothèque particulière du roi, à Turin.

<sup>1</sup> Le Sénat de Piémont exerçait des fonctions analogues à celles du parlement de Paris pour l'enregistrement et la vérification des édits.

<sup>2</sup> La famille des marquis de Lanzo et de Dronero, descendants d'une fille naturelle du duc Emmanuel-Philibert, jouissait à la cour de Savoie d'une position particulière qui lui donnait rang immédiatement après les princes du sang.

de la chapelle du Saint-Suaire à Turin, dans laquelle, ainsi que nous l'avons dit, s'était célébré le mariage.

Une escadre combinée de galères espagnoles et françaises attendait la reine dans la rade de Nice; elle s'y embarqua le 27 septembre. Au moment de son embarquement, la reine fut reçue par Anne-Marie de la Trémouille de Noirmoutier, veuve duchesse de Bracciano, (plus connue dans l'histoire sous le nom de princesse des Ursins), en qualité de *camarara major* ou grande-maitresse de sa cour. Cette dame, dont on a tant parlé, était destinée à exercer une influence durable sur la jeune souveraine. Les rapports que lui donnait avec elle la charge importante qu'elle remplissait, étaient nécessaires et continuels, et on l'y avait appelée parce qu'on la savait fort liée avec le cardinal Portocarrero. Ce prélat, après avoir puissamment contribué à placer la couronne d'Espagne sur la tête du duc d'Anjou, devait rester à la tête des conseillers du nouveau roi.

Marie-Louise ne tarda pas à être captivée par Madame des Ursins. Flatteuse, insinuante, mesurée, voulant plaire pour plaire, celle-ci avait des charmes dont il n'était pas possible de se défendre quand elle voulait gagner et séduire<sup>1</sup>. Elle lui accorda d'abord toute sa confiance et la lui conserva toujours au milieu des orages soulevés par les ennemis de la favorite, et au risque de déplaire même à ceux dont elle devait redouter le plus le ressentiment.

Le voyage de la jeune reine fut long et incommode. Ne pouvant supporter la mer, elle le poursuivit par terre. Partout on lui rendit les plus grands honneurs, et, selon l'usage du temps, on lui offrit des présents. Ainsi elle mandait à sa grand-mère, de Marseille, le 24 octobre 1701 :

<sup>1</sup> Le duc de St-Simon dans ses Mémoires.

« Madame de Grignan, qui est gouvernante de la Provence, « m'a fait un très beau présent : c'est de toutes sortes de « gants, de jupe piquée, de pièce d'étoffe des Indes, et « une très belle tasse de porcelaine doublée d'or avec sa « cuillère de même. »

Que n'était-elle encore là Madame de Sévigné ! Elle nous aurait tracé un portrait où la jeune princesse se montrerait vivante à nos yeux.

La reine rencontra le roi près de Barcelonne le 3 novembre 1701. Quelques jours après (le 6), elle écrivait à sa mère : « Je vous dirai une chose, maman, que je suis « tous les jours plus contente du roi, et s'il fut un peu « moins sérieux en particulier, j'en serais encore plus « charmée ; mais je crois que quand il me connaîtra un « peu plus, il se rendra aussi un peu plus familier. » Elle ne se trompa pas : l'entente la plus cordiale régna toujours entre le roi et la reine sans cesse empressée de se montrer bonne et agréable à son époux.

Ce couple, qu'on pouvait, sans lui manquer de respect, qualifier d'enfantin, se trouva d'abord, et dans les circonstances les plus difficiles, à la tête d'une nation qu'il ne connaissait pas et dont il était peu connu. Le pays était travaillé par les discordes civiles, la guerre venait d'éclater et elle menaçait d'être longue, comme elle le fut en effet. Une dépendance inévitable de la cour de France blessait l'orgueil castillan et peu ou point d'Espagnols se montraient véritablement capables d'être à la tête des affaires du pays.

Malgré ces inconvénients et ces dangers, les débuts du règne de Philippe V furent assez heureux.

A peine avait-il commencé à apprécier sa jeune épouse qu'il fut forcé de la quitter pour se rendre en Italie, s'y faire connaître de l'armée et s'attacher par sa présence les



populations de Naples et de Lombardie, dont la fidélité serait devenue chancelante pour peu qu'elles se crussent négligées par le nouveau monarque.

Marie-Louise désirait passionnément accompagner le roi dans cette expédition et jusqu'au dernier moment elle espéra pouvoir le faire, mais la répugnance des Espagnols à se voir quittés par les deux souverains à la fois, leur crainte d'être livrés à une régence de ministres assez peu estimés, finirent par empêcher le départ de la reine. Ce cœur, encore si peu préparé aux émotions pénibles, sut cependant comprendre la hauteur de son devoir et s'y plia sans murmure. Marie-Louise fut reconnue régente d'Espagne et s'apprêta à en remplir les fonctions; elle quitta Barcelonne et se mit à l'œuvre que la Providence lui avait assignée : elle commença par tenir les Etats d'Aragon, mission délicate et qui aurait pu embarrasser même les hommes les plus expérimentés. Voici comment elle s'exprime à ce sujet, en écrivant de Mallen, le 18 juin 1702, à sa grand'mère : « Comme je sais, ma grand'maman, que  
« vous ne serez pas fâchée d'apprendre que les Etats  
« d'Aragon ont été à ma satisfaction, je ne veux pas man-  
« quer de vous faire ce petit plaisir moi-même. Je vous  
« dirai que le peu de temps a empêché que les Aragonais  
« fissent un don au roi et que je finis les cours (*cortès*);  
« ainsi il fallut me contenter de les proroger, et recevoir  
« un présent qu'ils m'ont fait de cent mille écus, que  
« j'envoie au roi, car je crois qu'il en a grand besoin. »

La reine se rendit ensuite à Madrid; écoutons-la dans la description qu'elle fait de son nouveau rôle et de sa nouvelle résidence<sup>1</sup> : « Je vous dirai, ma chère grand'maman,

<sup>1</sup> Lettre de la reine à Madame Royale sa grand'mère, de Madrid, 9 août 1702.

« pour vous parler sincèrement, que je m'ennuie fort au  
« conseil que je tiens tous les matins, principalement à  
« cause que les affaires qu'il y a à l'heure qu'il est, ne  
« sont pas bien agréables, comme vous pouvez le juger  
« aisément. »

Elle écrit ensuite à la même <sup>1</sup> : « Je ne puis m'empêcher  
« d'être fâchée de ce que vous croyez que, quoique j'aie  
« beaucoup d'occupations, je pourrai toujours vous écrire,  
« car vous croyez par là que je suis négligente; ne le  
« croyez point, je vous en prie, ma chère grand'maman,  
« car dès que j'ai un moment à moi, j'en profite très vo-  
« lontiers, je vous assure. Vous avez trop de soin de moi  
« de craindre que les affaires ne m'incommodent. Dès que  
« c'est pour mon cher mari, elles ne me sauraient qu'être  
« fort agréables. »

Cette résolution, dans une petite tête de quatorze ans, mérite déjà une attention particulière; mais ce qui mérite positivement des éloges, c'est l'énergie de caractère que la jeune régente eut à déployer bientôt après.

Les Anglais et les Hollandais, s'étant déclarés pour l'empereur, envoyèrent, dans l'automne de cette même année 1702, leurs flottes contre l'Espagne. Entrés dans la baie de Cadix, ils répandirent partout des proclamations au nom de l'empereur pour soulever les populations en faveur de ce prince. Mais elles ne se laissèrent point entraîner et se maintinrent dans l'obéissance qu'elles devaient à la régente.

A peine Marie-Louise eut-elle connaissance de ces tentatives hostiles, qu'elle offrit au conseil d'aller de sa personne dans les provinces les plus exposées aux attaques de

<sup>1</sup> De Madrid, 30 août 1702.

l'ennemi pour relever le courage et la fidélité de ses sujets ; mais l'Angleterre et ses alliés ayant échoué dans leur entreprise , il ne fut plus question de ce voyage , dont la reine n'avait point parlé à sa famille à Turin.

Sa grand'mère ayant su d'autre part ce qui s'était passé au conseil , lui en adressa des compliments. Marie-Louise répondit alors avec une charmante simplicité <sup>1</sup> :

« J'ai été surprise de voir que vous savez que je me suis  
« offerte à aller à Cadix pendant le temps de la descente  
« que les ennemis ont faite sur ces côtes. Cela est vrai , je  
« dis que si la junte le jugeait à propos , j'étais prête à  
« aller dans quelque ville d'Andalousie pour encourager  
« mes peuples à se bien défendre ; mais , grâces à Dieu,  
« ils n'ont pas eu besoin de cela , puisqu'ils ont marqué ,  
« dans cette occasion , être de fort bons sujets et fort aimer  
« leur véritable roi et point le faux. » Voilà un langage  
digne , simple et courageux à la fois.

A sa première arrivée à Madrid , la reine , à qui on avait fait d'avance une description peu flattée de cette résidence , s'y trouva moins mal qu'elle ne s'y était attendu. « Je m'en  
« vais embellir un peu mon palais , écrivait-elle à sa  
« grand'mère le 5 juillet de la même année , c'est-à-dire  
« dans ce qu'on pourra faire sans grande dépense , car  
« dans ces temps il faut penser à l'économie comme vous  
« savez , ma chère grand'maman <sup>2</sup>. »

<sup>1</sup> De Madrid , 19 octobre 1702.

<sup>2</sup> Ces embellissements ne furent pas rapidement exécutés , à ce qu'il paraît ; car neuf ans après (lettre du 28 décembre 1711) , la reine écrivait encore à Madame Royale : « Vous aviez raison de croire que je trouverais ce  
« palais accommodé à souhait ; je vous ai déjà mandé combien j'en étais  
« contente. Il n'y a qu'une chose qui me manque et que la princesse des  
« Ursins ne saurait me donner , qui est un jardin commode , etc. »

Ce qui incommodait le plus la jeune reine dans sa nouvelle demeure, c'était le manque de propreté et l'excès de la chaleur. Elle s'en plaignait d'une façon tout à la fois piquante et enjouée : *Il est vrai*, écrit-elle à sa grand'mère <sup>1</sup>, *que c'est assez agréable d'aller se promener dans la rivière*; puis elle ajoute que c'est *pourtant bien chaud*. « Il faut que je vous dise une chose qui est fort extraordinaire de cette promenade, c'est que le plus souvent il y a de la poussière; on ne croirait pas qu'il faudrait arroser la rivière; cela est pourtant. Vous pouvez juger par là de la quantité d'eau qu'il y a. » Cela justifie le mot de ce plaisant qui, parlant du pont magnifique jeté sur le Mançanarès, conseillait de vendre le pont pour avoir de l'eau.

Nous venons de dire que Philippe V avait dû hâter son départ pour l'Italie. En effet il se rendit à Naples pour s'y faire reconnaître comme roi et faillit y devenir victime d'une conspiration <sup>2</sup>. Le pape lui adressa ses félicitations en lui envoyant un bref. Les Mémoires du temps font remarquer que dans ce bref Sa Sainteté lui donna le titre de roi des Espagnols au lieu de celui de roi des Espagnes, pour ne pas trop blesser la susceptibilité de l'empereur, qui prétendait à cette couronne <sup>3</sup>.

Après s'être montré à Naples, le roi se rendit à l'armée

<sup>1</sup> Lettre de Madrid, 14 septembre 1702.

<sup>2</sup> Voy. les *Mémoires de St-Simon*.

<sup>3</sup> Voy. l'*Histoire publique et secrète de la cour de Madrid dès l'avènement du roi Philippe V à la couronne*. — A Cologne, chez Pierre le Sincère, 1719.

On dit aussi, dans cette histoire, que les Français, au temps de Jacques II, qualifiaient ce prince de roi de la Grande-Bretagne et appelaient Guillaume III roi des Anglais. C'est un des nombreux expédients mis en œuvre, lorsqu'on se trouve embarrassé entre la souveraineté de droit et la souveraineté de fait.

franco-espagnole en Lombardie, et il rencontra sur son chemin le duc, son beau-père. Nous ne nous arrêterions pas sur la première entrevue des deux princes, simple incident de famille, si une question d'étiquette ne lui eût fait prendre presque les proportions d'un événement historique. Voltaire raconte que, lorsque Victor-Amédée II s'apprêtait à aller à la rencontre de son gendre, *on lui déclara qu'il ne serait reçu que comme un de ses courtisans, et que le roi d'Espagne ne pourrait, sans manquer à sa dignité, l'admettre à sa table*, et il fait ressortir les conséquences prochaines de ces hauteurs <sup>1</sup> qu'on aurait de la peine à croire, s'il n'y avait eu auparavant l'exemple de la manière dont se conduisit l'empereur Léopold à l'égard du roi Jean Sobieski.

Nous n'affirmerons pas que les choses se soient passées tout à fait comme Voltaire l'écrivait, mais il y eut certainement un conflit d'étiquette entre le roi, qui ne savait pas se résoudre à se montrer complètement poli, et le duc, qui ne voulait pas se soumettre à être si peu ménagé <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> *Siècle de Louis XIV*, chap. xviii.

<sup>2</sup> Dans le registre du maître des cérémonies conte Robbio, que nous avons déjà cité, on décrit l'entrevue de la manière suivante :

« Le duc alla à la rencontre du roi, il le trouva à deux lieues de Besagno; le voyant approcher, le duc mit pied à terre, le roi en fit autant de son côté; on s'embrassa et on se dit les choses les plus agréables. Le roi traita le duc d'Altesse et lui dit qu'il regrettait que la chaise de poste où il était fût trop étroite et ne pût les tenir tous les deux. Les deux princes se rendirent à la ville d'Acqui, ils s'entretenirent longtemps à Acqui; le roi invita le duc à souper, *ma essendo l'ora tarda ed intendendo Sua Altezza Reale che il re non avrebbe sua cena pronta che dopo due ore, si licenziò e ritirò a suo palazzo del signore conte Roberti, dove cenò con molti cavalieri.* »

L'importance du cérémonial dans cette circonstance fut tellement reconnue que, à part ce qui est rapporté par le maître des cérémonies, on en fit dresser une relation par la secrétairerie d'Etat.

Victor-Amédée II ne manqua pas de rendre compte à sa fille de sa première entrevue avec son beau-fils ; il le fit avec cette sobriété de langage et cette mesure d'expression dont il ne se départait jamais dans ses lettres : « Nous par-  
« times d'ici , ma chère fille , avec beaucoup de précipita-  
« tion, ma mère, Madame la duchesse et moi. Je ne m'arrê-  
« tais plus jusqu'à ce que j'eus le bien d'embrasser le roi ,  
« comme je fis entre Montbaldon et le Cairo. Quoique je  
« fusse prévenu par ce que vous m'avez écrit de sa réserve,  
« je ne laissai pas d'en être un peu frappé à la première  
« entrevue <sup>1</sup>. Mais , par la suite, je fus charmé de la ma-  
« nière obligeante dont il me parlait, et de la tendresse  
« qu'il m'a toujours témoigné avoir pour vous. Je vois ,  
« ma chère fille , avec un sensible plaisir , combien votre  
« bonheur est grand par tout ce que le roi et ceux qui ont  
« l'honneur d'être à sa suite m'ont dit de votre conduite.  
« Vous avez d'autant plus de besoin d'une grande prudence  
« au-dessus même de votre âge pour vous conserver ce  
« bonheur , et mériter de plus en plus la tendre amitié que  
« le roi a pour vous , et l'opinion qu'on a conçue de vous.  
« J'ai tâché , ma chère fille , de lui faire connaître ma  
« reconnaissance , et de me procurer ses bontés par tous  
« les endroits qu'il m'a été possible ; le regret qui m'est  
« resté c'est de l'avoir quitté si tôt, n'ayant pu demeurer  
« que deux fois vingt-quatre heures auprès de lui , votre  
« mère et votre grand'mère n'y ont été qu'une soirée et  
« un moment le lendemain <sup>2</sup>. »

On voit bien que le prince et la politique s'étaient réu-

<sup>1</sup> Il faut se rappeler que c'était là son naturel. Le duc de St-Simon parle de la *lenteur et de la glace* de Philippe V.

<sup>2</sup> Lettre du 20 juin 1702.

nis pour adresser ce rapport et ces instructions à une fille bien en état de comprendre l'un et de suivre les autres.

Philippe V, étant arrivé à l'armée, se trouva au combat de Luzzara. Dans ce fait d'armes, dont le résultat ne fut pas de grande conséquence, puisque les deux partis s'en attribuèrent l'avantage, le jeune roi fit preuve d'intrépidité. Sa femme en est toute glorieuse et émue, et se plaît à en parler avec sa grand'mère :

« Il est vrai, lui écrit-elle, que le roi désirait extrêmement de voir un combat, mais son souhait n'a pas été entièrement accompli, puisqu'il voulait avoir une balafre à la joue, dont je ne tombais pas d'accord avec lui. »

Revenons maintenant à ce qui se passait en Espagne.

Pendant que Marie-Louise continuait lentement son voyage à travers les provinces se dirigeant vers Madrid, elle fut engagée à prêter la main à une démarche diplomatique que le nonce du pape venait de hasarder dans l'intérêt de la cour de Rome.

Vers la fin du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, de graves différends s'étaient élevés entre cette cour et le duc Victor-Amédée, au sujet de certains droits sur les bénéfices ecclésiastiques et sur l'impôt auquel les biens d'église devaient être assujétis<sup>4</sup>. Comme il arrive toujours, ces querelles s'aigrissaient de plus en plus en vieillissant, et précisément dans cette année 1702, la cour de Rome se montrait très mal disposée par suite de certaines résolutions que le duc venait de prendre touchant les biens de main morte.

Le nonce extraordinaire du pape auprès du roi d'Espa-

<sup>4</sup> Pour ce qui concerne les détails de ces questions, nous renvoyons le lecteur au chapitre xii de l'*Histoire du règne de Victor-Amédée II*, publiée en 1856, par M. Domenico Carutti; ouvrage d'un mérite reconnu et qui a rempli une lacune considérable dans l'histoire du Piémont.

gne eut l'occasion , dans le cours de ce voyage , d'entretenir Madame des Ursins de la convenance qu'il y aurait d'agir par le moyen de la reine sur l'esprit de son père pour le porter à un accommodement avec le Saint-Siège. Madame des Ursins , qui avait résidé longtemps à Rome et était liée avec plusieurs prélats de cette cour , se prêta aisément à ce manège. Elle ne voulut pas néanmoins y intéresser la reine sans connaître préalablement les intentions du cabinet de Versailles, auprès duquel elle cherchait toujours son appui.

Elle écrivit en conséquence à M. de Torcy, secrétaire d'Etat des affaires étrangères, et celui-ci, moins enclin à plaire aux agents de la cour de Rome qu'en mesure de connaître les vues du duc de Savoie, lui fit la réponse suivante :

« Je doute fort, Madame, que la proposition que Mgr le  
« nonce Sanzeudari <sup>1</sup> vous a faite convînt à M. le duc de  
« Savoie. Je puis au contraire vous assurer que ce prince  
« n'a pas souhaité que le roi interposât ses offices pour  
« accommoder les différends dont le nonce vous a parlé.  
« Je ne sais si M. le duc de Savoie aimerait mieux la mé-  
« diation du roi catholique, mais avant que la reine lui en  
« écrive, vous jugerez peut-être à propos qu'elle sache les  
« sentiments de Monsieur son père. Il serait à souhaiter que  
« ce prince, étant étroitement lié avec le roi et avec le roi  
« d'Espagne, n'eut pas de différends avec la cour de Rome,  
« les suites pouvant en être embarrassantes; mais s'il croit  
« pouvoir les terminer plus avantageusement pour lui

<sup>1</sup> Ce nom se trouve écrit de différentes façons dans cette correspondance; nous avons respecté ces variantes, mais nous croyons qu'elles sont toutes fautives et qu'il faudrait lire *Zondadari*; voyez MURATORI, *Annali d'Italia*, à l'an 1709, où il parle des motifs qui avaient fait renvoyer ce nonce de Madrid.



« lorsqu'il s'en mêlera seul, on lui ferait de la peine si  
« l'on marquait y vouloir entrer. »

Cette lettre si finement tournée aurait dû persuader Madame des Ursins de se désister d'un projet qui ne paraissait pas avoir assez de chances de succès pour compenser le danger auquel elle s'exposait de froisser la juste susceptibilité du duc de Savoie. Elle n'en persista pas moins dans sa première idée, et décida sa maîtresse à écrire à son père, dans les termes qu'on va lire :

« De Saragosse, ce 9 juin 1702.

« Je ne veux pas, mon très cher papa, laisser partir ce  
« courrier sans vous écrire, non-seulement pour vous  
« assurer de mon amitié, mais pour vous parler d'une  
« affaire que je me suis chargée. Mgr Sanzeudari, nonce  
« extraordinaire du Pape, parla, à Monserrate, à la prin-  
« cesse des Ursins et lui dit qu'il aurait bien voulu que je  
« pria le roi de faire ce qu'il pourrait pour vous rajuster  
« avec Sa Sainteté.

« Il dit cela de lui-même et sans aucun ordre du Pape.  
« Madame des Ursins en a écrit en France et je vous envoie  
« la copie de la réponse que M. de Torcy lui a faite, qui  
« est toute des plus obligeantes pour vous, mon cher  
« papa. Le roi de France marquant qu'il ne voudrait pas  
« faire une chose dont vous ne vous trouviez pas bien,  
« je me suis chargée de vous le faire savoir, et je vous prie  
« de me mander ce que vous souhaitez là-dessus. Les deux  
« rois semblent le souhaiter, et si cela vous ajustait, je  
« serais bien aise de vous voir bien avec la cour de Rome.

« Je finis, mon cher papa, car j'ai encore à écrire à ma  
« mère; ainsi je ne ferai que vous embrasser du meilleur  
« de mon cœur. »

Victor-Amédée n'était point d'humeur à se laisser entraîner dans ces négociations indirectes qui n'aboutissent le plus souvent qu'à fausser les positions et à augmenter les embarras. Il répondit immédiatement à sa fille, et au lieu de toucher au fond de l'affaire dont on voulait l'occuper, il attaqua la forme sous laquelle le nonce avait maladroitement essayé de l'entamer. Evitant avec le plus grand soin de s'expliquer sur quoi que ce fût de positif, il abonda dans les protestations de respect et de dévouement envers le Saint-Siège, autant que dans la réserve de ses droits sur des matières qu'il indique à peine, et il saisit l'occasion de dire des choses agréables et flatteuses pour la cour de France, sans s'engager à rien envers elle. Voici le texte de cette dépêche remarquable, du 20 juin 1702, qu'on pourrait proposer comme un modèle à suivre dans de pareilles occasions :

« Je vois, ma chère fille, par votre lettre du 9 juin,  
« les discours que Mgr de Sanzindari a faits à Madame des  
« Ursins, et la lettre que Mgr de Torcy lui a écrite sur ce  
« sujet. Je ne suis pas surpris des marques de bonté que  
« le roi très chrétien me donne, mais je le suis de ce que  
« Mgr de Sanzindari suppose qu'il y ait des brouilleries  
« entre le Saint-Père et moi. Le respect et la soumission  
« que notre Maison a toujours eus pour le Saint-Siège  
« et que je me fais honneur d'avoir, à l'exemple de mes  
« prédécesseurs, ne donneront jamais lieu de dire avec  
« vérité que je suis brouillé avec Sa Sainteté, puisque ce  
« ne sont que des supplications respectueuses que je fais  
« au Pape pour lui remontrer l'injustice qu'on m'a faite,  
« quand on a voulu lui persuader que mes magistrats  
« avaient fait des édits qui fussent contre leur devoir et  
« leur conscience. J'ai prié et supplié Sa Sainteté d'avoir

« égard aux privilèges que ma Maison a eus de ses prédé-  
 « cesseurs pour la nomination des bénéfices et de faire  
 « cesser les abus qui se sont glissés au préjudice de mes  
 « peuples au sujet de l'immunité des biens ecclésiastiques.  
 « J'espère de l'équité de Sa Sainteté une justice telle que  
 « mon respect et mon dévouement m'assurent de pouvoir  
 « obtenir. Vous voyez donc bien par là , ma chère fille ,  
 « que Mgr de Sanzedari s'est un peu trop avancé dans ses  
 « suppositions , qui pourtant me sont heureuses , puisque  
 « cela me fait toujours plus connaître les bontés que la  
 « cour de France a en mon endroit , et dont j'espère tou-  
 « jours la continuation puisque je n'oublierai rien à l'ave-  
 « nir pour ne lui donner pas moins de marques de mon  
 « attachement et de mon zèle que j'ai fait pour le passé.  
 « Vous témoignerez à Madame la princesse des Ursins , en  
 « lui rendant compte de ce que je vous écris , l'obligation  
 « que je lui ai , la priant d'être bien persuadée de l'estime  
 « que j'ai pour elle et de l'intérêt que je prendrai toujours  
 « en ce qui la regarde , d'autant plus que j'ai entre ses  
 « mains une enfant que j'aime plus que moi-même. C'est  
 « de quoi , ma chère fille , je vous prie d'être bien per-  
 « suadée et que je ne mourrai jamais content que je n'aie  
 « le plaisir de vous embrasser encore. »

Cette réponse fut communiquée par la reine à la cour de France ; l'affaire de Rome alla son train , et on ne parvint à l'arranger que bien des années après.

Dans sa résidence de Madrid , la reine s'attachait de plus en plus à son époux ; elle appréciait sa situation avec un discernement parfait et bien au-dessus de ce qu'on peut attendre d'une personne de quatorze ans.

On jugera de son tact et de ses sentiments par le passage d'une lettre qu'elle adressait à Madame Royale le 26 juillet 1702.

Il est à croire que des bruits indiscrets étaient arrivés jusqu'à elle sur le fait de sa sœur aînée; elle ne tarde pas à s'en ouvrir à sa grand'mère, qui paraît avoir possédé toute sa confiance : « Vraiment, ma chère grand'maman, « je sais bien que tous les mariages ne sont pas si heureux. « que le mien et je connais bien mon bonheur en cela. Je « désirerais bien que ma sœur aimât M. le duc de Bourgogne la moitié seulement de ce que j'aime le roi, car « ce serait encore beaucoup. Je ne puis pas m'empêcher « de vous dire que si elle ne le fait pas, je ne peux pas la « louer, car elle serait une ingrate de ne pas répondre à « toutes les marques d'amitié que M. le duc de Bourgogne « lui donne; mais je ne doute point qu'elle le fasse au « moins si elle n'a pas cela intérieurement, elle fera dans « l'extérieur tout ce qu'il faut pour le faire croire. »

Encore une fois, on ne saurait mieux dire ni avec plus de délicatesse, quand on aurait trois fois plus d'âge et d'expérience que n'en avait alors Marie-Louise.

Au château de Madrid la vie ne devait point être amusante, et les détails que la reine donne à sa famille sur l'emploi de ses journées prouvent qu'elle pliait, mais ne succombait pas sous le poids de l'ennui de l'étiquette permanente et des tracasseries inévitables dans une cour oisive où le service de la reine ne comptait pas moins de trois cents femmes.

La société de Madame des Ursins était le principal agrément et nous dirions presque l'unique consolation de la reine; aussi, dès son entrée en Espagne, elle s'attacha à sa *camarara major* comme à une véritable amie; elle en épousa les intérêts, et en défendit la cause avec une ardeur et une persévérance qui ne laissent aucun doute sur la sincérité de son attachement. Le cas se présenta bientôt de faire éclater ces sentiments.

Comme il arrive souvent dans les intrigues de cour, il se fit à Madrid un changement soudain dans la situation des personnes. Madame des Ursins se vit au comble de la faveur auprès du roi et de la reine et voulut s'en servir pour éloigner de la cour tous ceux qui pouvaient lui faire ombrage. Ainsi le cardinal d'Estrées, à qui elle devait en partie son élévation, et M. de Louville, chef de la maison française de Philippe V, et devenu le confident de ce prince, durent s'éloigner de Madrid; beaucoup d'autres Français, qui avaient acquis quelque influence à la cour d'Espagne, furent ainsi contraints de la quitter.

Nous ne nous étendrons pas sur ces intrigues que la plume du duc de St-Simon a décrites avec tant d'exactitude dans ses Mémoires, auxquels il faut revenir toujours en parlant de ces affaires.

La reine ne pouvait supporter l'idée de se séparer de la princesse des Ursins. Elle s'en expliqua avec son père dans une lettre datée du 28 février 1703 :

« J'ai reçu, mon cher papa, votre chère lettre du pre-  
« mier de ce mois dès la semaine passée, mais je n'y  
« réponds qu'aujourd'hui, car j'ai été si affligée de voir  
« que le roi très chrétien veut que la princesse des Ursins  
« s'en aille, et tout cela par des calomnies et des faussetés  
« du cardinal d'Estrées qui sont cause que je ne pus le  
« faire; et quoique je le sois encore, je ne puis pas de-  
« meurer si longtemps sans vous assurer de toute ma  
« tendresse. Je vous assure que je suis bien enragée  
« contre les Estrées qui m'ôtent ce qui faisait ma consola-  
« tion, et tout cela par cent mille sottises qu'ils ont eu  
« l'insolence d'écrire en France, où ils se laissent si bien  
« tromper; car assurément si on faisait une fois connaître  
« la vérité au roi, je suis sûre qu'il ne ferait pas en aller

« la princesse des Ursins , mais les Estrées, qui le méritaient bien par leurs procédés.

« Vous voyez, mon cher papa, dans quelle colère je suis, mais le sûr est que je ne sais ce que je ferai quand la princesse des Ursins s'en sera en allée, et qu'on m'aura mis à sa place quelque espagnole ou française qui me fera enrager du matin jusqu'au soir, avec qui il faudra que je sois toujours sur mes gardes, et qui me fera tous les pièges qu'elle pourra. Voilà dans quel état je suis; je vous laisse à en juger, et finis en vous assurant que, de quelque manière que je sois, je vous aime et aimerai toujours très tendrement <sup>1</sup>. »

L'orage qui grondait sur la tête de Madame des Ursins fut conjuré, et la reine, pendant tout le cours de sa vie, n'eut plus à redouter l'éloignement d'une personne si chère.

Marie-Louise était aussi empressée à entretenir une correspondance suivie avec ses parents qu'elle se montrait attentive à procurer à son amie des satisfactions d'amour-propre auxquelles celle-ci paraissait tenir excessivement.

Madame des Ursins était depuis longtemps dans les meilleurs rapports avec les deux duchesses de Savoie et avec la reine de Portugal, sœur de Madame Royale; elle avait obtenu l'amitié de la jeune reine d'Espagne, il lui restait à fixer l'attention particulière du duc Victor-Amédée. Elle aurait voulu que ce prince entretint avec elle un commerce de lettres suivi et régulier, qu'il lui écrivit de sa main,

<sup>1</sup> Dans l'histoire d'Espagne par M. Paquis (Paris, 1838, tome II, pag. 471), on lit que *la reine, indignée de cette mesure (l'ordre de faire éloigner Madame des Ursins), ne daigna pourtant pas se plaindre; mais elle se vengea en saisissant toutes les occasions de contrarier le nouvel ambassadeur français duc de Gramont.*

qu'il ne lui fit pas trop attendre ses réponses. La reine ne manquait pas de glisser souvent dans sa correspondance avec son père une prière à ce sujet.

Le duc, toujours préoccupé d'affaires d'Etat, avait aussi peu de loisir que de goût pour ces galanteries épistolaires. Il voulait cependant ne pas trop contrarier sa fille, ni mécontenter Madame des Ursins. Après avoir essayé plusieurs fois de leur faire comprendre que ces exigences n'étaient pas toujours de saison, il finit par s'en expliquer nettement dans une lettre à sa fille, du 26 septembre 1702 :

« La princesse des Ursins, y dit-il, a tort de porter sa  
« sensibilité jusqu'à remarquer le temps des dates de mes  
« lettres ; et s'il y a eu du retardement à la réponse que  
« je lui ai faite, ce n'a été que par un simple oubli qui ne  
« diminue en rien l'estime et la considération que j'ai pour  
« elle. S'il survenait quelque chose qui fût de quelque  
« importance ou qui pût vous regarder, je surmonterais  
« les justes raisons que mon style et mon caractère me  
« donnent à ne pas écrire de ma main, mais pour des  
« simples compliments et bagatelles, je vous prie, ma  
« chère enfant, de faire en sorte que la princesse des  
« Ursins connaisse bien que cela ne me doit point priver  
« du plaisir que je me fais qu'elle soit bien persuadée que  
« personne ne l'estime et même ne l'aime plus que moi. »

Le moment était arrivé où le duc de Savoie allait changer entièrement de politique, se détacher de la France et de l'Espagne et entrer dans la grande alliance. Fatigué des hauteurs insolentes de Louis XIV, menacé dans ses intérêts les plus vifs, sans espoir d'améliorer sa condition en restant attaché à la cause des Bourbons, et pouvant craindre d'être bientôt compté pour rien par ses deux gendres qui tenaient resserrés ses Etats de tous côtés, Victor-Amédée

devait chercher l'occasion de rompre ses anciens liens et de suivre de nouvelles destinées. L'occasion ne se fit point attendre : le duc de Vendôme ayant fait désarmer cinq mille hommes des troupes du duc de Savoie, celui-ci se déclara ouvertement contre la France. Ces alliances de famille, qu'on fait d'abord sonner si haut et qu'on compte pour si peu au moment décisif, ne gênèrent en rien les décisions de Victor-Amédée.

Usant de représailles, le duc fit arrêter à Turin l'ambassadeur de France et l'ambassadeur d'Espagne.

Dans le registre tenu par le comte Tarino Imperiale, grand-maitre des cérémonies, on lit, à la date du 3 octobre 1703, le récit détaillé de cette double arrestation qui fut intimée aux deux ambassadeurs par le même comte Tarino Imperiale.

Le duc, immédiatement après avoir reçu le rapport de ce qui s'était passé, annonça la déclaration de guerre; nous allons transcrire le texte original de cette partie du récit, de crainte d'en atténuer l'effet en le traduisant :

« Usci poi S. A. R. dal suo gabinetto nella camera ove  
« stava ragunata tutta la nobiltà, quale l'A. S. R. si com-  
« piacque ragguagliare della violenza usata dall'esercito  
« delle due corone alle sue truppe, il che l'obbligava di  
« entrare in una guerra involontaria, che tutta la sua  
« fiducia per sostenerla era fondata dopo Dio nell'affetto,  
« zelo, e fedeltà, e fermezza de' suoi sudditi, e che bene-  
« dicendo sua divina Maesta, come sperava, le sue armi,  
« ne spartirebbe con essi la sua gloria.

« Dal che toccati tutti li cavalieri assistenti risposero che  
« erano pronti di sacrificare beni e vita per il real servi-  
« zio. »

Le changement de politique n'altéra point les rapports



d'amitié entre la reine d'Espagne et ses parents. Leurs moyens de correspondance pouvaient être devenus moins fréquents et moins sûrs, sans que pour cela les dispositions d'esprit et les sentiments de cœur se trouvassent modifiés dans le cercle des affections de famille.

Le duc de Savoie avait pris sa revanche sur le roi de France et sur le roi d'Espagne; l'étoile de Louis XIV pâlisait de plus en plus, mais la dignité que ce monarque ne cessa de conserver au milieu de tant de revers auxquels il était si peu accoutumé, suffit pour relever son mérite au-dessus du prestige dont il se vit pendant si longtemps entouré.

A peine fut-il donné d'entrevoir la possibilité d'un accord entre Louis XIV, Philippe V et Victor-Amédée, que Marie-Louise se décida à faire des ouvertures pour arriver à ce but si vivement désiré.

Nous allons placer sous les yeux du lecteur deux lettres de la reine qui ont trait à cette négociation; jamais pièces diplomatiques n'ont été plus doucement, ni plus convenablement rédigées; elles sont tout empreintes d'un sentiment vrai d'affection filiale. La délicatesse féminine y perçoit d'un bout à l'autre sans nuire aucunement à la fermeté de la pensée qui s'est emparée de l'affaire. La fille s'adresse au père, plutôt que la reine au monarque; elle cherche à l'ébranler en lui rappelant tout ce qu'elle eut à souffrir à cause de lui; sans avouer les torts que les deux rois avaient envers le duc, elle hâte de ses vœux le moment de la réparation.

Elle s'engage ouvertement à travailler pour agrandir les Etats et augmenter l'éclat de la couronne de son père. M. de St-Simon a dit de la duchesse de Bourgogne « qu'elle « avait conservé un grand attachement pour Monsieur et

« Madame de Savoie et pour son pays même , qui quelquefois étincelait malgré elle. » Il est permis de croire que la reine d'Espagne était aussi avancée que sa sœur dans de pareils sentiments.

Passons aux lettres :

• A Madrid, ce 31 janvier 1708.

« Pourquoi croyez-vous , mon cher père , que je n'aie  
« plus d'amitié pour vous et que même je vous aie oublié  
« comme vous m'avez fait mander il y a quelque temps  
« par ma mère ? J'en suis très offensée , étant aussi éloignée que je le suis d'une pareille chose , car je puis vous  
« assurer que je vous ai toujours aimé tendrement. Il me  
« semble que c'est bien plutôt à moi à vous faire des reproches , puisque vous faites de votre mieux pour  
« m'arracher la couronne , et que ainsi vous ne me donnez  
« guère de marques de la tendresse que vous devriez  
« avoir pour moi. Jusques à quand , mon cher père , prétendez-vous persécuter vos filles en leur faisant souffrir  
« tout ce qu'on peut imaginer ? Rien peut-il être plus  
« cruel que de se voir faire la guerre par un père qu'on  
« aime ? Finissez mes malheurs ; aimez une enfant qui le  
« mérite. Il ne tient qu'à vous de me rendre la princesse  
« du monde la plus heureuse. Me le refuserez-vous ?  
« Aurez-vous un cœur assez dur pour cela ; non , mon  
« cher père ; je ne puis croire une pareille chose , et  
« j'espère que vous vous laisserez à la fin toucher par une  
« fille qui est pénétrée de douleur de tout ce qui se passe ,  
« qui vous aime véritablement et qui souhaite vos avantages. Je vous promets l'agrandissement de vos Etats en  
« vous faisant donner tout le Milanais qui serait aisé à  
« reprendre dès que vous voudriez vous entendre avec

« nous pour laisser rentrer nos troupes en ce pays là. Si  
« cela ne vous contente pas, je me charge encore de vous  
« faire donner par les deux rois le titre de roi de Lombar-  
« die. Voilà les vengeance que je veux prendre de vous.  
« Mon cœur, rempli de tous les sentiments que vous  
« pouvez connaître dans cette lettre, m'a fait imaginer  
« tout ce qu'elle contient pour vous donner les moyens  
« de finir une guerre qu'il y a si longtemps qui dure ;  
« d'achever les malheurs de vos filles, de devenir roi et  
« d'agrandir aussi considérablement vos Etats : j'ai choisi  
« pour vous rendre celle-ci un gentilhomme romain qui  
« vous la donnera en mains propres, et qui passera partout  
« sans donner du soupçon disant qu'il va chez lui. Ne  
« manquez pas, s'il vous plaît, à me faire réponse par le  
« même ou par la voie que vous jugerez à propos, et faites-  
« moi savoir celle qui vous conviendra de prendre pour  
« entrer en négociation. Je vous répète encore que je puis  
« tenir ce que je promets et que ceci ne se passe qu'entre  
« vous et moi sans participation d'aucun ministre.

« J'attendrai avec grande impatience votre réponse ;  
« faites qu'elle soit ma consolation et qu'elle me marque  
« votre tendresse que je mérite tant, mon cher père, par  
« celle que j'ai pour vous.

« MARIE-LOUISE. »

« Je crois que vous ne laisserez pas que d'être étonné  
« en songeant à votre Louison, qui est le nom que j'ai eu  
« longtemps, de lire une lettre comme celle-ci, mais,  
« malgré moi, vous me faites devenir sérieuse. Je la suis  
« tant par ce que je vous mande aujourd'hui qu'il me sem-  
« ble qu'il ne m'est plus permis de vous appeler mon cher  
« papa.

« Soyez-le pourtant et moi votre Louison et aimons-nous  
« comme deux bons amis. »

« A Madrid, ce 1<sup>er</sup> septembre 1709.

« Je suis trop touchée, mon cher père, de la manière  
« dont vous êtes entré dans les propositions qu'on vous a  
« faites, pour ne vous le pas marquer par le courrier qu'on  
« envoie ce soir à Gênes et vous faire ressouvenir d'une  
« fille qui mérite votre tendresse; je vous le demande  
« instamment en vous assurant que celle que j'ai pour  
« vous est bien vive malgré tout ce qui s'est passé. Je ne  
« saurais croire effectivement que vous puissiez souhaiter  
« que l'archiduc devienne roi d'Espagne, et que celui qui  
« l'est et qui doit l'être par la justice, et qui est devenu  
« votre beau-fils, en soit chassé; il faudrait être dénaturé  
« pour cela, et même pour vos intérêts, je ne sais pas ce  
« que vous gagneriez si la maison d'Autriche s'agrandissait  
« si fort. Revenez, mon cher père, véritablement pour  
« des enfants qui ne souhaitent que votre avantage, car je  
« puis vous assurer de la bonne volonté du roi pour vous  
« et que vous aurez lieu d'être content par rapport à tout  
« ce qui dépendra de lui; plutôt à Dieu que nous pussions  
« en faire davantage. Vous saurez tout ce qui se passe et  
« dernièrement ce qui est arrivé à notre armée de là part  
« du maréchal de Besons, qui commande les troupes fran-  
« çaises. Le roi en eut la nouvelle hier au soir, et part  
« demain en poste pour y aller, et moi je reste à Madrid  
« dans l'inquiétude que vous pouvez vous imaginer pour  
« la personne de ce cher prince, et chargée du gouverne-  
« ment dans les temps où nous sommes. Jugez de mon  
« état et après cela aurez-vous encore la cruauté d'être  
« notre ennemi? Non, mon cher père, devenez au con-

« traire notre meilleur ami, donnez-nous vous-même des  
« conseils ; nous les recevrons comme venant d'une per-  
« sonne bien capable d'en donner de bons, et d'un père  
« qui commencera à nous aimer. Songez, je vous supplie,  
« qu'après tous les maux que vous nous avez faits, vous  
« êtes en état présentement de nous faire beaucoup de  
« bien. Enfin, mon cher père, soyez bien persuadé que  
« nous souhaitons vos avantages infiniment, et que nous  
« serons ravis de vous être obligés de quelque chose.  
« Rendez donc heureuse, en ce qui peut dépendre de  
« vous, une fille que vous avez bien fait souffrir, et qui  
« vous aime certainement avec une grande tendresse. »

La date de cette deuxième lettre, 1709, nous reporte aux conférences de la Haye et de Gertruydenberg, alors qu'on exigeait du roi de France qu'il joignît ses forces à celles des alliés pour chasser son petit-fils d'Espagne. Le caractère faible et irrésolu de Philippe laissait craindre que, se voyant abandonné de la France, il ne consentît à quitter son trône pour se réfugier dans les possessions espagnoles en Amérique <sup>4</sup>. Mais la reine, secondée par Madame des Ursins, opposa à toutes ces défaillances une attitude décidée et un courage tranquille. Elle déclara que jamais elle n'obéirait à aucun ordre d'abandonner l'Espagne ; que tant qu'elle aurait des Espagnols fidèles, elle

<sup>4</sup> Voy. OTTIERI, *Istoria delle guerre avvenute in Europa, e particolarmente in Italia, per la successione alla monarchia delle Spagne*, tom. V, pag. 346. Le marquis Ottieri, dans son histoire, ne parle que très peu et sans aucun éloge de la reine Marie-Louise ; il est bon de remarquer, à ce sujet, que cet écrivain penchait pour le parti de Charles d'Autriche, et qu'il était le gendre du marquis André Madaidchini, attaché à la cour de la reine Elisabeth Farnese. (Voy. page 462 du tome VI de son histoire.)

défendrait pied à pied ce que son mari possédait, et que chassée de toutes les villes, si le malheur le voulait ainsi, elle irait mourir, son fils entre les bras, dans les montagnes des Asturies, avec la satisfaction d'avoir accompli son devoir, et la gloire de n'avoir manqué ni de cœur ni de résolution pour conserver sa couronne.

Elle était bien capable de donner de semblables preuves d'héroïsme, cette princesse qui, trois ans auparavant (1706), au moment où les Portugais s'emparaient de Madrid et y proclamaient roi Charles d'Autriche, avait su ranimer la bravoure des Castillans et ramener la victoire sous les drapeaux de Philippe V, qui put rentrer bientôt dans sa capitale <sup>1</sup>.

Les Espagnols sentirent se ranimer leur courage sous l'influence de cette noble ardeur, et se préparèrent à une vigoureuse résistance <sup>2</sup>. La bataille de Villaviciosa, gagnée par le duc de Vendôme, affermit pour jamais la couronne d'Espagne sur la tête de Philippe. Ce prince, après avoir eu l'honneur de prendre part au combat, eut celui de reposer sur le plus beau lit qui fut jamais préparé pour un roi, sur un lit formé des étendards et des drapeaux pris à l'ennemi <sup>3</sup>.

Peu de jours après ce grand événement, la reine adressait des félicitations à son père : quoiqu'on se battit encore de tous côtés, on sentait cependant partout que la

<sup>1</sup> CARUTTI, *Storia del regno di Vittorio Amedeo II*, cap. XVII.

<sup>2</sup> L'attachement des Castillans à la personne de Philippe V et de Marie-Louise était tel que lorsque, dans cette année 1710, ces souverains quittèrent Madrid, plus de trente mille personnes sortirent de la ville pour ne pas reconnaître Charles d'Autriche, qui allait occuper cette capitale. (OTTIERI, tome V, pag. 1, 28.)

<sup>3</sup> VOLTAIRE, *Siècle de Louis XIV*.

paix s'approchait de jour en jour. On s'apercevait que l'épuisement des forces d'une part et de l'autre le manque de confiance entre les alliés, amèneraient bientôt les puissances belligérantes à des concessions réciproques.

Marie-Louise avait d'autant plus de raisons de compter sur la condescendance de son père qu'elle le savait mécontent de la conduite, si injuste à son égard, tenue par la cour de Vienne. La lettre suivante de la reine montre tout le désir qu'on avait en Espagne de s'appuyer sur Victor-Amédée :

« A Victoria, ce 16 décembre 1710.

« De l'air dont vous y allez, je ne crois pas que vous  
« continuiez à remporter des victoires sur vos ennemis,  
« puisque vous les avez presque tous détruits; aussi  
« quand je voudrais vous écrire, il faudra que je cherche  
« d'autres prétextes que ceux que j'ai présentement de  
« vous faire encore de nouveaux remerciements. Je vous  
« assure que toutes les fois que je fais réflexion à ce qui  
« s'est passé depuis peu, j'en suis dans un étonnement si  
« grand que je ne m'y accoutume point, et que ces victoi-  
« res si imprévues ont toujours pour moi la grâce de la  
« nouveauté. Je me prépare à partir dans quatre jours  
« pour aller à Logrono, attendre le roi s'il veut bien  
« prendre la peine de m'y venir voir un petit tour, quand  
« il ne croira pas sa présence nécessaire à son armée.

« Nous prendrons là nos résolutions après avoir bien  
« pesé tout ce que nous croirons de plus convenable pour  
« le bien de nos affaires, et tout cela de concert avec vous,  
« si vous le voulez bien, car le roi et moi estimons fort  
« vos conseils par toutes sortes de raisons; il n'y en a  
« point qui ne m'engage à vous estimer et à vous souhaiter  
« toutes sortes de satisfactions.

« MARIE-LOUISE. »

« Je m'aperçois que c'est toujours moi qui vous attaque  
« la première par mes lettres. Vous vous excuserez peut-  
« être en disant que c'est votre respect qui vous empêche  
« de m'écrire ; mais je vous dirai que ce n'est que votre  
« paresse. »

Enfin, le congrès d'Utrecht se réunit, et après de longues discussions il en sortit avec la paix un système qui devait assurer pour longtemps le repos de l'Europe. « Le traité du 11 avril 1713 eut non-seulement pour but de régler les intérêts de quelques maisons souveraines à l'occasion de l'héritage de la couronne d'Espagne, mais encore d'établir un équilibre salutaire entre les puissances de l'Europe <sup>1</sup>. » C'est dans ce traité que Philippe V vit enfin sa royauté sur l'Espagne complètement assurée. On ne s'arrêta cependant sur ce dernier résultat qu'après avoir épuisé différentes combinaisons politiques qui toutes avaient fini par présenter plus ou moins d'inconvénients. Parmi ces combinaisons, celle qui parut d'abord prendre le plus de consistance, avait été proposée par la reine d'Angleterre : Philippe V, dans ce projet, devait abandonner l'Espagne et les Indes au duc de Savoie, qui lui cédait en échange ses États héréditaires avec le Montferrat et le Mantouan. Ces propositions avaient été faites au mois de mai 1712. Louis XIV engageait le roi d'Espagne à y souscrire, mais Philippe V se prononça pour l'Espagne qui, depuis dix ans, dit-il, versait son sang pour lui sur les champs de bataille, et il préféra renoncer nettement à ses droits sur la couronne de France. On sait que Louis XIV hésitait à éloigner définitivement de la succession au trône

<sup>1</sup> Voy. *Le Traité d'Utrecht*, par M. Charles Giraud, membre de l'Institut de France. — Paris, 1847.



de France son petit-fils et qu'il désirait lui réserver la faculté d'opter entre les deux couronnes, le cas échéant, tandis que l'Angleterre voulait au contraire que le choix fût immédiat et irrévocable <sup>1</sup>.

Quant au duc de Savoie, il nous est permis de douter qu'avec sa profonde sagacité et sa longue expérience, il se fit de grandes illusions sur la probabilité de la réussite de ce vaste projet en sa faveur.

Il avait pour principe *d'aller au solide et au présent et parler ensuite des chimères agréables* <sup>2</sup>, et n'oubliait pas le proverbe *qui trop embrasse mal étreint*.

Quoi qu'il en soit, la paix se fit, et le duc de Savoie, bien qu'il fût des plus méritants dans l'alliance, ne se trouva pas des mieux récompensés <sup>3</sup>.

Philippe V se détermina donc à faire sa renonciation

<sup>1</sup> Il est bon de rappeler ici que Louis XIV, par lettres patentes du mois de décembre 1700, avait déclaré sa volonté que le roi d'Espagne et ses descendants conservassent toujours les droits de leur naissance ou de leur origine. Cette déclaration avait été enregistrée au Parlement et à la Chambre des Comptes de Paris. Elle fut révoquée par celle que donna le roi de France à Versailles, au mois de mars 1713. Cette dernière pièce expose en détail l'état de la question et des discussions auxquelles elle avait donné lieu. Elle mérite d'être lue avec la plus sérieuse attention soit comme document diplomatique, soit comme modèle de style approprié à ces grandes circonstances.

<sup>2</sup> On trouve ces mots écrits de sa main sur une liasse de papiers relatifs aux projets de l'Angleterre à son égard. — Ces papiers existent aux archives générales du royaume.

<sup>3</sup> « De tous les princes pour qui on combattait en Europe, il n'y avait alors que le duc de Savoie qui fit la guerre pour lui-même.

« Il était triste qu'il n'acquît cette gloire qu'en combattant contre ses deux filles dont il voulait détrôner l'une pour acquérir en Lombardie un peu de terrain, sur lequel l'empereur Joseph lui faisait déjà des difficultés, et dont on l'aurait dépouillé à la première occasion. » — VOLTAIRE, *Siècle de Louis XIV*, chap. xxii.

à tous droits éventuels de succession à la couronne de France <sup>1</sup>. Aussitôt après que ce grand acte fut accompli, la reine s'empressa d'en faire part à son père par la lettre qu'on va lire, écrite du Retiro, le 7 novembre 1712. C'est la clôture de cette longue suite de perplexités, de joies et de douleurs, dans laquelle s'écoula la vie de Marie-Louise-Gabrielle de Savoie.

« Vous aurez su par ma mère, mon très cher père,  
« qu'il y a longtemps que j'ai envie de vous écrire, et que  
« ce n'est que la crainte de vous importuner qui m'a  
« retenue ; que mon cœur a toujours été rempli de toute  
« la tendresse imaginable, quoique les temps malheureux  
« m'aient empêchée de vous la témoigner et que vous  
« devez me rendre sur cela toute la justice que je mérite.  
« Pour aujourd'hui, je ne puis plus me retenir et vous  
« êtes trop intéressé à ce qui se passa avant-hier pour que  
« je ne vous l'apprenne pas moi-même, en vous disant en  
« même temps quelle a été ma sensibilité en voyant un  
« acte que le roi a fait pour donner la paix et le repos à  
« l'Europe qui en a si grand besoin, en conséquence  
« duquel les princes de France en doivent faire une  
« autre <sup>2</sup>, et que cela retombe à l'avantage d'un père et  
« d'une famille que j'aime si tendrement. Le samedi  
« matin, le roi fit faire la lecture de sa renonciation à la  
« couronne de France avec toutes les circonstances requi-  
« ses, les princes de la Maison de France s'exclurent de  
« celle d'Espagne par leurs renonciations et les États du

<sup>1</sup> Voy. le traité du 13 juillet 1713, qui fait entrer le roi d'Espagne dans les stipulations d'Utrecht.

<sup>2</sup> Les renonciations qui eurent lieu de la part des ducs d'Orléans et de Berry.

« royaume demandant la même exclusion et la faisant pour  
« tous les princes de la Maison d'Autriche, la Maison de  
« Savoie est appelée pour succéder à cette couronne après  
« tous les descendants du roi, il le signa et jura de le  
« garder le plus solennellement qu'il se peut. L'après-  
« dinée, ce fut l'assemblée des Etats ; le roi leur expliqua  
« en gros pourquoi il les assemblait, et fit lire ensuite un  
« papier où toutes ces raisons avec ce qu'on demandait  
« d'eux étaient expliquées au long ; en réponse duquel les  
« députés de Burgos comme la ville capitale de Castille,  
« prirent la parole pour tout le royaume pour témoigner  
« leur extrême reconnaissance de ce que le roi fait pour  
« ses sujets, leur zèle et tous les sentiments que nous  
« pouvons souhaiter. Présentement ils passeront pour loi  
« la disposition faite pour la succession de la monarchie.  
« Voilà, mon très cher père, en peu de mots ce qui se  
« passa, que j'ai voulu vous apprendre, quoique je croie  
« que milord Lexington <sup>1</sup> le fera plus particulièrement et  
« mieux que moi, mais je viens vous supplier d'être bien  
« persuadé que j'ai senti en cette occasion, aussi bien que  
« dans toutes celles qui vous regardent, tous les senti-  
« ments d'une personne qui se pique d'être la meilleure  
« fille du monde et qui vous demande instamment votre  
« amitié. Ce qui vient de se passer nous lie encore davan-  
« tage, non pas en parenté puisqu'elle ne saurait être plus  
« grande, mais à être, nos deux Maisons d'Espagne et de  
« Savoie, amies éternellement ; tout vous y engage donc  
« présentement ; ainsi aimez-moi, et comptez, mon cher  
« père, sur toute ma tendresse. »

<sup>1</sup> L'affaire de la renonciation tenait tellement au cœur du cabinet de Londres, qu'il envoya tout exprès à Madrid lord Lexington pour être témoin de l'acte qui la proclamait.

La reine, dont la santé avait presque toujours été mauvaise, ne survécut pas longtemps à l'arrangement de ces affaires, qui paraissait devoir lui assurer à l'avenir le repos et le bonheur. Elle mourut le 14 février 1714. La nouvelle de sa mort parvint à son père pendant qu'il était à Palerme pour se faire reconnaître comme roi de Sicile; dernier épisode des errements d'une politique dans laquelle les liens de famille avaient si peu servi à l'usage auquel ils paraissaient d'abord destinés.

Nous ne finirons point cette étude intime sur la reine Marie-Louise sans fixer encore un instant notre attention sur le caractère de cette princesse. Elle était simple et vraie sans ostentation, aussi déterminée dans l'action que peu disposée à se faire valoir. Rien dans sa correspondance ne trahit la moindre inclination pour exercer le pouvoir; elle paraît au contraire prendre à tâche de dissimuler l'importance de son habileté dans le rôle suprême qu'elle était appelée à jouer si souvent, et dans lequel elle réussissait si bien. Nous avons déjà fait remarquer sa réticence sur son projet de voyage en Andalousie, nous allons l'entendre s'expliquer sur son aptitude aux affaires avec sa grand'mère, qui, sachant combien elle était estimée en Espagne, lui adressait des éloges mérités :

« Je ne tomberai pas d'accord avec vous, » lui répliquait la reine dans une lettre datée de Madrid, 25 novembre 1709, « sur le sujet du gouvernement. Il est vrai que « j'ai été de bonne heure régente, puisque je n'avais que « treize ans. Mais cela ne me fait pas croire que je sois « capable présentement d'un tel poids, qui m'importune « toujours de plus en plus quand je l'ai. Alors j'aurais « mieux aimé jouer à colin-maillard, et présentement « j'aime mieux être avec mon fils qui me divertit beaucoup

« que d'être à entendre parler du matin au soir d'affaires  
« qui d'elles-mêmes ne sont pas agréables et qui le sont  
« encore moins pour moi, qui par mon goût ne les peut  
« pas souffrir et qui n'en suis nullement capable. »

Nous n'appellerons pas cela de l'humilité glorieuse, mais bien plutôt de la simplicité vaillante. Malgré son peu de goût pour les affaires, Marie-Louise était toujours à la tête du gouvernement dès que le roi était forcé de s'éloigner pour se mettre à la tête de ses troupes, et le pays applaudissait à son administration.

Dès son entrée en Espagne, ainsi que nous l'avons vu, la reine se trouva placée sous la direction de la princesse des Ursins ; elle accepta franchement cette position, se fit une amie fidèle de celle qui pouvait devenir une surveillante incommode. Tout en profitant des conseils et de l'expérience de Madame des Ursins, la reine ne se laissa point éclipser, elle savait tenir en main l'autorité, l'exercer à propos sans exagération comme sans faiblesse.

On s'ennuyait fort alors, comme nous l'avons déjà remarqué, à la cour de Madrid, et si quelque distraction venait rompre la triste monotonie de cette représentation sans éclat et de ce faste sans agrément, elle était toujours due à l'empressement et à l'imagination de Madame des Ursins. Elle était parvenue à s'attacher tout particulièrement la reine par le soin qu'elle prenait des infants<sup>4</sup>. Marie-Louise fut aussi bonne mère qu'épouse dévouée ; sa correspondance est remplie de détails sur ses enfants qu'elle ne perd jamais de vue et qui forment son véritable bonheur. Nous ne mettrons pas à l'épreuve la patience des lecteurs en nous arrêtant sur l'intérieur d'un ménage, tout royal qu'il

<sup>4</sup> Don Louis et don Ferdinand.

soit, mais nous aimons à relever ce fait, parce que nous croyons que, chez les princes comme chez le peuple, les vertus domestiques sont toujours les premières dans l'ordre des devoirs.

Marie-Louise resta pendant toute sa vie l'amie de Madame des Ursins ; celle-ci se montra, après la mort de la reine, toute dévouée au roi <sup>4</sup> ; son ambition la retint dans une place qu'elle aurait dû quitter au moment où Elisabeth Farnese venait s'asseoir sur le trône illustré par les vertus de Marie-Louise de Savoie. La disgrâce qui la frappa fut un châtement et un exemple.

Au moment de l'arrivée de la reine en Espagne, l'homme le plus important du royaume était le cardinal Portocarrero. Tout ce qu'il avait fait en faveur de Philippe V ne pouvait être oublié, et la France devait le reconnaître, ainsi que le fit Louis XIV en insérant dans les instructions à son petit-fils ce passage explicite : « Ayez une grande confiance au cardinal Portocarrero et lui marquez le gré que vous lui savez de la conduite qu'il a tenue. »

L'influence des agents français à Madrid amoindrit bientôt l'autorité que ce prélat s'était acquise, mais on continua à lui marquer une grande considération, même après qu'on ne lui accorda plus de confiance.

Le jugement porté par la reine sur ce cardinal après sa mort laisse croire qu'au milieu des divisions et des agitations auxquelles l'Espagne fut livrée pendant si longtemps, Portocarrero ne se tint pas toujours assez éloigné

<sup>4</sup> On raconte que Madame des Ursins ne voulut point paraître aux obsèques de la reine, quoique, par le devoir de sa charge de *camarera major*, elle fût obligée d'y assister. Elle s'excusa en disant qu'elle avait vécu auprès de la reine à titre d'amie et non pas de domestique. (*Histoire publique et secrète de la cour de Madrid*, que nous avons déjà citée.)

des tergiversations ou, si l'on aime mieux, des ménagements qu'un caractère franc et loyal n'aurait pas avoués <sup>4</sup>.

Dans sa lettre de Madrid, 14 novembre 1709, la reine écrit à Madame Royale : « Vous me parlez de la mort du  
« cardinal Portocarrero dont vous me paraissez fâchée. Il  
« est vrai qu'il était ami de la princesse des Ursins et nous  
« l'avons regretté aussi ; mais je ne puis m'empêcher de  
« vous dire qu'il n'était pas tout ce que vous imaginez. Il  
« aurait pu rendre au roi des services très considérables  
« s'il l'avait voulu, et je vous assure qu'il ne nous a guère  
« donné des marques de son attachement dans plusieurs  
« occasions qui étaient d'une extrême importance ; je  
« pourrais, si je voulais, vous raconter quelques histoires  
« qui vous en persuaderaient. Mais il n'en est plus ques-  
« tion : le voilà mort, et nous n'avons pas laissé que de  
« le regretter. »

La reine revient sur le même sujet en écrivant, toujours, à sa grand'mère, le 20 janvier de l'année suivante (1710) :  
« Rien n'est mieux que ce que vous me mandez touchant  
« le cardinal Portocarrero ; et certainement pour être roi  
« on n'est pas exempt de trouver des ingrats et des gens  
« qui tournent du côté où ils croient trouver plus d'avantages ; au contraire, il me semble que plus on est élevé  
« et plus on en trouve en son chemin ; et sur cela je vous  
« assure que je n'ai déjà que trop d'expérience. »

Avec cette disposition à bien réfléchir et cet attachement à bien remplir ses devoirs, la reine parvint à se faire

<sup>4</sup> Voici le jugement de l'historien Ottieri sur le cardinal Portocarrero (L. c., tom. V, pag. 345-46) : *Il cardinale Portocarrero variò il suo sistema secondo le congiunture ed anche secondo le passioni d'amore o d'odio, alle quali per emulazione con alcuni ministri del re fu soggetto... La sua morte non fu dall'universale nè desiderata nè pianto.*

admirer et chérir des Espagnols ; elle aimait à rendre justice à la fidélité montrée par cette nation dans les revers les plus désespérés ; elle savait apprécier les secours signalés qui avaient par deux fois replacé la couronne sur la tête de Philippe V. *Cette reine*, dirons-nous avec St-Simon, si peu enclin aux louanges, *n'avait cessé de s'attacher les Espagnols par le solide et par le charme de ses manières qui l'avaient, pour ainsi dire, fait adorer.*

Le peuple garda les mêmes sentiments pour sa mémoire, et bien des années après sa mort, voyant passer la reine Elisabeth, si différente de Marie-Louise, il criait à gorge déployée : *Viva la Saboyana*. Et la sévère histoire, après un siècle et demi, nous autorise encore à répéter : *Viva la Saboyana*.







# UTOPIE

POUR LA

## RÉFORME DE LA PROCÉDURE CIVILE

Par M. Louis PILLET

Docteur en droit, Officier d'académie, Secrétaire de l'Académie impériale de Savoie,  
Membre correspondant de plusieurs Sociétés savantes.

---

Au xvi<sup>e</sup> siècle, la procédure civile était devenue un véritable dédale. Au système savant des actions romaines, les coutumes locales, les édits des princes, l'influence du droit canonique, la subtilité des interprètes et surtout l'astuce des plaideurs avaient mêlé des éléments hétérogènes. A côté de la loi écrite tombée en désuétude, s'était formée une pratique usuelle, livrée à tous les hasards de la jurisprudence<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Il en était de même en France. La célèbre ordonnance de 1667, touchant la réformation de la justice, porte :

« Ayant reconnu, par le rapport de personnes de grande expérience, que les ordonnances sagement établies par les rois nos prédécesseurs, pour terminer les procès, étaient négligées ou changées par le temps et la malice des plaideurs ; que même elles étaient observées différemment en plusieurs de nos cours, ce qui causait la ruine des familles par la multiplicité des procédures, les frais de poursuites et la variété des jugements ; et qu'il était nécessaire d'y pourvoir et rendre l'expédition des affaires plus prompte, plus facile et plus sûre par le retranchement de plusieurs délais et actes inutiles, et par l'établissement d'un style uniforme dans toutes nos cours et sièges... »

Les bons esprits étaient unanimes à reconnaître le mal. Mais comment guérir ~~une plaie~~ si profonde, si invétérée ?

Deux écoles se présentaient : faire table rase du passé, improviser une législation modèle, des lois parfaites..... ce fut le rêve des *utopistes*.

Moins ambitieux et plus patients, d'autres prirent une à une les erreurs introduites dans la pratique, remontèrent aux sources du droit, et, par la seule puissance du savoir, réussirent à déraciner quelques-uns des abus qui déshonoraient la justice..... ce furent les *érudits*.

Aux uns comme aux autres, sachons gré de leurs efforts. Si ces derniers ont suivi la voie la plus longue, la plus rude, ils ne sont pas les moins méritants. Nous sommes effrayés aujourd'hui, quand nous voyons ce qu'il leur fallut de recherches savantes, de citations, de luttres, pour faire prévaloir les plus simples inspirations du bon sens.

Dans les premières années qui ont suivi la rédaction de nos Codes, on fut peut-être injuste envers ces pionniers de notre législation moderne. Les textes semblaient si clairs, qu'on ne pouvait comprendre l'utilité de tant de rudes labeurs, la raison d'être de leurs utopies.

Aujourd'hui la procédure civile touche à une phase nouvelle. Le Code de 1806 commence à être en butte à de nombreuses attaques ; s'il n'est pas démantelé, on y signale déjà des brèches nombreuses. Des chapitres entiers, des articles, ont été remplacés par d'autres ; des lacunes ont été comblées, bien des dispositions écrites dans la loi sont près de tomber en désuétude.

Déjà, en 1851, l'Académie des sciences morales et politiques de Paris pouvait, sans émouvoir l'opinion, mettre au concours cette question : *Quelles sont, au point de vue*

*juridique et au point de vue philosophique, les réformes dont notre procédure civile est susceptible ?*

Plusieurs mémoires ont répondu à l'appel, et l'un des savants magistrats qui président le tribunal de Chambéry, M. Seligman, y a remporté une première mention honorable <sup>1</sup>.

Aux critiques présentées contre la législation nouvelle, il nous a paru piquant de comparer les critiques dont fut l'objet la procédure au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, et surtout d'exhumer de nos vieux bouquins un plan de réforme, proposé par un ancien magistrat savoyard, soixante-un ans avant l'ordonnance de 1667, deux cents ans avant le Code de procédure civile. Si le temps me le permettait, je voudrais même comparer l'utopie du président au conseil de Genevois, avec les idées du chancelier de France, Michel de l'Hôpital, son contemporain.

Mais ce serait une étude de détail trop difficile. Je me contenterai de traduire et d'analyser le travail de notre vieux compatriote, en l'accompagnant de loin en loin de quelques rapprochements.

<sup>1</sup> *Quelles sont, au point de vue juridique et au point de vue philosophique, les réformes dont notre Code de procédure civile est susceptible ?* par M. Seligman, juge au tribunal civil de Reims, ancien lauréat de l'Institut de France. — Ouvrage qui a obtenu une première mention honorable à l'Académie des sciences morales et politiques de Paris. — Reims, P. Regnier, éditeur ; 1855. Un volume in-8° de 266 pages.

NOUVEAU MOYEN D'ABRÉGER LES PROCÈS CIVILS ET CRIMINELS.

« De tous côtés on se plaint, et non sans raison, de la longueur des procès civils et criminels. Cette lenteur est telle aujourd'hui dans l'univers presque entier, que souvent on voit celui-là même qui gagne avec dépens être fatigué par tant de complications, écrasé par tant de frais, que, loin d'avoir à se féliciter d'une victoire payée si cher, il ne lui reste qu'à pleurer d'avoir soutenu la plus juste des causes.

« Ce désordre n'affecte pas seulement les plaideurs, mais l'Etat tout entier y est intéressé : la concorde, qui est le lien de la société, la sauvegarde des peuples, est brisée ou tout au moins compromise et affaiblie par les procès. Aussi n'est-il pas un législateur qui ne s'étudie à les prévenir, à les diminuer et tout au moins à les exécrer.

« Ne devrait-on pas verser des larmes de sang en voyant un Etat chrétien, qui a appris de la Suprême Vérité, de la bouche même du Saint-Esprit, que la loi n'est que charité, amour de Dieu et du prochain, cet Etat pris de la même folie que les païens ! Que dis-je ? s'il nous fallait établir un parallèle entre les uns et les autres, je ne sais encore si nous ne serions pas les plus à plaindre, et d'autant plus que nous voulons paraître plus rusés qu'eux, et que nous le sommes en effet. Il faut de l'esprit, mais un esprit malsain et pervers pour faire durer ainsi un mauvais procès, en dépit des lois et des magistrats.

« Quelle est, je vous le demande, chez nous, la maison ou tout au moins la famille qui n'est tenue en émoi perpétuel par quelque procès, parfois pour de graves intérêts, ce qui est plus tolérable, mais souvent aussi, ce qui est indi-

gne, pour des misères qu'il n'eût pas valu la peine de demander et même d'obtenir sans procès ! Nous grandissons ainsi des objets qui n'ont de valeur que pour notre avidité et notre ambition immodérée. Il n'est guère à espérer que la source des procès soit jamais tarie, puisqu'elle découle de la méchanceté et de l'avarice enracinées aux cœurs des mortels. Il ne faut pas, en effet, avec le vulgaire, en attribuer la cause aux procureurs, aux avocats, aux juges, et, s'il y a quelque faute à reprocher à des individus, l'imputer témérairement, injustement à l'ordre tout entier. Mais on devrait inventer quelque forme de procédure qui, en dépit de tous les efforts, fit terminer plus tôt les procès, afin que les misères du plaideur devinssent ainsi d'autant moindres qu'elles seraient plus courtes. Tel a été le vœu de presque tous les législateurs, et spécialement de notre Justinien, qui, pour ce motif, a voulu fixer des bornes infranchissables à la durée des instances : deux ans pour les criminelles et trois ans pour les civiles. »

Après quelques considérations relatives aux instances criminelles et aux mesures à prendre pour en accélérer la marche, notre auteur reprend :

« Notre Sénat de Savoie, depuis sa fondation, avec autant de sagesse que de bonheur, s'est attaché à prescrire des règles qui, si elles étaient exactement observées par les procureurs, ne laisseraient rien à désirer ; et chaque jour encore il y ajoute des prescriptions nouvelles, à mesure que l'opportunité s'en fait sentir. Néanmoins, l'expérience nous apprend que la malice, ou plutôt la folie des plaideurs, est trop grande pour que ces sages, ces saintes mesures suffisent à la réprimer. Il faut donc de nouvelles sanctions, afin que ceux qui méprisent le cri de leur conscience, les édits d'un sénat illustre, soient retenus par la peur de perdre ces

procès dont ils sont si friands, ou, s'ils en préfèrent encore les émotions à une vie de paix et de concorde, qu'ils soient du moins soumis dorénavant à des lois de procédure très sévères.

« Cet objet m'a semblé digne des méditations de ceux qui ont à la fois et le génie pour inventer et l'autorité pour faire accepter leurs conseils. Ces deux choses seraient, en effet, nécessaires à ceux qui voudraient mener à bonne fin une si vaste entreprise. Bien que je ne sente point en moi ces deux éléments, qu'il faudrait posséder au suprême degré, j'ai cru la devoir tenter ; on reconnaîtra, à mes efforts, que, pour accomplir une réforme si utile, si nécessaire, il a pu me manquer le savoir et l'influence, mais certainement ni le courage ni le dévouement au bien public.

« Je crois que ce désordre tient à deux causes principales :

« L'une, c'est que la plupart du temps on est comme forcé d'entrer en procès, tandis que si l'on invitait son adversaire à transiger ou si l'on y était invité par lui, on résoudrait facilement la difficulté sans plaider.

« L'autre, c'est que ceux qui plaident, demandeurs ou défendeurs, mènent leur procès comme si c'était chose indifférente, ne laissent, pour cela, aucune de leurs autres affaires, pensant arriver toujours assez à temps, si, après avoir songé à tout le reste, ils font, après trois mois, ce qu'ils auraient pu et dû faire dès le premier jour. Il faudrait, au contraire, dans nos tribunaux, comme sur le *forum* de la Rome ancienne, qu'un hérault d'armes fût toujours là pour dire : *Hoc age*, faites ceci. Quoi de plus absurde que de voir ces gens, qui ne vivent que pour plaider, se comporter comme s'ils ne voulaient obtenir qu'un jugement posthume et faire durer le procès jusqu'après leur mort !

« Pour y remédier, il faudrait, avant tout, établir deux choses : d'abord imposer la nécessité de tenter une transaction, de passer un compromis avant d'être admis à plaider : ce que les Français ont prescrit entre agnats et cognats, pourquoi ne l'étendrait-on pas à tous les hommes, que la nature a faits frères et que la foi chrétienne a liés plus étroitement encore ?

« Ensuite il faudrait que celui qui préférerait plaider, se vît contraint de s'occuper de son procès comme de la chose du monde la plus sérieuse. Il en résulterait que, devant cette perspective, on reculerait souvent avant d'intenter une action, et, si l'on était contraint de le faire, on en finirait plus vite. Il n'y aurait pas de si long procès qui ne fût terminé après trois, quatre mois au plus, et, pour ne pas paraître exagéré, disons après six mois. C'est une erreur commune à presque tous les juges, animés d'une fausse pitié pour les plaideurs, qu'on devrait, au contraire, effrayer en haine des procès, c'est une erreur, dis-je, de laisser faire en un grand nombre d'actes distincts ce qui se ferait bien mieux encore en un seul. Cruelle pitié qui, favorisant les plaideurs, fait pulluler les procès ! Ce que l'on a dit autrefois de la guerre, on le peut appliquer aux litiges, qui ne sont au fond que des guerres privées et juridiques : il n'y a de justes que ceux qui sont nécessaires, et lors même qu'ils sont nécessaires, ils cessent encore d'être justes, s'ils ne sont pas tranchés le plus tôt possible. Je ne sache rien de plus immoral que cet axiome reçu au palais : *La forme emporte le fond*<sup>1</sup>. Et cependant c'est chose vraie : bien souvent, par

<sup>1</sup> « Un public frivole et inattentif répète en raillant cet adage du palais :  
• *La forme emporte le fond*. Il n'est pourtant rien de plus sérieux. On ignore dans le monde qu'il est une multitude de cas où le fond ne peut



des incidents de procédure, le plaideur acquiert un droit qu'il n'eût jamais eu, s'il eût été condamné dès le premier jour. Tout cela résulte de ces délais incessants et superflus qu'il est d'usage d'accorder aux parties ; plus ils sont longs, plus elles les négligent : elles n'en prendront souci que lorsqu'elles seront pressées par des termes brefs et péremptoires.

« Telles sont les considérations qui m'ont engagé, tandis que des hommes éminents ont exprimé et écrit des avis divers, à exposer ici ce que, à mon sens, il y aurait à faire. Je l'ai conçu en quarante articles, brièvement, mais, si je ne me trompe, fort clairement ; seulement ils ne sont pas rédigés en termes impératifs, en forme de loi, comme s'ils étaient édictés par celui qui seul a le pouvoir législatif. Je parle en conseiller du législateur et non en législateur. Peut-être la postérité me louera-t-elle de cet essai et suivra-t-elle quelques-uns des conseils que néglige l'insouciance, pour ne pas dire la folie et le malheur de mes contemporains. »

#### OBSERVATIONS SUR CE PRÉAMBULE.

Après la lecture de ce sobre et vigoureux préambule, il m'est impossible de ne pas songer à un rapprochement.

« être soutenu que par la forme qui le constate ; dans ces circonstances nombreuses, c'est évidemment la forme qui est le fond, puisque c'est seulement de la preuve que peut résulter le droit. » (*Rapport sur le concours pour le prix de législation et de jurisprudence ouvert en 1851, par M. le comte PORTALIS, présenté dans la séance du 28 mai 1855.*)

J'aime à mettre cette doctrine de l'éminent moraliste français en présence de l'indignation de notre novateur savoyard. A ce seul trait, on jugera lequel peut être accusé de favoriser les subtilités et les lenteurs de la procédure.

Quelque temps auparavant, un illustre chancelier de France, après avoir présidé la magistrature et dirigé la politique pendant de longues années, Michel de l'Hôpital, avait écrit son utopie, sous le titre de *Traité pour la réformation*, imprimé pour la première fois par P.-J.-S. Dufey, dans les *OEuvres inédites de Michel l'Hôpital*; Paris, Boulland et Comp<sup>e</sup>, 1825.

A trois siècles de distance, nous sommes bien placés pour juger du mérite des deux utopies, pour comparer le ministre tout-puissant de France au pauvre président d'Annecy.

Eh bien, nous ne craignons pas d'affirmer que la théorie du premier ne révèle qu'une préoccupation exclusive et étroite. C'est l'œuvre d'un honnête homme, mais d'un médiocre génie.

Son ouvrage, qui se compose de plus de 700 pages, est presque entièrement rempli de banales déclamations sur la justice, de citations tirées tantôt de la mythologie, tantôt des textes sacrés; le tout assaisonné d'arguments puisés toujours dans l'histoire classique des Grecs et des Romains. C'est tout l'enflure, tout le mauvais goût de son époque.

Après une introduction de 260 pages, le chancelier en vient à signaler les deux causes qui, suivant lui, ont amené le mal. Voyons s'il se rencontre avec notre Savoyard, ou lequel des deux a vu plus juste :

« Et parce que nous sommes dez le commencement obligez  
« desduire les causes principales du désordre qui s'est mis si  
« avant en la justice, je diroy librement, et tous les gens de  
« bien de ce royaulme demeureront d'accord de ceste vérité,  
« qu'il y a deux causes essentielles, et comme deux vives  
« sources qui ont produit la multitude et prolongation des  
« procez, fomentent l'injustice, l'entretiennent et l'ont pous-  
« sée jusqu'au préjudice que nous voyons, à savoir : la véna-  
« lité des offices de judicature pour l'une et les espices et  
« émoluments des judges pour l'expédition des procez et  
« actes de justice pour l'aulture. » (Tom. I, pag. 265.)

Je le demande de bonne foi, aujourd'hui que vénalité des offices et épices ont disparu depuis longtemps, ne sommes-nous pas disposés à sourire en voyant rattacher tous les maux à ces deux causes et *non à aultre*, comme dit le chancelier? N'avons-nous pas vu depuis lors, comme auparavant, pulluler et se prolonger les procès, jusqu'au jour où la procédure a été enfin réglée par de sages lois? Ne trouvons-nous pas plus avisé notre Savoyard, qui cherche cette cause dans la méchanceté et l'avarice enracinées aux cœurs des mortels, et, pour guérir les mêmes maux, propose et l'arbitrage et la sévérité dans l'application des lois de procédure?

L'Hôpital signale encore, comme causes accessoires des abus, la perversité des avocats et procureurs; il propose de les soumettre à des lois draconiennes, chaque fois qu'ils soumettront une cause injuste, ou qu'ils la feront durer outre mesure. Pauvres remèdes, toujours inefficaces!

Au surplus, pour justifier l'illusion du chancelier, nous devons avouer que le tableau qu'il trace de la corruption des juges, de leur ignorance, de leur vénalité, de la profonde immoralité qui règne dans le sanctuaire de la justice, était de nature à lui voiler tous autres abus; on comprend qu'il s'exagère la portée de la réforme proposée dans le sein de la magistrature.

On s'étonne encore, et certes à bon droit, de voir l'homme qui a présidé aux conseils de la couronne et régi la magistrature, nous signaler naïvement d'aussi épouvantables excès, sans que, pour les refréner, il ait rien fait durant sa longue administration. Il ne peut, comme le pauvre juge d'Annecy, regretter de n'avoir pas l'oreille du prince pour lui suggérer ses plans de réforme: il a le tort inexcusable d'avoir vu, d'avoir pu et de n'avoir rien osé.

Après 600 pages consacrées à ce préambule, le *Traité de la réformation de la justice* propose enfin, dans sa septième

partie, un Code en trente articles pour corriger les abus et assurer la prompte expédition des procès.

Analysons d'abord les quarante articles de notre président savoyard, rangés sous ce titre bizarre :

Ô LÉGISLATEUR , QUI DÉTESTES LES PROCÈS  
ET DÉSIRE LE BONHEUR DE TES SUJETS ,  
SI J'AI SUR TOI QUELQUE INFLUENCE !

ART. 1.

« Quiconque voudra intenter un procès devra sommer auparavant son adversaire de se soumettre à un arbitrage ; il désignera son arbitre dans un acte notarié.

« L'adversaire devra se déclarer prêt à signer un compromis et désigner son arbitre dans les huit jours , à défaut de quoi il sera censé avoir refusé.

« Le défendeur , qui refuse l'arbitrage , est toujours condamné aux dépens , sauf le cas où le demandeur , après la litiscontestation , viendrait à faire preuve de dol et à mériter ce châtiment.

ART. 2.

« Si le cité se déclare prêt à compromettre , mais qu'il surgisse quelque difficulté sur le choix des arbitres , le temps , le lieu ou toute autre circonstance , le juge compétent en connaîtra , parties ouïes , et sans forme de procès.

« Si l'une des parties refuse de s'en tenir à cette décision sommaire , elle sera , pour la condamnation aux dépens , considérée comme ayant refusé de compromettre.

ART. 3.

« Afin que ces arbitrages ne soient pas illusoires , ils seront précédés d'un compromis assermenté , par lequel

on conviendra d'une peine, qui ne sera pas moindre du quart de l'objet en litige, estimé à cet effet par le demandeur dans l'acte même du compromis.

« Celui qui ne voudra pas s'en tenir à l'arbitrage devra payer avant tout cette amende, applicable pour un tiers au fisc, un tiers à l'hospice ou aux pauvres de son domicile, et un tiers à la partie adverse si celle-ci adhère à l'arbitrage. Il ne sera pas admis à plaider jusqu'à ce qu'il ait justifié de la quittance; la prescription sera interrompue dès la demande d'arbitrage.

« Il pourra néanmoins gagner avec dépens, s'il est reconnu qu'il avait juste motif de ne pas s'en tenir à la décision des arbitres. Il pourra même répéter l'amende, s'il est établi que la sentence arbitrale a excédé les termes du compromis; mais, en aucun cas, il ne sera dispensé de la consigner, et ne pourra exiger caution pour la restitution. »

#### COURTES OBSERVATIONS SUR CES TROIS ARTICLES.

Les législateurs se sont tous préoccupés des mesures à prendre pour arrêter le procès dès son début.

On fut d'abord séduit par le système de l'*arbitrage forcé*, il eut un moment grande faveur; les lois du 40, 41 juin et 2 octobre 1793 l'imposaient dans les procès des communes, et surtout la fameuse loi du 17 nivôse an II dans toutes les causes de donation et succession entre cohéritiers. Celle du 24 août 1760 avait institué un *tribunal de famille*, pour connaître des contestations entre proches parents, alliés, pupilles et tuteurs.

Mais ces lois avaient dépassé le but en convertissant en jugements sans appel les verdicts d'arbitres le plus souvent dépourvus de toute connaissance du droit.

Aussi la loi du 9 ventôse an iv dut-elle abolir cette institution. Il en resta même une grande défaveur sur l'arbitrage volontaire. Si l'on n'alla pas jusqu'à l'abolition entière de l'arbitrage, comme le dit fort bien M. Seligman, *on s'appliqua évidemment à rendre les compromis rares et difficiles.*

Après cet échec, on ne laissa subsister dans le Code que l'obligation des tentatives de conciliation imposées déjà par la loi du 16 août 1790, système excellent en théorie, mais en réalité presque toujours illusoire. Dans son exposé des motifs présenté au Corps législatif, le 4 avril 1806, M. Treilhard disait déjà à ce sujet : « Que cette idée était philanthropique et salutaire de n'ouvrir l'accès des tribunaux qu'après l'épuisement de toutes les voies de conciliation. Pourquoi faut-il qu'une si belle institution n'ait pas produit tout le bien qu'on devait en attendre, et que les effets aient si peu répondu aux espérances? Pourquoi faut-il que le mal ait été assez grand, ou du moins le bien assez faible, pour que même les bons esprits proposent aujourd'hui la suppression des tentatives de conciliation. » (*Cod. de proc. civ.*, etc., p. 116; Paris, Me-reau, 1806.)

En 1855, M. Seligman disait pareillement : « Dans la plupart des cas, cet essai forcé de conciliation dégénère en une pure formalité coûteuse pour les parties. Tout l'avantage est là pour le chicaneur qui retarde la décision et qui trouve dans chaque délai quelque chance favorable. » (*Quelles sont, au point de vue*, etc., p. 119; Reims, 1855.)

Le système proposé par Michel l'Hôpital était certainement bien plus défectueux encore. Plein de défiance contre les hommes d'affaires, tout se réduit pour lui à faire paraître les parties en personne, à supprimer leurs conseils :

§ 2. — « En toutes matières personnelles qui se traitent par-devant les juges des lieux, les parties seront tenues de comparoir en personne, à la première assignation, si elles

n'ont excuse légitime ou maladies, pour estre ouyes par le judge, sans assystance d'avocats ou procureurs et se purger par serment, si elles en sont requises, et où lesdites parties se trouveraient contraires en faicts, seront appointées à amener quelque nombre de témoins, qui seront ouys sur le champ...

« Pour le soulagement du peuple, les advocats feront conjointement la charge d'avocats et procureurs. »

Ainsi, aux yeux du chancelier, livrer le plaideur de bonne foi aux ruses de son adversaire, le priver des conseils que toute législation impose pour maintenir l'égalité, voilà le beau idéal de la justice !

A ces divers systèmes, nous pouvons comparer maintenant l'arbitrage, tel que le conçoit notre utopiste Savoyard. Ce n'est pas l'*arbitrage forcé*, créant des jugements le plus souvent iniques et toujours sans appel ; c'est une simple proposition, que chaque partie est libre de refuser en payant l'amende du quart de l'objet en litige. Ainsi on a toujours recours ouvert en cas de lésion de plus du quart. N'y a-t-il pas là un sage tempérament, qui serait peut-être plus efficace que la *conciliation* de nos codes ? Ne devons-nous pas admirer la perspicacité avec laquelle, dès 1606, l'auteur savait se garder des deux extrêmes, et tout au moins nous pouvons rendre justice à son désir bien sincère de prévenir les procès ?

Poursuivons l'étude de son projet :

#### ART. 4.

« S'il n'y a plus espoir d'arbitrage, ou si les parties ne s'y tiennent pas, elles présenteront leur requête au juge, en même temps que les quittances ci-dessus énoncées et les actes du compromis.

ART. 5.

« Cette requête devra être libellée par un procureur et un avocat admis à plaider devant le tribunal ; elle sera divisée par articles, de manière à contenir tous les moyens et extrêmes de la demande, en indiquant le genre de preuve à l'appui de chaque article : titres, témoins ou serment. Le demandeur devra lui-même, ou par un procureur spécial, prêter serment de la sincérité de chaque article, avant que sa requête soit admise par le juge.

ART. 6.

« Si le demandeur s'appuie sur des titres, il devra les désigner par leur date et les produire en même temps que sa requête.

« Dans l'acte même de citation, il devra donner copie de ces titres et de sa requête libellée, afin que l'adversaire soit bien instruit du mérite de la demande. Cette copie sera collationnée par le greffier, avant de contresigner le décret de citation, sauf le droit de faire collationner judiciairement plus tard, si la partie adverse le requiert.

ART. 7.

« S'il s'appuie sur la preuve testimoniale, dans la requête même il formule les faits et demande le *monitoire* pour assigner les témoins au jour qui sera ultérieurement fixé.

ART. 8.

« S'il invoque le serment de son adversaire, il le déférera dans cette requête ; plus tard il n'y sera plus admis.

ART. 9.

« Le demandeur y joindra un avis en droit de son avocat, où, supposant les faits prouvés, ce dernier déduira les



motifs en droit, en citant les textes de loi, les raisons juridiques sur chaque article.

ART. 10.

« Faute d'avoir observé ces prescriptions, et notamment d'avoir joint la copie de tous les actes mentionnés en la requête, le demandeur ne sera pas admis à plaider ; le cité sera dispensé de comparaître, sans qu'il y ait lieu de lui appliquer les peines de la contumace. »

OBSERVATIONS SUR CES ARTICLES.

On trouvera peut-être minutieuses ces formalités exigées du plaideur qui veut engager un procès.

M. Seligman se charge de la réponse dans son excellent ouvrage que nous aimons toujours à citer : « L'énonciation de l'objet de la demande, dit-il, ne suffit pas pour mettre le juge à même d'apprécier si elle est réellement fondée. Le Code de procédure ne prescrit, dans ce but, que l'exposé sommaire des moyens. Nous pensons que le demandeur, qui avait le temps de préparer son exploit, doit y faire connaître les pièces à l'appui, pour que le défendeur puisse y répondre sans être pris à l'improviste, ou y adhérer avant tout débat judiciaire. L'expérience de la vie commune nous apprend que souvent une demande est formée, par exemple, pour des fournitures, sans donner copie préalable au défendeur du billet qu'il a souscrit à cette occasion. Un procès s'engage que la simple copie du billet prouvant au défendeur l'existence de la créance aurait prévenu. » (*Quelles sont, au point de vue juridique, etc., pag. 123.*)

Un autre reproche plus spécieux se présente : Notre jurisconsulte ne fait point mention de l'instruction sommaire, de la procédure orale, il suppose que tous les procès doivent être instruits en forme et par écrit.

Le chancelier l'Hôpital, au contraire, dans sa rage puérile contre les hommes de loi, ne voudrait jamais admettre d'autre procédure que la procédure et plaidoirie orale.

§ 12. « Je dis en France, comme anciennement à Athènes et à Rome, on ne scavait ce que c'estait de playder par escript et produire par devers le judge; les causes se traitoient en l'audience, les témoins y estoient ouys, les tiltres, pieces et instrumens leus, et le judge par l'adviz du conseil y assistoit et donnoit sa sentence. Bien est vray qu'il n'y avoit point lors de procureurs ordinaires, lesquelz au lieu d'éclaircir, comme ilz debvraient le droict des partyes par une naïveté et simplicité, vont à des subtilitez et formalitez captieuses, et n'y a cause si claire qui ne soit obscurcie, enveloppée et rendue douteuse par leurs inventions et chicanneries, et puis les judges ne scavoient ce que c'estoit qu'espicer les procez; et il fault croire, pour tout certain, que ceste espicerie est l'une des grandes causes, veoire la principale du desordre qui est en la justice. »

Notre Code de procédure civile, ainsi que le remarque fort bien M. Seligman, « a adopté un système intermédiaire entre la plaidoirie orale et écrite, sans présenter les avantages d'aucune. » Ainsi, après l'exploit d'ajournement, le défendeur répond par une requête; le demandeur fournit une réplique. « Le tribunal, dit-il encore, reste complètement étranger à ce travail des avoués, il ne rend son jugement que sur les débats publics. Ces requêtes ne servent donc à rien pour l'intelligence de la cause. » Mieux eût valu les supprimer dans la procédure orale. D'autre part, l'instruction par écrit est tellement compliquée qu'on n'y a presque jamais recours en pratique.

Entre ces deux extrêmes, notre Savoyard avait peut-être trouvé le parti le plus sage : dans la première phase de la procédure, devant les arbitres, tout est oral; point de formalités, point de procureurs, point d'avocats. Cette épreuve,

avec la sanction sévère que la loi y attache , doit terminer toutes les causes sommaires. Si elle échoue , la procédure est toujours par écrit ; seulement on en simplifie les formes , on en abrège les délais , de manière à éviter les inconvénients.

En ce cas , par une conséquence logique , il supprime la plaidoirie orale ; les juges doivent tous prendre connaissance des pièces produites , les étudier à tête reposée , dans le silence du cabinet. La plaidoirie orale , lorsqu'elle a lieu dans les causes plus importantes et par exception , n'a pour but que de leur faciliter cette étude.

Je ne dis point que cette utopie soit réalisable , ni qu'elle soit la meilleure ; j'ai seulement entrepris de prouver que son auteur n'est point un fauteur de procès , un partisan des lenteurs et des subtilités de la procédure en usage de son temps.

Les art. 11 et 12 sont relatifs aux cas spéciaux où le procès commence par une exécution.

#### ART. 13.

« Après que le demandeur aura satisfait à ces prescriptions , le cité devra comparaître de son côté , répondre article par article à tous les chefs de la requête , en prêtant pareillement serment , ou en personne ou par procureur spécial , sur la sincérité de ses réponses.

« Il ne pourra répondre que par oui , ou par non , sur les faits signalés , sauf à déclarer qu'il les ignore , dans le cas où il n'en serait réellement pas instruit , et où le demandeur n'en aurait pas produit les preuves écrites ; mais on n'admettra aucune réponse équivoque ou générale.

#### ART. 14.

« Il y aura au moins huit jours entre la citation et la comparution , à moins qu'il ne soit d'accord de comparaître à bref délai.

ART. 15.

« Si le cité n'a pu, dans ce délai, réunir tous les éléments nécessaires, il aura encore un second terme de huit jours, pendant lequel il ne pourra être pris défaut contre lui. Après ces quinze jours, s'il ne comparait pas, il sera noté comme contumace, et trois jours après, la contumace sera publiée par le greffier et produira tous ses effets.

ART. 16.

« Si, dans ces délais, le défendeur comparait, mais expose qu'il ne peut se procurer les actes nécessaires à sa défense, ou doit quérir des renseignements en pays étranger, le juge pourra lui accorder un terme convenable, suivant les circonstances, mais sans pouvoir jamais le proroger, ni en accorder un second, sauf restitution en entier par lettres de la grande chancellerie.

ART. 17.

« Dans la même réponse, le défendeur devra, après avoir réfuté les chefs de la demande adverse, alléguer, de son côté, ses exceptions déclinatoires, dilatoires et péremptoires, par articles séparés, en déduisant leurs moyens et extrêmes, en indiquant et produisant les titres avec le mémoire en droit de son avocat, en jurant sur la sincérité et en spécifiant quel genre de preuve il entend employer pour chaque chef : titres, témoins ou serment décisoire ; comme nous l'avons dit pour le demandeur <sup>1</sup>. »

<sup>1</sup> Les procès sont souvent trainés en longueur, parce que les parties présentent successivement les exceptions qu'elles veulent faire valoir. Il en naît autant de petits procès qu'il y a d'exceptions qu'elles soulèvent.

Les législateurs devraient obliger les plaideurs à les proposer toutes ensemble dans leurs conclusions, selon l'ordre fixé par la loi, de sorte que le procès relatif aux formes pût être vidé en une seule fois. (SELIGMAN, *ibid.*)

(Les articles 18 et 19 ne sont qu'un développement de ces mêmes prescriptions.)

ART. 20.

« Après cela, le demandeur, sans aucun interlocutoire du juge, aura quinze jours pour défendre aux allégations et exceptions du défendeur pour ajouter aux articulations contenues dans sa requête, toujours en prêtant serment de sa véracité. Il ne lui sera accordé aucune prorogation, sauf par lettres de la grande chancellerie, comme nous l'avons dit ci-dessus (art. 16).

ART. 21.

« Il y devra pareillement désigner les articles qu'il entend prouver par actes, par témoins ou par serment décisoire, et produire tous les actes dont il se veut servir pour prouver ces articulations additionnelles, et en donner copie à son adversaire.

ART. 22.

« Le défendeur aura pareil délai de quinze jours, pour répondre chef par chef à ces articles additionnels, en prêtant encore serment sur sa sincérité, et en ajoutant de son côté les articulations qui sont rendues nécessaires par ces nouvelles déduites, et cela dans la forme prescrite pour ses premières réponses.

ART. 23.

« Sans qu'il soit besoin d'aucune commination, ni de jugement, les articles proposés sans observer les formes prescrites seront tenus pour rejetés; ceux qui n'auront pas été contestés de la même manière, pour avoués; les titres qui n'auront pas été impugnés en due forme, pour bons et authentiques; au contraire, ceux dont on n'aura pas com-

muniqué la copie, pour nuls et non-avenus, et le juge n'en devra tenir aucun compte comme s'il y avait jugement passé en jugé prononçant la nullité de chacun d'eux.

ART. 24.

« Il n'y aura qu'une seule réplique, sauf le cas où les additions du défendeur contiendraient quelque fait nouveau, donnant lieu à seconde réplique; et pareillement pour le défendeur, si cette seconde réplique nécessite de sa part une réfutation. Elles se feront dans les mêmes formes que les précédentes. Jamais, sous aucun prétexte, même par rescrit du Prince, on ne sera admis à une troisième réplique, avant l'admission à preuve des articles probatoires.

ART. 25.

« Après ces quinze jours fixés pour les dernières répliques, les parties doivent se rendre au *parquet*, ou en personne ou représentées par un mandataire spécial, pour y convenir, au plus tard dans les trois jours suivants, de la vérité des faits contestés de part et d'autre. Jusqu'alors elles sont admises à rétracter ce qu'elles auraient allégué ou nié par erreur et sans dol.

« Il en est dressé une convention. Celle des parties qui serait ensuite convaincue d'avoir frauduleusement altéré la vérité, sera condamnée à une amende de 50 fr., applicable au fisc, sans préjudice des peines de la calomnie. Les juges ne pourront, en aucun cas, remettre ni mitiger cette peine.

ART. 26.

« Si la convention est infructueuse, chaque partie persistant dans son dire, si néanmoins l'une des parties croit que la cause peut être jugée soit après plaidoirie orale, soit

par instruction par écrit, la partie adverse y doit consentir, sous peine de 40 fr. d'amende et des frais de l'interlocutoire.

« La cause sera assignée pour les débats à la plus prochaine audience, ou bien les pièces devront être déposées dans les trois jours suivants, en cas de jugement sur procédure écrite; et s'il ne reste pas de contestation sur les faits, les juges devront prononcer dans les trois jours suivants. »

(Suivent quelques détails sans importance; relatifs à la manière de faire rectifier la feuille d'audience.)

#### ART. 27.

« La convention étant infructueuse, s'il résulte au contraire de l'avis des deux parties que la cause ne peut être jugée avant l'audition des témoins, on a trois jours pour formuler les articles sur lesquels les témoins devront être interrogés. On réunira en un seul article et ne comptera que pour un ceux qui se rapportent aux diverses circonstances d'un même fait.

#### ART. 28.

« S'il n'y a que deux ou trois articles, celui qui doit faire la preuve produira les témoins au juge, pour être sommairement interrogés au jour et à l'heure qui auront été fixés. La partie adverse, sans autre citation que la notification faite à son procureur du décret du juge, aura à intervenir pour voir jurer les témoins, et proposer ses reproches séance tenante ou au plus tard dans les trois jours suivants, passé lesquels elle n'y sera plus admise, à moins que les reproches ne se fondent sur titres authentiques.

ART. 29.

« Si la partie adverse, ainsi prévenue, ne comparait pas, elle est tenue pour présente et il est passé outre à l'audition des témoins.

ART. 30.

« Les juges inférieurs, dans les causes de peu d'importance, pourront entendre les témoins en audience, ou même dans leur maison; pourvu qu'ils le fassent le jour même pour lequel ils ont été assignés.

ART. 31.

« Si les témoins ne peuvent venir en audience parce qu'ils sont éloignés, malades ou parce que les articles sont trop nombreux, on députera le greffier, ou tout autre désigné par les parties ou par le juge, pour les entendre là où la chose sera plus facile. Celui qui a demandé l'enquête devra, dans les quinze jours, la produire close et scellée par le commissaire. »

(Suivent les circonstances dans lesquelles il pourrait être accordé délai de quelques jours pour faire cette production.)

ART. 32.

« Les réponses des témoins seront rédigées en articles séparés, en présence de l'*adjoint*. Il sera défendu à celui contre qui les témoins sont produits de leur parler, même par personne interposée, depuis le jour où ils sont produits, jusqu'à ce qu'ils aient été interrogés, et cela sous peine de la perte de son procès.

ART. 33.

« On n'admettra contre les enquêtes aucune nullité, à moins qu'elle ne soit fondée sur titres et ne soit proposée



dans les huit jours à dater de leur production. Il ne sera accordé aucune restitution en entier, et, dès l'échéance du huitième jour, on sera censé avoir appointé la cause. En conséquence, la partie la plus diligente fera déposer ses pièces au greffe, avec inventaire détaillé, et fera intimer le dépôt au procureur adverse, qui aura trois jours pour produire de son côté. Après ce délai, le juge devra prononcer sur les actes de la partie qui aura produit, sans avoir à rendre aucun jugement de déchéance, ni à autoriser aucune production tardive.

ART. 34.

« Dans ce même délai de huit jours, les parties pourront produire encore leurs observations ; dans un autre délai péremptoire de huit jours, on pourra y répondre. Il ne sera admis ensuite aucune écriture, à moins que ce ne soient des *avis en droit*, échangés sans retarder la décision.

ART. 35.

« Comme il est prouvé par l'expérience que rien n'est plus dangereux que de subordonner la décision du procès à la foi, ou plutôt à la perfidie des témoins, on n'admettra jamais d'enquête sur le dire des parties ou de leurs auteurs, sur les conventions ou sur leur interprétation, si modique que soit la valeur, sauf les cas où il y aurait eu impossibilité de se procurer une preuve écrite<sup>1</sup>. »

ART. 36.

« Les pièces du procès étant déposées, les juges auront huit jours pour prononcer. Autant que faire se pourra et à

<sup>1</sup> L'ordonnance de Moulins n'admit la preuve testimoniale qu'au-dessous de 100 livres. Notre jurisconsulte, plus sévère encore, ne la voudrait recevoir, si modique que fût la somme, qu'en cas de nécessité absolue.

moins d'impossibilité absolue, ils rendront un jugement définitif, en employant, s'il le faut, la clause *en l'état*. En somme, ils éviteront les interlocutoires tant que leur conscience et l'équité le permettront.

ART. 37.

« S'il n'y a pas appel, le jugement sera exécuté dans les quinze jours à compter de celui où il aura passé en jugé, à moins qu'un tiers n'intervienne en cause. »

(Cet article règle les délais et les conditions de la tierce opposition.)

« S'il y a appel, l'appelant doit introduire son instance et l'intimer à son adversaire dans les quinze jours à dater de l'appellation pour les appels ordinaires et dans le mois s'il est dévolu au Sénat ou à la Cour des Comptes. Passé ce délai, l'appellation sera déclarée déserte, sans qu'il y ait lieu à aucune restitution, pas même par rescrit du prince, à moins qu'il ne résulte d'une convention écrite que les deux parties s'étaient abouchées pour transiger et, à cet effet, avaient consenti à proroger les délais ordinaires de l'appel.

ART. 38.

« Dans la requête d'appel, l'appelant devra formuler distinctement tous ses griefs, proposer, s'il y a lieu, de nouveaux articles, en prêtant serment sur sa véracité, soit en personne, soit par mandataire spécial; la requête sera signée d'un avocat docteur en droit, qui déduira tous les motifs sur lesquels il se fonde.

« Si l'intimé avait, au contraire, devancé l'appel et obtenu des lettres d'*anticipation*, l'appelant devrait, au jour de sa comparaisance, déposer son acte contenant les griefs et les motifs en droit, comme nous l'avons dit ci-dessus, et cela sous peine de déchéance.

ART. 39.

« Après le dépôt des griefs d'appel, l'intimé aura huit jours pour y répondre, également avec serment de sa sincérité ; puis l'appelant, huit jours pour la réplique, et l'intimé, huit autres jours pour la *duplique*, après quoi la cause est de droit close et soumise aux juges, sans que, sous aucun prétexte, il soit reçu d'autre écriture, sauf les *avis en droit des avocats*, sans retarder la marche du procès.

ART. 40.

« S'il a été déduit de nouveaux articles, ou produit de nouveaux titres en cause d'appel, on suivra à leur égard les mêmes prescriptions que nous avons tracées pour la première instance.

« Pour tout le surplus, que ce soit en première, deuxième ou troisième instance, on suivra à la lettre ce qui a été sagement prescrit par le style ancien et nouveau du Sénat de Savoie. »

---

A ces idées nettes et profondes, à cette ferme parole, tout le monde aura sans doute déjà reconnu dans le président d'Annecy, ANTOINE FAVRE, qui fut l'une des gloires de la magistrature et de la Savoie.

Nous nous sommes permis de traduire et de commenter ces quelques pages de son Code fabrien, lib. IX, tit. XXIII, pour montrer qu'aucun reproche ne peut être adressé aux œuvres du jurisconsulte.

S'il fut le plus clairvoyant, le plus subtil des érudits qui surent remonter aux sources du droit, et le réformer dans ses hardies *Conjectures*, dans ses *Rationalia* et dans son

traité de *Erroribus pragmaticorum*, en même temps et plus ardemment que personne il appelait de ses vœux la réforme judiciaire qui produisit, deux siècles plus tard, nos Codes immortels. Que dis-je ? il rêvait une réforme plus rigoureuse encore, que nos neveux verront peut-être sanctionner quelque jour, si nos lois modernes venaient à être reconnues insuffisantes pour réfréner la manie des procès.

Sa connaissance parfaite des ressources de la procédure lui permit, il est vrai, de signer parfois ces consultations qui, suivant la tradition, faisaient dire aux juges émerveillés : *Aut Faber aut diabolus*. On lui vit aussi déployer, dans un long procès qu'il eut le tort de soutenir pour ses intérêts personnels, un tel luxe de subtilités qu'on s'était habitué à ne voir en lui que l'homme aux exceptions, disons le mot, *le père de la chicane*.

Au moment où chacun s'empresse d'élever un monument à sa mémoire, nous avons à cœur de dissiper ces préjugés populaires. Il était bon de prouver que, dans ses œuvres, dans ses convictions intimes, Favre fut toujours et plus que personne l'ennemi des lenteurs de la procédure, le précurseur des grandes réformes de 1806.

---



# OSSEMENTS FOSSILES

TROUVÉS EN SAVOIE

DE 1850 A 1862

Par M. Louis PILLET

Docteur en droit, Officier d'Académie, Secrétaire de l'Académie impériale de Savoie

Membre correspondant de plusieurs Sociétés savantes.



J'ai commencé, en 1850, un inventaire, bien pauvre encore, des ossements fossiles trouvés en Savoie. (*Bulletin de la Société d'histoire naturelle*, 1850, page 13.)

Il me semblait utile de passer en revue les principaux fossiles découverts dans notre pays, de consigner pour les naturalistes futurs les gisements, les localités et la description de chaque ossement. Pourquoi n'a-t-on pas eu ce soin pour tant de monuments qui gisent dans nos musées, sans patrie, sans histoire et qui, partant, sont perdus pour la science ?

Les ossements ne forment, il est vrai, qu'une faible partie des fossiles, et en Savoie ils se réduisent à quelques dents presque toujours mutilées. C'est là une grande difficulté de détermination. Il faudrait, en outre, pour les décrire, posséder une bibliothèque spéciale et surtout de profondes connaissances en anatomie comparée, science

qui m'est étrangère et qui serait presque un luxe dans un pays aussi pauvre en débris de vertébrés que l'est la Savoie.

En dépit de ces obstacles, j'ai cru devoir persévérer. Il m'a paru bon de constater, à douze ans de distance, quelles ont été nos conquêtes paléontologiques.

J'espère que cette revue sera reprise de loin en loin, et qu'à chaque retour elle aura à signaler des découvertes de plus en plus importantes.

C'est l'aiguillon du travailleur et la vie de la science.

Comme j'ai fait en 1850, je suivrai l'ordre des terrains en commençant par les plus récents. Il sera plus aisé de reconnaître au premier coup-d'œil les lacunes qui ont été comblées dans ces douze ans, et celles qui attendent encore les efforts des géologues à venir.

## I

Mon catalogue s'ouvrait alors par les lignites quaternaires de Sonnaz. Aujourd'hui j'ai tenté des explorations jusque sur l'extrême limite qui sépare les domaines de l'histoire et de la géologie, au point où l'homme a déjà pris possession de la terre.

Devant les bains romains de Menthon, près d'Annecy, un promontoire s'avance dans les eaux du lac, c'est le roc de Chère. Le terrain urgonien y forme de vastes terrasses, entre lesquelles se redressent et s'appuient des grès tertiaires, nummulitiques, exploités pour le pavage de la ville d'Annecy.

Dans le joli enclos de M. l'architecte Ruphy, quelques couches contournées ont donné naissance à trois petites grottes disposées l'une à la suite de l'autre.

En les visitant, le 24 juillet 1864, j'avais remarqué sur

le plancher de la plus élevée , qui porte le nom de *Balme du renard*, des os dispersés. J'ai déjà raconté ailleurs l'histoire de cette petite découverte. (*Compte-rendu de l'Académie impériale de Savoie, année 1861. — Mémoires, 2<sup>e</sup> série, 5<sup>e</sup> volume, 1<sup>re</sup> livraison, p. xxxiv.*)

Dans une rapide promenade, je n'avais pu que constater la présence des ossements. Il me tardait de revenir étudier plus à loisir cette localité, déterminer les animaux dont les restes y sont enfouis. C'est ce que j'ai pu faire, le mois de mai dernier, grâce à l'aimable hospitalité que m'a offerte à Talloire M. Burdallet, secrétaire de la ville d'Annecy.

La première grotte est aujourd'hui close d'un mur et convertie en magasin pour l'entrepreneur du pavage. M. Revon, conservateur du musée d'Annecy, qui l'a fouillée l'an dernier, y a reconnu des ossements humains associés à des fragments de brique. Quel que soit l'intérêt qui s'attache à ces observations archéologiques, elles n'ont rien de commun avec la science qui nous occupe aujourd'hui.

J'en dirai autant de la deuxième grotte, où les ossements ne se montrent que dans une fente verticale, engagés dans le tuf des stalactites et mêlés de charbon de bois. Ils sont donc contemporains de l'homme.

La troisième grotte demandait une étude plus attentive. Son plancher inférieur est à trois mètres au-dessus du niveau du lac. Elle n'en est séparée que par un talus planté d'une tonnelle. Dès son entrée elle va en descendant; son plafond supérieur s'abaisse tellement qu'elle se réduit à une simple tanière, où l'on ne pénètre qu'à plat ventre.

Sur le roc se trouve d'abord une couche de *diluvium* blanchâtre de 0<sup>m</sup>,40 environ. Elle ne contient jamais d'osse-



ments. Ils n'apparaissent qu'à sa surface, où ils sont dispersés dans un humus noir d'une épaisseur à peu près égale, de 0<sup>m</sup>,10. Ils sont surtout accumulés dans les coins, où ils sont empâtés dans les tufs et stalactites de la caverne. Je n'ai jamais trouvé de squelette entier, mais des ossements toujours dispersés, appartenant, sauf erreur, aux animaux ci-après :

- 1° Mâchoire inférieure de chat, garnie de ses dents ;
- 2° Crâne de chat domestique ;
- 3° Crâne de renard très vieux, avec sutures saillantes ;
- 4° Mâchoire inférieure droite de renard ;
- 5° Mâchoire inférieure de loup (ou chien très fort) ;
- 6° Mâchoire supérieure de chien ordinaire ;
- 7° Coccis d'animal de même taille ;
- 8° Mâchoire inférieure gauche de bouc ;
- 9° Mâchoire inférieure gauche de mouton ;
- 10° Dent de porc ;
- 11° Tibia de coq pourvu de son ergot.

Je dois signaler surtout :

12° Une corne de chevreau, profondément entaillée en trois endroits par la dent d'un carnassier; une personne versée dans l'étude des antiquités lacustres a cru y reconnaître plutôt un andouiller de cerf avec un commencement de travail de main d'homme ;

13° Un petit fragment de poterie grossière, sans vernis, semé de grains siliceux blancs, dont une surface semble avoir été noircie par le feu ; elle porte indubitablement le cachet des ustensiles lacustres.

De ces données que pouvons-nous conclure ?

A une époque fort ancienne, des eaux troubles, mêlées de cailloux, ont déposé leur limon à trois mètres au-dessus du niveau actuel du lac. Il résulte des travaux de M. le

chanoine Poncet et de M. Boltshauser que le niveau moyen du lac est à *un mètre* au-dessous de la clé de voûte du pont du Pâquier. Dans la grande inondation de 1811, la plus terrible dont on ait gardé le souvenir, il ne s'est élevé que de 1<sup>m</sup>, 50 au-dessus de ce niveau moyen. (*Le lac d'Annecy*, par J.-A. Boltshauser; Annecy, 1859. — *Extrait des bulletins de l'Association florimontane.*)

Lorsque les eaux bourbeuses s'élevèrent à plus de trois mètres, ce dut être une inondation de toute la plaine d'Annecy.

Ce qui est plus surprenant, c'est de voir un dépôt boueux se former au beau milieu d'un lac si remarquable par la limpidité de ses eaux, en un point où n'aboutit aucun courant. Il faut conclure que c'est un résidu du *diluvium* glaciaire, qui seul a pu combler autrefois de ses limons blanchâtres cette caverne, comme toute la vallée du lac.

Avant son arrivée, et durant la formation de ce dépôt, on ne voit aucune trace d'animaux habitant cette caverne; pas un seul ossement n'a pénétré dans le limon blanc. Les premiers, les plus anciens, sont jonchés à sa surface; les autres sont disséminés dans la couche épaisse d'humus, composée exclusivement de débris animaux.

Depuis la période diluvienne, durant les longs siècles où cette caverne a servi de repaire aux carnassiers, il n'est donc pas trace d'un retour de cataclysme diluvien : premier résultat négatif de nos recherches.

Un autre résultat négatif plus essentiel encore, c'est que, outre tous ces ossements postérieurs au dépôt diluvien, il n'en est pas un d'espèce aujourd'hui éteinte, ou même disparue de nos contrées. On n'y trouverait ainsi ni mastodontes, ni éléphants, ni les grands ours des cavernes, qui, dans d'autres contrées, sont signalés comme contemporains des hommes de l'âge *de la pierre*.

Ceci concorde, du reste, avec les autres données de la géologie en Savoie. Jamais on n'y a trouvé d'ossements des grands mammifères quaternaires. Cette faune, si riche aux environs de Lyon, qui s'est avancée jusqu'à Voreppe dans l'Isère, jusqu'au confluent de l'Arve et du Rhône, près de Genève jusqu'à Thonon sur les bords du Léman, fait chez nous complètement défaut. Du moins les nombreuses tranchées des chemins de fer, les fouilles pratiquées dans toute la Savoie, n'en ont fourni aucun indice.

N'en pourrait-on pas conclure que, plus voisin des Alpes, notre pays est resté le dernier enseveli sous les glaciers; qu'il était couvert de leur épais manteau, alors que les animaux d'espèces éteintes peuplaient, avec l'homme, les contrées voisines; qu'il n'a été déblayé qu'à une époque récente, alors que la faune de nos contrées était déjà exactement ce qu'elle est aujourd'hui ?

Ainsi nos tentatives infructueuses pour retrouver des ossements d'anciens mammifères auraient au moins ce résultat : elles tendraient à prouver que les phénomènes glaciaires n'ont pas cessé instantanément sur le globe entier. De longs siècles ont pu s'écouler, des races d'animaux ont pu apparaître et s'éteindre durant le retrait des glaciers, entre le jour où ils ont quitté les plaines de la Bresse et celui où ils se sont retirés des vallées de la Savoie.

Continuons nos recherches, réunissons des faits..., l'avenir nous apprendra si nous nous sommes égarés dans nos hypothèses.

## II

Aux terrains contemporains se lie intimement l'alluvion ancienne ou terrain quaternaire, masse énorme de cailloux

roulés, de sables, de marnes avec lignites, occupant le fond de nos vallées, et antérieure aux dépôts glaciaires.

En 1850, nous ne connaissions, dans le lignite, qu'une seule petite dent de poisson ressemblant à une dent de brochet.

Depuis lors M. le comte de Maugny a fait essayer une exploitation à la Croix-Rouge, près de Chambéry. Dans cette couche de lignite, trop mince pour couvrir les frais, il a trouvé les dépouilles d'un cerf de grande taille, ressemblant, du reste, fort à un cerf contemporain.

Mesuré au-dessus du bourrelet de sa base, le bois a 0<sup>m</sup>,18 de circonférence.

Un premier rameau se détache de la base, et un autre à 0<sup>m</sup>,05 plus haut. De là il se continue, sans bifurcation, sur une longueur de 0<sup>m</sup>,12, où il est rompu, sans qu'on ait retrouvé les fragments supérieurs.

Une dent a été recueillie dans la même couche ; elle provient peut-être du même animal. Je dis peut-être, parce que, soumise à M. Jourdan, conservateur du musée de Lyon, cet habile paléontologiste s'est borné à conjecturer qu'elle est « une dernière molaire inférieure d'un ruminant voisin des cerfs, mais très usée et difficile à déterminer. »

En parlant du bois, le même savant le définit « un bois de cerf peut-être voisin de quelques cerfs pliocéniques. »

Il nous faudra de nouveaux ossements plus complets, de nouvelles fouilles, pour déterminer avec précision cette faune.

M. le docteur Davat, d'Aix-les-Bains, possède une dent, analogue à celle du cheval, provenant des lignites de Sonnaz.

De ces simples données nous pouvons déjà déduire une conclusion : c'est qu'avant l'invasion des glaciers, dans les forêts et les tourbières qui sont devenues *lignites*, vivait un cerf, au moins fort rapproché de ceux qui habitent aujourd'hui le nord de l'Europe.

Tandis que les cavernes post-glaciaires ne présentent que les mêmes animaux qui peuplent encore notre pays, les dépôts *anté-glaciaires* y mêlent des espèces de climats plus froids.

Il en est de même des végétaux : les pins, le bouleau, le genévrier, etc., sont ceux des forêts du Nord.

On dirait que, à la veille de l'invasion des glaciers, notre pays éprouvait déjà un refroidissement sensible. Ainsi notre planète n'aurait pas, depuis sa période d'incandescence, vu baisser régulièrement sa température. Une période glaciaire a interrompu cette progression décroissante. Elle n'a pas été l'effet d'un cataclysme instantané ; mais des siècles d'un refroidissement anormal ont précédé l'extension des glaciers, comme leur décroissance a été l'œuvre des siècles. L'histoire du globe terrestre n'admet pas les changements à vue, les coups de théâtre.

Je ferai remarquer que M. Jourdan n'ose même pas assurer que la dent de cerf soit de la période quaternaire ; il dit : *peut-être voisin de quelque cerf pliocénique*, c'est-à-dire du *tertiaire* le plus récent, dont nous ne connaissons point encore l'existence dans nos contrées. Ce n'est pas sur un os détérioré qu'un observateur prudent induirait l'existence du pliocène, lorsque tout proteste contre cette induction ; aussi M. Jourdan ne parle-t-il que d'*espèce voisine*. Nous maintiendrons donc notre détermination de quaternaire ; seulement nous admettrons volontiers que de nouvelles découvertes, surtout des ossements mieux conservés,

pourraient jeter de nouvelles lumières sur ce point de l'histoire du globe. Peut-être y découvrira-t-on une progression insensible, un passage du tertiaire au quaternaire.

### III

Dans la molasse marine, nous n'avions trouvé en 1850 que deux espèces de *lamna*. M. l'abbé Vallet avait recueilli à Dullin des vertèbres de grand mammifère, que nous avons décrites.

L'inventaire de 1862, sans être riche, est déjà bien plus satisfaisant.

A Dullin, dans la même couche qui avait fourni les vertèbres, nous avons recueilli un fragment de côte, avec sa tête, en partie corrodée, qui est au musée d'histoire naturelle, et une côte articulée avec une vertèbre, qui est au musée du grand-séminaire. Elles appartiennent probablement à la même espèce et au même individu que les vertèbres anciennement décrites. Elles aideront à le déterminer lorsqu'on aura trouvé la tête, les dents, ou quelque autre partie caractéristique du squelette.

Mais dans la vallée d'Aix nous avons trouvé une couche plus riche : c'est une molasse grossière, friable, presque sablonneuse, qui se montre sur la route du Sierroz, près des moulins de Collomb dit Prime, à Epersy, puis dans une carrière ouverte pour le chemin de fer, sur les terres de M. le comte de Loche, à Maclens, sur Mognard, et enfin sous la cure de Moye, près de Rumilly. Cette couche, qui traverse ainsi le bassin entier, paraît former un des étages supérieurs de notre molasse miocène. On y a trouvé :

1° Une vertèbre de poisson, ronde, biconcave, de 0<sup>m</sup>,022 de diamètre sur 0<sup>m</sup>,008 de hauteur au bord. — Maclens.

2° Une dent cylindrique, recourbée, longue de 0<sup>m</sup>,07, sur un diamètre de 0<sup>m</sup>,04, ressemblant à une dent de crocodilien (Mac lens). Elle était accolée à un os long de vertébré, ou plutôt à un fragment indéterminable, qui ne présentait aucun indice d'articulation et paraissait avoir été roulé là par les flots.

3° *Notidanus primigenius* (Agassiz). — Un échantillon bien complet, que m'a remis M. le comte Jules de Loche, présente sept dents accouplées sur la même racine. La première a son arête antérieure finement dentelée, et portant précisément sept dentelures. Cette concordance entre le nombre des dents et celui des dentelures de l'arête m'a particulièrement frappé.

La racine est une lame continue, aiguisée en forme de coin par le bas, composée de fibres verticales, d'environ 0<sup>m</sup>,01 de hauteur. — Mac lens.

4° *Galeocерdo aduncus* (Agassiz). — Mac lens.

5° *Galeocерdo latidens* (Agas.), *ibid.* — Je donne ce nom à une dent plus large que l'*aduncus*, et surtout à racine soudée à l'émail de la dent sur une ligne droite. J'avoue cependant que ce pourrait bien n'être qu'une autre dent du même sujet; les différences sont souvent bien plus tranchées entre celles qui occupent les diverses places d'une même mâchoire.

6° Je rapproche des *galeocерdo* de petites dents atteignant à peine un tiers de la dimension des précédentes, qui ont sur le devant, en forme de denticules, deux ou trois plis, et en arrière une arête finement plissée, recourbée comme celle des *galeocерdo* (Mac lens). C'est peut-être le *galeocерdo minor* (Agassiz).

7° *Hemipristis serra* (Agassiz). — Mac lens.

8° *Hemipristis paucidens* (*idem*). — *Ibid.*

9° *Sphyrna prisca* (*idem*). — Cette dent, en cône aplati, comme les *sphyrna*, offre cette singularité qu'elle a une de ses arêtes parfaitement lisse, et l'autre finement dentelée; celle-ci porte une dent secondaire également dentelée (échantillon incomplet). — Moye.

10° *Corax* (Agassiz), peut-être l'*egertoni*. — Moye. — Mac lens.

11° *Carcharodon megaloden* (Agassiz). — Seyssel et Mac lens.

12° *Oxyrhina hastalis* (Agassiz). — Très abondante à Mac lens.

Cette espèce n'a jamais de plis vers la base; sur sa face interne un peu concave, une côte fait légère saillie et se prolonge jusqu'à la pointe de la dent, laissant de chaque côté une dépression le long de l'arête.

La dent, oblique sur sa racine, est recourbée en crochet vers le fond de la bouche; la pointe s'infléchit également un peu vers l'intérieur de la bouche.

La racine est une lame de tissu cellulaire, cunéiforme, parallèle à la base de la dent.

13° *Oxyrhina desorii* (Agassiz). — *Ibid.*

Celle-ci est toujours plissée à la base interne de la dent. Cette face, au lieu d'être concave avec côte centrale, comme dans l'espèce précédente, est, au contraire, sensiblement convexe.

La dent, à peu près droite et conique, est plus obtuse et surtout moins infléchie que dans l'autre espèce.

La racine en diffère sensiblement, elle est bifide, recourbée, se partageant en deux appendices allongés, comme chez les *lamna*.

14° *Lamna cuspidata* (*idem*). — *Ibid.*

15° *Lamna contortidens* (*idem*). — Très abondante partout.



16° *Lamna dubia* (*idem*). — Mac lens.

17° *Sphærodon irregularis* (Agassiz). — Mac lens et Epersy.

18° *Id. parvus* (*idem*). — *Ibid.*

19° *Id. cinctus* (*idem*). — *Ibid.*

20° *Id. gigas* (*idem*). — *Ibid.*

21° *Pycnodon* (*idem*). — *Ibid.*

22° Dents en forme de cône allongé appartenant peut-être à la partie antérieure de la mâchoire des pycnodontes. Plusieurs de ces dents sont cariées ; on voit alors le canal médullaire au sommet et des corrosions attaquant l'émail sur les côtés. La racine est presque nulle, comme dans les *sphærodon* ; mais il semble, à en juger par une différence de couleur, que la base du cône a dû être engagée dans les chairs.

23° Ces dents passent à des cônes aplatis en forme de coins, et à des formes en corne recourbée. Une d'elles, pourvue d'une forte couronne à sa base, relevée sur un côté, semble imiter un bonnet phrygien.

24° *Hybodus*. — Je ne sais si ce genre, habitant des terrains triasiques, a jamais été rencontré dans les molasses ; mais j'ai trouvé à Mac lens une large plaque osseuse, de laquelle surgissent trois cônes plissés depuis leur base jusqu'aux deux tiers de leur hauteur, et de là avec émail lisse jusqu'à la pointe. C'est là, si je ne me trompe, le cachet des *hybodus* et la première fois qu'ils sont rencontrés dans les terrains tertiaires.

25° Racine de molaire osseuse, rugueuse, longue de 0<sup>m</sup>,025, épaisse de 0<sup>m</sup>,015, divisée en deux par un profond sillon sur une de ses faces. Je ne sais à quel animal la rapporter.

26° J'en dirai autant d'une espèce de corne, cassée à ses

deux extrémités, présentant encore 0<sup>m</sup>,06 de longueur, sur 0<sup>m</sup>,025 de diamètre à sa base. La surface n'est point couverte de cet émail lisse qui caractérise les dents, mais d'un tissu analogue à celui des cornes de cerf ou d'antilope.

27° Fragments d'os de toute sorte, usés par le clapotement des flots, échappant à toute détermination précise.

28° Un petit osselet, provenant d'Epersy, m'a particulièrement intéressé : c'est un *ichtyodorulithe*, ou épine osseuse que portent certains poissons attachée à leur nageoire dorsale. Celui-ci paraît appartenir au *myliobates studeri* (Agassiz) de la molasse suisse.

Notre échantillon est malheureusement cassé au-dessus de la seconde dent ; ce n'est qu'à l'aide de conjectures qu'on peut rétablir sa forme et sa longueur de 0<sup>m</sup>,03 à peine, sur 0<sup>m</sup>,008 de diamètre à sa base.

La carrière de Maclens, ouverte seulement depuis quelques mois, nous promet, on le voit, bien des richesses ostéologiques.

#### IV

C'est dans la molasse lacustre qu'ont été faites nos plus heureuses trouvailles, durant cette période décennale.

En 1859, on a rencontré à Challonges sur Seyssel, dans les molasses qui recouvrent les galeries d'exploitation de l'asphalte, une quantité d'ossements. Malheureusement, nous ne sommes pas arrivés au moment propice où l'on a extrait et jeté dans les déblais beaucoup de pièces intéressantes.

Parmi celles que j'ai pu retrouver, M. le professeur Jourdan, de Lyon, a reconnu :

1° Une quatrième molaire supérieure gauche d'un *dre-motherium*, peut-être l'*antiquum* ;

2° Un fragment de mâchoire inférieure du même ;

3° Une racine de dent, peut-être de première molaire de rhinocéros ;

4° Une dent de crocodile ;

5° Fragments de carapace d'émyde (tortue d'eau douce).

Tous ces animaux appartiennent au miocène inférieur et moyen.

Si ce n'était trop insister sur une vérité devenue banale, je dirais que, dans la seule nomenclature de ces os, on voit apparaître une des grandes lois de la géologie.

Plus voisins de nous, les dépôts quaternaires n'ont que des cerfs, des animaux de notre époque et presque de notre climat.

Le tertiaire marin, avec ses débris de requins, de pycnodontes et autres poissons aux formes étranges, accuse une différence plus tranchée.

Dans les dépôts lacustres du miocène inférieur, ce sont le crocodile, le rhinocéros, les grandes tortues, qui habitent la Savoie.

Avant le refroidissement passager de la période quaternaire et glaciaire, nous avons eu le climat des Tropiques, la faune de l'Abyssinie ou des bords du Gange.

## V

Au-dessous de la molasse miocène, se trouve dans la zone des Alpes un tertiaire ancien, qui manque dans le Jura : c'est le *nummulitique*.

On y distingue deux étages : un poudingue compacte à

la base et, au-dessus, des couches schisteuses, marneuses, qui ont reçu en Suisse le nom de *flysch*.

Dans le premier, je n'ai trouvé que quelques très petites dents à Aillon, en Bauges : l'une ressemble à une *lamna*, l'autre à un *sphaerodus*; enfin la troisième, aplatie, se termine par une double tête obtuse. Aux Déserts, j'ai recueilli une *lamna cuspidata*, dans la même formation. Les Frères des écoles chrétiennes de Chambéry ont un grand os iliaque, indéterminable, engagé dans ce poudingue.

Dans le flysch d'Aillon-le-Jeune, vers le col du Pré, dans une couche de lignite, analogue à celui d'Entrevignes, on a trouvé un fragment de mâchoire inférieure d'un mammifère de grande taille. En voici les dimensions :

La partie conservée a encore en longueur..... 0<sup>m</sup>,16

— en hauteur..... 0<sup>m</sup>,07

— et en épaisseur, vers le milieu 0<sup>m</sup>,04

Cette épaisseur va diminuant assez régulièrement des deux côtés, de telle sorte que la section de l'os représenterait un rhombe ou plutôt un ovale allongé.

Les dents plantées sur le grand axe de l'ovale sont entièrement rongées et méconnaissables. C'est à peine si l'on peut en discerner la racine avec la largeur du collet; le reste a disparu.

Celle de devant a, au collet, un diamètre de... 0<sup>m</sup>,02  
elle a une racine unique longue de..... 0<sup>m</sup>,035  
légèrement arquée, engagée dans l'os de la mâchoire. Le centre est formé d'un cylindre blanchâtre, couvert d'une pellicule devenue noire, épaisse de 5 millimètres.

La dent suivante a encore une racine unique, plus forte et plus profonde.

Plus loin les dents deviennent plus larges, formées d'un double corps et d'une double racine, comme les molaires.

La largeur du collet de la dent est de..... 0<sup>m</sup>,027

La longueur de la racine est de..... 0<sup>m</sup>,035

Dans le musée paléontologique de la Sorbonne, à Paris, j'ai trouvé un maxillaire d'*anthracotherium* se rapprochant, par ses dimensions et sa forme générale, de notre échantillon. Seulement les dents y sont insérées sur une surface plane du maxillaire, au lieu de sortir de l'arête aiguë d'un os ovale. Peut-être sera-ce l'âge qui amène cette modification, peut-être tient-elle à une variété spécifique; néanmoins je crois pouvoir attribuer notre os d'Aillon à un *anthracotherium*. Il appartient au musée du grand-séminaire.

Nous avons, en outre, dans le flysch des Déserts, au-dessus de Chambéry, comme dans celui du Grand-Bornand, au-dessus de Thônes, d'innombrables écailles de poissons.

Quelques dalles, au Grand-Bornand, sont couvertes de dents de poissons, ou plutôt d'empreintes mal formées.

Aux Déserts, une de ces dents a mieux conservé son émail; elle se distingue des *lamna* par sa forme plus courte, plus droite, et surtout par un sillon médian qui s'élève jusqu'aux deux tiers de sa hauteur.

Il est probable que ces dents sont contemporaines des écailles et appartiennent aux mêmes poissons.

En 1850, nous ne connaissions encore de terrain nummulitique que les écailles et une dent trouvées aux Déserts. Nous les rapportions à tort au terrain crétacé, d'après une simple opinion émise par M. Agassiz, et reproduite dans le *Procès-verbal de la réunion extraordinaire de la Société géologique à Chambéry, en 1844*.

Je dois indiquer, à cette occasion, un curieux échantillon qui se trouve au musée de Chambéry, avec une

étiquette de la main du docteur Dacquín, portant : *Poisson pétrifié dans une terre argileuse des Bauges*. Un ancien catalogue reproduit la même formule, sans ajouter aucune explication ni sur la commune des Bauges, ni sur le terrain.

C'est effectivement une empreinte de poisson, tout à fait analogue à ceux des tertiaires d'Aix en Provence. La roche elle-même, blanchâtre, argileuse, rappelle en tout les terrains lacustres de la Provence; j'ai inutilement cherché en Bauges des dépôts analogues.

Serait-ce une erreur commise dans l'indication de la localité, ou bien n'avons-nous pas encore assez fouillé dans les terrains des Bauges, et devons-nous espérer d'y trouver un jour des couches riches en empreintes de poisson? Je n'oserais le décider; il n'est qu'un point incontestable, c'est qu'il est à regretter que le conservateur du musée ait été trop laconique dans son catalogue, qu'il n'ait pas ajouté le nom de la commune, du hameau, de la propriété où fut faite cette précieuse découverte, ou qu'il ne l'ait pas consignée dans quelqu'un des écrits du temps, comme nous tâchons de le faire aujourd'hui pour les ossements fossiles trouvés dans ces dernières années.

## VI

Des terrains crétacés nous avons, en 1850, trois dents de l'urgonien de Grésy-sur-Aix.

Notre collection s'est peu augmentée. Nous avons recueilli dans le grès vert de la perte du Rhône l'*oxyrhina subinflata* (Agassiz), ou plutôt *macrorhiza* (Pictet et Campiche). — Echantillon fruste.

Une dent aplatie du *pycnodus couloni* (Agassiz) a été

trouvée par M. l'avocat Naz dans l'urgonien de St-Cassien , près de Chambéry.

M. le docteur Dardel, d'Aix-les-Bains, nous a montré deux dents du même poisson trouvées dans les calcaires urgoniens de la cascade de Grésy-sur-Aix. L'une est aplatie en forme de pavé long, comme sont presque toutes celles des *pycnodus*.

L'autre, plus curieuse, m'a paru être une incisive du même animal. Elle forme un coin pointu et allongé, posé très obliquement sur la gencive; elle n'a que 0<sup>m</sup>,02 de longueur *maximum*, et ne semblait faire saillie que de 0<sup>m</sup>,015.

La face interne est concave dans le haut, renflée vers la base en forme de contrefort. La facette latérale, qui était en contact avec la suivante de la même rangée, est en forme de triangle aigu; la pointe en est sensiblement usée par la mastication.

La grande face externe est convexe; les traces d'usure y sont parfaitement visibles vers l'extrémité, là où venait frotter la pointe des dents de l'autre mâchoire.

La rencontre des dents plates et de cette dent aiguë dans une même couche, où sont d'ailleurs fort rares les dents de ce poisson, ferait penser qu'elles appartiennent à un même individu; les plates tapissaient le palais, tandis que les aiguës formaient les incisives du devant ou du pourtour de la bouche.

Dans le calcaire jaune, au-dessous de l'urgonien, j'ai trouvé une petite dent du genre de la précédente, avec contrefort renflé d'un côté. Elle vient du haut des vignes de Touvière, près d'Aix-les-Bains.

Une autre du même genre, très petite également, a été trouvée près du hameau de St-Claude, commune de Saint-Cassien, dans les marnes dites d'Hauterive. Elle diffère

néanmoins de celle de Grésy, en ce que le contrefort de la base est bien plus saillant et en ce que de son sommet partent cinq plis qui se prolongent jusqu'à la pointe, sur la face convexe de la dent.

Dans le même étage, j'ai recueilli à Grésy sur Aix, sur la montagne de Corsuet, près de la ferme Gigot, l'*odontaspis gracilis* (Agassiz).

Mais ce qui fera époque dans la paléontologie, c'est la découverte faite par M. Pictet, de Genève, de magnifiques poissons dans les couches néocomiennes des Voirons. Il les a trouvés aux Hivernages, sur un plateau élevé de la montagne, dans ces assises spéciales qui contiennent les ancylocéras et autres céphalopodes déroulés.

Je n'ai pas à répéter ici la description des deux genres nouveaux qu'y a déterminés le savant professeur, et qu'il a appelés : *spathodactylus neocomiensis* (Pictet) et *crassognathus sabaudianus* (Pictet), ni celle de quatre nouvelles espèces de genres déjà connus : *chupea antiqua* (id.), *chupea voironensis* (id.), *aspidorhynchus genevensis* (id.), *sphenodus sabaudianus* (id.). Il me suffit de renvoyer à l'excellente notice publiée par M. Pictet, en 1858, dans les *Matériaux pour la paléontologie suisse*, sous le titre de : *Description des poissons du terrain néocomien des Voirons*.

## VII

Si jusqu'à présent nous nous sommes trouvés plus riches en découvertes de fossiles que nous ne l'étions en 1850, en revanche, lorsque nous arrivons aux terrains jurassiques, c'est le contraire. Nous avons alors une vertèbre de la dolomie corallienne, des fragments de côtes et d'autres ossements du calcaire bathonien.



Aujourd'hui, pour les douze ans écoulés, nous n'avons à enregistrer qu'une dent de crocodilien, cassée à ses deux bouts, trouvée dans le callovien de Chanaz; un fragment de dent de *sphaenodus longidens* (Agassiz), provenant de la même couche.

L'an dernier, M. le comte de la Fléchère m'a donné pour le musée de Chambéry un bel échantillon de l'oxfordien de St-Jeoire, en Faucigny, portant trois dents de *sphaerodus gigas* (Agassiz).

Dans une note de M. Hébert sur le *terrain jurassique de la Provence*, lue à la Société géologique de France, le 18 novembre 1864, le savant professeur de géologie à la Sorbonne mentionne ces dents; seulement il les attribue à un *strophodus*.

D'après la description d'Agassiz, le *strophodus* a toujours les dents en plaques allongées, rétrécies et tronquées aux deux bouts. Il y a surtout une torsion plus ou moins sensible sur l'axe longitudinal, qui a valu son nom à ce genre.

Nos échantillons, au contraire, sont des hémisphères parfaitement réguliers, enduits d'un émail brun luisant, sans aucune ceinture ni repli sur le contour. C'est là le cachet du genre *sphaerodus*. D'après la dimension des dents, nous les avons attribuées au *sphaerodus gigas*.

Seulement il faut observer que cette espèce est donnée par Agassiz comme caractéristique du jurassique supérieur kimmeridien. Ici nous la trouvons dans la couche à *ammonites plicatilis* bien inférieure. Peut-être notre détermination spécifique est-elle erronée, peut-être aussi ce poisson aurait-il, dans la région du Faucigny, commencé à paraître dès l'âge de l'oxfordien.

La découverte la plus importante faite en Savoie durant

cette période est sans contredit celle du *bone-bed*, ou couche à ossements de la base du lias, confinant au trias.

Cette couche extraordinaire, de quelques centimètres d'épaisseur, se suit avec une constance remarquable depuis l'Angleterre, où elle a reçu son nom, jusqu'en Belgique, en France, jusqu'à Matringe en Faucigny, et au Grand-Bornand, près de Thônes.

M. Hébert nous l'a signalée le premier, dans une excursion que nous avons eu le plaisir de faire avec lui avant l'ouverture du congrès géologique de St-Jean de Maurienne. J'ai recueilli quelques fragments d'osselets, dans la couche de Matringe, mais je les ai malheureusement laissés égarer pendant le voyage.

Depuis lors M. l'abbé Vallet a recueilli au mont de Châtillon, sur la commune du Grand-Bornand, dans l'*infra-lias* ou le *bone-bed*, une petite dent conique, noire, de cinq millimètres de haut, sur un de diamètre. Depuis sa racine jusqu'aux deux tiers de sa hauteur elle est régulièrement striée. J'ai compté sur la moitié qui n'est pas engagée dans la roche treize petites stries convergeant vers le haut et se rétrécissant régulièrement.

A ce caractère, il me semble qu'on peut reconnaître l'*hybodus*, le même genre que j'ai mentionné au numéro 24 des fossiles de la molasse marine. Comme la dent est unique, sans apparence d'autres plus petites sur la racine, ce ne serait pas le *plicatilis*, mais peut-être le *longiconus*, qui s'en distingue précisément par ce caractère. Il est cité par Agassiz comme trouvé dans le muschelkalk de Lunéville. Il est fort possible qu'il ait survécu, ou plutôt qu'il ait été remplacé par un congénère plus petit, dans le *bone-bed* de Savoie.

La couche à ossements de l'*infra-lias* nous promet de précieuses ressources pour la détermination des terrains anciens des Alpes. Elle est comme une date écrite, un signet placé par la Providence, dans le livre indéchiffrable de l'histoire du monde.

---

# TABLE DES MATIÈRES

---

## PREMIÈRE PARTIE.

	Pages.
Tableau des membres de l'Académie .....	I
Compte-rendu des travaux de l'Académie pendant l'année 1860-1861 .....	XIII
Compte-rendu des travaux de l'Académie pendant le premier semestre de 1862 .....	I (2 <sup>e</sup> série).
Compte-rendu des travaux de l'Académie pendant le second semestre de 1862 .....	LXXXVI (2 <sup>e</sup> série).
Sujets de prix mis au concours .....	C

## SECONDE PARTIE.

Notice biographique sur Philibert Simond, par S. Em. Alexis Billiet, cardinal, archevêque de Chambéry .....	1
Recherches sur le Livre anonyme, ouvrage inédit de Guichenon, par M. le marquis Costa de Beauregard .....	59
Quatrième Notice sur quelques monnaies de Savoie, inédites, par M. François Rabut .....	105
Mémoire sur l'ozone manifesté dans le serein et la rosée, par M. Charles Calloud .....	117
Analyse sur une terre argileuse en culture de Saint-Jeoire, par le même .....	129
Marie - Louise - Gabrielle de Savoie, reine d'Espagne. — Etude historique, par M. le comte Frédéric Sclopis .....	139
Utopie pour la réforme de la procédure civile, par M. Louis Pillet.	179
Ossements fossiles trouvés en Savoie de 1850 à 1862, par le même.	207

---













